27e Année N° 12 15 Juin 1920

GENERAL LIBRARY
JUL 28 1920
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Comtesse de Noailles. .	*Poèmes*.	673
Jules Lemaître.	*Un Aventurier* (Acte III).	679
***.	*Impressions d'Allemagne*.	706
Maxime Formont. . . .	*Le Bien-Aimé* (1re partie).	732
Un Officier.	*L'École de Guerre et son Enseignement*	783
Louis Schneider	*Hortense Schneider*.	795
G. de Raulin.	*Bazaine à Sainte-Marguerite*.	827
Fernand Vandérem. . .	*Les Lettres et la Vie*.	848
Félicien Challaye. . . .	*La Question du Chantoung*.	868

Copyright 1920 *Revue de Paris*

PARIS
DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENTS ET VENTE : 3, RUE AUBER
(MAISON D'ÉDITION CALMANN-LÉVY)

1920

LIVRES NOUVEAUX

MES VOISINS DE CAMPAGNE

par **Charles Géniaux.**

La plupart des récits qui composent ce volume ont paru dans la *Revue de Paris*; nos lecteurs ont pu apprécier la vigueur et le relief de ces tableaux de la vie de province, l'originalité des caractères et la vie morale intense des personnages. Malgré la diversité des types et des aventures, toutes ces nouvelles offrent le même genre d'attrait : celui de la réalité vivante interprétée par un artiste robuste, également habile à décrire des paysages oudes âmes.

LE DÉCLIN DE L'EUROPE

par **A. Demangeon.**

L'idée que suggère ce titre trouvera peu de contradicteurs. N'est-il pas vrai que notre vieux continent ne mène plus le monde aussi souverainement que jadis? La guerre — M. Demangeon le montre — a eu pour résultat d'accélérer ce déplacement du centre de gravité du monde. Comme marché de capitaux, comme place de grand commerce et comme atelier de construction navale, comme entrepôt et comme manufacture, comme agent de civilisation et de colonisation, l'Europe voit son rôle décliner. Est-ce son règne qui finit?

LA LITTÉRATURE ALLEMANDE PENDANT LA GUERRE

par **Maurice Muret.**

Très beau sujet, et bien traité. Plus que la presse, parce que plus élaborée, plus profonde, plus stable, la littérature d'un pays en crise est son témoin véridique. M. Muret a conduit son enquête avec une probe ingéniosité. Il a constaté qu'en Allemagne comme en France, ne s'est révélé aucun auteur de génie, n'a paru aucune œuvre marquante. Il a entendu, là-bas comme ici, distincts du chœur qui chante les sentiments dominants, quelques accents personnels et libres. C'est même ici la partie la plus intéressante de son étude : elle nous livre le secret des déceptions et des doutes dont ont souffert quelques rares Allemands quand, tel M. Brightling, ils « ont commencé à voir clair ».

BOB BATAILLONNAIRE

par **Pierre Mac-Orlan.**

C'est un roman d'aventures, mouvementé, accidenté, traité de verve avec toute la fantaisie qu'on était en droit d'attendre de Pierre Mac-Orlan. On y trouve toutes les qualités nécessaires au roman d'aventures et de plus certaines autres, parmi lesquelles l'humour, un humour d'une saveur très particulière.

SOUVENIR DE LA VIE LITTÉRAIRE

par **André Albalat.**

Nos lecteurs n'ont point oublié les souvenirs si amusants de M. Albalat sur *Faguet intime*; le reste du volume est dans cette note très parisienne. Ajoutons que tout cela qui est divertissant et agréablement malicieux est aussi documenté avec soin. Chemin faisant, M. Albalat remet au point plus d'une légende et aussi quelques réputations. C'est une petite histoire familière des lettres françaises à la fin du siècle dernier. M. Albalat en est le Tallemant des Réaux aimable et spirituel.

LUDENDORFF

par **le général Buat.**

Quand avaient paru les *Souvenirs de Guerre* de Ludendorff, le général Buat y avait écrit une préface. Il a jugé, avec raison, que l'homme méritait une plus longue étude. Il nous la donne dans ce livre, qui est, suivant ses propres termes, une « Présentation » des Mémoires du général allemand, mais « une présentation sous forme spéciale, c'est-à-dire condensée, accompagnée de commentaires destinés à projeter quelque lumière aussi bien sur le caractère du héros du livre que sur les causes de ses succès et de ses revers ». — De fait, l'image qui nous est tracée ici de Ludendorff paraît, à très peu près, exacte et définitive.

L'ART DE VOYAGER EN ITALIE

par **André Maurel.**

Nul assurément n'était plus qualifié pour nous enseigner cet art-là que M. André Maurel, l'auteur des *Petites Villes d'Italie* et des *Paysages d'Italie*, de qui l'on a pu lire ici même des études artistiques ou littéraires si distinguées sur les choses d'outre-monts. Entendons toutefois qu'il s'agit, dans le voyage où il nous convie, d'un pèlerinage intellectuel, en compagnie de Gœthe, de Rabelais, de Stendhal, de Ruskin dont l'auteur, tout en lui rendant justice, a bien raison de dénoncer le parti pris contre la Renaissance. Au point de vue pratique M. Maurel donne d'excellents conseils sur la meilleure manière de voir Rome, Florence, Naples et Venise. Son livre est à la fois un très bon guide et une excellente introduction à la vie spirituelle de l'Italie.

POÈMES

COMPONCTION

J'ai mis mon cœur avec de jeunes morts naguère,
Mais comment vous parler, soldats morts dans la guerre,
Immensité stoïque et gisante, par qui
A votre exclusion tout bien nous fut acquis ?
Un million de morts et chaque mort unique,
Un mourant, sa fierté, sa foi, son dénûment,
Sa pitié de soi-même à son dernier moment,
Cette acceptation secrète et nostalgique,
Et l'univers humain qui s'évade d'un corps
Comme un vol effrayé de fuyantes abeilles !
Les leçons de Virgile et celles de Corneille,
Les horizons, l'orgueil, le plaisir, les efforts,
L'espérance, tout est abattu lorsque tombe
Un de ces beaux vivants qui désigne sa tombe
Et la creuse, étendu, de la tête aux talons.
— Avons-nous vraiment dit, parfois : « Le temps est long »
Quand nous étions étreints par l'attente et l'angoisse?
Mais eux, membres épars, noms légers qui s'effacent,
Histoire écrite avec le silence et l'espace,
Souterraine torpeur, le secret de chacun
A jamais enfoui dans le sol froid et brun,
Eux dont vont se perdant la mémoire et la trace,
Eux, moins que la rosée et moins que le parfum !

— Mais non, vous n'êtes plus ni morts, ni solitaires,
Buée aérienne et vigueur de la terre,
Vous ne vous dressez plus contre d'autres humains,
Bonté tragique, inerte et dissoute des mains.
— Vous qui fûtes l'honneur, la douleur, le courage,
Jeunes corps à la fois épouvantés et sages,
Qui, voyant se lever vos meurtriers matins,
Êtes tranquillement entrés dans le Destin,
Morts émanés des bois, des routes et des plaines,
Vous qui contre la guerre à jamais protestez,
Par le divin soupir des calmes nuits d'été,
Vous enseignez la paix, vous repoussez la haine,
Vous exigez qu'on croie à la bonté humaine,
Vous portez l'avenir sur vos cœurs essaimés,
Infinité des morts, qui permettez d'aimer!

LA MORT DE JAURÈS

J'ai vu ce mort puissant le soir d'un jour d'été,
Un lit, un corps sans souffle, une table à côté :
La force qui dormait près de la pauvreté !
J'ai vu ce mort auguste et sa chambre économe,
La chambre s'emplissait du silence de l'homme.
L'atmosphère, songeuse, entourait de respect
Ce dormeur grave en qui s'engloutissait la paix.
Il ne semblait pas mort, mais sa face paisible
S'entretenait avec les choses invisibles.
Le jour d'été venait contempler ce néant
Comme l'immense azur recouvre l'océan.
On restait, fasciné, près du lit mortuaire,
Écoutant cette voix effrayante se taire.
L'on songeait à cette âme, à l'avenir, au sort.
Par l'étroit escalier de la maison modeste,
Par les sombres détours de l'humble corridor,
Tout ce qui fut l'esprit de cet homme qui dort,
Le tonnerre des sons, le feu du cœur, les gestes,
Se glissait doucement et rejoignait plus haut
L'éther universel où l'Hymne a son tombeau.

Et tandis qu'on restait à regarder cet être
Comme on voit une ville en flammes disparaître,
Tandis que l'air sensible où se taisait l'écho
Baisait le pur visage aux paupières fermées,
L'Histoire s'emparait, éplorée, alarmée,
De ce héros tué en avant des armées...

PRINTEMPS

L'aube point faiblement, tous les coqs ont chanté ;
Le bourgeon bleu du jour éclôt de tous côtés,
La nature a sa grâce intime et reposée,
Un vent léger transporte un parfum vif, amer,
Le jour, tout ruisselant d'éclat et de rosée,
Est frais comme un poisson qu'on arrache à la mer.
Le monde a revêtu la faible teinte verte
Qui semble un vol léger butinant la forêt,
A chaque instant on voit ce verdoyant secret
Enfler et chuchoter sur le branchage inerte,
Et le montant soleil a posé sur mon cou
Sa belle main forte et cuisante,
On entend dans les bois, — comme un cœur dont les coups
Ont une langueur hésitante, —
Le charmant hoquet du coucou.

Sur le bord frissonnant des eaux et du rivage,
Les canards égayés suscitent en nageant
Le rire éparpillé des petits flots d'argent
Où tremblent, verts îlots, leur pétillant plumage.
— Le plaisir, le bonheur, le franc contentement,
Divinités des airs, des lieux et des moments,
Sont partout répandus. Le feu du soleil noie
Les gazons veloutés de joie !

Et le chant de l'oiseau, vague, immatériel,
Qui sur les noirs rameaux s'ouvre comme un calice,
Communique à l'espace un débordant délice
Et parfume l'azur comme un astre le ciel !

LIBÉRATION

La nuit par sa tiédeur vient prolonger la chambre
La fenêtre est ouverte, et l'on se sent uni
A ce scintillement chuchotant, infini,
Des étoiles d'argent et de la lune d'ambre...

J'ai détourné de vous, tumultueux ami,
Après cet esclavage où tout l'être a frémi,
Mon esprit attiré par la beauté des choses.
— Tandis que votre front contre mon bras repose,
Mon cœur, libre de vous, de soi-même dispose.
Je renoue avec l'air ma noble parenté :
Le silence savant, les cieux, l'éternité
Me conquièrent avec un verbe énigmatique,
La nuit me parle ainsi qu'à son enfant unique.
— Comme la blanche étoile au bord des cieux d'ébène
Je me sens rayonner dans l'ombre ; nulle gêne
N'embarrasse ma pure et calme vanité ;
Et je me sens puissante, indolente, tranquille
Comme un profond jardin de palmiers dans une île...
— Mon anxieux Destin s'est en vous arrêté,
O nuit secrète et courte entre deux jours d'été !

UNE HEURE D'ÉTÉ

Un store jaune, un rosier rose,
L'azur compact et scintillant
Qui parmi les maisons repose
Comme un lait bleu dans un bol blanc,

Une abeille, mol équilibre,
Poids vibrant, velouté, penché,
Qui s'enchaîne aux fleurs, et puis, libre,
Semble en volant se pourchasser,

Le silence, fleuve limpide,
Où, calme navigation,
Indéfiniment se dévident
De fines intonations,

Voilà la beauté pure et pleine
D'un jour par les dieux composé ;
Mais, ô nuit, comme vous brisez
Cette ineffable porcelaine...

MÉLODIE

Comme un couteau dans un fruit
Amène un glissant ravage,
La mélodie aux doux bruits
Fend le cœur et le partage
Et tendrement le détruit.
Et la langueur irisée,
Des arpèges, des accords,
Descend, tranchante et rusée
Dans la faiblesse du corps
Et dans l'âme divisée...

SOLITUDE DANS LA NATURE

Éveil d'une journée heureuse !
L'atmosphère semble mousseuse
De chaleur, d'éclat, de langueur.
La force brusque de mon cœur
Bondit au ciel comme une balle.
— Comme de secrètes cymbales
L'argent des prés, l'argent des cieux,
Se rapprochent en chocs joyeux
Qui scintillent comme des lances.
Dans la verdure, le silence,
— Halètement calme et dispos
Sur qui passent de fines limes, —
Est incrusté de bruits infimes :
Cris légers, bonds légers d'oiseaux,
Rouet aérien des guêpes,
Frais chevrotement d'un ruisseau
Que la menthe rose intercepte.
— O jeune splendeur de l'été
Sûr de soi-même, indestructible,

Si saturé de volupté
Que votre orgueil semble insensible,
Je souffre lorsque vous riez
De toute votre verte force,
Avec les pommiers, les poiriers,
Les rameaux, fuselés ou torses ;
Je souffre lorsque je comprends
Que votre éblouissant torrent
Céleste, écumeux, qui se pâme,
Ne pourra réjouir mon âme
Que pendant quelque temps encor !
Saviez-vous quel puissant accord,
Mêlé d'ineffable torture,
M'apparente avec la nature
Par tous les rêves de ce corps
Plus que vous gonflé de verdure,
De plaisir défaillant et fort,
De soleil, d'espoir, de folie !
L'injuste ferveur qui me lie
A l'univers aveugle et sourd,
Est mon triste et blâmable amour.
— O solitude nostalgique !
Que peut ce végétal cantique
Qui m'emplit et me méconnaît
Et me fait chanceler? Je n'ai
De repos, d'oubli, de délices,
Que près de vous, tendre complice,
Indolent et fougueux ami !
Que vos bras étendus soient mis
Devant l'espace qui m'oppresse :
— Guerroyant plaisir des caresses,
Tumulte des regards humains,
Fureur des lèvres et des mains,
Dérobez à mon cœur qui souffre
Le limpide et bleuâtre gouffre,
Puisque l'amour seul peut ôter
La tristesse de la beauté !

COMTESSE DE NOAILLES

UN AVENTURIER[1]

DRAME EN CINQ ACTES ET NEUF TABLEAUX

ACTE TROISIÈME

QUATRIÈME TABLEAU

A Lissa, grand village montagnard. La place publique. Au fond, la maison de ville où est le quartier général du prince ; à droite, le corps de garde ; au fond, à gauche, l'église. Plusieurs rues ou ruelles aboutissent à la place.

SCÈNE PREMIÈRE

Des soldats autour d'un feu de bivouac, d'autres soldats (rôles muets) diversement occupés, puis quelques habitants.

PREMIER SOLDAT.

Tout de même, c'était chaud, hier.

DEUXIÈME SOLDAT.

Plus de vingt de nos camarades y sont restés.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mai et du 1er juin 1920.

PREMIER SOLDAT.

Le prince a reçu une balle dans son képi et trois dans son manteau.

DEUXIÈME SOLDAT.

Son fameux manteau noir. On dit que c'est celui de son aïeul Christian XII.

PREMIER SOLDAT.

Un porte-veine.

DEUXIÈME SOLDAT.

Il y paraît. Cinq nouveaux postes enlevés depuis quinze jours. Avec ceux d'avant, cela fait trente lieues de pays dont nous sommes maîtres. (*Quelques habitants sont sortis de leurs maisons, ils s'approchent timidement d'une affiche posée près de la porte du quartier général.*)

PREMIER SOLDAT.

N'ayez pas peur, nous sommes des amis.

DEUXIÈME SOLDAT.

Bien sûr, nous n'en voulons pas à l'habitant.

PREMIER HABITANT, *lisant l'affiche.*

« Au nom de la reine, nous, prince Renaud d'Alfanie, prenons possession de notre bonne ville de Lissa... Habitants de Lissa, vous n'avez rien à craindre de nous : vos personnes, vos biens, votre travail seront respectés. Nous sommes venus pour votre délivrance. Abusés de promesses mensongères, dépouillés de vos franchises locales, accablés d'impôts toujours croissants, vous connaîtrez par nous ce que c'est qu'un gouvernement juste...

DEUXIÈME HABITANT.

Et cætera...

PREMIER HABITANT.

Qu'est-ce que tu en penses?

DEUXIÈME HABITANT.

Il faut voir. Pour ce que nous avons à perdre !

PREMIER HABITANT, *continuant la lecture.*

« Avant un mois, nous en avons la confiance, nous rentrerons dans notre capitale, victorieux de vos oppresseurs. Pour Dieu! Pour la Reine! Pour la Patrie! »

PREMIER SOLDAT.

Pour la patrie, je veux bien, quoique je ne sois pas du pays. Pour Dieu... c'est une manière de parler. Mais pour la Reine... oh! la, la!

DEUXIÈME SOLDAT.

Enfin, on n'est pas malheureux... Avant, je faisais la contrebande. Cette guerre de surprises, d'embuscades, de marches pendant la nuit ne m'a donc pas trop changé... Et puis, on mange tous les jours.

TROISIÈME SOLDAT.

Le plus dur, c'est la discipline. La prison pour un coup qu'on a bu de trop. La mort pour la moindre chose chapardée en dehors des réquisitions... C'est embêtant.

DEUXIÈME SOLDAT, *raisonnable.*

C'est nécessaire... Sans ça...

TROISIÈME SOLDAT.

Et puis pas de femmes, ou guère... Le prince ne nous permet que celles qui veulent bien.

DEUXIÈME SOLDAT.

Il y en a.

TROISIÈME SOLDAT.

Pas assez.

QUATRIÈME SOLDAT.

Celles qui ne veulent pas... eh bien, on ne leur demande pas leur avis. Je connais une brune qui pourrait vous le dire.

DEUXIÈME SOLDAT.

Toi, tu sais ce que tu risques?

QUATRIÈME SOLDAT.

Bah ! Elles crient pendant, mais c'est rare qu'elles se plaignent après.

DEUXIÈME SOLDAT.

C'est que le prince ne plaisante pas là-dessus.

QUATRIÈME SOLDAT.

Ça lui est facile à lui. Il a son affaire.

DEUXIÈME SOLDAT.

Qui donc?

QUATRIÈME SOLDAT.

La petite princesse.

DEUXIÈME SOLDAT.

Tu es un imbécile. La princesse Béatrice nous a amené son oncle, le duc d'Orsova, qui en a amené d'autres et ç'a été pour nous un rude renfort. Et elle, si tu l'avais vue, comme moi, soigner les blessés... Enfin, c'est une vraie femme; si le prince l'aime, ce n'est pour rien de mal. Cela saute aux yeux.

QUATRIÈME SOLDAT.

Innocent !... Eh bien, mon vieux, pour un ancien forçat..

DEUXIÈME SOLDAT.

Ancien forçat, c'est possible... Je voudrais bien connaître ton passé, à toi, et le passé de tous ceux qui sont ici... J'ai été au bagne, oui, mais pour des histoires... Enfin, pour des histoires où je n'avais pas été lâche. Et, depuis que j'ai trouvé à me battre régulièrement, au service du prince, je suis devenu un honnête homme. Voilà.

SCÈNE II

LES MÊMES, UN CRIEUR.

LE CRIEUR, *roulement de tambour, puis il lit :*

« Habitants de Lissa, au nom de la reine, nous, prince Renaud d'Alfanie, vous faisons savoir qu'aujourd'hui à trois heures, sur la place publique, suivant l'usage des anciens rois, nous entendrons nous-même les plaintes de nos sujets et leur ferons justice. »

(*Nouveau roulement, puis il s'en va.*)

PREMIER HABITANT, *au deuxième soldat.*

Et c'est sérieux, ce qu'on vient de nous lire là?

DEUXIÈME SOLDAT.

Vous verrez. Mais vous pouvez demander à ceux de Sokal et de Nomi. Est-ce qu'on vous a maltraités jusqu'à présent?

PREMIER HABITANT.

Non, je ne peux pas le dire.

DEUXIÈME SOLDAT.

Eh bien, ça continuera... Je vais vous expliquer, c'est bien simple. Vous aurez à nous nourrir, et à nous équiper au besoin. Tout cela au plus juste prix. Oh ! je vous réponds qu'il n'y a pas de gaspillage... On a dû vous donner du papier en échange de ce qu'on a réquisitionné chez vous ce matin?

PREMIER HABITANT.

Oui, mais du papier... des fois, ce n'est pas grand'chose.

DEUXIÈME SOLDAT.

D'après ces papiers, la répartition des charges sera faite équitablement. Ceux qui ont fourni plus que leur part seront remboursés du surplus en bel argent, en écus comme celui que voilà (*il en tire*

un de sa poche), à l'effigie de la reine, qui est une belle femme, ou de la République, selon que cela se rencontrera... En somme, vous n'aurez à payer qu'un impôt militaire. Vous serez exemptés de tous les autres... Et puis, si vous êtes en retard pour vos travaux des champs, le prince vous donnera des soldats pour vous aider. Il l'a déjà fait dans d'autres villages... Je vous dis que vous n'aurez jamais été si heureux.

PREMIER HABITANT.

Alors... Et puis nous, vous savez, un gouvernement ou un autre...

SCÈNE III

LES MÊMES, MARROCA, CINQUIÈME ET SIXIÈME SOLDATS.

On entend des cris de femme ; puis Marroca apparaît traînée par deux soldats, qui la tirent violemment chacun de son côté.

MARROCA.

Au secours ! (*Elle s'échappe, vient se réfugier derrière le deuxième soldat, et s'enveloppe d'une mantille.*)

DEUXIÈME SOLDAT.

Voulez-vous la laisser tranquille?

CINQUIÈME SOLDAT, *ivre.*

Un instant ! C'est une qui rôdait autour du camp... C'est moi qui l'ai vue le premier.

SIXIÈME SOLDAT, *de même.*

Mais c'est moi qui l'ai rattrapée.

DEUXIÈME SOLDAT.

Ce qu'ils sont saouls !

CINQUIÈME SOLDAT, *au sixième.*

Si tu es un homme, nous allons régler ça tout de suite. (*Il tire son couteau, l'autre en fait autant, les paysans se retirent prudemment ; quelques-uns assistent de loin à la lutte.*)

DEUXIÈME SOLDAT, *s'interposant.*

Voyons, pas de bêtises.

CINQUIÈME SOLDAT.

Je me fous de toi.

DEUXIÈME SOLDAT.

C'est différent. (*Le cinquième et le sixième soldat se battent à coups de couteau.*)

PREMIER SOLDAT, *voyant de loin venir Mircousch.*

Le sergent !

CINQUIÈME SOLDAT.

Je me fous du sergent.

SCÈNE IV

LES MÊMES, MIRCOUSCH.

MIRCOUSCH, *un peu gris.*

Qu'est-ce qu'il y a?

MARROCA, *voilée, se réfugiant vers lui.*

Sauvez-moi !

MIRCOUSCH.

N'ayez pas peur. (*Pendant ce temps-là, le cinquième soldat tombe frappé à mort.*)

SIXIÈME SOLDAT.

Ça y est ! (*Des soldats se penchent sur le mourant et l'examinent.*)

DEUXIÈME SOLDAT.

Pauvre bougre !

TROISIÈME SOLDAT.

Je vais chercher le major.

DEUXIÈME SOLDAT.

Pas la peine.

SIXIÈME SOLDAT.

Et maintenant, à moi la femme !

MIRCOUSCH.

Viens donc la prendre !

SIXIÈME SOLDAT, *surpris.*

Mon sergent...

MIRCOUSCH.

Toi, ton compte est bon. *(Les autres s'éloignent sur un signe de lui).*

SIXIÈME SOLDAT, *subitement dégrisé.*

C'est bête, tout de même, d'avoir tué un camarade. Au moins, sergent, puisque dans tous les cas mon affaire est sûre, donnez-moi la femme. Que j'aie un peu d'agrément avant de crever...

MIRCOUSCH, *après avoir regardé Marroca voilée, à part.*

Mâtin ! (*Au sixième soldat.*) Écoute. Cède-la-moi de bonne amitié et je te sauve.

SIXIÈME SOLDAT.

Vrai?

MIRCOUSCH.

Ma parole. Ce n'est pas un mauvais marché pour toi.

SIXIÈME SOLDAT.

Ni pour vous.

MIRCOUSCH.

Ça va?

SIXIÈME SOLDAT.

Ça va, sergent.

MIRCOUSCH, *aux soldats.*

Pas un mot, vous autres? Nous ne sommes pas ici pour nous faire tort entre nous, n'est-ce pas?

LES SOLDATS.

Bien sûr.

SCÈNE V

LES MÊMES, JEAN, BÉATRICE, LE DUC.

(*Ils sont sortis, causant ensemble de la maison du quartier général, et, ayant aperçu le groupe, se sont approchés.*)

JEAN, *à Mircousch.*

Qu'est-ce que c'est ?

MIRCOUSCH.

Un de mes hommes qui avait été blessé à Krasna... Il se croyait guéri. Et puis, tout à l'heure, sa blessure s'est rouverte... Je ne crois pas qu'il en ait pour longtemps...

BÉATRICE, *s'agenouillant près du mourant pour l'examiner.*

Mort.

(*Tout le monde se découvre.*)

JEAN

Prions pour notre compagnon.

(*Il s'agenouille, les autres aussi.*)

PREMIER SOLDAT.

Elle est bien bonne !

DEUXIÈME SOLDAT

Tais-toi.

JEAN, *se relevant et apercevant Marroca.*

Quelle est cette femme ?

MARROCA, *toujours voilée, déguisant sa voix.*

Je viens de Touldja ; j'allais à Boteni, appelée par mon père malade. Mon cocher a eu peur et m'a abandonnée. J'ai voulu continuer ma route à pied, je me suis égarée, et vos soldats m'ont prise.

JEAN.

Je te la confie, Mircousch, ordonne qu'on la respecte. Puis, quand elle sera reposée, qu'on la remette dans son chemin.

MIRCOUSCH.

Bien, monseigneur.

LE DUC.

Mais si c'était une espionne?

BÉATRICE.

Oh ! mon oncle !

JEAN.

Et quand même ! Qu'elle rapporte ce qu'elle a vu, je ne demande pas mieux.

MIRCOUSCH, *s'approchant.*

Monseigneur...

JEAN.

Quoi?

MIRCOUSCH.

Je... je voudrais...

JEAN.

Parle.

MIRCOUSCH.

Je voudrais de l'avancement.

JEAN.

Encore? Je t'ai déjà répondu. Tu es un bon soldat et j'ai de l'amitié pour toi. Mais tu te grises et puis tu ne sais pas lire. Je

t'ai nommé sergent parce que c'était toi. C'est vraiment tout ce que je pouvais. Plus tard nous verrons.

MIRCOUSCH.

Pourtant, monseigneur, j'aurais cru... parce que, n'est-ce pas? il y a longtemps que je vous connais... Et alors, à cause du passé...

JEAN, *durement.*

Que veux-tu dire?

MIRCOUSCH

Rien, monseigneur.

JEAN.

Va et fais ce que je t'ai commandé. (*Mircousch va rejoindre Marroca et l'emmène. Jean va retrouver Béatrice et le marquis.*) Où en étions-nous, mon cher général?

LE DUC.

Je vous disais, monseigneur, que les journaux apportés cette nuit sont plutôt encourageants. Aucun du moins ne vous est formellement hostile. Les gouvernements européens se réservent, attendent. Autrement dit, ils commencent à croire possible le succès de votre entreprise.

JEAN.

Avez-vous fait attention, duc, que leur changement d'attitude a coïncidé avec votre arrivée dans mon camp? Votre exemple a entraîné le reste des gentilshommes de la province. Je vous dois beaucoup, mon vieil ami, et je suis heureux de tant vous devoir.

LE DUC, *montrant Béatrice.*

C'est cette enfant qu'il faut remercier, monseigneur.

JEAN.

Je vous remercie donc de m'avoir amené votre oncle, Béatrice.

BÉATRICE.

Je l'ai décidé à faire ce dont il mourait d'envie ; mon rôle a donc été modeste.

LE DUC.

Et tout cela n'eût servi de rien, monseigneur, sans votre indomptable foi, et sans ce don royal que vous avez de la communiquer aux autres. Je ne parle pas de votre courage ni de vos vertus de chef d'armée. Quand je songe qu'il y a aujourd'hui vingt ans... Vous aviez dix ans, monseigneur, et vous deviez, ce jour-là, revêtir pour la première fois l'uniforme de colonel de la garde. J'avais l'honneur d'être votre gouverneur, et je vous vois encore pleurer, sangloter, vous débattre... J'ai été obligé de vous punir. Vous criiez que vous ne vouliez pas être soldat ! Vous avez changé depuis. Je vous faisais honte, je vous disais : « Vous ! vous qui serez roi ! » Et vous répondiez : « Je ne veux pas être roi ! ». Vous rappelez-vous, monseigneur?

JEAN.

Oui, oui... Duc, je vous avoue mon faible. J'adore que vous me racontiez mon enfance.

LE DUC.

Cela se trouve bien : j'adore vous la raconter.

JEAN, *avec une ironie imperceptible.*

Vous avez la fidélité du cœur et cela me touche plus que tout ; mais vous avez aussi la fidélité de la mémoire, et minutieuse ; et si vous saviez comme cela m'amuse !

LE DUC.

Une autre fois... c'était à Lœwenbrünn, et Béatrice avait déjà six ans...

UN OFFICIER, *sortant du quartier général, s'approchant du duc un peu mystérieusement.*

Mon général, on a besoin de vous.

LE DUC.

J'y vais... (*à Jean.*) Je vous conterai cela plus tard, monseigneur.

JEAN.

Veillez bien à ce que tout soit prêt, mon cher duc.

Depuis quelques instants, on a mis sur un brancard le soldat mort, et on l'a porté à l'église. Jean et Béatrice restent seuls en scène.

SCÈNE VI

JEAN, BÉATRICE.

JEAN.

L'excellent ami ! et que je lui sais gré d'être votre oncle !

BÉATRICE.

Il a encore d'autres titres, monseigneur.

JEAN.

Oui, mais pas de meilleurs que celui-là. Vous êtes, Béatrice, toute ma joie et toute ma douceur. Vous répandez une grâce sur une œuvre rude et sanglante. Les fronts s'éclairent quand vous passez. Mes soldats se battent encore mieux depuis qu'ils savent que, s'ils sont blessés, vous serez leur infirmière. Et moi, vous m'avez rendu meilleur. Vous avez élevé mon ambition et affermi ma foi. Avant votre arrivée, je doutais par moments de la pureté de mon dessein et du désintéressement de ma pensée ; je ne savais pas bien si c'était pour mon peuple, ou pour moi, que je tentais cette entreprise, et je n'étais pas toujours très sûr d'être autre chose qu'un aventurier. Mais la cause que je soutenais m'est devenue vénérable et sainte en s'incarnant en vous. Je sais maintenant que je combats pour quelque chose de désintéressé, de grand et de pur, puisque je combats pour vos croyances et pour vos rêves, pour tout ce qui vous fait si charmante, si brave et si bonne..

BÉATRICE.

Puissé-je être ainsi, monseigneur; mais ce que vous dites avoir reçu de moi, tout cela était en vous. Et moi aussi j'ai cru davantage à notre cause en vous voyant la défendre. Si profonde que fût ma foi, je savais bien que plusieurs de nos princes, et surtout dans ces derniers temps, n'avaient pas compris tout leur devoir ; et je me disais que Dieu, à cause de cela, avait peut-être rejeté leur race. Vous êtes venu alors. Votre âme semblait toute pareille, à travers les siècles, à celle de nos plus lointains ancêtres, des rois chevaliers dont la vertu a fondé ce royaume : et j'ai senti aussitôt que, par vous, il ressusciterait.

JEAN.

En attendant, mon amie, vous connaissez ma fortune. Un coin de montagne pour royaume, une vie dure et sans cesse menacée, des fatigues et des dangers de toutes les heures, et l'incertitude tragique du lendemain... Voilà ce que j'ai à vous offrir. Et c'est pourquoi, je vous dis : Béatrice, voulez-vous être ma femme?

BÉATRICE.

Et moi je vous réponds simplement : oui, monseigneur ; oui, mon cher Renaud... Mais laissez-moi n'être d'abord que votre fiancée, je serai votre femme quand vous aurez sauvé l'Alfanie et que vous serez rentré dans votre capitale ; car, tant que mon pays sera malheureux, je ne puis consentir à être heureuse. Et n'allez pas croire que je mette cette condition à notre mariage par ambition, par vanité, par une trop haute estime de ma personne, ni dans la pensée romanesque de vous imposer une épreuve. Si notre espérance est trompée, si je ne puis être votre femme dans la victoire... eh bien, je le serai dans l'exil ou dans la mort.

JEAN.

Vous m'aimez ?

BÉATRICE.

Je vous aime.

JEAN.

Et vous vous engagez à moi?

BÉATRICE.

De tout mon cœur, par cette croix (*Elle désigne la croix du manteau de Jean.*) par cette épée qui est aujourd'hui votre sceptre ! par ces montagnes d'Alfanie, antique berceau de ses premiers rois !

JEAN.

Qu'il soit donc fait comme vous le voulez ! Mais, voilà, mon amie, des fiançailles sévères.

BÉATRICE.

Et bien douces pourtant. (*Elle lui tend la main.*) — *Lui montrant la maison du quartier général.*) On nous attend, monseigneur. (*Ils entrent dans la maison. A ce moment d'un autre côté reparaissent Mircousch et Marroca.*)

SCÈNE VII

MARROCA, MIRCOUSCH.

MIRCOUSCH (*un peu gris*), *montrant la maison d'où il est sorti à la scène IV.*

Venez... là.

MARROCA.

Tout à l'heure.

MIRCOUSCH.

Laissez-moi du moins voir votre figure.

MARROCA, *reprenant une conversation commencée.*

Plus tard... Vous me disiez que vous connaissiez le prince depuis longtemps?

MIRCOUSCH.

Oui ; tel que vous me voyez, avant qu'il ne vienne faire la guerre ici, c'est moi qui l'accompagnais dans ses voyages.

MARROCA.

Il aurait dû mieux s'en souvenir.

MIRCOUSCH.

Ah ! bien oui ! Il me traite moins bien qu'un tas de va-nu-pieds qui ne sont venus le rejoindre que parce qu'ils crevaient de faim. J'aurais voulu commander une garnison, la plus petite, cela m'était égal. Il m'a refusé.

MARROCA.

Quelle raison en a-t-il donné?

MIRCOUSCH.

Aucune.

(*Un temps.*)

MARROCA.

Peut-être n'aime-t-il pas ceux qui le connaissent depuis trop longtemps?

MIRCOUSCH.

Cela se pourrait bien. Mais il a tort, grand tort... Il est mon chef et je ne parlerai jamais mal de lui. Et pourtant... si je voulais

MARROCA.

Oui, n'est-ce pas? Vous n'auriez qu'un mot à dire... qu'à l'appeler publiquement par son vrai nom?

MIRCOUSCH.

Mais...

MARROCA, *relevant son voile.*

Regarde-moi, Mircousch.

MIRCOUSCH.

Marroca !

MARROCA.

Oui, Marroca, Marroca qu'il a brutalement abandonnée, qu'il a rejetée comme un bagage encombrant, et dont il a broyé le cœur, et qui le hait, et qui va se venger, — enfin !

MIRCOUSCH.

Vous ! dire que c'est vous !

MARROCA.

Bien changée... n'est-ce pas ? Si tu savais mon histoire, Mircousch ! A Calcutta, j'ai mendié dans les rues, car l'argent qu'il m'avait laissé je l'eus bientôt dépensé à chercher sa trace sur tous les chemins. J'ai été servante de bar, fille à matelots : il fallait vivre... Quand la nouvelle de l'insurrection royaliste est venue là-bas, j'ai dit tout de suite : « c'est lui ! » j'en étais sûre. Et quand j'ai eu de quoi payer mon passage, je me suis embarquée... Et me voici, et malheur à lui ! je suis son crime oublié qui va le prendre à la gorge... Dis-moi, Mircousch, le prince Renaud, le vrai... il l'a assassiné, n'est-ce pas?

MIRCOUSCH.

Non, ça, je ne peux pas le dire.

MARROCA.

Tu diras au moins ce que tu sais, ce que nous savons. Tu le diras, Mircousch, si tu as du cœur ; et pas seulement à cause de son ingratitude envers toi, mais parce que tu es un honnête homme et que tu as le devoir de démasquer une imposture abominable et qui a déjà coûté tant de sang. Il faut que tu le dénonces avec moi, Mircousch, il le faut, si tu n'es pas un lâche.

MIRCOUSCH.

Mais à quoi cela me servira-t-il?

MARROCA, *de tout près.*

Écoute, je te dis tout à toi... J'ai offert mes services au gouvernement républicain, et je suis ici son émissaire... J'ai fait mes conditions et je ne t'ai pas oublié... Tu comprends bien que la république payera cher ceux qui l'auront délivrée de cet homme. Si tu veux m'y aider, tu auras de l'argent, beaucoup d'argent, et une bonne place, j'en ai la promesse écrite.

MIRCOUSCH.

Mais... s'il devait tout de même réussir, je ferais mieux de lui rester fidèle.

MARROCA.

Non, car certainement il te craint, comme on craint celui qui tient votre secret, et il n'attend qu'une occasion de se débarrasser de toi... Et puis, il ne peut pas réussir. Je sais les préparatifs qu'on fait contre lui, sa perte n'est qu'une affaire de temps... Vois si tu veux te perdre avec lui et pour l'amour de lui.

MIRCOUSCH.

Mais, si les autres ne nous croient pas, nous jouons notre tête.

MARROCA.

Nous verrons bien. Mais ils nous croiront. Ils nous croiront si nous parlons tous deux. Et puis j'ai d'autres preuves encore que notre parole... Enfin, il doit y avoir, parmi tes camarades, des mécontents comme toi?

MIRCOUSCH.

Bien sûr.

MARROCA.

Ceux-là seront pour nous et nous défendront au besoin. Tu peux du même coup te venger, faire une bonne action, gagner beaucoup d'argent, et avoir de moi, — tu entends bien? — tout ce que tu voudras : et tu hésites?

MIRCOUSCH, *lui montrant la maison du corps de garde.*

Entrons là d'abord.

MARROCA.

Tu connais mes conditions. Es-tu décidé?

MIRCOUSCH.

Oui.

MARROCA.

Alors, viens.

(*Ils entrent dans la maison du corps de garde.*)

SCÈNE VIII

JEAN, BÉATRICE, LE DUC, SOLDATS, OFFICIERS, HOMMES ET FEMMES DU PEUPLE.

Après les dernières répliques de la scène précédente, sonnerie de clairon, la petite armée vient se ranger autour de la place. Arrivent de tous côtés des paysans et des femmes. Puis Jean sort du quartier général accompagné du duc et de Béatrice.

JEAN.

Qui demande justice?

(*Une femme s'avançant suivie d'un paysan.*)

LA FEMME.

Moi.

JEAN.

Parlez.

LA FEMME.

Je n'ose pas. (*Elle sanglote.*)

JEAN, *au paysan.*

Vous êtes son mari?

LE PAYSAN.

Oui, monseigneur. Un de vos soldats l'a prise de force. Elle n'était pas consentante, monseigneur, et la preuve c'est qu'elle a gardé des meurtrissures sur tout le corps. J'étais allé porter à la maison de ville, le blé réquisitionné chez moi. En rentrant, j'ai entendu des cris, dans la chambre, des cris de femme qu'on égorge, et comme j'ouvrais la porte, j'ai aperçu l'homme qui sautait par la fenêtre... Mais je n'ai pas pu voir sa figure.

JEAN, *à la femme.*

Et vous, pourriez-vous le reconnaître?

LA FEMME, *violemment.*

Ah! oui, par exemple!

JEAN.

Alors, cherchez vous-même dans les rangs. (*La femme s'arrête devant un soldat qui est le quatrième soldat de la scène, et se tait.*) Eh bien?... Vous connaissez le code militaire? Le coupable sera fusillé séance tenante... Est-ce lui? (*La femme se tait, le soldat, très pâle, la regarde avec angoisse.*) C'est lui, n'est-ce pas? (*Nouveau silence.*)

LA FEMME.

Non, monseigneur.

LE PAYSAN.

Non?

LA FEMME.

Non.

LE PAYSAN.

C'est tout de même trop malheureux... Voyons, cherche encore.

LA FEMME.

Je ne sais plus. (*Se jetant dans les bras de son mari.*) Ce n'est pas ma faute, mon ami, ce n'est pas ma faute.

JEAN, *à la femme.*

Je ne puis donc vous faire justice... Mais voulez-vous garder ceci en souvenir de moi? (*Il lui donne une bague.*)

LA FEMME.

Oh ! Monseigneur... monseigneur...

JEAN.

Allez. (*Le mari emmène la femme sanglotante. Jean s'approche du soldat.*) Vos armes sont mal tenues... Capitaine... un mois de prison à cet homme.

LE CAPITAINE.

Bien, monseigneur.

(*Depuis quelques instants, Mircousch et Marroca sont sortis de la maison du corps de garde. Mircousch se place à son rang.*)

SCÈNE IX

LES MÊMES, MIRCOUSCH, MARROCA.

JEAN.

Y a-t-il d'autres plaignants?

MARROCA, *s'avançant.*

Moi.

JEAN, *il tressaille en la reconnaissant, puis froidement.*

Parlez, madame.

MARROCA.

Me reconnais-tu, Jean Rock ! (*Murmures d'étonnement.*)

LE DUC, *à un officier.*

Emmenez cette femme : elle est folle.

JEAN.

Laissez... Oui, madame, je vous reconnais. Vous vous appelez Marroca, et vous avez été, en effet, la compagne de Jean Rock, un ami qui me fut bien cher. Vous étiez encore près de lui le matin du jour où il mourut sous mes yeux. Parlez donc. Vous pouvez dire à tous ce que vous avez vu, et je commande à tous de vous écouter en silence

MARROCA.

Tu fais le brave, Jean, mais tu sues d'angoisse et tu sens, dans le fond de ton cœur, que tu es perdu. Oui, je parlerai, et tant que je t'arracherai ton masque... C'était là-bas, dans le col de Hardaga... Il y avait avec toi, ce jour-là, le prince Renaud, moi et Mircousch. (*Rumeurs dans un groupe de soldats.*)

JEAN.

Silence ! (*A Marroca.*) Tout cela est parfaitement exact. Et après?

MARROCA.

Vous êtes partis tous les trois me laissant dans le chalet où nous avions passé la nuit. Vous êtes, paraît-il, tombés dans une crevasse. Ce qui est sûr, c'est que le prince a été tué, soit par sa chute, soit peut-être autrement. Alors tu as chargé Mircousch d'aller déclarer à Mandara, au consulat d'Alfanie, que, le prince et toi, vous étiez morts, et de ramener des hommes pour chercher vos cadavres. Resté seul, veux-tu que je te dise ce que tu as fait? Tu as dépouillé le corps du prince ; tu lui as pris ses papiers et son anneau ; tu as volé ce mort, et tu l'as jeté dans un gouffre où l'on ne pût le retrouver. Puis tu as pu t'échapper, je ne sais comment, et deux mois après tu débarquais, sous le nom du prince, à Trieste où t'attendaient ses partisans.

JEAN.

Et ils ne se sont pas aperçus de la substitution? Voilà qui est fort vraisemblable.

MARROCA.

Ils ne t'avaient pas vu depuis quinze ans, et tu es habile.

JEAN.

Le conte n'est pas mal imaginé : mais avez-vous des preuves, madame?

MARROCA.

J'ai d'abord un témoin.

JEAN.

Qui?

MARROCA.

Mircousch, lui-même.

JEAN.

Qu'il parle donc. (*A Mircousch.*) Tout ce qu'elle vient de dire, est-ce vrai?

MIRCOUSCH.

Eh bien... oui, là ! (*Murmures du même côté que tout à l'heure.*)

JEAN.

Silence dans les rangs ! (*A Mircousch.*) Je t'ai recueilli après la mort de Jean Rock ; tu m'as suivi librement en Alfanie ; tu t'es librement engagé dans l'armée royaliste, et tu t'es bien battu. Pourquoi n'as-tu rien dit jusqu'à présent?

MIRCOUSCH.

Parce que... enfin parce que vous m'en imposiez... parce que j'avais peur de vous... Mais j'en ai assez d'être votre complice... La vérité m'étouffe ; voilà ! (*Rumeurs toujours du même côté.*)

JEAN.

Je vous rappelle que tout acte de rébellion en campagne est passible de la peine de mort. (*A Mircousch.*) Ton témoignage ne prouve rien, Mircousch. Tu t'insurges contre moi parce que j'ai été juste, parce que je n'ai pas cru que, de t'avoir connu avant de venir ici, cela me donnât le droit de te favoriser au détriment de mes autres soldats.

VOIX DANS LES RANGS.

Oui... c'est ça... le prince a raison.

JEAN, *continuant.*

Tu mens, puisque je suis le prince. Mais si je n'étais pas le prince, si j'étais en effet Jean Rock, tu serais donc un misérable, puisque tu trahirais l'homme qui t'a sauvé la vie, le jour où les mineurs de Black-Hills voulaient te pendre parce que tu les avais volés. Je le sais ; mon pauvre Jean me l'avait raconté.

MIRCOUSCH, *balbutiant.*

Ça n'est pas vrai... ça n'est pas vrai...

JEAN, *doucement.*

Pourquoi me hais-tu, Mircousch?

MIRCOUSCH.

Je ne vous hais pas... je... (*Il pleure.*)

JEAN, *à Marroca.*

Vous voyez, madame, qu'il faudrait apporter d'autres preuves.

MARROCA.

Les preuves? Elles surabondent. La disparition du prince a été officiellement constatée. Pourquoi, si tu es le prince Renaud, n'es-tu pas retourné à Mandara quand tu savais qu'il passait pour mort? Pourquoi ne t'es-tu pas présenté à la reine? Pourquoi la reine ne t'a-t-elle pas reconnu publiquement pour son fils?

JEAN.

Toutes ces objections ont été faites vingt fois et à toutes j'ai répondu point par point.

MARROCA.

Tu veux d'autres preuves, tu les auras. J'ai des lettres de toi, des lettres d'amour, hélas ! On en peut rapprocher l'écriture, et de celle du prince, et de celle que tu as sans doute essayé de te faire depuis un an. J'ai ton portrait et celui du prince, tous deux de la même époque. On peut comparer. Et d'autre part, il ne faut que des yeux pour retrouver, dans la tête que tu as su te composer d'après la sienne, celle que tu avais alors. Je demande que l'examen

soit fait... par qui tu voudras ! (*Aux soldats.*) Et vous verrez, vous autres, s'il vous plaît encore de verser votre sang pour un faussaire et pour un imposteur.

PREMIER SOLDAT.

Bah ! qu'est-ce que ça nous fait?

DEUXIÈME SOLDAT.

Pour nous, ça revient au même.

UN OFFICIER.

Pardon ! il importe que cette femme soit pleinement confondue ; et pour cela, je demande, comme elle, monseigneur, que les pièces qu'elle détient soient examinées.

(*Rumeurs du même côté que précédemment.*)

Oui ! oui ! Nous voulons savoir... (*Quelques soldats s'avancent vers Jean d'un air menaçant. Le marquis, Béatrice et d'autres soldats se rangent autour de lui pour le défendre.*)

JEAN, *les écartant.*

Laissez, c'est inutile. (*Aux mutinés.*) Le premier qui approche je lui brûle la cervelle... Vous êtes fous ! Cette femme est une malheureuse payée par le gouvernement républicain. Je pourrais vous demander, — car vous m'avez tous vu dans le conseil et dans l'action, — si ma conduite est celle d'une âme basse, d'une âme capable de la fourberie dont on m'accuse. Je pourrais vous demander aussi, puisque votre sort est lié au mien, ce que vous deviendriez sans moi, ou encore invoquer le témoignage (*Montrant le marquis.*) de ce vieux serviteur de ma famille, qui fut jadis mon gouverneur et qui me connaît, lui, je suppose. Mais je passe outre, dédaigneux de la trahison ; et je termine simplement, comme j'en avais dessein, ces assises de paternelle justice par une cérémonie dont j'avais négligé de vous avertir. Après, si quelqu'un garde des doutes il le dira. (*Il va ouvrir la porte de la maison du quartier général.*) Venez, madame. (*La reine Gertrude, en costume d'apparat, s'avance.*)

SCÈNE X

LES MÊMES, LA REINE.

TOUS.

La reine ! (*Béatrice lui baise la main.*)

LA REINE, *à Béatrice.*

Bonjour, mon enfant. (*Au duc.*) Je suis charmée de vous revoir, monsieur d'Orsova. (*Aux officiers.*) Je suis heureuse, messieurs, de me trouver au milieu de vous.

PRESQUE TOUS.

Vive la reine !

JEAN.

Reprenez vos rangs. (*Tous obéissent.*) Sa Majesté, pour qui nous combattons, a bien voulu, malgré le danger, se rendre cette nuit auprès de nous et venir animer de sa présence ses fidèles sujets et défenseurs. (*A la reine.*) Nos affaires vont bien, madame. Nous avons deux grands secours : le désordre moral qui règne parmi nos ennemis et cette terre même d'Alfanie que nous voulons rendre à ses rois. La montagne est notre alliée. Nous occupons un point où aboutissent des vallées profondes et convergentes. Chacune se termine à son autre extrémité par un col étroit où l'ennemi ne peut passer que lentement et difficilement : je n'ai donc qu'à me porter tour à tour, avec toutes mes forces, vers chacune de ces gorges, à mesure que l'ennemi en tente le passage. Et cela peut durer très longtemps. Nous sommes maîtres de plus de trente villes ou villages. Le marquis de Sulina tient garnison à Sava, le comte de Mano à Pirna... Je ne vous nomme, madame, que ceux de mes lieutenants que vous avez personnellement connus. Et comme de nouvelles recrues m'arrivent tous les jours et me permettront de m'éloigner un peu plus de ma base d'opérations, j'espère qu'avant huit jours nous tiendrons Krasna, la capitale de la province. Et maintenant, vous plairait-il, madame, de passer la revue de votre petite armée? Elle est grande, je vous assure, par le courage et par la foi.

LA REINE. (*Elle fait un signe affirmatif. Puis, tandis que Jean donne ses ordres, elle dit au duc en lui montrant un jeune officier :*)

Qui est celui-là?

LE DUC.

Le lieutenant Dario, madame. Il était coiffeur à Pirna.

LA REINE.

Il est joli homme.

(*Une partie des soldats rentrent dans la coulisse pour défiler tout à l'heure.*)

JEAN, *allant à Mircousch.*

Eh bien, Mircousch?

MIRCOUSCH.

J'ai perdu.

JEAN.

Qu'as-tu mérité?

MIRCOUSCH.

D'être fusillé.

JEAN.

Tu l'as dit.

LA REINE.

Non, mon fils. Je ne veux pas que mon arrivée ici soit marquée par du sang. Ce pauvre homme s'est visiblement laissé séduire par une mauvaise femme. Je vous demande sa grâce.

LE DUC.

On reconnaît là votre bonté, madame, mais il y a pour moi, dans le cas de Mircousch, quelque chose de plus criminel que la révolte même : le mensonge.

JEAN.

La reine, duc, exprime un désir quand elle pourrait donner un ordre. (*A Mircousch.*) Je te dégrade, mais je te laisse la vie. Remercie la reine.

MIRCOUSCH.

Oh ! madame... (*Perdant la tête.*) Oh ! monseigneur...

TOUS.

Vive la reine ! Vive le prince Renaud !

JEAN, *à Mircousch à mi-voix.*

Ne recommence pas, imbécile... Si tu te conduis bien à la prochaine affaire, je te rends tes galons, et même mieux. (*Plus haut, montrant Marroca.*) Quant à cette femme...

BÉATRICE.

Si elle est folle, plaignons-la. Dédaignons-la si elle est méchante. Je vous demande sa grâce.

JEAN.

Soit. Qu'on la conduise en dehors de nos lignes, et qu'il ne lui soit fait aucun mal.

MARROCA.

C'est pourtant bien toi, gredin ! (*On l'entraîne.*) Nous nous reverrons, Jean, nous nous reverrons.

JEAN.

Vous ne pouvez rien contre moi, madame. (*Il fait un geste vers un officier. L'armée défile devant la reine.*)

LA REINE, *au moment où le lieutenant Dario, passant devant elle, la salue de l'épée.*

Oui, très joli homme.

(*Le défilé continue.*)

(*La fin prochainement.*)

JULES LEMAITRE

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

Bien que, depuis 1870, le peuple français n'aimât point porter son regard au delà des Vosges, l'opinion qu'il s'était formée, une fois pour toutes, des Allemands n'en contenait pas moins une grande part de vérité. Les rares Français qui, avant la guerre, voyageaient en Allemagne n'y découvraient rien qu'ils n'eussent pressenti. Ils rencontraient ces ridicules que leur avaient révélés déjà les albums de Hansi et de Zislin, les livres même de M. Barrès et de M. Bazin : professeurs à lunettes d'or, commerçants et bourgeois appuyant leurs ventres aux tables des tavernes, touristes au chapeau orné de plumes vertes, officiers corsetés et pommadés, femmes massives, aux traits épais, vêtues d'étoffes grossières et mal coupées. Ils avaient occasion surtout d'observer les qualités de la race que nul ne songeait à contester : sa ténacité, sa persévérance, son goût de l'effort laborieux, son esprit de discipline, — cet ensemble de qualités qui ont fait du peuple allemand, aux mains du gouvernement impérial, un merveilleux instrument de travail et de domination, et qui auraient assuré à l'Allemagne, si elle se fût contentée de vaincre par l'exercice de ses seules vertus, la conquête pacifique du monde.

Ces temps ne sont plus. Sans doute, les statues des Hohenzollern ornent toujours de leur masse blanchâtre la *Siegesallee*, et la statue de la Victoire, étincelante au soleil, domine, du haut de sa colonne, l'entrée de Berlin. Les monuments de marbre subsistent, mais ils ont perdu leur sens ; ils survivent, témoins encombrants du passé.

*
* *

Quelle ne fut pas ma stupéfaction, lorsque, venu de France, la mémoire pleine encore des impressions que j'avais recueillies durant des séjours antérieurs, je débarquai à Berlin, en 1919, un matin de décembre ! Cahoté dans une auto sans pneus et sans vitres, à travers les rues sales, où la boue se mêlait à la neige, où les ordures s'accumulaient le long des maisons, je croyais avoir mesuré d'un seul regard l'étendue des changements produits par la guerre. Mais je compris bientôt que ces changements ne sont que des signes extérieurs, l'expression atténuée de transformations profondes des âmes.

Le respect de l'autorité a disparu. Ceux qui la représentent ne cherchent qu'à la faire oublier, car ils ne se sentent point soutenus par leurs chefs. Au coin des rues, au centre des places, l'agent de police, jadis dieu respecté des carrefours, n'essaie même pas d'ordonner le tourbillon qui s'agite autour de lui. Si le soldat salue son officier, ce n'est plus en faisant claquer les talons avec la raideur d'un automate, c'est avec une nonchalance qui paraît dédaigneuse. Dans les boutiques, la foule houleuse glapit, s'insurge contre les règlements, prête à tout saccager. Au moindre incident, pour un chien écrasé, pour un cheval emballé, pour un ivrogne, les passants s'attroupent, vocifèrent, prennent parti, parfois en viennent aux mains. Les employés des chemins de fer, jadis des employés modèles, sont fatigués, inertes, secoués d'accès de mauvaise humeur ; ils refusent de prendre aucune responsabilité, invoquent, pour expliquer leur désœuvrement, des règlements contradictoires, et semblent occupés seulement à mentir et à empocher des pourboires. Les bandits pullulent, la police indifférente leur abandonne des quartiers entiers, où l'on ose à peine s'aventurer, car les rixes et les attaques nocturnes y sont l'ordinaire de la vie.

Dans les campagnes, le respect de la légalité et du bien d'autrui n'est plus qu'un souvenir. Nul n'essaie d'y remédier. Qu'importent les menus faits divers des villages, déplacements de bornes et de clôtures, substitutions de bétail? Les contrôleurs aux vivres ne peuvent mettre la main sur le lait, sur le

beurre, que les cultivateurs se vantent de cacher, qu'ils détruisent, plutôt que de les livrer aux réquisitions, comme ces paysans de Prusse Orientale qui noyaient, sous les regards résignés de l'administration, des charretées entières de pommes de terre. Pour enfreindre les règlements, frustrer le fisc et narguer la loi, chacun se découvre une ingéniosité insoupçonnée, un zèle chaque jour nouveau. La police fait cerner et fermer périodiquement les marchés, seul moyen qu'elle ait trouvé, sinon d'empêcher, du moins de constater les fraudes.

Disparu encore le sens de la propriété. On vole partout, on vole tout. Malgré les avertissements officiels qui s'étalent sur tous les murs, dans les voitures et les tramways, porte-monnaie et portefeuilles, fourrures même sont escamotés. Escamotés aussi, dans les hôtels et les vestiaires, les cannes, les chapeaux, les chaussures, les pardessus ; dans les bureaux et les administrations les machines à écrire : onze cents en un mois pour la seule ville de Berlin. Dans les escaliers des maisons les tapis même cloués disparaissent comme par enchantement. Dans la banlieue, villas et maisonnettes sont complètement vidées, en plein jour, par des cambrioleurs syndiqués costumés en déménageurs, qui emportent jusqu'aux baignoires et aux fourneaux de cuisine. Policiers et victimes acceptent avec le même fatalisme ces accidents ; les récompenses par quoi on sollicite la cupidité des dénonciateurs ne séduisent personne. Et la série continue des pillages organisés et accomplis ostensiblement, et des vols perpétrés dans le secret et dans l'obscurité, par des professionnels ou par des amateurs...

L'Allemagne a perdu aussi le goût du travail. Sans doute, le nombre des chômeurs est moindre que l'an passé, au temps des batailles de rues et de la guerre civile. Mais il est grand encore, et comme le gouvernement paie des indemnités de chômage de plus en plus considérables, il n'y a guère d'apparence que cette masse d'oisifs se remette promptement à l'ouvrage. Ceux-là mêmes qui prétendent accomplir une tâche journalière ne produisent pas. Aux mois de janvier et de février 1920, d'importants chantiers de constructions navales, à Hambourg, à Elbing, à Brême, auxquels l'insuffisance de rendement imposait des pertes fort lourdes, ont menacé de

fermer. En Saxe, en Bavière, sous prétexte de respecter les lois de l'Église, les trains ne circulent pas le dimanche. Dans la Ruhr, les ouvriers des mines ont réclamé l'établissement de la journée de six heures, et si l'action énergique des syndicats chrétiens et des députés socialistes majoritaires en a fait différer l'application, le principe n'en est plus discuté. Dans toutes les régions, dans tous les corps d'état, même parmi les fonctionnaires, les grèves naissent, s'étendent, puis cessent, et leur fin n'a pas plus de motifs que leur commencement. Les raisons politiques invoquées par les ouvriers pour expliquer leur attitude ne sont que des prétextes. On leur a dit, ils feignent de croire que le fruit de leur travail servirait à satisfaire l'avidité des capitalistes de l'Entente. Ils prétendent que s'ils s'abstiennent de produire, l'excès de la misère allemande éveillera la commisération, nécessitera l'intervention et l'aide des Alliés. Fatigue physique, épuisement cérébral, ruine du corps et de l'esprit, telles sont les vraies causes, qu'ils essaient de dissimuler au monde et à eux-mêmes, de leur paresse et de leur oisiveté.

Des mêmes causes aussi provient le fléchissement de la vie morale, dont l'Allemagne était si fière, et qu'elle ne perdait nulle occasion d'opposer à la légèreté et à la corruption françaises. Riches et pauvres remplissent les théâtres pour voir jouer des drames antiques comme *l'Orestie*, des légendes bibliques comme *le Songe de Jacob*. Dans les salles de conférence ou de concert, aucune place ne reste vide. Mais en sortant d'écouter Gœthe ou Beethoven, vers onze heures du soir, au moment où les théâtres sérieux ferment leurs portes, on est entouré, au tournant des rues sombres, par des individus louches, qui s'offrent à conduire ceux dont la bourse est pleine en des demeures hospitalières où les heures leur seront courtes et la nuit joyeuse. Car, depuis l'armistice et la révolution, une floraison d'établissements malsains s'épanouit dans la ville de Berlin, austère autrefois, ou, du moins, qui dissimulait ses tares de capitale sous un masque de pudeur hypocrite : tripots pour toutes les bourses, palais de danse où le même mouvement emporte, en une promiscuité qui pimente le plaisir, l'élégante et l'ouvrier, la demi-mondaine et le bourgeois. Sans doute, pareils traits de désordre et de

démoralisation se rencontrent ailleurs, et c'est l'effet de la grande crise qui a perverti l'humanité ; mais ils y sont moins accentués, et voici qui porte la marque allemande : la docte et pédantesque Allemagne dogmatise : elle a inventé une pédagogie de l'ignoble. On trouve à Berlin des établissements qu'on appelle « scientifiques » ; là trônent des charlatans qui s'intitulent « éducateurs de la volonté », hypnotiseurs, prophètes sales et barbus, qui, aux quatrièmes pages des journaux, annoncent leurs miracles et recrutent leurs adeptes. Dans les cinématographes, sous prétexte d'initier la jeunesse à la vie, afin qu'elle ne pèche point par ignorance, on l'initie à toutes les impuretés, on lui prodigue la connaissance des pires débauches. L'on s'écrase pour regarder danser des danseuses nues qu'un « professeur » présente, avant la séance, comme « ses collaboratrices à une œuvre hautement morale », et qui, pour la bagatelle de cent ou deux cents marks, offrent à une assistance masculine et âgée le spectacle de leurs évolutions et la vision de leurs charmes. L'on s'écrase aux représentations des pièces d'un auteur dramatique de Munich, qui il y a trois ans n'était connu que d'un cercle étroit d'intimes, Frank Wedekind, pièces dont l'intrigue est une longue suite de crimes atroces et de débordements inouïs. Le gouvernement s'effraie des progrès de l'immoralité ; il prépare de nombreuses lois ; déjà des débats ont eu lieu à la Chambre prussienne. Le clergé catholique tonne du haut des chaires, et le clergé protestant gémit en ses synodes. Mais pour l'instant, les règlements humains et la parole de Dieu semblent impuissants à calmer ce vent de folie, à faire taire l'instinct impérieux qui entraîne le peuple aux plaisirs qui procurent l'oubli des souffrances passées, l'apaisement momentané d'un appétit que la disette alimentaire et la hausse des prix empêchent également de satisfaire.

Les Allemands, qui avaient supporté pendant la guerre les restrictions, presque la famine, soutenus par l'attente d'une paix qui ramènerait l'abondance et la vie aisée, ne trouvent pas dans les temps difficiles que traverse leur pays de quoi renouveler leurs forces. Ils réussissent tout juste à entretenir une existence misérable. La classe moyenne, les employés et les petits rentiers ne parviennent pas à cacher leur misère, une

misère dont ils rougissent. Leur régime n'est que d'abstinence et de privations. Depuis trois ans, ils n'ont pas acheté de chaussures : chez eux ils portent des socques de bois. Leurs vêtements montrent la corde : un costume d'homme qui en janvier coûtait dix-huit cents marks, en coûtait trois mille en avril : une paire de souliers vaut six cents marks, une chemise deux cents. Les ficelles, les serviettes, les rideaux souvent sont de papier, et les parapluies en taffetas gommé fondent à la première averse. Depuis la fin de l'été dernier, l'augmentation du prix des vivres, selon les statistiques officielles, est de cent cinquante-cinq pour cent. Les paysans marquent chaque jour une mauvaise volonté plus évidente à approvisionner les villes ; ils abandonnent les champs, fréquentent des réunions monarchistes où ils discutent, sans se lasser. Ceux qui voudraient travailler manquent d'outils, de semences, d'engrais. Chaque mois, l'État doit restreindre la quantité de pommes de terre et de céréales qu'il distribue à vil prix. Il est rare que des familles appartenant à la classe moyenne mangent à leur faim. La viande est d'ordinaire inconnue à leur table; elles se contentent de harengs saurs, de tartines de saindoux, de purées, à l'aspect grisâtre et inquiétant. Les ouvriers, dont le salaire équivaut à six ou sept fois les salaires d'avant la guerre, malgré les avantages des coopératives de consommation, ont dû s'accoutumer à ne prendre qu'un repas par jour.

Une détresse si générale, tant de privations ôtent aux individus le moyen de rétablir leur équilibre nerveux. Comme aux moments les plus tragiques de la guerre et de la révolution, les inquiétudes demeurent exaspérées et les nerfs tendus; les esprits affolés sont à la merci des moindres excitations. Qu'un minime incident se produise parmi les gens qui attendent l'heure de passer sur les quais d'une gare : l'employé qui les contrôle au passage s'emporte ; des paroles de colère et d'exaspération sont échangées ; les yeux brillent, les bras s'agitent; tout cela pour un motif futile : une personne qui a voulu passer trop tôt devant le contrôleur. Quand des voyageurs s'attroupent devant la buvette où l'on débite pour un mark cinquante un verre de mauvaise bière ou de limonade suspecte, si le patron ne va pas assez vite en besogne,

ou tarde à rendre la monnaie à un consommateur — c'est un accès de fureur collectif : l'un s'empare d'une bouteille et s'enfuit, l'autre jette un verre à la tête du commerçant. En quelques instants des vitres volent en éclats, la boutique va être mise à sac; heureusement le sifflet du train disperse ce public désorienté, qui regagne en se bousculant et en criant les wagons où il s'entasse... Ainsi s'expliquent également ces révoltes, sans veille et sans lendemain, ces sursauts de colère vaine qui accueillent les exigences de l'Entente, la joie délirante qui salua, le 13 mars, l'avènement de Kapp, les sarcasmes et les opprobres qui cinq jours plus tard accompagnèrent sa chute. De là ces cultes subits, éphémères, pour un homme et pour une doctrine, ces revirements brusques qui font douter du bon sens ou de la bonne foi de l'Allemagne, cet empressement à implorer tous les appuis, cette crédulité complaisante avec laquelle sont reçues les nouvelles les plus extravagantes. Tout le long de la guerre, le prolétariat allemand a cru que la révolution grondait à Paris ; il s'est attendu à voir « apparaître sur les tranchées françaises l'étendard rouge de l'Internationale ». On lui persuade maintenant que la France combat pour la restauration monarchique, qu'elle poursuit le démembrement de l'Allemagne, de même qu'on affirme aux bourgeois et aux aristocrates qu'elle travaille à l'avènement du bolchevisme, qu'elle a envoyé Sadoul à Petrograd pour s'entendre directement avec Lénine. Par ces nouvelles multipliées et contradictoires se répand parmi toutes les classes de la population le sentiment d'un danger inconnu, mais toujours imminent, qui décourage toutes les énergies, fait paraître vain l'exercice des vertus, incite à épuiser toutes les jouissances de l'heure qui passe et d'un monde qui demain ne sera plus.

Dans ce bouleversement des consciences, un seul principe a conservé sa valeur, une seule idée a accru son pouvoir : la force. L'adoration de la force est la religion de l'Allemagne d'aujourd'hui plus encore que ce n'était celle de l'Allemagne d'hier. C'est la force qui a fait l'Allemagne grande. C'est par la force seulement que les Alliés sont victorieux, qu'ils ont pu imposer au vaincu une paix déshonorante et désastreuse. On honore tous les hommes qui ont su employer la force : seul des

chefs alliés, M. Clemenceau inspira une admiration envieuse; les attachements qu'a suscités Noske ne s'expliquent pas autrement. C'est sur la force qu'on compte pour maintenir l'ordre ou pour le troubler, pour défendre la Constitution ou pour l'abolir, pour tenir en respect les ennemis du dedans et du dehors. Elle sert aussi aux simples citoyens: dans les conversations un coup de poing remplace avantageusement tous les arguments; dans la foule, lorsqu'on désire se frayer un passage, à l'église même, il tient lieu de politesse et d'excuse. Il n'est pas étonnant, dès lors, que les militaires répondent par des coups de fusil, ou, — comme le 13 janvier —, par des décharges de mitrailleuses au moindre frémissement de la populace, qu'ils éprouvent un plaisir extrême à édifier au milieu des rues des barrages de fil de fer, à braquer sur les paisibles promeneurs leurs canons et leurs minenwerfer; que les hordes du prolétariat, de leur côté, pour manifester leur puissance, assassinent les soldats isolés, ou empalent des officiers réactionnaires prisonniers. La brutalité presque sauvage des répressions semble naturelle : tout Allemand, même s'il est un ancien ouvrier syndiqué, cabaretier ou typographe, du moment qu'il détient une parcelle du pouvoir, veut l'exercer jusqu'à la dernière limite, s'en sert contre ceux qui n'ont pas la force, engage avec joie une lutte sanglante, et, après le combat, devant les cadavres d'agitateurs ou d'adversaires politiques, éprouve « l'âpre satisfaction du devoir accompli ».

*
* *

La transformation morale des âmes s'accompagne-t-elle d'une transformation politique des esprits? Les suppôts de l'ancien régime le nient, et leurs voix couvrent le murmure de la foule ou dominent son silence. Ils expriment leur opinion dans des salons, dans des assemblées de fidèles, foyers d'action, centres de propagande d'où l'on exclut soigneusement tous les adversaires, tous les tièdes, tous ceux dont la fidélité monarchique et la foi évangélique ne sont pas éprouvées. L'on y échange des regrets, l'on tâche d'y faire partager de timides espoirs, l'on se communique les nouvelles encourageantes, parfois l'on montre avec un enthousiasme

religieux quelques lignes datées d'Amerongen, tracées par la main du grand exilé.

Cependant, même en ces milieux fervents, l'empereur n'est plus l'objet que d'un culte d'apparat. On lui reproche ses prétentions à la science universelle, ses sympathies exclusives pour ses créatures. Les militaires ne lui pardonnent pas d'avoir rendu inévitable la ruine de l'Allemagne en accordant sa confiance à un ministre aussi médiocre que M. de Bethmann-Hollweg, en acceptant la guerre, à un moment où, comme le déclare le général Ludendorff, l'Allemagne n'avait « ni la préparation morale, ni la préparation militaire suffisantes, où les populations de l'arrière n'étaient pas formées à la résistance ni au sacrifice, où les soldats manquaient d'entraînement, les chefs de capacité, où les aéroplanes, les canons, les munitions, faisaient également défaut ».

Ceux qui ont lu dans le livre de Kautsky les notes que l'empereur mettait en marge des rapports diplomatiques déclarent qu'il y apparaît autoritaire, tranchant, impulsif, inaccessible aux raisons et aux réalités les plus pressantes. Ce Lohengrin triomphant, ce grand génie protecteur de l'Allemagne, s'y rapetisse aux proportions d'un homme insignifiant et vaniteux. La publication par la presse de sa correspondance avec le tsar Nicolas a ridiculisé celui qui signait « Willy, empereur de l'Atlantique ». Les masses le considèrent comme un « idiot » dont elles conspuent le nom dans les réunions publiques. L'on colporte les aventures scandaleuses des Hohenzollern : le divorce de deux fils de Guillaume II, les équipées de leurs femmes suscitent partout une joie maligne : il semble que les coups et les accidents qui frappent la famille impériale semblent autant de revanches du sort.

Chose singulière, le peuple s'est pris d'indulgence pour le Kronprinz. On était unanime, autrefois, à Potsdam et dans les quartiers pauvres, à voir en lui un être méprisable, sans intelligence ni moralité. Craint de son père qui redoutait ses intrigues et ses incartades, tenu à l'écart par sa femme qui affichait pour lui autant d'éloignement que de mépris, objet des quolibets des courtisans et des insultes du peuple, il était, avant la guerre, « l'homme de la guerre ». Aux heures graves d'août 1914, alors que même les pangermanistes les

plus ardents témoignaient quelque anxiété, il se lança dans la lutte comme en une partie de plaisir, la casquette sur l'oreille, la cigarette au coin des lèvres, sans réflexion, sans pensée peut-être. Mais, depuis lors, dit-on, le travail, les tristesses, les désappointements l'ont mûri. Il est un converti de la guerre, un démocrate convaincu, un pacifiste. Et l'on insiste sur le bon choix qu'il faisait de son entourage, l'agrément de sa société, sa facilité à accueillir les opinions de toutes les nuances, les hommes de toutes les classes et de tous les partis. Ses fidèles sont groupés à Potsdam, autour de la villa italienne où la Kronprinzessin élève ses enfants. Elle est, comme elle le fut toujours, populaire par ses vertus familiales, son charme et sa simplicité. Elle aussi croit ou fait semblant de croire à la transformation de son mari. Elle travaille à sa réhabilitation. Les éloges qu'elle lui prodigue aujourd'hui le défendent mieux contre la réprobation qui poursuit la famille impériale que les campagnes de presse les plus actives. Mais s'il est même des révolutionnaires qui ne peuvent se défendre de quelque pitié pour le proscrit de Wieringen, cette sympathie ne s'attache qu'à la personne du prince, non à l'idée qu'il représente.

En dehors de ses séides attitrés, la monarchie ne compte guère de partisans résolus, et peu d'Allemands attendent une révolution qui la rétablirait. Ce qui se passe à Amerongen intéresse comme un simple fait divers. Et pourtant le peuple ne peut oublier que, sous Guillaume II, la vie n'était pas chère, que les vivres ne manquaient point, que l'ordre régnait, que l'Allemagne était riche, puissante et respectée... Les hommes qui dirigent l'État inspirent de la défiance même à leurs électeurs qui leur reprochent leur incompétence, leur défaut de spécialisation, leur manque de prestige. On les aimerait plus brillants, plus majestueux, plus autoritaires : Bismarck, Hindenburg, Tirpitz savaient s'imposer. Les Allemands souhaitent des chefs qui ne leur ressemblent pas : ils savent trop qu'Ebert fut corroyeur avant d'être chancelier, et que Noske apprit la politique devant un établi de menuisier. A tous ces ministres « républicains », ils en veulent d'être des parvenus et de vivre comme des parvenus, de se loger dans des palais, de « boire du champagne ». Ils en veulent

surtout aux familles des gouvernants, attachées aux moindres prérogatives, soucieuses du protocole, affichant des élégances pour quoi elles ne sont pas nées : madame Hermann Müller parade en automobile; madame Ebert se vêt de fourrures et apprend à monter à cheval.

Comme on ne reconnaît point la supériorité des chefs du nouveau régime, on est d'autant plus sévère pour leurs défaillances. Ces défaillances, les partis de droite les ont habilement exploitées : ils ont flétri l'empressement des socialistes et des démocrates à se rendre aux invitations de l' « agitateur bolcheviste » et millionnaire Parvus, et à accepter ses subsides. Ils ont accusé Noske de tirer quelque argent de la démolition des forteresses prussiennes. Grâce aux machinations d'Helfferich, Erzberger passe aux yeux du peuple entier pour un profiteur, pour un courtier en affaires louches, presque pour un traître. Grâce aux excitations des journaux réactionnaires, les deux députés socialistes majoritaires Scheidemann et Davidsohn, l'un comme accusateur, l'autre comme accusé, se trouvent compromis dans une affaire inextricable : leurs accusations et leurs dénégations servent seulement à les déconsidérer davantage. La violence de ces polémiques, comme des insultes que s'adressent les divers partis, sapent les convictions chancelantes de la foule. Les socialistes indépendants sont accusés, dès qu'ils élèvent la voix, de semer dans l'État la ruine et la dévastation. A leur tour, ils accusent les majoritaires « d'oublier l'idéal révolutionnaire, de renier successivement tous les principes, de poursuivre une politique qui déshonore le socialisme ». Les catholiques prétendent que les libres penseurs qui travaillent à laïciser l'école violent la Constitution. Les libres penseurs accusent les catholiques d'inculquer comme un dogme le respect des rois, et de maintenir l'union du trône et de l'autel. Les éléments ouvriers ne peuvent prendre leur parti de l' « échec de la révolution »; ils se disent dégoûtés d'un gouvernement qui n'a pas su empêcher les hobereaux de retrouver leur orgueil cassant et dominateur. Les démocrates, les modérés constatent avec tristesse qu'après vingt mois de vie républicaine l'Allemagne reste misérable. Les réactionnaires, isolés et dédaigneux, s'absorbent en des regrets inutiles et

en de vaines récriminations contre « les criminels de novembre ».

Égaré par ces contradictions, étourdi par les injures qui s'entre-croisent au-dessus de lui, le peuple souverain tombe peu à peu dans un scepticisme désespéré. Il croit que tous les pêcheurs en eau trouble se sont groupés pour hâter la ruine de leur patrie. Les actes, les efforts des chefs qu'il s'est choisis le laissent indifférent. Leur éloquence ne l'entraîne plus. Leurs appels désespérés ne le touchent guère. Malgré les articles de journalistes comme Theodor Wolff, qui à chaque crise nouvelle l'engagent « à se ressaisir, à prendre des résolutions viriles, dignes du passé de l'Allemagne, dignes du brillant avenir qui l'attend », il demeure immobile. Voici un an, la publication du Traité de Paix, dont une habile campagne avait souligné le caractère rigoureux, ne l'émut point : la ville de Berlin montra si nettement qu'elle « ne saisissait pas la gravité de l'heure », que Noske dut y interdire tout divertissement. Les demandes d'extradition des criminels de la guerre n'ont suscité d'émotion que parce que les familles allemandes se sentaient individuellement menacées. Même dans les grandes assemblées en plein air convoquées par de multiples affiches, la foule d'employés et d'ouvriers, amaigris et fatigués, dont le soleil printanier devrait réchauffer l'ardeur, écouta en silence les discours les plus divers, ne les interrompit ni ne les applaudit. Mais cette apathie politique n'atteint pas tout le passé : l'âme de ces hommes, de qui la défaite, la révolution, les humiliations de toute sorte ont ruiné les espoirs, garde un sentiment que rien ne peut atteindre, celui de leurs mérites et de leur innocence.

Pendant la guerre, on leur a répété qu'ils avaient osé l'inosable et accompli l'impossible. Ils en avaient conscience : si, dans la lutte, ils cherchaient un réconfort, ils n'avaient pas d'aliments suffisants pour soutenir leurs corps, ils n'avaient pas comme nous de forces morales pour soutenir leurs âmes, ils n'avaient pas le secours innombrable de la mer, ni l'excitant presque surhumain qu'était pour le soldat français la vision de son pays mutilé et ruiné. On a fait luire à leurs yeux une paix qui fermerait toutes les plaies, calmerait tous les désirs. Les éloges, les encouragements qu'on leur a donnés,

le souvenir de leurs souffrances, leur ont inspiré un orgueil insensé. Notre modération, qu'une habile propagande a dénoncée comme la preuve de notre faiblesse, les a empêchés de sentir la défaite, et notre force ne leur inspire que des terreurs passagères.

De leur responsabilité dans les origines du conflit, ils ne savent rien. Durant quatre ans, une censure efficace, qui arrêtait à la frontière livres et brochures de propagande, a tenu le peuple dans l'ignorance des affirmations, des documents français. Maintenant encore, nombreux sont les libraires qui empêchent la diffusion des ouvrages des démocrates réfugiés en Suisse, des Fernau, des Rosemeier, des Grelling, ou des Allemands modérés et pacifistes, Bavarois et Prussiens, Fœrster, Muehlon, H. von Gerlach. Des militaires troublent les réunions où l'on essaie d' « expliquer à l'Allemagne l'atmosphère de réprobation qui l'entoure » par leurs cris, leurs hurlements, leurs brutalités : une fois ils ont roué de coups H. von Gerlach. Au contraire, les mémoires d'hommes d'État ou de généraux, qu'ils s'appellent MM. von Iagow, Helfferich ou Pourtalès, Falkenhayn ou Lettow-Vorbeck, qui directement ou indirectement présentent l'apologie du passé, s'étalent à toutes les devantures. Si l'on excepte quelques esprits sincères, socialistes désabusés réfugiés dans le pacifisme qui, avec le zèle le plus enflammé, ont essayé d'éclairer l'Allemagne sur ses fautes et de lui faire prendre conscience de ses devoirs internationaux, et quelques esprits pratiques, que le désastre a rendus clairvoyants, et qui reconnaissent que la guerre était une « imprudence », le peuple a peu appris. Les bourgeois disent et croient qu'ils sont partis en guerre pour défendre leurs intérêts et leur patrimoine menacés. Les ouvriers ont fini par s'imaginer qu'en luttant contre la France, ils ont soutenu les peuples contre les gouvernements, et qu'en résistant aux exigences du capitalisme allié, ils ont rendu plus proche la réalisation de l'idéal de solidarité « pour l'amour duquel l'Allemagne a signé l'armistice ». Si on les interroge, ils rappellent la légende de l'empereur pacifique, la volonté évidente de la France et de l'Angleterre d'encercler l'Allemagne, la docilité du pays tout entier aux conseils du pape, sa soumission aux notes du président Wilson. Se fondant

sur une documentation dont l'inexactitude perpétuelle témoigne d'un vrai parti pris de falsification, ils prouvent qu'ils n'ont jamais cessé de vouloir la paix. Familles de fonctionnaires impériaux dont la révolution a brisé la carrière, ouvriers affamés, bourgeois et paysans prennent à témoin leur patrie désunie et meurtrie, leur fortune perdue, leur maison vide. Comment eussent-ils pu, disent-ils, souhaiter un tel cataclysme? Et parce que l'image de la guerre longue, dure et malheureuse obsède aujourd'hui leur esprit, ils se refusent à croire que, jadis, ils ont salué avec joie une guerre qu'ils pensaient courte et joyeuse.

Les crimes allemands commis pendant la guerre ne sont ni mieux connus, ni plus sévèrement condamnés. Qu'on cite, dans un salon ou dans une assemblée, des exemples de ces crimes : massacres de civils, rançonnements de villes, assassinats d'enfants, déportations de jeunes filles, — bien des yeux stupéfaits s'écarquillent, tandis que des voix s'élèvent pour répondre. Les uns évoquent les vieilles légendes de l'honneur allemand, et nient que des héros germaniques se soient rendus coupables de tels excès. D'autres contestent les révélations françaises, critiquent les documents. Les citations de carnets de soldats allemands, les photographies même de textes ne peuvent les convaincre : les propagandes — ils le savent bien — ont de tristes habitudes, emploient de lamentables procédés. Il est facile de truquer des textes et de bâtir une argumentation avec des faux... Ou bien, l'on dénie toute valeur à des notes jetées à la hâte sur des feuilles éparses, le plus souvent par des soldats ignorants qui ne saisissent point la portée de leurs expressions, toujours par des hommes énervés, fatigués, qui n'ont ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaires pour juger et pour savoir.

Les forfaits que l'on ne peut nier, tantôt on les avoue hautement, en invoquant pour les expliquer des « nécessités militaires » : ainsi le général Ludendorff se glorifie d'avoir mutilé les vergers du nord de la France, car « les arbres fruitiers constituent pour les troupes en marche de merveilleux abris contre les attaques aériennes »; tantôt on tâche de les excuser par l'exaltation naturelle aux hommes, qu'il s'agisse

des soldats de 1914 partis pour une marche triomphale vers la victoire et la curée, ou des soldats de 1918 combattant depuis des mois, dans la boue et le froid, contre un ennemi « dix fois supérieur en nombre ». Ou bien encore l'on prouve que l'humanité bien comprise exigeait l'emploi de tous les moyens, des crimes ou des brutalités individuelles, pour mettre fin au règne de la brutalité collective, aux crimes des nations; l'on passe de la défense à l'attaque; les crimes dont nous accusons l'Allemagne, c'est nous-mêmes qui les avons commis. A grand'peine, après des discussions pénibles et de longues hésitations, les libéraux admettent que l'Allemagne n'est pas la victime inoffensive de l'ambition, de la sauvagerie des autres nations européennes ; que comme une brebis devenue enragée elle a participé à la folie générale. Ils reprochent au gouvernement impérial d'avoir suivi une politique peu clairvoyante, de ne s'être pas ménagé des alliés sûrs et fidèles, d'avoir cru aux protestations d'amitié du tsar : mais c'est tout. L'Allemagne a été trop crédule, imprudente, candide : tels sont ses péchés, ses responsabilités.

Rien ne peut amener les Allemands à douter de leurs mérites. Innocents et pacifiques, ils ont été jetés par la fatalité dans un conflit sanglant. Ils ont combattu avec courage, souffert avec abnégation. Pour commencer une vie nouvelle et montrer à l'Entente de la bonne volonté, ils ont chassé une dynastie qui avait fait la grandeur de leur patrie, renoncé au bénéfice d'une administration habile et expérimentée. On devait leur en savoir gré. On devait secourir leur misère, seconder leurs efforts. Ils y comptaient. Ils n'ont rien vu venir que des sarcasmes, des témoignages de défiance ou d'hostilité. Étonnés, inquiets, ils se sont tournés successivement de tous les côtés, vers ces ennemis dont ils sont les victimes, dont ils voudraient devenir les clients, cherchant d'où leur viendra le secours.

*
* *

Ils ont regardé d'abord du côté de la France.

Non point tous, il s'en faut. Les professeurs véhéments et les pasteurs fanatiques, dans leurs cours ou dans leurs ser-

mons, rééditent contre la France de vieilles accusations de légèreté et d'immoralité. Les vrais Prussiens regardent le Français comme l'ennemi héréditaire. J'allai rendre visite, il y a quelques jours, à une vieille famille de fonctionnaires et de pasteurs : à l'ombre des pins, dans une maison bâtie pour les joies du foyer et les temps prospères, se rassemblent de hauts fonctionnaires, des officiers, des membres de la noblesse, des dames de la cour. On n'a cessé de manifester des sentiments hostiles à l'égard de la France. « La France, disait-on, est cause de tous les malheurs de l'Allemagne, elle est cause de la révolution, elle est cause de la misère. Elle est cause par ses exigences de la tentative désespérée de Kapp et de Luttwitz. Elle maintient à dessein le désordre en Allemagne, en témoignant aux divers gouvernements la même animosité : elle n'a cessé de miner l'influence de Bauer, elle a refusé de reconnaître Kapp, elle suscite à Hermann Müller difficulté sur difficulté. En réclamant le désarmement de l'Allemagne, elle permet aux bolcheviks d'y continuer impunément leur propagande. Ses ministres, ses députés, ses journalistes crient sur tous les toits qu'ils redoutent la renaissance du militarisme allemand : ce n'est qu'un prétexte ; absorbée dans sa haine aveugle, la France veut la ruine de l'Allemagne, quelles qu'en soient pour elle-même les conséquences. » On juge ridicule la prétention de la France de communiquer à l'Allemagne sa « maladie démocratique ». « La France, dit-on, est le pays des passions déraisonnables et des à peu près. L'Allemagne est le pays de l'étude critique, de l'énergie raisonnée, de l'idéalisme pratique. La France est le pays des engoûments éphémères et des attendrissements féminins, l'Allemagne celui des enthousiasmes durables, sources d'action tenace... » A mes protestations véhémentes, on répondait par des sourires ironiques.

Mais, d'autre part, beaucoup d'Allemands affichaient, avant la guerre, pour la France, une amitié souvent gênante pour le Français qui en recevait le témoignage. Maintenant encore, ils ne cachent pas leur envie et leur goût pour la civilisation, la littérature et la vie françaises, si légères à la fois et d'un sens si profond, pour les paysages français, pour les montagnes françaises, pour la Côte d'Azur, terre de fleurs et de soleil,

vaste baie ouverte sur l'Orient. Ces sympathies personnelles, la persistance de ces impressions agréables s'ajoutaient à des motifs plus sérieux : notre bravoure en 1870, la valeur du soldat français, seul comparable au soldat allemand, notre résistance pendant quatre ans, à leurs formidables efforts, le génie de nos généraux, la victoire enfin que, bon gré, mal gré, ils sentent confusément. Nos justes exigences pécuniaires, mais aussi nos « visées annexionnistes » sur le bassin de la Sarre, l'occupation de la rive gauche du Rhin, le rôle de certains grands chefs dans les mouvements séparatistes, les déçurent.

Pourtant, ils demeuraient prêts à saisir tous les gestes de la France pour y trouver des raisons d'espérer un rapprochement. Ils signalaient sa modération dans l'affaire de Scapa-Flow, l'humeur conciliante de M. Loucheur, la ténacité de M. Clemenceau qui « domptait les nationalistes et les militaires ». Les grands industriels, les banquiers, les commerçants, qui voulaient faire de la politique réaliste, se disaient disposés à accepter toutes les combinaisons, toutes les affaires qui contribueraient à réparer les méfaits de la guerre, à s'associer avec nous pour des gains et des profits communs, à s'unir à nous contre la vague bolcheviste. Ils préparaient la reconstruction du nord de la France : les sociétés étaient constituées, les plans dressés, les ouvriers attendaient. D'ailleurs, jusqu'à la fin du mois de janvier 1920, les hommes politiques et les familles cultivées, — quelle que fût leur doctrine de parti, — reconnaissaient la nécessité d'une entente avec la France, pour que ces deux nations, sœurs ennemies dans la misère, et victimes de la guerre, de la guerre « voulue par la politique égoïste et jalouse de l'Angleterre », s'entr'aident et se fortifient mutuellement. Le gouvernement, indécis, n'osait ni donner prise par une servilité exagérée aux reproches des nationalistes, ni par trop de froideur irriter l'Entente. A mi-chemin entre les idées inconsidérées de revanche que prêchaient quelques pangermanistes, et l'oubli absolu du passé, les ministres catholiques, socialistes ou démocrates essayaient de trouver une formule qui permît à l'Allemagne et à la France de vivre côte à côte, de respecter loyalement leurs intérêts particuliers, de régler en plein accord les problèmes qui les intéressaient tous deux. Décidés

à considérer la question d'Alsace comme une question de politique intérieure française, ils comptaient que la France abandonnerait toute prétention à intervenir dans les affaires purement allemandes, qu'elle surveillerait sans parti pris les efforts de l'Allemagne pour exécuter le traité. Si le temps n'était pas encore venu des conceptions de vaste envergure et des combinaisons internationales, l'on pouvait, — croyaient-ils, — sans craindre de désillusion, espérer que, par de bonnes relations de pratique et d'affaires, l'apaisement se ferait vite, et qu'ensuite l'amitié viendrait.

Donc orateurs et écrivains tendaient vers nous leurs mains, où le rameau d'olivier venait à peine de remplacer les grenades incendiaires. Nous n'étions pas disposés à les étreindre fraternellement. Nos raisons les plus claires de repousser leurs avances, nos plus légitimes sentiments, ils ne les comprenaient pas. Ils s'étonnèrent de notre silence obstiné. Ils se plaignirent de ne trouver en France aucune disposition bienveillante, ni dans les manifestations de l'opinion publique, ni dans les discours du Parlement. Pourquoi M. Clemenceau se vantait-il de ne pouvoir comprendre l'esprit allemand? Pourquoi ces attaques contre la race allemande, et ce nom de « Boche » qui, non seulement était adopté par le peuple, mais faisait encore le tour des salons parisiens ? Pourquoi les socialistes français venus à Berlin répétaient-ils qu'un fleuve de sang les séparait des socialistes allemands ? Pourquoi les intellectuels français feignaient-ils d'ignorer les intellectuels allemands ? L'Allemagne ne donnait-elle pas l'exemple de largeur d'esprit, elle qui était toute pénétrée d'influences françaises ? Ne jouait-on pas Romain Rolland, n'imitait-on pas M. Claudel? Ne lisait-on pas, ne traduisait-on pas les livres français les plus récents, Claude Farrère, Henri Barbusse, Georges Duhamel? Ne suivait-on point passionnément le mouvement des arts, la peinture française, celle de M. Cormon et celle de Picasso? Carpentier lui-même n'avait-il pas des admirateurs et des fidèles?... Mais les récriminations n'émurent pas la France plus que ne l'avaient tentée les offres de service. Et les Allemands en ont été réduits à s'étonner de ce que nous voulions nous isoler dans le souvenir de nos griefs et l'attente

de notre vengeance, à prendre acte de leurs avances et de nos refus, à « nous désintéresser » de l'avenir qui, comme le disait, au mois de février, le ministre de guerre Noske, « dépend de la France seule, et sera, suivant son plaisir, gros de terreurs ou plein de promesses ».

L'attitude de nos alliés les décida, autant que nos rebuffades, à se détourner de nous. Les Anglais, plus vite oublieux des souffrances de la guerre, moins sentimentaux et plus pratiques, jugèrent qu'il valait mieux flatter l'Allemagne et la persuader de se laisser dépouiller, que d'encourager par la rudesse sa résistance et son inertie. La tâche était dure. L'Angleterre comptait peu d'amis et de partisans. Les réactionnaires l'accusaient d'avoir hâté la révolution par les papillons et les tracts que ses avions laissèrent tomber, tout l'été de 1918, sur le front de Flandre, par l'indulgence qu'elle avait promise au premier gouvernement démocratique qui s'établirait en Allemagne. Le peuple ne lui pardonnait pas la journée du 4 août 1914, et la déclaration de guerre qui avait trompé tous ses espoirs. La guerre, on accusait même l'Angleterre de l'avoir préparée, d'avoir imaginé cette combinaison machiavélique pour ruiner à la fois l'Allemagne et la France, d'avoir mis une fois de plus en pratique le principe traditionnel de la politique anglaise, qui exige la ruine du plus puissant État d'Europe. On dénonçait son ambition, son avidité, son absence de scrupules, son habileté à s'épargner les sacrifices. On lui en voulait d'avoir arraché à l'Allemagne ses biens les plus chers, les plus nécessaires à sa vie : ses colonies, dont elle a besoin pour y déverser sa population prolifique, ses colonies, terres de richesse et de rêve, et sa flotte puissante, si glorieuse pendant la guerre, qui représentait vingt années de travail et d'espoirs. En décembre, en janvier même, toute la nation, ouvriers et bourgeois, invitait la France à joindre ses prières aux prières allemandes pour que Dieu punisse l'Angleterre, à joindre ses efforts aux efforts allemands, pour ne point demeurer éternellement exploités par une race perfide et calculatrice.

L'Angleterre a su réduire au silence ces voix hostiles, faire taire les rancunes, endormir les appréhensions. C'est un sujet pénible, et il ne nous convient pas d'y insister. D'ailleurs, si

notre inquiétude excuse assez notre sévérité, l'on peut estimer que nous avons été bien prompts à accuser nos alliés. Sans doute, commerçants, industriels, financiers allemands, les mêmes qui se déclaraient découragés par l'obstination, l'ignorance et les lenteurs des Français, affichaient leur préférence pour la froideur correcte, les exposés mathématiques de l'Anglais. Sans doute aussi, en des écrits et des discours retentissants, hommes d'État et publicistes allemands se vantaient de pouvoir compter sur l'aide financière et l'appui moral de l'Angleterre. Fallait-il, pour cela, crier à la trahison? L'Allemagne jouait son jeu ; depuis un an et demi déjà, nombreux sont les Allemands, dans le monde de la politique et de la presse, qui, pour gagner des partisans au programme antifrançais du comte de Brockdorff-Rantzau, s'attachent à souligner les réclamations monstrueuses de la France, la modération des exigences anglaises. Et l'Allemagne, pour compromettre l'Angleterre, pour exciter contre nous le plus puissant et le plus proche de nos alliés, travaillait à envenimer les bouderies d'un instant, à transformer les dissentiments passagers en désunion définitive.

Si nous y avions regardé de plus près, nous aurions peut-être été moins inquiets de certaines attitudes et de certaines manœuvres. Il est vrai que des agents commerciaux et des industriels anglais s'infiltraient en Allemagne, dans la région rhénane, dans les centres miniers, à Berlin ; pénétrant partout, inspectant tout ; disposant par le change de capitaux énormes, ils se lançaient en de vastes entreprises. Mais nous pouvons difficilement reprocher à des hommes isolés de rechercher les occasions de gains considérables ; et à un gouvernement d'autoriser ses nationaux à tirer parti d'une situation que nous étions à même d'exploiter, nous aussi. Il est vrai qu'à côté de ces agents commerciaux, il s'est trouvé des agents politiques qui ont profité de la détresse économique des Allemands pour faire luire à leurs yeux des avantages pécuniaires, et, les plaignant à cause de leur isolement, ont semblé se désintéresser de l'exécution des clauses du traité, qui consacraient la déchéance de l'Allemagne. Mais les habitudes chevaleresques de l'Anglais, qui, après avoir mené la guerre comme un *fair play*, se penche avec sollicitude vers l'ennemi vaincu

qu'il traite comme un camarade malheureux ; sa volonté d'être courtois, et de se plier aux moindres lois de l'hospitalité ; d'autre part l'indépendance absolue, la liberté d'action que, depuis des siècles, le *Foreign Office* accorde à ses agents ; l'état d'esprit même de ces agents, militaires pour la plupart, qui ne sont pas habitués aux procédés diplomatiques : tout cela eût pu nous rassurer, nous empêcher d'attacher trop d'importance à certaines entreprises, et de considérer des initiatives individuelles, des imprudences, des maladresses, comme l'expression des vraies volontés du cabinet de Londres. Même l'attitude hésitante des Anglais en face de la tentative de Kapp, la sympathie avec laquelle ils suivirent ses efforts s'expliquaient assez par le désir d'instaurer en Allemagne une monarchie constitutionnelle, à l'image du gouvernement anglais, — de réaliser ce rêve, qu'ils avaient, en 1917, cru réaliser en Russie.

L'échec de cette tentative, l'empressement des agents anglais, enfin éclairés, à féliciter le gouvernement légal dès son retour à Berlin, ouvrirent les yeux à ceux qui, depuis deux mois, mettaient en Angleterre toutes leurs espérances. Les partis de gauche croyaient comprendre que seul un gouvernement monarchiste aurait la faveur de la Grande-Bretagne. Les partisans de l'ordre et de la légalité étaient scandalisés que la grande démocratie anglaise n'ait pas défendu la démocratie allemande contre un pronunciamento d'opéra-comique qui pouvait entraîner les mêmes suites qu'un coup d'État. Les émeutiers et les « kappistes » même se plaignaient de n'avoir pas été soutenus. Ainsi, réactionnaires et monarchistes, socialistes et républicains se sont résignés à ne point regarder outre-Manche afin d'y chercher des appuis pour leurs luttes intestines.

Ils espéraient encore, dans les premiers jours du mois d'avril, que l'Angleterre, qui avait vu de près les difficultés où se débat la jeune Allemagne, allait adopter les vues que M. Keynes a soutenues en un livre que tout Allemand instruit commente et approuve. Ils espéraient qu'elle avait senti les imperfections du traité, qu'elle allait, aidée et soutenue par des délégués allemands, en imposer la revision. Un instant, au début de la Conférence de San-Remo, il semblait que l'Allemagne touchât au but. Mais le succès de M. Millerand à cette confé-

rence, le ton cordial pour la France des journaux anglais, les entretiens amicaux de Hythe ont déçu les politiciens allemands. Ils constatent, avec surprise et avec regret, que l'Angleterre demeure l'alliée de la France, l'amie des bons et des mauvais jours. Autant ils étaient désireux de se présenter — et non plus en vaincus — à une conférence où les Alliés eussent été divisés, autant ils hésitent, maintenant, à hâter des négociations où ils trouveront devant eux, aussi ferme dans la paix qu'aux grandes batailles de 1918, le front franco-anglais. Et du même coup, les industriels allemands s'inquiètent de la collaboration anglaise qui risquerait de devenir dangereusement dominatrice. Déçus dans des espérances aventureuses, que leur manque de finesse seul a pu leur permettre de concevoir, les Allemands sentent à nouveau bouillonner en leur cœur une sourde irritation contre « la perfide Albion qui promet tant et tient si peu ».

La politique slave de l'Allemagne n'a pas mieux réussi. Pour éveiller les craintes, et, à la fois, les sympathies alliées, les Allemands agitaient depuis longtemps, comme un voile rouge, le spectre du bolchevisme. Ils menaçaient d'ouvrir à l'anarchie la barrière qu'eux seuls pouvaient défendre, aimant mieux périr d'un seul coup, comme l'avant-garde des civilisations occidentales, que de se consumer sous l'oppression des vainqueurs. Plus tard l'idée leur vint qu'une collaboration avec la Russie effraierait autant les Alliés et serait moins périlleuse pour l'Allemagne. La Russie, pourtant, ils ne l'aimaient guère. Russie des cosaques avec Rennenkampf, ou Russie des soviets avec Ioffe, ils l'entrevoyaient aussi obscure, aussi inquiétante, aussi hostile. Comme le général Hofmann qui, plénipotentiaire allemand aux négociations de Brest-Litowsk, regrettait de ne pouvoir fusiller les plénipotentiaires des soviets, les Allemands se seraient sentis bien plus rassurés par une Russie vide qu'ils auraient exploitée à leur gré. Les Russes insaisissables les obsédaient par leur nombre, leur vie agitée, leur âme incompréhensible. Il est vrai qu'ils abondaient à Berlin, gens de toutes conditions et de toutes humeurs : juifs de Pologne ou de Bessarabie, de Bukovine ou d'Ukraine, qui ont fui pour échapper aux pogroms, hordes grouillantes, envahissantes, prêtes à se ven-

dre, à se révolter, à obéir aux moindres excitations révolutionnaires; Russes réactionnaires, gonflés de leur ancienne prospérité, ambassadeurs, conseillers, ministres de gouvernements éphémères ou déjà disparus, inertes, pessimistes, qui évoquent les souvenirs de Pétrograd, des quais de la Néva, de leurs palais, de leurs salles à manger colossales, où deux cents invités pouvaient dîner à l'aise, et passent de longues veillées au « Cabaret du Séraphin bleu » à écouter en pleurant les balalaïkas; — ou, au contraire, monarchistes actifs et intrigants, qui travaillent avec Goutchkov à ramasser les débris des armées de Koltchak et de Denikine et à recruter des volontaires pour marcher sur Moscou; Russes révolutionnaires, enfin, émissaires des soviets qui dissimulent leurs qualités et leurs fonctions sous les apparences d'honnêtes commerçants, qui vivent simples, cachés, ignorés, tous ceux qu'on voit passer et disparaître sans bruit dans la modeste maison de la rue des Faisans d'où Victor Kopp dirige les intrigues et conduit les actions violentes. Ce fut surtout Radek qui effraya les Allemands. Gardé à Berlin comme otage, emprisonné pendant des mois, il sut donner, par ses moqueries séduisantes, par ses discours enthousiastes, par ses réticences mêmes, une singulière impression de force et d'esprit nouveau aux visiteurs qui l'interrogeaient, grands industriels ou diplomates. Avec une logique indifférente et sarcastique, il leur démontra la nécessité de nouer des rapports avec les soviets. Sa présence fut l'occasion d'utiles pourparlers ; sa personne séduisit, sa parole fut convaincante.

Dès lors, les regards se tournèrent vers la grande Russie, lointaine et mystérieuse, riche de trésors inexploités, qui joignait aux avantages d'une proximité relative tous les attraits de l'éloignement. Déjà les esprits, aventureux quoiqu'ils fussent positifs, y construisaient des mines, y traçaient des lignes de chemins de fer et voyaient, dans un rêve qui serait la prochaine réalité, des convois entiers de vivres et de matières premières s'acheminer vers la frontière allemande. Diplomates et industriels depuis longtemps n'acceptaient plus les conceptions extrêmes propagées soit sur l'impuissance des soviets, la terreur qu'ils entretiennent, soit sur la perfection de leur

méthode, l'ère nouvelle qui, par eux, commençait pour l'empire des tsars. Ils voulaient aller voir. Bientôt une commission fut nommée, qui regarderait, conclurait les accords qu'on avait ébauchés, serait le premier lien entre les deux peuples qui bientôt seraient amis.

Mais, en Allemagne, les oppositions se multiplièrent. Les uns insistaient sur l'outillage précaire de la Russie, incapable de mettre en valeur ou de transporter ses richesses, sur la faiblesse de l'Allemagne qui ne pouvait multiplier et étendre à l'infini les champs de son travail. D'autres redoutaient l'invasion des doctrines bolchevistes. Ceux qui se jugeaient chargés de maintenir l'ordre, ceux pour qui le maintien de l'ordre signifiait le maintien de leurs privilèges, suppliaient que la pure et noble Germanie y réfléchît à deux fois avant de se commettre avec des pillards et des assassins. Aux plus enthousiastes des inquiétudes venaient, des doutes sur la sincérité de Radek, des craintes d'être dupes de leur fantaisie. Ils songeaient aux désillusions qu'avait éprouvées l'Allemagne, lorsqu'en 1918, elle trouva vides les greniers d'Ukraine. Ils hésitaient à lui en préparer de semblables qui compromettraient davantage l'avenir.

La tentative de Kapp fit oublier toute autre préoccupation. Les événements qui suivirent, — en ces journées de mars, où, autour de Berlin, les fusillades crépitaient, où, chaque soir, le bourgeois pris de panique attendait l'arrivée de Radek à Moabit, où chaque matin des regards effrayés croyaient trouver le soleil obscurci par la multitude des avions bolchevistes — ne préparèrent pas la reprise des négociations, et des vastes projets. Lors des émeutes de la Ruhr, les proclamations des « rouges » qui saluaient « l'aube qui se levait à l'orient », les télégrammes encourageants de Moscou aux bolchevistes allemands refroidirent l'amitié germano-russe, qui naissait à peine. En outre, l'Angleterre, dont on suivait avec intérêt les négociations à Copenhague, dont on attendait le signe qui permettrait de s'engager résolument dans la voie des accords économiques, peut-être de poser les premiers jalons pour un accord politique — l'Angleterre ne dit, ni ne fit rien. L'Allemagne dut renoncer à exploiter la Russie, cette terre promise.

*
* *

Après un an de tentatives et de démarches pour trouver des amis complaisants ou des vassaux dociles, l'Allemagne reste seule, car les déclarations enflammées d'une Autriche réduite aux dimensions d'une province, les politesses de l'Italie ne peuvent suppléer au pardon de la France, à l'aide de l'Angleterre, à la mainmise sur la Russie. L'Allemagne reste seule, seule en face de sa détresse morale, de la paresse, du désœuvrement de ses habitants, seule en face de sa détresse économique et alimentaire, seule à supporter le fardeau de ses fautes et de ses crimes. Elle souffre du malaise général dont souffre l'Europe, et sa décadence apparaît surtout plus marquée si nous la mesurons à la grandeur de sa prospérité perdue.

Mais, — nous n'avons pas le droit de l'ignorer, ni même de l'oublier un seul instant —, elle porte en elle les promesses d'une renaissance certaine. Quoique la natalité ait diminué par suite de la terrible misère, son peuple est nombreux et ne cesse de s'accroître. Sans doute les corps fatigués s'abandonnent, les cerveaux sommeillent. Mais passée cette période de léthargie, ils retrouveront une vigueur et une vie nouvelles. Dès que l'Allemagne aura réussi à se donner un gouvernement fort, et elle ne saurait y manquer, elle reprendra dans la paix rétablie et l'ordre assuré son goût pour le travail, elle emploiera les méthodes qui avaient rendu son labeur fécond dans tous les domaines du commerce et de l'industrie, elle retrouvera son habileté à exploiter l'œuvre scientifique de ses universités et de ses écoles techniques, et le prestige qu'un demi-siècle de domination lui a valu dans le monde. Si les circonstances la favorisent, trois années, déclarent ses économistes, lui suffiront pour refaire son industrie. Les usines, les machines sont intactes, les grandes entreprises surchargées de commandes. Le besoin de produits fabriqués est si pressant qu'on ne saurait se passer longtemps du producteur allemand. Les unions de grands industriels d'une part, et, d'autre part, les associations d'ouvriers empêchent l'éparpillement des énergies, unissent toutes les forces individuelles dans la poursuite d'un but commun. L'accord qui règne entre les

syndicats ouvriers et les patrons procure à l'Allemagne une force d'initiative, et, s'il le faut, une force de résistance à l'étranger, que bien des nations lui pourraient envier.

Il nous faut donc compter avec cette résurrection fatale, qui se fera contre nous si elle se fait sans nous. Devons-nous donc travailler à relever de nos propres mains cette nation en ruines, et oublieux du mal qu'elle nous a fait hier, la mettre en état de le renouveler demain? Le jour qu'elle se sentira assez forte, l'Allemagne ne désirera-t-elle pas cette revanche que les pangermanistes ne cessent d'appeler de leurs vœux, qu'ils commencent de préparer par leurs intrigues? Certes, notre situation est singulière; le risque est grand, mais notre intérêt nous oblige à le courir : l'activité économique de l'Allemagne, voilà le seul gagne de notre créance, que la justice, aussi bien que la grande misère de nos provinces ravagées, nous commandent de recouvrer.

Cette considération fort importante n'est pas la seule qui semble devoir régler notre conduite. Si la France et l'Allemagne se trouvent être solidaires et pour ainsi dire conjointes, si leur accord sur le terrain industriel et commercial est également avantageux pour l'un et l'autre pays, cet accord est nécessaire à l'Europe, nécessaire à la paix du monde, nécessaire au progrès de la civilisation. Le temps nous pousse et nous presse; faisons violence, puisqu'il le faut, à nos goûts et à nos traditions ; résignons-nous à pratiquer une politique réaliste. Les Allemands sont nombreux, et plus qu'on ne le croit, qui désirent une amélioration des rapports franco-germaniques. Ne décourageons pas ces hommes de bonne volonté. Essayons plutôt de stimuler leurs efforts et d'augmenter leur nombre. Des négociations sont engagées à Paris pour établir l'accord économique entre la France et l'Allemagne, et fixer les modes d'un travail commun. Souhaitons qu'elles réussissent et qu'elles procurent les résultats que nous sommes en droit d'espérer ; mais, bien entendu, tout en faisant crédit à la sincérité de l'Allemagne nouvelle, montrons-lui que nous ne nous engourdissons pas dans une sécurité trompeuse ; nous attendons d'elle des marques et des preuves de sa loyauté.

***

1er juin 1920.

LE BIEN-AIMÉ

I

LE BANQUET

Le banquet commençait chez Callias le riche, fils d'Hipponicos. Un musicien avait préludé aux libations par un air de flûte et les convives entonnaient la chanson des Tyrannoctones :

« Je porterai le glaive dans un rameau de myrte, ainsi qu'Harmodios et Aristogiton, lorsqu'ils tuèrent le tyran. »

Ils ne songeaient d'ailleurs à tuer personne, et il n'y avait dans Athènes d'autre tyran que le sage Périclès. Mais la coutume imposait cet hymne héroïque dans tous les festins, même les plus libres. Et maintenant Callisthène, archonte de la boisson et roi du souper par le choix du sort, réglait la manière dont chacun devait boire, les santés à porter et le nombre des coupes ; il annonçait des amendes pour les contrevenants. Les buveurs l'approuvaient et riaient, les tempes ceintes de violettes.

On voyait parmi eux un adolescent d'une beauté insigne, délicat et parfumé comme une femme : Agathon, le poète, impatient d'atteindre ses vingt-cinq ans pour être en âge de faire jouer sa première tragédie. C'étaient encore Protagoras, le sophiste, qui donnait dans l'impiété, au dire des auteurs comiques et des prêtres, car il contestait aux dieux l'empire

du monde et l'attribuait plutôt aux forces naturelles ; le rhéteur Prodicos, habile à soutenir toutes opinions mais préférant les plus étranges, dont il recueillait plus de gloire ; Axiochos, le débauché, un ami d'Alcibiade ; le médecin Acoumène, qui prescrivait la marche à ses malades et, pour l'instant, reposait accommodé sur un lit moelleux ; enfin le bonhomme Socrate, remarquable par ses yeux attentifs et son air simple : voulant faire honneur à son hôte, il avait mis un vêtement net et chaussé des sandales.

Il y avait des courtisanes : Mélitta, dorée comme une abeille de l'Attique ; Chimæra, plus lascive que les chèvres ; Lampyris, dont les prunelles de feu semblaient des lampyres dans une nuit d'été ; l'amie des philosophes, Théodote, belle et savante ; Tigris et Leæna, farouches et fauves. Silencieuse dans l'orgie, une femme gardait le visage amer de Pallas sur les boucliers : on l'avait surnommée la Clepsydre, parce qu'elle s'en servait pour mesurer à ses amants le temps du plaisir, comme on mesure aux orateurs celui de l'éloquence.

Callias, malgré les agaceries des pallaques et des aulétrides, témoignait de quelque impatience depuis un moment.

— Je ne vois point venir, — dit-il, — le fils de Clinias. Nous aurait-il donc oubliés?

On feignit de partager cette crainte, mais des propos hostiles, à mi-voix, coururent de lit en lit :

— Vraiment, ne saurait-il y avoir de fête sans cet Alcibiade?

— Toutes doivent se parer de lui. N'est-il pas le plus beau des Grecs?

— Du moins, ses parasites l'affirment.

— En tout cas, il est le plus effronté.

— Le plus orgueilleux.

Prodicos écoutait en silence : chose rare. Il se souleva un peu sur son coude et répliqua nonchalamment :

— Pour moi, je prétends que son orgueil est légitime et je le démontre. Notre merveilleux Alcibiade a pour aïeul le maître des dieux lui-même. Par son père Clinias, il est issu d'Éaque, fils de Zeus et juge aux enfers, qui fut l'ancêtre d'Ajax de Salamine. Par sa mère Dinomaché, une Alcméonide, il descend de l'argonaute Amphiaraos et de la nymphe

Callirhoé. Un de ses aïeux fut l'ami de Solon ; un autre, le beau-père de Pisistrate. Un troisième, Clisthène, a reconstruit le temple de Delphes et renversé la tyrannie.

— Ajoute, s'il te plaît, qu'il est le neveu de Périclès : de là lui viennent sa superbe et son insolence. Par lui-même, que serait-il?

— Ce que vous disiez tout à l'heure, — repartit Prodicos, — le plus beau des Grecs. Vous souvient-il, mes amis, de Charmide, l'éphèbe qui fut vainqueur aux dernières Panathénées? Le jour où on le couronna, il n'y eut pas jusqu'aux enfants dans les rues qui ne s'arrêtassent sur son passage, frappés d'admiration comme s'ils avaient vu marcher quelque statue divine. Tel est aujourd'hui cet Alcibiade, dans la fleur de sa saison.

— Prodicos, — dit quelqu'un, — tu parles en rhéteur. Moi, je le tiens simplement pour un fou.

Prodicos se tourna vers son voisin de droite, dont il venait de porter la santé, selon la règle établie par Callisthène.

— Toi, Socrate, — dit-il, — qu'en penses-tu?

— Je pense, — répondit le philosophe, — qu'il y a dans ce jeune homme quelque chose de divin.

Cependant, Callisthène réclama tout à coup le silence. L'acteur Phidippide s'était mis debout, la lyre à la main, prêt à chanter. Son visage ne manquait pas de noblesse ; il avait la taille belle et la voix sonore. Dans *Œdipe*, haussé sur ses cothurnes, il était apparu au peuple, comme un demi-dieu. Mais ce soir, l'heure n'était point à la tragédie ; il consentait de n'être plus qu'un vivant joyeux couronné de roses. Il abandonnait son Sophocle et ne se souvenait que d'Anacréon.

Il chanta :

« *Si tu peux dénombrer les feuilles de tous les arbres et dire combien sont les grains de sable au fond de la mer, c'est toi seul que je charge de compter mes amours. Rien que pour Athènes, tu peux en marquer vingt, et même, oui, quinze autres encore. Pour Corinthe, tout un chapelet, car, tu le sais, l'Achaïe est le pays des belles femmes. Marque ceux de Lesbos et aussi ceux d'Ionie et ceux de Carie et ceux de Rhodes : cela fait bien dix mille amours... Quoi, que dis-tu? Non, ce n'est pas fini : inscris*

toujours. Je ne t'ai pas encore parlé de la Syrie, ni de Canope, ni de la Crète... Mais comment vas-tu faire pour les chiffrer, tous ces amours de mon âme ? »

— Et voilà, — dit Axiochos, quand on eut cessé d'applaudir Phidippide, — voilà qui s'applique le mieux du monde à notre ami. Combien de fois Alcibiade a-t-il aimé déjà et fut-il aimé? Je l'ignore. Cependant nous ne nous quittons guère depuis le jour où, par la faveur d'Hermès, dieu de la Chance, j'ai pu l'approcher.

— N'était-ce point, — interrompit Agathon, — lorsque tu lui rapportas sa caille favorite?

— Oui, en faisant une distribution d'argent au peuple, il avait ouvert son manteau, d'où l'oiseau s'envola. Il en était justement inconsolable : une si belle caille de combat et qui avait triomphé tant de fois ! Aussi quelle fut pour moi sa reconnaissance ! Elle dure encore, et s'il prend la direction de nos affaires après Périclés, je serai sûrement quelque chose dans l'État... Pour en revenir à ses amours, tous les lui envient. Les femmes l'appellent le Bien-Aimé : il mérite ce surnom. Il n'y a pas dans Athènes un seul mari qui ne vive à cause de lui dans l'inquiétude. Je ne parle pas des courtisanes : toutes assiègent sa porte, l'humble dictériade des faubourgs et l'hétaïre somptueuse : il en est qui passent la nuit sur la pierre de son seuil. Mais tant d'épouses qui resteraient vertueuses, s'il n'y avait pas d'Alcibiade sur la terre, mendient son caprice, son regard. Les hommes mariés demanderont bientôt qu'on fasse une loi tout exprès contre lui, pour le bannir, car l'ostracisme n'a pas été institué pour les jeunes gens de dix-huit ans. Hé bien, cette Athènes qu'il ravage ne suffit pas encore à ses désirs. Un jour il entendit des voyageurs qui célébraient la beauté d'une femme d'Asie, nommée Médontis. Plutôt que de les croire sur parole, il résolut d'y aller voir, et il m'emmena. Que vous dirai-je? tout est commun entre amis... Sachez que Médontis est délicieuse.

— Peut-être est-il retourné près d'elle, — dit Callisthène, — car je ne le vois toujours point paraître. Et Callias qui voulait qu'on l'attendît !

— N'en soyez point en peine, — répondit quelqu'un. —

Il viendra quand il lui plaira, et je gage qu'il sera ivre encore.

— Il l'est toujours, et même le matin. C'est lui qui inventa cette mode de boire à jeun.

— Chose funeste pour la santé, — observa le médecin Acoumène, en flattant la chevelure de Mélitta.

— Pourvu qu'il ne se conduise pas comme il fit dernièrement chez Anytos où il était prié ! Il s'y rendit vers la fin du banquet, suivi de ce Thrasylle qu'il traîne souvent après soi. Sans même saluer son hôte ni daigner le voir, il but à Thrasylle, ramassa les vases les plus précieux qui étaient là et les fit porter par ses esclaves chez ce parasite. Anytos le laissa faire. Et comme on s'indignait autour de lui : « Alcibiade, dit-il, est encore trop généreux : tout ici lui appartient, il pouvait donc prendre tout et voici qu'il m'en laisse la moitié. »

— L'âme d'Alcibiade est celle d'un tyran, — prononça Phidippide, que la tragédie avait rendu sentencieux.

Il se fit alors un grand bruit à la porte : des coups frappés violemment et des éclats de voix. Les esclaves parlementèrent avec celui qui menait ce tapage, puis ils ouvrirent et un jeune homme entra.

Une pourpre tombait de ses épaules sur le pavé où ses pieds hésitaient, liés par l'ivresse ; il était chaussé de crépides d'or ; des cigales d'or parsemaient sa chevelure, ceinte de bandelettes blanches, couronnée de violettes et d'un sombre lierre. Il s'appuyait sur une canne enguirlandée comme un thyrse. Son visage imberbe, ses yeux las et ardents, ses tresses fleuries étaient d'une bacchante, la plus belle de toutes, ou de Bacchos lui-même, encore adolescent, tel qu'il apparaît dans la fête des vendanges, échauffé par les rougeurs du crépuscule et du vin. Car la beauté du fils de Clinias rappelait cette beauté parfaite et qui ne connaît point de sexe, que les sculpteurs donnent indifféremment aux Hermès et aux Aphrodites. Pourtant, certains traits en lui annonçaient le héros : c'était le pli volontaire qui divisait son front, et celui de ses lèvres dédaigneuses, presque cruelles. Ainsi devait sourire, charmant et terrible, Persée, le tueur de la Gorgone, lorsqu'il brandissait la tête du monstre virginal aux cheveux mêlés de serpents.

Alcibiade, d'une marche incertaine, s'avança vers le lit

de Callias, où deux places seules étaient occupées, car on avait réservé la troisième pour lui.

— Salut, — dit-il, — ô fils d'Hipponicos, le plus aimé des hôtes et le premier de mes amis !

En parlant, il grasseyait un peu, défaut qui n'était point sans charme. D'ailleurs, on l'écoutait moins qu'on ne le regardait. On ne voyait plus que lui : Agathon même, avec ses grâces efféminées, n'existait plus. Les femmes se tournaient avidement vers le fils de Clinias, Clepsydre comme les autres : réveillée de sa songerie hautaine, elle le contemplait avec fixité, le menton dans sa main.

Alcibiade, attendri par le vin, entoura Callias de son bras.

— J'en atteste Poseidon, — s'écria-t-il, — jamais je ne trouverai ton pareil.

Puis il s'adressa aux autres :

— Ne croyez point, ô hommes, que je parle au hasard parce que j'ai bu... Tenez, j'en appelle à lui-même, et qu'il me démente si ce que je raconte n'est pas vrai... Un jour chez moi, dans une fête comme celle-ci, je m'avise d'une idée assez risible. Je quitte tout à coup la salle du banquet; je reviens après quelque temps, en feignant une peur mortelle : « Amis, dis-je tout tremblant, un malheur m'arrive : sauvez-moi, venez ! » Ils se lèvent interdits et me suivent. Je les mène dans une pièce obscure ; je leur montre une forme humaine dissimulée sous des étoffes ; je balbutie : « C'est un ennemi que j'ai tué ; la justice va venir : aidez-moi à m'échapper. » A ces mots, ils s'enfuient ; un seul reste : Callias. Alors, soulevant tapis et couvertures, je découvre la victime : c'était une statue. Nous avons bien ri, et depuis ce temps, je sais que Callias est ami fidèle.

Cependant, sur l'ordre de Callisthène, des ballerines venaient d'entrer en dansant. Au milieu de la salle, elles s'arrêtèrent et commencèrent leurs tours : l'une d'elles faisait la culbute par-dessus des épées ; une autre jonglait avec des cerceaux en métal creux, dans lesquels tintaient des anneaux de cuivre. Une troisième, s'étant jetée sur les mains, se servait de ses pieds pour tirer de l'arc, maintenant le bois de l'arme et la flèche entre ses orteils fardés. Tous ces exercices s'accomplissaient au son de la flûte : l'adresse ne suffisait point,

on y voulait aussi la grâce. Pour les convives qui les regardaient à travers leur ivresse, les membres et les reins tordus par l'effort semblaient onduler selon les rythmes du plaisir.

Longtemps, on continua de boire. Callisthène avait fait apporter un grand vase à rafraîchir le vin, qui ne contenait pas moins de huit cotyles ; il le vida : « Qui veut en faire autant? » dit-il. Plusieurs relevèrent le défi. Pourtant l'orgie s'apaisait peu à peu. La plupart des buveurs s'endormirent; les femmes avaient été vaincues les premières. Les jongleuses et les aulétrides, pressées de retrouver leur lit, en profitèrent pour sortir, l'une après l'autre, sans être vues. Quand elles furent parties, le silence se fit. Deux hommes restaient encore éveillés et dispos : Alcibiade qui s'était dégrisé en buvant; Socrate qui pouvait, selon le cas, se passer de boire ou bien porter tout le vin qu'on voulait sans jamais être ivre.

Il frappa sur l'épaule du jeune homme :

— Fils de Clinias, tu le vois : ceux-ci sont maintenant sourds et muets, immobiles comme des hermès dans leur gaine. Nous n'avons plus rien à faire avec eux, nous qui ne dormons pas. Si tu le veux, nous quitterons ensemble la maison de notre hôte, et nous ferons quelque promenade avant de rentrer, car cette nuit est fort belle.

— J'y consens, — répondit Alcibiade.

Ils se levèrent donc et se dirigèrent vers la porte. Comme ils allaient la passer, une hétaïre, qui s'était dressée tout à coup, se coula vers Alcibiade et lui dit rapidement, de façon à n'être entendue que de lui seul :

— Je t'attendrai demain toute la journée. Ma maison touche à la Morychia, près du temple de Zeus Olympien. Mon nom est Timandra.

Une torche voisine, avant de s'éteindre, jeta dans ce moment une clarté vive et sanglante. Alcibiade aperçut le visage de celle qui parlait, illuminé de flamme. Il ne l'avait point remarquée jusqu'alors; elle était très jeune et à peine nubile, avec une sorte de grâce impétueuse. Elle avait le parfum des mûres sauvages que l'on cueille sur les buissons. Il lui sourit.

Mais Socrate l'entraînait déjà.

Ils eurent bientôt gagné la Porte Dipyle, ils entrèrent dans le Céramique extérieur. Autour d'eux blanchissaient les sépultures, les figures des stèles devenaient vivantes au clair de lune : un guerrier jaillissait en armes ; une femme belle et pensive, serrant la main de son époux, allait ouvrir la bouche pour les derniers adieux. Du haut de son socle, un grand taureau de marbre pentélique régnait sur les fantômes, comme une divinité bestiale d'Assyrie, et, levant la tête, semblait meugler vers les étoiles. Çà et là, s'ouvraient des puits d'ombre où brillaient et bruissaient, entre des feuillages, les eaux vives de l'Éridanos.

Socrate et Alcibiade étaient maintenant sur la Voie Sacrée qui mène à Éleusis. Ils se trouvaient en pleine campagne ; la forêt sainte des oliviers frémissait sous la lune. Là le philosophe s'arrêta :

— Fils de Clinias, — commença Socrate, — tu pourrais t'étonner justement de la conduite que je tiens envers toi, depuis que je te connais. Partout où l'on te trouve, tu me vois paraître : il semble que j'aie pour unique soin de te rencontrer chaque jour. Cependant ma poursuite est muette, et voici que je t'adresse aujourd'hui la parole pour la première fois.

— Il est vrai, Socrate, — répondit Alcibiade. — Tu m'obligerais fort de m'expliquer et cette poursuite et ce silence. Je me suis souvent demandé pourquoi tu persistais ainsi à m'obséder et à te taire.

— Je vais te le dire. Jusqu'à présent le dieu familier qui me gouverne en toutes choses a fermé ma bouche : tu étais trop jeune pour m'entendre. Maintenant, il me permet de parler.

— Parle donc.

— Ton âme est orgueilleuse, Alcibiade. Ta beauté, tes richesses, une origine illustre, font que nul ne l'emporte sur toi dans Athènes, et s'il te suffisait d'y vivre toujours au premier rang, tu n'aurais pour cela qu'à te laisser vivre. Mais ton désir est d'autre sorte. La foule ne voit que tes extravagances ; moi, j'ai déjà mesuré ton ambition. Ce n'est point en vain que je t'observe assidûment ; il ne m'échappe pas que ton génie te tourmente et que ses ailes

s'agitent en toi. Tu veux être le maître de la Grèce, Alcibiade.

L'éphèbe ne répondit pas. Ses narines frémirent, respirant la puissance et la gloire.

— Cela même ne te contenterait point, — poursuivit Socrate. — Si quelque dieu te disait : « Tu gouverneras l'Europe, Alcibiade, mais tu ne commanderas jamais aux barbares de l'Asie », je crois qu'au lieu de te renfermer dans cet oracle, tu choisirais plutôt de mourir. Car tu estimes que si l'on n'est Cyrus ou Xerxès, il ne vaut point la peine de vivre, et tu as rêvé d'être obéi par le genre humain. Voilà les pensées que tu roules en toi, cependant que les autres te prennent pour un enfant perdu de délices. Je ne doute point, quant à moi, que les immortels eux-mêmes t'aient donné une ambition si haute, t'ayant marqué pour quelque destin prodigieux. Mais, ô fils aimé de Clinias et de Dinomaché, écoute-moi bien : ce but que tu te proposes, tu ne saurais y atteindre sans moi.

Alcibiade éclata de rire.

— Certes, — dit-il, — je savais que tu aimes à plaisanter, mon cher Socrate. Mais ceci, pour le coup, est admirable. Vraiment, c'est toi qui feras de moi le maître d'Athènes et de l'Hellade, en attendant mieux? Comment cela? Je brûle de l'apprendre et je t'écoute plus que jamais.

— Cela est très simple, Alcibiade.

— Mais encore?

— Je t'enseignerai ce que tu ignores et qu'il faut savoir pour gouverner les hommes. Toi, que sais-tu? Les lettres et la palestre. Tu joues de la cithare, non de la flûte, qui déformerait ton visage. Penses-tu que cela te suffise pour conduire l'État? Cependant, tu vois ton tuteur Périclès, avec son âge et son expérience, qui ne se croit pas encore assez instruit dans la politique par les enseignements de Pythoclide et d'Anaxagore, et se met aujourd'hui à l'école de Damon. Tu vois les rois de Sparte préparés dès leur naissance à tous les travaux de la guerre et de la paix, et les grands rois de Perse formés par les hommes les plus sages de la nation à l'exercice du pouvoir. Mais toi, quels furent tes maîtres? Privé de ton père Clinias, tu n'as jamais connu de disciplines salutaires :

Périclès, voué aux affaires publiques, n'avait point de temps pour toi ; il te confia à ton pédagogue Zopyre, un esclave hébété de vieillesse, un Thrace. Cette science du gouvernement, où donc et de qui pouvais-tu l'apprendre?

— Enseigne-moi, de grâce, en quoi elle consiste, — repartit Alcibiade, qui raillait encore.

— A discerner en toute circonstance le parti le plus juste et le plus avantageux, afin de bien conseiller le peuple. On y arrive par la sagesse, et la première sagesse est de se connaître soi-même. De là, on parvient à la connaissance de l'humanité et de ses besoins. L'on apprend ainsi la vraie manière de gouverner les hommes.

Il parla quelque temps encore. Tantôt il expliquait et tantôt il interrogeait Alcibiade, le mettant par ses questions sur le chemin de la vérité, qu'il l'amenait à découvrir et à proclamer lui-même. Le jeune homme sentait de mieux en mieux son ignorance de toutes choses, et combien elle l'éloignait du but où il avait prétendu. Sa paresse et son orgueil ne voulaient pas se rendre encore, rebutés par les lenteurs de cet apprentissage qu'on lui imposait. Mais il luttait en vain, car la parole de Socrate était irrésistible...

Ils revinrent vers la ville au jour naissant. Sur toute la campagne s'étendait le calme annonciateur de l'aube ; la nuit, pas à pas, se retirait du ciel ; les étoiles fondaient, perles dissoutes. Des effluves mystiques parcouraient la route d'Éleusis, la voie sacrée des initiations ; les feuillages des oliviers s'agitèrent, comme à la venue d'un dieu.

Et le dieu parut, celui de la lumière ; une couronne de feu se posa sur l'Acropole. Au fronton des temples, la pourpre amortie se réveilla ; la statue d'Athéné Promachos, cette statue si grande qu'on l'apercevait de la mer, sitôt qu'on avait doublé le cap Sounion, devint toute d'or, et sa longue pique flamboya.

Socrate avait cessé de parler, révérant la majesté du mystère diurne, qui se renouvelait une fois de plus aux yeux des hommes; il adorait le Divin, manifesté dans le jaillissement du soleil. Tous deux marchèrent en silence jusqu'au faubourg ; au croisement de deux rues, ils se séparèrent.

Alcibiade fit seul quelques pas, comme un homme qui rêve, puis il s'arrêta. La parole du philosophe retentissait encore en lui.

« Socrate a raison », se dit-il.

Et il fut frappé soudain de mélancolie. Car si les discours qu'il venait d'entendre étaient vrais, il lui faudrait donc changer toutes ses façons de vivre, s'embarrasser d'études ardues et d'une morale exigeante? Cette obligation lui inspirait une grande tristesse.

Brusquement, il secoua sur ses épaules sa chevelure fleurie. Eh ! qu'importait après tout le bonhomme Socrate avec ses radotages? Il s'en moquait bien, il n'était plus d'âge à craindre un pédagogue.

Libre aux Spartiates de vivre dans une austérité et des travaux qui font la paix aussi rude que la guerre ! Libre aux barbares de passer tout leur temps à forger des instruments de tyrannie ! Un Athénien n'a pas besoin de tant d'études ni d'efforts. Vienne une guerre, il s'y précipite : son destin, sa vertu native font le reste, et s'il ne meurt, le voilà du premier coup sur les sommets. En attendant, tant que la paix rayonne, il se garderait bien de laisser perdre un seul de ses sourires.

Aujourd'hui est encore le temps de l'amour. Alcibiade songe à la petite courtisane de cette nuit, à Timandra.

Comme un écolier qui s'échappe, il prend sa course vers le temple de Zeus Olympien. Près de là, se dissimule parmi les lentisques une maison aux blanches couronnes, secrète et retirée, la maison de Timandra...

II

L'HOPLITE

Aspasie n'était plus jeune, mais sa beauté persistait. Telle au retour de Troie, Hélène reconquise après tant d'années charmait encore Ménélas. D'ailleurs, l'esprit de la Milésienne, ses manières pleines de grâce et de vivacité, aidaient en ceci la nature. Elle apprivoisait les plus austères, et les faiseurs de comédies qui l'appelaient « la prostituée aux yeux de chienne » étaient secrètement amoureux d'elle.

La maîtresse de Périclès vivait maintenant auprès de lui, comme une épouse. Pour elle, depuis longtemps, il avait divorcé d'avec sa femme, qu'il remaria au riche Hipponicos, le père de Callias. Elle régnait sur sa vie privée, elle inspirait sa politique ; c'est elle qui, pour venger Milet, sa patrie, d'une injure, fit faire la guerre contre Samos. Ils s'enfermaient ensemble pour travailler aux affaires de l'État, et quand il allait recueillir le tribut des villes alliées il la prenait avec soi sur son char ; elle était sur sa galère dans le combat qu'il livra pour l'amour d'elle aux Samiens.

Cette femme extraordinaire obtenait tout, non seulement de Périclès mais de quiconque : après avoir enseigné elle-même l'éloquence à Socrate, elle l'obligea d'apprendre à danser. Pour lui plaire, le marchand de bœufs Lysiclès, qui avait l'étoffe d'un démagogue et un grand crédit auprès du peuple, s'abstint d'attaquer Périclès dans les assemblées ; même, il fréquenta des sophistes, se parfuma et devint un tout autre homme.

Aspasie aimait à former des élèves dans les genres les plus divers : aux orateurs elle donnait des leçons de rhétorique, des leçons de morale aux jeunes épouses, sur la prière de leurs maris, et des leçons de coquetterie aux courtisanes. Aussi Périclès aimait-il fort tendrement cette compagne accomplie. On ne doutait point qu'elle lui fût fidèle, mais, générosité ou intelligence, elle ne s'attendait point à la pareille de lui, qui n'était qu'un homme après tout. Même elle avait soin, pour le distraire de la politique, de réunir autour de lui des jeunes femmes, choisies par elle tout exprès ; elle pourvoyait à ses caprices, assurée pour elle-même de son amour.

Elle ne témoigna pas moins de sollicitude envers Alcibiade, lorsqu'il fut sorti de l'enfance. Il lui appartenait de surveiller l'initiation de ce jeune neveu, mais elle ne voulut point s'en charger en personne, malgré qu'il l'eût souvent priée. Elle s'en défendait en riant, ce qui est la meilleure manière. D'ailleurs, il ne l'avait point fâchée, et même, à cause de cela, elle le revoyait toujours avec plaisir, surtout depuis qu'elle vieillissait un peu. Peut-être ce plaisir n'était pas tout à fait sans mélancolie: l'amour qu'elle a dû négliger a tant de charme dans le souvenir d'une femme !

Aussi traitait-elle Alcibiade avec une faveur spéciale. A quelque heure qu'il se présentât, il était admis près d'elle tout aussitôt. Avec Périclès, il n'en allait pas toujours de même. Ses graves occupations le rendaient moins accessible, et d'ailleurs, bien qu'il fût d'un abord doux et modeste, il gardait en son privé quelque chose de la réserve qu'il observait en public, évitant de se montrer à tout propos. Ce qui l'avait fait comparer à la trirème de Salamine, navire d'État qui ne paraît qu'aux occasions solennelles.

Alcibiade, ce matin, s'entretenait avec la Milésienne sur le ton enjoué dont il avait l'habitude, tantôt caressant et tantôt moqueur, celui d'un enfant gâté par toutes les femmes.

— Crois-tu, — demanda-t-il, — que je puisse obtenir audience de l'Olympien?

C'était le surnom de Périclès, soit à cause de sa puissance ou des temples de Zeus dont il avait rempli la ville, et l'on appelait sa maîtresse l'Olympienne.

— Je crains, — dit Aspasie, — qu'il ne te fasse attendre. Il est fort occupé de rendre ses comptes au peuple.

Le fils de Clinias haussa les épaules.

— Il ferait mieux de s'arranger pour ne pas les rendre, — répliqua-t-il.

Aspasie sourit de cette réponse qui montrait un sens politique déjà formé, et pensa que son neveu saurait un jour manier une démocratie.

— Es-tu donc si impatient de le voir? — reprit-elle.

— J'ai besoin de lui.

— Et pour quelle affaire?

— A propos de la guerre contre Potidée.

— Elle est certaine à présent. Sur ta prière, je lui ai remontré que le peuple ne pouvait sans faiblesse ménager plus longtemps une alliée infidèle, qui pactise avec Corinthe.

— Justement, je veux être de l'expédition. Mais je n'ai pas encore vingt ans : d'après la loi, je ne puis être employé qu'à la défense d'Athènes et de l'Attique. Il faut que l'Olympien persuade le taxiarque de m'inscrire, quand même, parmi ceux de la tribu Léontide qu'on enverra dans la Chalcidique.

— Voilà donc, — dit Aspasie, — pourquoi tu tenais tant à cette guerre !

Elle le regardait pensive, elle l'admirait et se sentait émue. Il avait le même âge que son fils, ce jeune Périclès qui portait le nom paternel, à l'exclusion des enfants légitimes Xanthippos et Paralos. Elle songea aussi à la mère d'Alcibiade, à la veuve Dinomaché, et d'avance, pour la douleur qui l'attendait, elle la plaignait. Une courtisane n'est point nécessairement inhumaine.

— Ta résolution est prise? — demanda-t-elle avec une sorte de timidité.

Elle se rendait compte qu'il ne sied point aux femmes d'amollir le courage des hommes. Et naguère elle avait composé le discours que récita Périclès, à la gloire des guerriers tombés pour la patrie : cela lui ôtait le droit de s'attendrir.

Alcibiade ayant répondu d'un signe de tête, elle ajouta, s'efforçant de prendre un ton léger :

— Mais que vont dire toutes les femmes si tu les abandonnes?

— Elles m'ennuient, — répondit-il.

Pour le moment, c'était vrai. La jeunesse comblée est sujette à ces brusques dégoûts ; elle sent parfois le besoin d'une vie violente et il lui faut, comme à une belle bête, des ébats brutaux. Le coursier d'Élis méprise les pâturages et les cavales quand la fureur de son sang le précipite.

Ils s'entretinrent encore quelques instants, puis l'esclave dépêché vers Périclès par Alcibiade revint lui annoncer que son oncle l'attendait.

Dans la pièce la plus retirée de sa demeure, l'Olympien était assis, ses tablettes à la main. Il vieillissait ; ses traits accentués ne manquaient point de noblesse ; il ressemblait de visage à Pisistrate, dont il possédait la facile élocution, et ses ennemis en tiraient prétexte pour insinuer qu'il pourrait bien, comme celui-ci, aspirer à la tyrannie. Un front énorme et renflé, qui l'enlaidissait, l'avait fait surnommer Zeus à la tête d'oignon : à cause de ce défaut, il ne paraissait en public qu'avec un casque.

Périclès écouta son neveu de cet air affable qu'il montrait également à tous les citoyens.

— Je ferai, — dit-il, — ce que tu désires ; la Ville ne saurait refuser un volontaire. Le taxiarque t'inscrira.

Le regard d'Alcibiade brilla de joie.

— Mais sache bien que tu ne pourras servir selon ton rang, comme chevalier. Les stratèges déclarent qu'ils n'ont pas besoin de cavalerie pour une guerre de siège, et d'ailleurs, jusqu'à la Chalcidique, la route par mer est trop longue pour que l'on s'embarrasse de chevaux. Acceptes-tu d'être enrôlé dans l'infanterie lourde avec les citoyens de la classe médiocre?

L'éphèbe se redressa ; il avait la taille et la force d'un dieu.

— Je suis assez robuste, — cria-t-il, — pour manier la lance et le bouclier de l'hoplite. Quand il s'agit autrefois de combattre la flotte barbare, nos ancêtres chevaliers allèrent suspendre sur l'Acropole les brides de leurs chevaux, pour montrer qu'ils étaient prêts à monter sur les navires. Je ferai comme eux.

Périclès regarda le jeune visage illuminé d'une flamme généreuse. Le sien s'assombrit. Il songeait à ses fils, faibles d'intelligence et de courage. Qu'ils étaient loin de cet Alcibiade !

— La chose est réglée ainsi, — dit-il.

Le jeune homme le remercia.

Périclès s'attendrit un instant.

— Tu me rappelles, — dit-il, — ton père Clinias, lorsqu'il partit pour l'expédition de Béotie. Lui, l'un des plus riches citoyens, le triérarque qui commandait un vaisseau équipé à ses frais, il accepta comme toi de combattre en simple soldat parmi les hoplites. Je voulus le retenir, car déjà l'âge l'affaiblissait ; il ne m'écouta point. Mais, sans doute averti par les dieux qu'il ne reviendrait pas, il me pria d'être ton tuteur. Tu t'en vas, toi, sous de meilleurs auspices. Tu as les yeux de celui qui doit vaincre.

Puis il le congédia. Il revint à ses calculs, reprit son stylet et ses tablettes. Il écrivait avec fièvre, puis il effaçait avec découragement, et des rides tourmentaient son front difforme.

Lorsque dans Athènes, sur le piédestal des Héros Éponymes, on put lire le nom d'Alcibiade dans la liste des partants, ce fut parmi les femmes un deuil général, comme dans les jours lugubres où elles pleurent la mort d'Adonis. Mais cette fois

elles étaient plus affligées, car Adonis ne représente qu'une belle image de l'amour, tandis qu'Alcibiade leur en rappelait les réalités. Les maris et les pères se réjouirent : la Chalcidique est loin d'Athènes et la guerre a bien des hasards.

Plusieurs, enveloppées de voiles, vinrent frapper de nuit à la porte du Bien-Aimé, pour lui faire leurs adieux. Mais il n'ouvrit qu'à la seule Timandra.

Elle l'avait pris par son amour simple et farouche. Tantôt elle le caressait avec emportement, tantôt elle se couchait à ses pieds ou elle lui retirait ses belles crépides, dont la forme, inventée pour lui, portait son nom. On l'avait dressée, âme et corps, au mensonge, mais avec ce seul amant elle était sincère, comme un jeune animal.

— Emmène-moi, — suppliait-elle.

Il la regardait en souriant.

— Potidée est trop loin, — disait-il. — Je ne puis emmener que mon esclave Arcas, qui portera mon bouclier pendant la marche.

— Arcas est bien heureux !

Elle soupirait. Puis elle se jeta sur lui et mordait sa bouche d'un baiser.

Cependant, le jour du départ arriva. Sur le seuil de sa maison, la veuve de Clinias dit adieu à son fils. Lorsqu'elle se retrouva seule, elle pleura sous son voile, se souvenant d'un autre jour où son époux l'avait quittée de même. Mais la volonté inflexible des hommes l'emportera toujours sur la tendresse des femmes. Dinomaché essuya ses larmes et s'abandonna aux dieux.

Quarante trirèmes portaient les hoplites qu'Athènes envoyait contre Potidée. La flotte doubla bientôt le cap Sounion et commença de longer l'Eubée, riche en moissons et en cuivre, arsenal et grenier de l'Attique. Elle dépassa la côte d'Érétrie, fameuse par ses temples ; elle se présenta devant Chalcis et le détroit de l'Euripe. Là elle attendit, plusieurs heures, que la violence du courant fût passée. C'est un des lieux les plus funestes aux navigateurs : entre deux rives si rapprochées qu'un pont les joindrait aisément, une mer sauvage se précipite ; quand les pluies d'équinoxe grossissent les

fleuves riverains, le passage est mortel. Combien de marins y périrent, dont les mânes remontent la nuit des flots, se plaignant de n'avoir point d'autre sépulture !

Arrêté devant la passe redoutable, Alcibiade ne se souciait point de naufrages ni de spectres. Il se rappelait seulement que, l'année dernière, il avait franchi l'Euripe sur une galère toute pleine de musiciens et fleurie. Il était alors avec son ami Axiochos. Ils allaient tous deux vers Abydos, vers cette beauté fabuleuse de Médontis qui les avait attirés du fond de l'Attique, et qu'ils s'étaient juré de connaître sur sa couche d'Ionie, au seuil de l'Orient profond.

Il sourit au souvenir de l'Ionienne, entourée de parfums. Mais il allait maintenant vers la gloire, plus belle que Médontis.

Alors, il songea à Clinias, son père. Clinias, aux jours des Thermopyles, avait défendu, tout près d'ici, contre la flotte persique, Artémision, ces Thermopyles de la mer. Alcibiade crut le voir sur sa trirème, où combattaient deux cents marins. La bataille durait trois jours et trois nuits : dans la rade trop étroite, le tumulte et la presse étaient aussi terribles que sur terre ; on se battait sous un nuage de traits; les crocs de fer mordaient la carène des navires qui gémissaient comme des blessés ; les rames gigantesques, brandies au-dessus des têtes, retombaient, ouvraient les crânes ainsi que des fruits mûrs. Clinias apparaissait au centre du carnage, et la Victoire effleurait de sa palme le casque du soldat, du petit-fils d'Ajax de Salamine.

De la pensée d'Alcibiade, Médontis avait disparu, petite ombre de volupté fondue au soleil des batailles. Il en était ainsi de Timandra et de toutes les autres. Lorsque, l'Euripe enfin pacifié, la route s'ouvrit libre devant les navires, il gagna la proue. Immobile, le corps penché, il aspirait vers l'horizon derrière lequel l'attendaient la Guerre et la Gloire. Le soleil, épandu sur la mer, traçait à son désir un chemin d'or.

La flotte avait atterri sur la côte de Macédoine ; l'armée se dirigeait maintenant à petites journées, par la route de terre, vers Potidée et la Pallène. Elle traversait un plateau montueux ; la nature fertile et douce semblait, autour d'elle, un

jardin. On approcha bientôt de la ville. Potidée occupe toute la largeur de l'isthme qui rattache au continent la presqu'île de la Pallène, et ses murailles ne sont séparées des flots que par une berme rocheuse. Les Potidéates et les Corinthiens se massèrent au nord, seul côté libre, et offrirent la bataille.

Les enseignes, haut levées, s'agitèrent : les trompettes jetèrent leurs cris de bronze. Des milliers de voix guerrières entonnèrent le péan en l'honneur d'Arès, œuvre de Tynnichos le Chalcidéen, qui n'en a point composé d'autre, car celle-là suffit à la gloire d'un aède. Puis les deux armées se heurtèrent.

A sa gauche, le chef des Corinthiens, Aristée, avait posté ses meilleures troupes : du premier choc, elles enfoncèrent l'aile droite des Athéniens, qui s'enfuit. Aristée lança la phalange à sa poursuite, tandis que les voltigeurs, peltastes aux rondaches échancrées, gymnètes et psiles, armés d'arcs et de frondes, harcelaient ses flancs de leurs pierres, de leurs flèches et de leurs balles de plomb.

Mais alors, le reste de l'armée athénienne fut pris tout à coup de cette fureur sacrée que l'Olympe envoie parfois aux combattants et qui change le sort des batailles. Un jeune homme divin, magnifique de colère, entraînait, poussait, jetait ses compagnons dans la mêlée, frappant, de sa lance, des coups formidables qui ouvraient les triples rangs de l'ennemi. Alcibiade se déchaînait enfin, et la guerre libérait en lui une âme cruelle, son autre âme que ses amis de débauche ne connaissaient point. Et toute la phalange était possédée maintenant du même délire. Les soldats tuaient dans l'ivresse : ils hurlaient, ils bondissaient, pareils à des Corybantes affolés par leur dieu.

Soudain le jeune homme glissa ; il tomba sur un genou. Aussitôt, dix adversaies furent sur lui, l'entourèrent, le terrassèrent. Une lance l'atteignit : du sang parut sous l'armure. Le Destin lui-même dut avoir peur et se voiler sa face. La beauté et le génie d'Alcibiade allaient-ils s'éteindre ici?

Mais un homme avait jailli de terre au milieu des assaillants : il se jeta sur eux avec une force surnaturelle. Ils crurent à un prodige, et, comme frappés par les dieux, ils s'écartèrent.

La victoire athénienne, qui tourbillonnait sur le champ de bataille, passa sur eux, les roula dans sa rafale et les emporta.

Alcibiade, se relevant, vit en face de lui Socrate qui souriait.

— C'est donc toi qui m'as sauvé? — dit-il.

— Non pas moi, — répondit Socrate. — Le dieu.

— Quel dieu?

— Celui qui m'inspire toujours. Aujourd'hui il m'a prêté sa force. Il ne veut pas que tu périsses, les destins d'Athènes ont besoin de toi. Mais viens jusqu'à ma tente, car ta blessure réclame des soins.

Il l'emmena. La journée était finie : quand il revint de sa poursuite téméraire, Aristée vit le désastre des siens ; il ne put que ramener sa phalange dans la ville. Elle marchait avec peine sur l'enrochement qui défendait de la mer les murs de Potidée, et, du haut des navires, les épibates athéniens la criblaient de traits.

Cependant, devant le trophée qu'on venait d'ériger, les vainqueurs chantaient le péan du triomphe.

Vers le soir, les stratèges délibéraient sous leur tente ; il s'agissait de décerner au plus vaillant les honneurs de la victoire. Ils virent s'avancer vers eux, sans être appelé, un jeune hoplite.

Ils ne furent point surpris de sa hardiesse : la bataille finie, le simple citoyen redevenait l'égal de ses chefs.

— Stratèges, — leur dit Alcibiade, — je viens vous demander la couronne et l'armure pour Socrate, fils de Sophronisque. Il s'est bien battu et il m'a sauvé.

Il parlait avec une assurance modeste, comme quelqu'un qui réclame une chose juste. Encore pâle de sa blessure, il avait dans son maintien une grâce guerrière.

Les généraux se regardèrent et sourirent. L'un d'eux répondit :

— Alcibiade, tes paroles sont dignes de louanges. Mais le conseil a décidé : c'est à toi-même qu'il attribue la récompense.

Ce fut ainsi que le fils de Clinias reçut devant les troupes la couronne et l'armure. Quand il parut, le soleil couchant lui

fit un triomphe : les lances devinrent des éclairs immobiles et les trompettes levées, des calices d'or. Sur le plus beau front de la Grèce, entre les feuilles vertes, la Gloire posa son premier baiser.

Le siège de Potidée durait au delà de toute attente et de toute patience. La ville était entièrement investie : les vaisseaux la bloquaient sur mer, l'armée victorieuse occupait l'isthme, et enfin des troupes de renfort, venues d'Attique, avaient fermé la Pallène. Mais Potidée semblait imprenable par la famine comme par les armes, bien qu'elle ne pût être ravitaillée que par le chemin des aigles. L'ennui s'appesantissait sur le camp athénien.

Socrate et Alcibiade partageaient à présent la même tente ; un entretien perpétuel y trompait leur inaction. Et la parole du philosophe s'imposait de plus en plus au fils impétueux de Clinias.

— J'ai entendu, — disait celui-ci, — Périclès mon oncle et les meilleurs orateurs qui soient dans Athènes ; aucun d'eux ne m'a produit semblable effet. Lorsque je t'écoute, je ne suis plus maître de moi. Tu me fais rougir de moi-même; je me sens humble et craintif, moi qui ne crains personne... Me voilà soudain convaincu que j'ai tort de vivre comme je le fais, j'aperçois la nécessité de l'étude et de l'effort. Je sens qu'il faut absolument te croire et t'obéir. Alors, je n'ai plus qu'une ressource, c'est de me boucher les oreilles comme Odusseus à la voix des Sirènes. Ou bien je me sauve comme l'esclave fuit son maître. Mais tu as vite fait de me reprendre.

Il disait encore :

— Sais-tu bien, Socrate, à quoi je te compare? A ces Silènes que l'on voit dans les ateliers des sculpteurs, et qui contiennent les ornements destinés aux images des dieux. Certes, tu ne saurais nier que tu ne leur ressembles de traits et d'expression : la tienne, comme la leur, est railleuse. Mais ce n'est pas tout : quand on ouvre ces statues, on est surpris de voir les richesses qu'elles renferment, joyaux, bracelets, couronnes et diadèmes. Ainsi en est-il de toi, lorsque, dans nos entretiens, ton intelligence s'ouvre devant moi tout entière et laisse voir les richesses divines cachées sous ton enveloppe de Silène et de Satyre.

Comme les Satyres encore, tu possèdes le secret d'une musique merveilleuse. Mais la leur, pour se faire entendre, emprunte la flûte de Marsyas. Toi, Socrate, tu n'as besoin que de ta propre pensée, et ton harmonie, plus belle, est intérieure.

Socrate souriait. Puis il parlait à son tour. La nuit d'été, lumineuse, ruisselait sur le camp, près de s'endormir. Par l'ouverture de la tente, les guerriers pouvaient suivre la marche des étoiles. Le discours de Socrate ravissait Alcibiade plus haut qu'elles : il l'emportait jusque dans l'empyrée pour lui révéler l'invisible. Il lui montrait les chars des dieux, régulateurs de l'univers, guidés par Zeus dans leurs évolutions sublimes. Rassemblés sur la clef de voûte du firmament, ils en repartent chaque jour, pour recommencer leur voyage à travers ce monde d'outre-ciel qu'aucun poète n'a chanté et ne chantera jamais.

— Heureuses, — disait-il, — les âmes qui sont capables de les suivre ! Heureuses celles qui s'élèvent jusqu'à eux en contemplant la vérité !

Et il ajoutait :

— Donne à ton âme, Alcibiade, par la pensée et le désir, les ailes divines dont elle a besoin pour atteindre là-haut.

Le jeune homme soupirait en l'écoutant. Car, malgré son émotion, il ne pouvait pas renoncer à la terre.

III

L'OLYMPIEN

Cette guerre avait déçu Alcibiade. Les lenteurs du siège le rebutaient, sans qu'il aperçût la possibilité d'une action décisive et profitable à sa gloire. Le deuxième été commençait ; les premières chaleurs amenèrent une épidémie, qui n'eut point de prise sur des troupes acclimatées. Mais celles qu'on venait d'envoyer de l'Attique pour hâter les opérations, n'y résistèrent pas : il fallut les retirer. Alcibiade obtint de partir avec elles.

Ainsi, il ne fuyait pas la guerre : il allait la retrouver sous les murs d'Athènes. Entre celle-ci et les Péloponésiens, la paix

était fort incertaine depuis l'affaire de Potidée. Le roi de Sparte venait d'envahir l'Attique ; il ravageait tout, les champs, les villages, les mines d'argent du Laurion, d'où la ville tirait principalement sa richesse. Les paysans s'étaient enfuis devant l'armée spartiate, car les tuniques rouges leur rappelaient les pires jours d'autrefois. Ils avaient demandé asile à leurs amis d'Athènes ; ceux qui n'y connaissaient personne campaient comme ils pouvaient. Alcibiade, en débarquant au Pirée, vit sur les quais une foule de ces misérables ; il y en avait au Phalère, et sur toute la route jusqu'à la Ville, accotés aux Longs-Murs qui vont de l'Acropole à la mer. En pénétrant dans Athènes, il en vit d'autres encore, qui bivouaquaient partout, sur les places, autour des temples. Et enfin, plus terrible que toutes ces infortunes ramassées là par le souffle de la guerre comme un tas de feuilles sèches, il trouva la peste.

Elle était venue, disait-on, d'Éthiopie ; elle avait ravagé la Libye et l'Égypte, puis elle s'était ruée sur l'Attique. D'abord, elle avait éclaté au Pirée, en coup de foudre ; tant de morts soudaines, à la fois, avaient fait dire au peuple : « Les Péloponésiens ont empoisonné les puits ! » Ce n'était pas le poison, c'était Elle. Du port, elle bondit jusqu'à la ville haute, elle s'y installa en souveraine et seule. Car cette noire divinité ne souffrait pas d'autre fléau avec soi : toutes les maladies ordinaires avaient disparu devant elle.

On l'appelait la Peste, faute de savoir son véritable nom, mais elle ne ressemblait à rien de ce que l'humanité avait souffert jusqu'alors, et, selon les individus auxquels elle s'attaquait, elle n'était jamais la même. Presque toujours, cependant, elle commençait par une fièvre éruptive : elle allumait dans le corps de l'homme une fournaise, et lorsque celle-ci était éteinte, il mourait ou il guérissait, à la volonté des dieux, sans que l'art des médecins y pût quelque chose. Il ne les préservait point eux-mêmes, car ils succombèrent des premiers.

De nombreux malades, que personne ne voulait ni soigner ni recueillir, remplissaient les rues. Alcibiade, en avançant, vit plusieurs hommes embrasés de fièvre qui s'étaient mis nus entièrement : l'un d'eux, couché sur le ventre, lapait comme un chien l'eau des ruisseaux. Un furieux, qui courait

au hasard, apercevant un puits au coin d'une maison, s'y jeta. Un autre, qui avait perdu la vue, errait en tâtant les murs.

Plus loin, un misérable, dont les pieds, dévorés par le mal, n'étaient plus que des moignons, restait assis sur la pierre d'un seuil, regardant devant soi d'un air hébété. De la maison, un esclave l'aperçut, et le chassa à coups de bâton : ne pouvant plus marcher, l'homme s'éloigna en se traînant sur ses genoux. Un autre, adossé contre un mur, baissait la tête ; c'était le sculpteur Hégésias, et il considérait ses mains, dont les doigts avaient été presque tous emportés, ses mains qui ne travailleraient jamais plus, qui ne feraient plus sortir du marbre les héros ni les dieux.

Alcibiade dut enjamber des corps qui lui barraient le chemin. Ce n'étaient pas encore des cadavres, mais des malades, arrivés à l'extrême épuisement, qui ne tressaillaient même plus sous son pied.

Un homme s'avança vers lui, la face hagarde, et l'interpella. Son mal l'avait rendu méconnaissable, mais, au son de sa voix, Alcibiade le prit pour un de ses anciens familiers. Il voulut sortir de doute.

— Comment t'appelles-tu? — lui demanda-t-il.

— Je ne sais plus, — répondit l'autre.

Beaucoup de malades oubliaient jusqu'à leur nom, ne se souvenant pas plus d'eux-mêmes que de leur famille et de leur demeure.

Alcibiade fut surpris de n'apercevoir autour des cadavres ni chiens ni oiseaux de proie. Tous avaient fui la ville, qu'ils sentaient maudite. Sur le Pélargicon, les cigognes elles-mêmes avaient disparu : on n'entendait plus claquer les longues lames de leur bec. Pas un croassement, pas un cri, pas un aboi dans la cité vibrante de soleil. La peste régnait silencieusement dans l'aride lumière.

Les hommes qu'elle ne tuait pas, elle les dépouillait en quelque sorte de leur humanité, en déchaînant la folie et la peur. Ils laissaient périr leurs plus proches sans aide ni consolation ; dans leur hâte à se débarrasser des morts, ils les jetaient sur des bûchers préparés pour d'autres, s'inquiétant peu du sacrilège. D'ailleurs, prompts à tous les crimes ; la

terreur du fléau ôtait la crainte des lois. Cessaient-ils de trembler sous les ailes de la mort, comme l'agneau qui a vu tout à coup l'ombre d'un vautour sur le sol, c'était pour se ruer désespérément aux plaisirs. L'ordre de la vie était bouleversé : des riches, mourant les premiers, enrichissaient des pauvres. La justice n'existait plus ni la honte : dans la ville empoisonnée, marchands et usuriers trafiquaient de plus belle, la mort aidait à leurs affaires et les bûchers élevaient leur fortune.

Cependant, à travers cette horreur, des hommes allaient, venaient, confiants, tranquilles, et leur sérénité semblait un privilège divin. C'étaient ceux qui, touchés par le mal, en avaient réchappé. Ils étaient les protégés des dieux et marqués de leur signe : affranchis de toute crainte, on eût dit qu'ils ne pouvaient plus mourir ; et ils étaient les seuls qui osassent se pencher sur les agonies. Le reste d'Athènes, retiré au fond des maisons et des temples, répétait dans l'épouvante un oracle ancien :

« Viendra la guerre dorienne et la peste avec elle. »

Dès son retour, Alcibiade visita son tuteur Périclès ; il le trouva seul dans sa maison et changé considérablement. Le maître d'Athènes venait de résigner le pouvoir, lassé par l'ingratitude du peuple, qui s'en prenait à lui de l'invasion lacédémonienne et de la peste. Des malheurs domestiques achevaient en même temps d'user son courage. Alcibiade s'enquit si ce renoncement était définitif.

— Oui, — répondit Périclès, — j'ai souffert trop longtemps la méchanceté des citoyens. D'abord, ils n'ont pas osé m'atteindre en personne : ils me gardaient encore un vague respect, dernier reste de leur ancienne affection. Ils inventèrent d'attaquer premièrement Phidias, parce qu'il était mon ami, et qu'il passait pour avoir un grand crédit auprès de moi. Ils l'incriminèrent à propos des travaux de l'Acropole, que je lui avais confiés ; ils l'accusèrent d'avoir détourné une partie de l'or destiné à la statue de Pallas. On suscita contre lui Ménon, un de ses élèves qu'il avait chassé. Ménon vint s'asseoir en suppliant sur la place publique, et après avoir demandé la protection du peuple, dénonça son maître.

— Mais, — repartit Alcibiade, — Phidias n'a-t-il pas eu soin d'employer l'or de telle sorte qu'on pût l'enlever et le peser? Connaissant les Athéniens et leurs éternels soupçons, tu lui avais ordonné cette précaution toi-même.

— Elle n'a servi de rien. On l'a jeté en prison, sans écouter sa défense, et il y est mort, par le poison sans doute. Quant à Ménon, pour avoir calomnié son maître, le voici populaire, et c'est tout au plus si l'on ne songe pas à l'entretenir dans le Prytanée aux frais de l'État. Il a tué un ami de Périclès, il a bien mérité de la patrie.

Après s'être tu un instant, il continua :

— Oui, je le sais, on m'accuse d'avoir ruiné la Ville et dilapidé le trésor de Délos, commun à toute la Grèce, quand j'ai bâti les temples de l'Acropole. Mais mon dessein était d'établir Athènes dans une gloire impérissable. Quand la puissance de Sparte sera tombée, ceux qui la visiteront un jour ne croiront jamais, à voir ses chétifs monuments, qu'elle ait pu se faire admirer et craindre. Mais si Athènes doit mourir, ceux qui, dans bien des siècles, verront, même en ruines, les œuvres de Phidias et de Mnésiclès, seront, comme aujourd'hui, frappés devant elle de respect et d'étonnement.

Sur ces mots, son visage s'éclaira et reprit son expression ancienne, qui était celle d'une majesté paisible : il sembla contempler, au plus profond de l'avenir, son triomphe dans celui de sa Ville.

Puis ses traits se voilèrent, et il poursuivit :

— Qu'importe tout cela au peuple injuste? Il oublie que je lui ai jadis offert de prendre pour moi les frais de cette royale entreprise, à condition que mon nom seul figurât dans la dédicace des temples. Il m'a refusé. Et cependant, il m'en veut de ces sacrifices qu'il a consentis. Il les fait payer à mes amis : après avoir tué Phidias, il a chassé Anaxagore.

— Qu'avait-il donc fait?

— Il s'occupait des choses célestes, et il prétendait que le soleil est plus grand que le Péloponèse. C'est un blasphème. Convaincu d'impiété, il risquait la mort. Je l'ai sauvé en le conduisant moi-même hors d'Athènes. Et ce n'est pas tout... Aspasie...

— Comment?

Périclès fit un effort pour continuer.

— Elle a failli périr. Un misérable, Hermippe, a soutenu contre elle cette même accusation d'impiété. Devant l'aréopage, j'ai voulu la défendre. Je n'ai pu que pleurer, et j'ai dû laisser parler un autre. C'est ce qui l'a sauvée. Ils ont eu pitié... Pitié !... Ils l'ont absoute ! Tu la verras tout à l'heure.

Il laissa retomber sa tête sur sa poitrine, accablé par le souvenir de cette angoisse et de cette humiliation. Son courage, sa force, toute la dignité de sa vie sembla brisée une seconde fois.

— Ensuite, ils m'ont attaqué moi-même. Ils ont lâché contre moi ce furieux, ce Cléon qui vocifère et s'agite, le long de la tribune, comme un chien court en aboyant sur la crête d'un mur. Cléon m'a traité de lâche parce que je ne voulais pas tenter une attaque contre les Spartiates avec une armée affaiblie et faire massacrer tous les Athéniens que la peste épargne encore. Le peuple m'a infligé une amende de cinquante talents. Mon fils Xanthippos s'était joint à mes accusateurs : j'avais refusé de payer sa dépense et celle de sa femme !

— Les dieux l'ont puni, — dit Alcibiade. — Il lui ont envoyé la peste.

— Mais ma sœur aussi est morte, que j'aimais ! Et combien d'autres, parmi mes parents et mes amis les meilleurs ! Car ce que j'ai eu à souffrir du peuple est encore peu de chose auprès des malheurs privés. Le plus jeune de mes fils, Paralos, est mort le dernier ; je le chérissais, lui ! Pourtant, son intelligence était restée comme endormie, et jamais il ne sortit tout à fait d'une espèce d'enfance innocente et douce. Mais il était si beau ! Sa beauté ressemblait à celle des images muettes et harmonieuses, qui nous enchantent par leur seul aspect. Le jour où je dus poser sur son front la couronne funèbre, ma main en fut incapable. Cependant, que n'avais-je pas supporté jusqu'alors ! Et jamais on ne m'avait vu paraître, comme les autres, sur la tombe de mes proches pour pleurer et gémir. Mais je n'ai pu porter en homme la mort de celui-là.

Il releva la tête, et s'adressant à Alcibiade d'un ton ferme et triste à la fois :

— Tu le vois bien, les dieux eux-mêmes me le signifient : la carrière de Périclès est achevée désormais. Il a vécu, puisqu'il ne lui reste plus à souffrir et qu'il n'a plus la force de rien désirer.

Alcibiade le considéra un instant en silence. Puis il répondit :

— Tu te trompes, ô mon maître. Il est toujours beau de commander aux hommes, de les soumettre et de les vaincre. Mais il est honteux de leur céder. Souffriras-tu vraiment que l'on dise : « Il y avait autrefois dans Athènes un citoyen sage et considéré qui s'appelait Périclès ; il était tout-puissant, mais Cléon le corroyeur et Hyperbolos le marchand de lampes l'ont supplanté et l'on n'entend plus sa voix dans les conseils du peuple. » Voilà comme on parlera de toi, si tu abdiques devant eux. Mais sors de ta retraite et montre-toi seulement aux Athéniens : tu les verras aussitôt se rallier à toi. Depuis que je suis revenu, j'ai recueilli bien des propos, bien des rumeurs : ceux qui étaient près de te chasser te redemandent. Sache-le donc, ô Périclès, il ne tient qu'à toi de nous gouverner encore. Et quel homme a jamais dédaigné le souverain pouvoir?

Périclés, en l'écoutant, secouait la tête, mais ces paroles d'Alcibiade faisaient une grande impression sur lui.

Finalement, les instances du jeune homme le décidèrent. L'Olympien découronné accepta de reparaître devant le peuple. Toujours maître de soi, toujours noble dans son abattement même, il se plaignait à ses concitoyens de leur ingratitude. Il parlait d'une voix douce et mesurée, que sa modération rendait plus touchante. Le peuple lui demanda pardon et le rétablit dans sa charge. Même, comme sa descendance légitime était désormais tarie, on lui permit d'inscrire le jeune Périclès, le fils d'Aspasie, parmi les citoyens de naissance régulière, admis aux fonctions de l'État.

Mais à peine eut-il le temps de goûter ce dernier triomphe. La peste l'avait choisi pour suprême victime. Elle le traita, il est vrai, avec une espèce de douceur ; elle ne lui infligea ni les souffrances extrêmes ni la déformation hideuse par quoi elle faisait payer aux autres la mort. Cette lumière d'Athènes s'éteignit avec calme et sans secousses. Prévenu de sa fin à

l'avance par le mal qui sembla ne le tuer qu'à regret, il eut le temps de s'entretenir, l'esprit libre et serein, avec Alcibiade, qu'il avait mandé près de lui.

— Les dieux, — dit-il, — se plaisent à éclairer ceux qui meurent ; du moins, le peuple l'assure, mais je crois qu'Anaxagore en penserait autrement. Il tiendrait plutôt que c'est là un simple fait de notre nature humaine, qui se transfigure avant de passer à une autre vie et devient tout à coup capable d'une prescience où elle n'avait jamais pu atteindre. J'ai donc, en quelque façon, la certitude que c'est toi, Alcibiade, qui me succéderas un jour dans le gouvernement d'Athènes. Tu es, pour cela, bien jeune encore, et jusqu'à ce que ton époque arrive Cléon a tout le temps de délirer et de rugir. Sache employer ces délais : apprends à connaître le peuple. Cela n'est point aisé. Parrhasios, excellent peintre de figures, tenta un jour de représenter sous ses fuyants aspects ce terrible Démos athénien. Il le voulait faire à la fois cruel et pitoyable, menaçant et crédule, surtout mobile et passant de la fureur aux caresses. L'entreprise était trop ardue ; il y renonça. C'est ce monstre, insaisissable comme l'hippogriffe et la chimère, qu'il te faudra dompter, Alcibiade. J'y ai parfois réussi, mais, en le contenant, je le sentais toujours frémir, et pas un instant je ne fus tranquille après la victoire.

Il ajoutait des instructions plus précises. Il expliquait à Alcibiade la machine merveilleuse qu'il avait inventée pour gouverner presque seul les Athéniens en leur laissant croire qu'ils se gouvernaient eux-mêmes. L'Aréopage diminué de ses privilèges, les archontes devenus simples magistrats, toute puissance semblait sortir du peuple par l'élection pour y rentrer bientôt. En réalité, le citoyen, embarrassé du choix et du contrôle, ne demandait qu'à s'en remettre à un sage comme Périclès ou à un démagogue comme Cléon. Il fallait donc tâcher d'être le plus éloquent et le plus habile. Avec les chaînes d'or de la Persuasion qui pendent de ses lèvres, un orateur peut lier les cœurs et les volontés.

Après cet entretien, Périclès tomba dans une longue somnolence. Une de ses amies en profita pour attacher à son col une amulette sacrée, dont elle espérait le salut du moribond. A son réveil, l'Olympien s'en aperçut, et la montrant aux

personnes qui étaient dans sa chambre, leur dit avec un sourire :

— Ne suis-je pas bien malade, mes amis, puisque je souffre ces folies?

Et maintenant, il touchait à sa fin. Tout ce qui lui restait encore de parents, qui ne faisaient qu'un bien petit nombre, était dans sa chambre avec les premiers de la ville. On le croyait déjà mort, il ne remuait plus et il ne semblait même plus respirer. Et l'assistance s'entretenait de lui, à mi-voix. On rappelait ses travaux, ses victoires, les neuf trophées qu'il avait érigés dans Athènes, et la magnificence de son gouvernement.

Du lit de mort sortit tout à coup une parole, aussi douce que celles qui résonnent sous les arbres en fleurs, dans l'Ile des Bienheureux :

— O mes amis, louez-moi d'une seule chose ! Mon pouvoir n'a fait prendre le deuil à aucun citoyen.

Puis il mourut. Tous éclatèrent en larmes. Deux pleuraient plus amèrement parce qu'ils perdaient davantage : Alcibiade et Aspasie.

IV

LE MARIAGE D'ALCIBIADE

Pendant les jours qui suivirent, la compagne de Périclès ne lui fut point avare de ses pleurs, et il ne manqua rien à la sincérité de ses regrets. D'abord elle l'avait aimé, d'amitié tout au moins. Il lui laissait le souvenir de ces égards constants dont une femme est peut-être plus touchée que d'une extrême passion, surtout lorsque son état ne l'y avait point habituée précisément. Une courtisane que l'on installe au rang d'épouse peut n'être point éblouie, mais elle se sent honorée.

Hélas, de quoi lui servirait maintenant son ancienne élévation? La mort de l'Olympien précipitait l'Olympienne à bas de sa dignité : la puissance de Périclès venait de mourir avec lui, son nom n'avait plus de prestige et ses amis n'étaient plus rien dans un État populaire qui retombait aux mains des démagogues, de Cléon et de ses pareils. Sans crédit, sans

influence, sa veuve devait s'effacer et souhaiter qu'on lui pardonnât son long triomphe. En vérité, elle ne pouvait trop pleurer Périclès.

S'étonnera-t-on que le sentiment d'une telle perte amenât bientôt le désir de la réparer? Aucun être n'accepte facilement la mort, et, pour une belle femme, c'est mourir que disparaître. On ne doit point blâmer Aspasie si, après ses premières larmes, données toutes à son ami, elle ne tarda pas trop à faire un retour sur soi-même et à se demander ce qu'elle deviendrait.

Certes, elle ne songea point à remplacer entièrement Périclès. Le peuple lui-même n'y parvenait pas, et cependant le peuple est moins exigeant qu'une Aspasie. Elle ne pouvait espérer de trouver une seconde fois, dans un même homme, la gloire et l'amour avec la toute-puissance. Encore voulait-elle être aimée, servie et maintenue au-dessus des attaques, surtout des mépris : Athènes ne devait point douter que, même après Périclès, Aspasie existât encore.

Un instant, elle regarda l'image d'Alcibiade avec complaisance ; elle revit en pensée la beauté du fils de Clinias, elle entendit sa voix qui flattait et qui raillait... Alcibiade ! — Non, à supposer qu'il voulût, ce serait trop déraisonnable ! Elle ne songea guère que l'ombre de Périclès, irritée, irait s'en plaindre aux dieux : elle n'avait point beaucoup de piété et elle portait légèrement les scrupules. Mais quoi ! Alcibiade ne pouvait encore rien pour la défendre et l'imposer au respect des démagogues, des sycophantes et des prêtres : quand il aurait enfin l'âge d'un chef, elle serait une vieille femme. Il ne lui représentait aujourd'hui qu'un amant, — il est vrai, fort souhaitable. — Or, elle craignait à bon droit le sort de ses pareilles qui se sont donné un ami trop jeune, c'est-à-dire léger et cruel, habile à les torturer. Son printemps plein d'insolence ne les rajeunit point, comme elles y comptaient ; il les achève.

Non, point d'Alcibiade, ni d'aucun autre qui fût comme lui trop aimable et trop vain. Mais elle se rappela qu'il y avait un homme riche et puissant auprès du peuple, prêt à la servir de sa fortune, de son crédit et de son amour qui avait déjà fait ses preuves. Cet homme la recevrait sous son toit comme une

déesse, et mettrait pour toujours à ses pieds une âme rude et naïve, mais soumise et fidèle.

C'est ainsi que l'Olympienne décida avec sagesse qu'elle épouserait Lysiclès, le marchand de bœufs.

Alcibiade revint promptement aux plaisirs. On se reprenait à vivre. Satisfaite par la mort du plus grand citoyen d'Athènes, ou chassée par les conjurations d'une femme de Mantinée, Diotime, amie de Socrate, la peste avait enfin quitté la ville. Dans ses dernières rencontres avec Sparte, Athènes avait eu de la chance. Chacun se hâta de mettre à profit l'humeur clémente du destin. Quelques-uns seulement traînaient encore des deuils inconsolés. Les autres oubliaient gaiement leurs morts, perdus dans la foule souterraine. La cité déposa ses voiles et remit sa couronne de violettes, en souriant.

Alcibiade retourna donc parmi les courtisanes. Sa préférence pour la jeune Timandra ne l'empêchait point de regarder avec faveur Lampito, Agallis, Gnathène ou Archéanasse. Les femmes mariées s'étaient remises à le poursuivre, et les vierges, en songeant à lui, suppliaient leurs parents de hâter leur hyménée. Elles n'espéraient point l'épouser toutes, mais elles pensaient à la liberté que donne le mariage : depuis si longtemps, elles enviaient les épouses qui peuvent sortir à toute heure, accompagnées d'un esclave discret !

Le fils de Clinias respirait sans en être étourdi l'amour de la Ville. Parfois même, il se lassait d'être toujours le Bien-Aimé comme Aristide était le Juste. Un jeune homme heureusement né, et qui se sent fait pour gouverner l'État, peut-il accepter de ne vivre que pour les femmes? Il lui arrivait de maudire en soi cette jeunesse qu'on adorait, songeant que pour paraître, sur la tribune de la Pnyx, il lui faudrait attendre d'avoir trente ans. Et cependant, au-dessus de lui, à la place suprême qu'avait occupée l'Olympien, il apercevait Cléon le corroyeur.

Contre le chagrin furieux qu'il en ressentait, son seul recours était les folies. Il s'y abandonnait. Il montrait le luxe et l'insolence d'un tyran ; il n'avait pas peur de paraître impie. Il se fit peindre par Aglaophon en Amour, un foudre à la main conduisant un quadrige ; c'était le symbole du despotisme

qu'il exerçait sur les cœurs. Mais il montrait aussi par là qu'il ne craignait point d'usurper les attributs et l'autorité des dieux.

Autant qu'il le pouvait, il fuyait Socrate, seul homme vivant dont il appréhendât le blâme. Il ne quittait plus Thrasylle, Axiochos et les autres débauchés ; il passait ses journées à s'enivrer en leur compagnie.

Un jour, ils avaient bu plus que de coutume, bien qu'il fût encore de bonne heure, et les esprits étaient fort excités. Alcibiade, tout à coup, frappa sur la table et se leva en criant :

— Écoutez-moi, vous tous, la chose en vaut la peine. Je parie de donner un soufflet à Hipponicos le riche, la première fois que je le rencontrerai.

Certes, on était habitué à ses extravagances. Mais celle-ci parut forte.

— Comment? à Hipponicos?

— A lui-même.

— Le plus riche des Athéniens, et le plus orgueilleux après toi?

— Justement. Quel plaisir y a-t-il à frapper un timide et un faible?

— Mais il est emporté : il te tuera.

— Je ne crois pas.

— C'est le père de Callias ; Callias est ton ami.

— Callias le déteste pour son avarice. Il sera enchanté.

— Mais la loi? elle punit de tels outrages !

— C'est le peuple qui la fait. Penses-tu qu'il se fâchera de voir battre un riche? Mais ne disputons plus : parions. Qui tient le pari?... Je vois que tu me fais signe, Axiochos... Bien... L'enjeu?...

— Ce que tu voudras... La petite esclave que je viens d'acheter, Syra... L'autre jour, tu la trouvais à ton goût, il me semble. Tâche de la gagner.

— Moi, je risque plus cher... Tu sais, cet Amour que tu admires tant, ciselé par un ouvrier de Rhodes?... Mais je suis tranquille : il ne s'en ira pas de ma maison. C'est Syra qui viendra chez moi. Qu'elle prenne garde à Timandra, si elle tient à garder ses yeux !

Ils burent une dernière coupe et sortirent. Ils traversèrent le bourg Scambonide d'un pas mal assuré.

— Tu n'auras pas à te déranger pour terminer l'affaire, — dit tout à coup Axiochos. — Hipponicos t'en épargne la peine. Regarde à ta droite : le voici qui vient.

En effet, le riche s'avançait, suivi de deux esclaves. Il avait un visage plein et vermeil ; un embonpoint sans excès lui donnait de la majesté, et c'était un signe visible de sa richesse. On reconnaissait aussitôt en lui le citoyen le plus opulent de cette ville qui se glorifiait d'être appelée la grasse Athènes. Il avait encore d'autres sujets d'orgueil, outre celui de payer le cens le plus élevé ; il était triérarque, il avait été stratège, et il comptait, parmi ses ascendants, de nombreux vainqueurs aux Jeux Olympiques. Le nom même d'Hipponicos, héréditaire dans sa famille, rappelait des triomphes équestres et le vert honneur de l'olivier, qu'a chanté Pindare. Tout cela entretenait en lui une superbe singulière ; il ne considérait point que les autres fussent ses égaux, en dépit des lois, et ne leur parlait guère ; à peine s'il les voyait. Il exceptait pourtant Alcibiade de ce mépris universel, à cause de sa naissance et de sa beauté, et il lui accordait, comme à un ami plus jeune, un salut familier. C'est ce qu'il fit cette fois encore.

Les compagnons du jeune homme s'étaient arrêtés instinctivement, le laissant continuer seul. Ils étaient tous frémissants, surtout Axiochos, qui ne se souciait plus guère de gagner son pari ou de le perdre. Car, au fond, le fils de Clinias lui était plus cher que Syra, et il le voyait en danger.

Qu'allait faire Alcibiade? Dans une prouesse ou une folie, jamais encore il n'avait reculé.

Quelques pas le séparaient d'Hipponicos ; il les fit sans se presser. Puis on vit son bras se lever, on entendit un soufflet et, dans le silence de la rue, il sembla formidable.

Hipponicos, avant la fureur, eut un étourdissement. Sa première émotion fut de la surprise. On avait osé le frapper, lui, insulter ce visage, qui, majestueux et prospère, était le visage même de la richessse ! Puis, il pâlit comme si, au lieu d'un soufflet, il avait reçu une blessure par où se fût écoulé tout son sang. Il voulut se jeter sur Alcibiade.

Mais aussitôt dix bras l'arrêtèrent. Un peloton d'archers

scythes, commandés pour la police de l'Agora, passait à cet instant même, qui était celui de la relève. Il essaya de les bousculer et les somma de le laisser libre ; ils ne le comprirent pas ou firent semblant, et dans leur parler rugueux, qu'il n'entendait guère davantage, lui ordonnèrent de les suivre. Nouvellement venus à Athènes, ils ne le connaissaient point, sans quoi, ils auraient eu sans doute plus d'égard à sa personne.

— Eh bien ! tu as perdu, — dit Alcibiade à Axiochos. — J'avais l'idée, vois-tu, que cet Éros rhodien ne s'en irait pas de chez moi.

Puis il rentra et les autres firent de même. Mais chacun se demandait ce qui allait s'ensuivre, car on ne pensait guère que l'orgueilleux Hipponicos fût homme à laisser un tel outrage sans punition.

C'était le soir. Le père de Callias, enfermé dans sa demeure, méditait de noires pensées. Il balançait encore entre plusieurs vengeances : celles que les lois lui offraient lui paraissaient insuffisantes, et d'ailleurs, se sachant impopulaire, il hésitait à porter sa cause devant un tribunal. Faire assassiner Alcibiade lui aurait plu bien davantage, mais la chose n'était point sans risques. Au reste, tous les projets dont il s'avisait demandaient du temps, et il aurait voulu un châtiment soudain. La joue lui brûlait encore : ce feu ne s'éteindrait pas avant que l'offense ne fût expiée, et terriblement.

Comme il rêvait ainsi, son esclave entra et l'avertit qu'un homme était là, qui attendait d'être introduit en sa présence.

— Comment se nomme-t-il ? — murmura Hipponicos à travers sa songerie, sans daigner regarder ce serviteur.

— Alcibiade, maître, l'ami de ton fils Callias.

Hipponicos sursauta. Alcibiade chez lui ! Cette seconde audace n'était pas moins inouïe que la première.

— Fais-le entrer, — dit-il.

Il avait porté les yeux sur ses armes, qui étaient suspendues à la muraille tout près de lui, sous une couronne militaire, souvenir de sa dernière campagne. Il lui serait facile de s'en saisir. S'il était venu pour l'outrager encore, Alcibiade ne sortirait pas vivant d'ici.

L'esclave revint, ouvrit la porte, et Alcibiade entra.

Déjà Hipponicos cherchait son épée. Mais le jeune homme s'avançait avec une contenance modeste et paisible qui le déconcerta.

— Te voici donc, misérable !

La fureur faisait bégayer Hipponicos. Alcibiade, du geste, arrêta doucement ses invectives.

— Écoute-moi, — dit-il, — noble père de mon ami Callias, je suis venu t'offrir satisfaction de mon offense. Le vin, il est vrai, en fut l'auteur plutôt que moi-même ; elle n'en demeure pas moins, tant qu'une juste réparation ne l'aura point effacée... Hipponicos, la loi punit le coupable, et ensuite elle lui pardonne, car celui qui a expié rentre en grâce auprès des dieux. Fais comme elle. Exerce sur moi toute ta rigueur et ensuite redevenons bons amis.

Hipponicos ne savait comment accueillir de telles paroles.

— Dois-je croire que tu me railles? — dit-il, en grondant sourdement. — Ce serait trop d'impudence !

— Je ne raille point, — repartit Alcibiade, avec plus de douceur encore. — Je me livre à ta vengeance légitime. Je t'ai frappé, frappe-moi. Voici mon corps : tu peux le faire battre de verges par tes esclaves et le déchirer.

Il entr'ouvrait ses longs vêtements. Le repentir et l'humilité l'embellissaient davantage et lui communiquaient une noblesse nouvelle, tandis qu'il s'offrait à son ennemi dans cet abaissement volontaire. Quelles raisons l'y avaient fait consentir? Le disciple infidèle de Socrate s'était-il souvenu tout à coup d'une maxime de son maître? Car c'est bien Socrate qui disait : « Quand tu as commis une faute, va te remettre aux mains du juge et sollicite de lui le châtiment qu'elle réclame, comme le malade va trouver le médecin et lui demande le remède approprié à son mal. La peine est le remède qui guérira ton âme. »

Ou peut-être ne faisait-il qu'imiter l'exemple de son autre maître Périclès, lequel aimait à montrer de temps en temps son humanité et sa douceur pour gagner l'affection du peuple. L'Olympien, dit-on, fut, un jour entier, suivi par un homme qui l'accablait d'outrages et les souffrit en silence. Arrivé devant sa porte, comme la nuit était venue, il commanda à

un esclave de prendre un flambeau et de reconduire jusque chez lui l'insulteur confondu.

Quoi qu'il en soit, Hipponicos fut touché. Cette beauté et cette noblesse presque divines, humiliées devant lui, le vainquirent ; il se leva, et venant à celui qu'il voulait tuer tout à l'heure, il lui tendit la main droite.

Le lendemain un banquet réunit dans la maison d'Hipponicos les amis principaux de l'offensé et de l'offenseur, pour qu'ils fussent tous témoins de la concorde si heureusement rétablie entre les deux hommes. Phidippide, qui était l'ornement de toutes les fêtes, déclama des vers sur l'amitié en l'honneur du nouvel Oreste et du nouveau Pylade. Le vin, qui avait causé la brouille, coula pour la réconciliation.

En peu de temps, Alcibiade devint pour Hipponicos un compagnon indispensable, qu'il voulait sans cesse avoir auprès de soi. Car chaque fois qu'il le revoyait, c'était dans cette posture de noble suppliant qui l'avait apitoyé, mais surtout enorgueilli. Il se disait qu'il était dans Athènes un personnage unique, car si le fils de Clinias, dans son humeur un peu impétueuse, avait souffleté et bâtonné quelques-uns de ses concitoyens, jamais encore il ne s'était humilié devant aucun, et nul autre que lui, Hipponicos, ne pouvait se vanter de l'avoir tenu à sa merci.

A quelque temps de là, Callias, rencontrant Alcibiade à la palestre, le prit à part et lui dit :

— Tu es en vérité un homme prodigieux, mon cher Alcibiade, puisque tu as su dompter le farouche Hipponicos. Je t'admirais déjà beaucoup, je t'en admire encore davantage. Nous ne saurions être plus amis que nous ne sommes, mais si tu le voulais, nous deviendrions beaux-frères. Ma sœur Hipparète te plaît-elle? Quoique tous les jeunes gens d'Athènes l'aient demandée, je crois qu'Hipponicos te donnerait la préférence.

— Ta sœur est belle, — dit Alcibiade.

De plus, la noblesse d'Hipparète valait la sienne. Elle était comme lui une Alcméonide et l'illustration de sa famille remontait à Triptolème. Enfin, il était sûr que sa dot serait magnifique.

V

HIPPARÈTE

Hipparète l'emportait vraiment sur toutes les vierges athéniennes. La jeune fille était grande, sa forme sans défaut, depuis ses jambes élancées jusqu'à son visage pur. Quand elle marchait dans la rue, d'un pas pressé, en abaissant sur son regard ses longues paupières, elle avait l'air farouche, et elle enflammait ainsi d'amour les jeunes gens. Ils la comparaient aux chasseresses ombrageuses qui suivent Artémis, et que les chasseurs convoitent en vain.

Elle leur aurait paru plus belle encore, s'ils avaient pu la voir pensive au fond du gynécée, ou bien dans la cour intérieure de sa maison, qui était peuplée de fontaines et fleurie comme le jardin des Heures. Elle s'y promenait lentement, parmi les asphodèles et les roses, s'arrêtait et demeurait debout à songer, tournant parfois la tête sur son épaule avec langueur. C'est qu'Hipparète ne se sentait point heureuse.

Étrange Hipparète, qui ne rêvait pas de l'avenir, à son âge, mais du passé ! Elle regrettait confusément son enfance, elle la rappelait. Elle la voyait remonter de loin, toute dorée, pleine de chants et de clartés : âge charmant, où l'on a peur de Mormô qui grimace et qui mord, où l'on élève des cigales dans des cages de paille et de jonc ! Un visage maternel se penchait sur ces jeux, prompt aux baisers et aux rires.

Puis, il avait disparu. La mère d'Hipparète avait quitté la maison. Triste Cléanthis ! Déjà elle avait dû céder à la rusée Milésienne sa place au foyer de Périclès. L'Olympien, par un reste d'égard pour la compagne irréprochable qui avait cessé de lui plaire, s'était ingénié de lui trouver un second époux. Et voici maintenant qu'il lui fallait abandonner encore cette chambre nuptiale où elle avait bien pensé de trouver un refuge contre l'inconstance des hommes. Quelques-uns parlaient d'une jalousie déraisonnable d'Hipponicos ; la plupart accusaient son caractère tyrannique qui faisait souffrir les autres mais ne leur souffrait rien. Quoi qu'il en soit, la malchanceuse épouse dut repasser ce seuil qu'elle avait franchi

aux sons des flûtes et aux chants d'hyménée. Enfin, un bonheur stable la retint auprès d'un troisième mari.

Seule avec un père bourru, toujours grondant, un grand frère dédaigneux, frivole et tapageur, la demi-orpheline vit arriver sans joie sa jeunesse. Elle entendit les appels de la vie avec trouble, mais avec crainte aussi. La destinée de sa mère l'inquiétait pour la sienne : à travers les chuchotements, les silences et les mensonges, elle avait deviné les épreuves de Cléanthis, fille infortunée de Dexileos.

Ni son père ni son frère ne pouvaient la comprendre, mais elle se confiait parfois à Thratta, sa nourrice. Celle-ci, comme son nom l'indiquait, était une Thrace, un peu rude mais dévouée. Elle disait souvent à Hipparète :

— Tu es ma fille, ô maîtresse, ma reine merveilleuse, ma belle vierge d'or ! Thratta mourrait pour toi. Mais laisse ta nourrice te gronder, comme au temps où, toute petite, tu lui tirais les cheveux pour te jouer et lui frappais le visage de tes faibles mains. D'où vient qu'à certains moments tu parais triste et songeuse? Certes, les jeunes filles rêvent quelquefois, mais c'est de leurs noces prochaines, et, en rêvant, elles sourient. Car déjà elles croient entendre, dans le soir, les chants d'hyménée qui les courtisent. Mais toi, ma petite âme, tu soupires !

Parfois, Hipparète se bornait à secouer la tête et à se taire. Mais parfois aussi elle répondait :

— Nourrice, je crains de souffrir comme ma mère. Je redoute l'hyménée et l'homme impitoyable qui ne nous prend que pour nous rejeter, quand il nous a flétries et torturées. L'amour est moins doux que l'abandon n'est cruel.

Alors Thratta se mettait à rire et elle répliquait :

— O folle, folle, qui parles sans savoir ! Tu mériterais que Cypris te châtiât bien sévèrement pour ce que tu viens de dire. Est-ce sa faute, à la déesse, est-ce la faute d'Éros, si Cléanthis est née sous une mauvaise étoile? Attends, fille chérie, attends de connaître l'amour. Dès qu'il s'approchera seulement de toi, tu verras. Tu ne te reconnaîtras plus toi-même, tu deviendras une autre Hipparète, et tu te riras de l'ancienne comme d'une petite fille qui se cachait sottement la figure, de peur, devant ce qu'il y a de plus délicieux sur la terre. Tiens, suppose qu'il est arrivé ce jour nuptial qui

t'effraie : tu sors du bain sacré, tes compagnes ont achevé de parer ton corps et ta chevelure, et dans la chambre des épousailles, tu vois entrer un jeune homme aussi beau qu'Alcibiade, Alcibiade lui-même...

— Non, non, — s'écriait Hipparète. — Tais-toi ! tais-toi !

A l'opposé de toutes les jeunes filles et de toutes les femmes, elle ne ressentait pour l'idole universelle qu'une peureuse aversion.

Non qu'elle méconnût la beauté d'Alcibiade, car cela était impossible, même à des yeux ennemis. Lorsqu'elle s'était trouvée en face de lui pour la première fois, elle en avait été éblouie : c'était un jour qu'il revenait de la palestre, tout échauffé du noble jeu. Cet adolescent avait paru divin à la fillette qui venait d'abandonner seulement depuis quelques mois la poupée et les osselets. Plus tard, lorsqu'elle était canéphore dans la procession des Panathénées, portant sur son épaule la corbeille sacrée qu'elle soutenait de ses bras arrondis, elle l'avait revu parmi les éphèbes cavaliers. Entre tous ces jeunes visages héroïques qui lui étaient apparus sous la couronne dorée ou noire des cheveux ou sous le chapeau thessalien, le visage d'Alcibiade était le plus beau.

Elle l'avait rencontré encore en d'autres occasions, rares, il est vrai : les épouses sont libres d'aller et de venir, mais l'existence des vierges se passe presque toute dans le gynécée, parmi des travaux ou des loisirs propices aux rêves. Chaque fois qu'il s'était trouvé sur son chemin, elle s'était avoué que la renommée ne mentait point, et elle avait subi malgré elle l'éclat du visage merveilleux.

Mais justement, cette beauté lui paraissait funeste et haïssable, comme celle d'Hélène qui perdit Troie et ensanglanta la Grèce, comme celle d'Égisthe qui rendit Clytemnestre adultère. Alcibiade lui semblait né pour faire souffrir toutes les femmes, pour tromper toutes les vierges et dévoyer toutes les épouses. La tyrannie de son charme était dans Athènes un fléau public. Hipparète entendait venir jusqu'à elle les lamentations de celles qu'il avait blessées d'amour et abandonnées. Quoique vivantes encore, elles lui rappelaient cette foule d'ombres, inutilement et éternellement éprises, qui traînent leurs plaintes dans les bocages d'un Élysée ténébreux. Retranchée dans sa froide virginité, la fille de Cléanthis, de

celle qui avait été meurtrie par la cruauté des hommes, arrivait à ressentir en elle-même les douleurs de toutes ses sœurs diverses qu'Alcibiade avait punies de l'aimer, soit en leur refusant son amour soit en le leur imposant comme un joug.

Alcibiade était le neveu du premier mari de sa mère. Elle rencontrait ainsi dans sa famille un double exemple des maux que l'amour entraîne : Cléanthis les avait subis, Alcibiade les répandait en se jouant autour de soi. Hipparète priait les dieux de la garder de l'amour et de punir les Alcibiades.

Cependant, son père et son frère la firent appeler un matin. Leur visage montrait une grande joie ; ils l'embrassèrent.

— Sois heureuse, Hipparète, — disait Hipponicos, avec solennité. — Tu vas rendre jalouses toutes les vierges d'Athènes : tu épouseras le fils de Clinias.

Hipparète devint pâle et rigide comme la figure d'ivoire qui pendait à son collier. Mais une jeune fille ne peut qu'obéir.

— Prends garde, enfant, prends garde d'irriter les dieux, à la fin. On ne méprise point impunément leurs faveurs et leurs dons. Plains-toi, je te le conseille, du mari qu'ils t'envoient ! Le plus beau des jeunes gens, l'orgueil d'Athènes, la couronne de la Grèce ! Certes, toi aussi tu es belle, tu es riche. Mais une reine serait encore trop heureuse d'épouser Alcibiade. Que dis-je? Héra, la reine des dieux, l'accepterait pour gendre, comme un autre Héraclès.

— Je le hais, — répondit Hipparète obstinée.

La fidèle Thratta haussa les épaules.

— Mais pourquoi, encore une fois, ô fille insensée?

— Il a offensé mon père.

— Hipponicos lui a pardonné.

— Moi, je ne lui pardonne pas. Je lui en veux doublement, et de son offense et du pardon d'Hipponicos. J'ai honte pour mon père à cause de sa faiblesse ; j'ai honte pour moi à cause de ce mariage. Que les immortels perdent Alcibiade !

— Arrête, malheureuse ! Rappelle ces paroles avant qu'elles soient arrivées jusqu'à eux.

— Ils ne manqueront pas de le frapper, Thratta, sois-en sûre. Ils le souffrent maintenant, on croirait qu'ils l'encouragent : c'est pour mieux l'accabler. As-tu jamais vu quelqu'un

triompher de tous avec tant d'insolence? Ceux qu'il outrage le plus amèrement, au lieu de vouloir sa mort, recherchent son amitié : comme mon père, ils lui savent gré de ses injures... Parmi toutes les femmes dont il se joue, laquelle a seulement pensé à se venger de lui? Non, elles le regrettent. Et c'est cela, vois-tu, qui m'irrite contre lui davantage, c'est qu'il échappe à la vengeance et même à la haine. Oui, Thratta, cet Alcibiade, par sa cruauté, par son insolence, par sa débauche, par toute sa vie, offense la ville entière, et cependant, personne n'a le courage, ici, de le haïr.

— Mais toi non plus, — poursuivit Thratta avec tranquillité, — tu ne le hais point.

Hipparète allait s'emporter, éclater en violences ; elle se tut. Elle reconnaissait la vérité de ces paroles.

Non, pas plus que les autres, elle ne pouvait haïr Alcibiade. Cette pensée la révoltait, mais seulement contre elle-même. Lui, elle le subirait. L'idée que sa vie appartenait à un tel maître lui était terrible et délicieuse. Son angoisse était pleine d'attente et d'espoir.

Et par-dessus tout, elle ressentait l'orgueil de devenir la femme d'Alcibiade.

La femme d'Alcibiade !

VI

L'ÉPOUSE

Le fils de Clinias s'était donc marié, parce que la coutume l'exige et qu'Hipparète lui plaisait. Celle-ci s'était mise à l'aimer éperdument.

Thratta avait dit vrai : elle ne se reconnaissait plus elle-même. Sa pudeur, ses craintes, sa révolte contre la tyrannie de l'homme et de l'amour, elle avait tout sacrifié avec emportement. Le sentiment qu'Alcibiade lui avait toujours inspiré et qui, déjà, l'obligeait de le mettre à part de tous les autres lorsqu'elle croyait le détester particulièrement, lui apparaissait aujourd'hui sous sa véritable nature, et c'était un amour impérieux.

Tremblante, au soir des noces, elle avait senti que son des-

tin entrait avec Alcibiade dans la chambre nuptiale. L'heure que, toute sa vie, elle avait redoutée et désirée sans le savoir était venue : elle effaçait les années inutiles et vides qui l'avaient précédée. Brusquement, elle ouvrait une porte sur l'avenir vertigineux ; la vierge éblouie tombait au fond d'un gouffre splendide. Elle s'abandonnait à la chute. L'époux trouva en elle une soumission farouche. Mais les âmes ne peuvent être connues ni possédées, et dans ce moment il ignora la sienne; il n'entendit point le cri silencieux qu'elle lui jetait :

— Voici ton épouse, ô mon époux. Si je souffre par toi, je pourrai mépriser le bonheur des autres.

Il ne la comprit donc point. Mais il vit son trouble, la fièvre de ses yeux, de sa bouche et de tout son corps. Il la trouva différente des autres femmes, et s'étonna de rencontrer en elle, avec une pudeur fière, cette sombre passion. Il en goûta le charme, et près d'elle ses empressements furent sincères, car son plaisir était nouveau.

Pour quelque temps du moins, elle vit ce maître nonchalant s'occuper d'elle seule. On put lire sur son front le triomphe de l'amoureuse qui se sait uniquement aimée. Les amies qui vinrent la visiter dans les premiers mois se retirèrent dépitées, emportant dans leur cœur jaloux la blessure de son sourire parfaitement heureux.

— Chère Hipparète, — dit l'une d'elles, — je ne puis m'empêcher d'être inquiète pour toi. Alcibiade n'est point un époux, puisque c'est le mari de toutes les femmes. En vérité, ton père Hipponicos et ton frère Callias ont été bien déraisonnables de te l'imposer.

— Mais, — répliqua Hipparète, avec une grande douceur, — ils ne me l'ont point imposé. Je l'ai choisi.

Elle disait vrai : après les vains effarouchements de son orgueil, le désir, plus fort, l'avait jetée dans les bras d'Alcibiade.

— Puisses-tu ne le regretter jamais ! — achevait l'autre en soupirant.

Ainsi l'épouse trop heureuse entendait murmurer l'envie universelle. Il ne déplaisait point à Hipparète d'être jalousée. Par leurs feintes appréhensions, par les mille artifices qu'elles mettaient en œuvre pour la troubler, par leurs seuls visages crispés d'amertume, ces femmes avivaient en elle la joie du

triomphe. Elle sentait mieux la plénitude de la félicité qui provoquait ces attaques.

Pourtant quelquefois, sans l'inquiéter encore, l'insistance des persécutions réussissait à la fatiguer. Hipparète, alors, était tentée de trouver son bonheur trop éclatant. La Ville l'importunait à tenir constamment les yeux sur elle, sans lui permettre d'être heureuse en secret. Il lui venait des pensées nouvelles sur cette beauté du fils de Clinias, cause de son amour. Certes, elle ne l'aurait point voulue moins parfaite, ce qui aurait diminué cet amour. Mais elle l'eût souhaitée moins glorieuse, et même tout à fait inconnue, hormis d'elle seule.

« Il y a, songeait-elle, des amants que j'envie. Ce sont deux enfants agrestes, dans un ravin du Parnès ou de l'Hymette, qui s'embrassent sur un lit de menthe, tandis que leurs troupeaux paissent confondus. Le monde ne les voit point, ils ne voient rien du monde, car les rebords du vallon étroit se ferment au-dessus d'eux comme ceux d'une conque, et dans la fente bleue brille seulement un peu de ciel. Que ne suis-je bergère, moi aussi, avec le fils de Clinias, dans les gorges du Parnès, sous la garde des chiens blancs, qui sont féroces et fidèles ! »

Hipparète rêvait ainsi, mais sa destinée était au contraire de vivre toujours exposée à l'admiration et à l'envie. Des existences trop brillantes, l'intimité même est publique. Athènes tout entière avait eu le spectacle de sa joie ; Athènes comptait se divertir de son premier chagrin. Les dieux, dans leurs amours, s'enveloppent d'une vapeur d'or ; mais une mortelle ne peut pas s'abriter derrière un nuage pour aimer ou pour pleurer.

L'âme d'Hipparète flottait ainsi entre des sentiments contraires : tantôt elle acceptait, tantôt elle maudissait l'éclat de sa condition et de celle d'Alcibiade. Lorsqu'elle était seule, elle s'abandonnait aux chimères jalouses qu'une femme trop éprise invente pour se tourmenter. L'envie frémissante autour d'elle, au lieu de la flatter, l'importunait et l'accablait. Curieuse, malveillante, la Ville lui semblait liguée contre elle tout entière : on ne lui pardonnait pas d'accaparer pour elle seule l'universel Bien-Aimé. Autant d'Athéniennes, autant d'embûches et de menaces dressées en face de son bonheur.

Alors, elle rêvait en soupirant d'un amour tranquille au désert.

La joie de paraître avec lui devant la foule chassait ces pensées. Souvent le soir, à l'heure tumultueuse où, vers la Porte Dipyle, tous les chars à la fois se précipitent, il la prenait sur le sien. Contenant d'une main le blanc quadrige, il ressemblait à sa propre image dans le tableau d'Aglaophon, et l'on s'étonnait de ne point voir dans sa droite le foudre souverain. Elle se tenait debout à ses côtés, presque aussi grande que lui dans ses voiles. Le couple resplendissait au-dessus des chevaux cabrés, comme ceux du Soleil sous l'aiguillon divin. Le ciel s'embrasait, éclairant les deux têtes glorieuses ; le char doré brûlait et semblait celui du Jour, portant ensemble Apollon et Artémis. Hipparète entendait monter vers Alcibiade et vers elle la rumeur d'un peuple, et elle avançait suspendue sur cette multitude, comme elle eût marché sur la houle élastique de la mer. Alors, elle se disait qu'elle atteignait la borne prescrite aux félicités, et que le destin l'avait rapprochée autant que possible des dieux.

Cependant, après avoir été longtemps pour Alcibiade comme une maîtresse nouvelle, Hipparète devait s'attendre à ne plus être ensuite que sa femme. Aussi l'avait-elle prévu ; mais elle ne s'y était point résignée. Quand la chose arriva, elle ne se crut point le droit de lui en faire reproche. Seulement, elle commença de souffrir.

Elle s'était habituée à passer avec lui les journées entières, et maintenant il la laissait souvent seule. Il se reprenait à s'occuper des affaires politiques ; à dire le vrai, il ne s'en était jamais désintéressé. Sa jeunesse l'écartait encore de la tribune aux harangues, mais s'il devait abandonner celle-ci à Cléon, qui l'emplissait de ses gesticulations forcenées, il lui était permis du moins de s'essayer à l'Agora. Il se mêlait aux groupes allants et venants sur la place publique ; il les abordait avec une figure souriante, il éprouvait sur les citoyens le mordant de sa dialectique, que Socrate lui avait enseignée, et la prise de sa rhétorique, qu'il tenait d'Aspasie. Il n'avait certes point l'élocution brillante de Périclès et de Pisistrate ; parfois, il hésitait en parlant ; il mettait une sorte de grâce nonchalante à laisser enfin tomber les mots qu'il prononçait en grasseyant

un peu. Mais toujours l'habile sophisme ou la raillerie acérée s'échappaient de ses lèvres négligentes, et les élégances de sa parole étaient, comme toutes les autres, calculées.

Il donnait encore une part de son temps aux hétairies, mystérieuses associations de jeunes gens unis par l'affection et la politique, qui entretenaient en secret la flamme du génie athénien, et firent plus d'une fois échec à la tyrannie. Les unes étaient populaires et les autres aristocratiques. De là partaient les mots d'ordre qui décidaient, aux grands jours, du vote de l'Assemblée, qu'il s'agît d'abroger une loi, d'élire des stratèges ou de désigner pour l'ostracisme un citoyen. Les hétairies travaillaient de tout temps aux destins d'Athènes, élevant Périclès, suscitant Harmodios et Aristogiton. Le rêve des tyrans avait toujours été de les abolir : ils les chassèrent du reste de la Grèce, mais, à Athènes, elles les avaient chassés. Alcibiade s'efforçait donc, dans l'intérêt de son œuvre future, d'associer dès maintenant les hétairies à son ambition. Sa beauté et son éloquence n'y trouvèrent point de peine.

Dans ces compagnies de jeunes gens, la politique se traitait volontiers parmi les plaisirs ; d'avoir couru ensemble les mêmes fêtes disposait mieux les affiliés à une confiance mutuelle, et ils se donnaient rendez-vous le plus volontiers chez les courtisanes. Celles-ci s'employaient à servir leurs intrigues avec une intelligence exercée par leur métier, où elle est parfois plus nécessaire que les ignorants ne croient. Ainsi les affaires sérieuses elles-mêmes ramenaient Alcibiade à ces folies qu'il n'avait quittées qu'en apparence.

Ses absences se multiplièrent et se prolongèrent. Il sembla fuir la maison, et, quand il y rentrait, il y ramenait avec soi les préoccupations du dehors. Hipparète le vit revenir de l'orgie avec un visage enflammé par le vin ou pâli par la volupté, et sa couronne de violettes glissait, à moitié détachée. Ses infidélités devinrent manifestes à l'épouse ; elle s'oublia parfois à le questionner. Mais elle feignit d'accepter aussitôt le premier mensonge dont il s'avisait ; sa jalousie et son orgueil craignaient la vérité impitoyable. Et les baisers d'Alcibiade, même distraits et rares, la consolaient encore de tout.

Ses amies devinèrent ses premières souffrances et se sentirent soulagées. Hipparète était donc déchue du privilège

exorbitant qui avait fixé près d'elle leur Bien-Aimé à toutes ! C'était comme la fin d'une iniquité. L'orgueilleuse qui les avait bravées allait partager le sort des autres et rentrer dans la règle commune.

Elles se donnèrent le plaisir d'aller voir cette infortune de près ; elles l'assiégèrent de consolations. Hipparète, cette fois encore, leur opposa un visage tranquille, qui ne voulait rien comprendre. Alors elles lui reprochèrent avec violence son aveuglement, mais elle se déclara résolue d'y persister. En les remerciant de leurs peines, l'aménité de son sourire laissait percer quelque dédain de ces perfidies. Elles se retirèrent suffoquées.

Leur malignité opérait justement contre leur attente : Hipparète se piquait de les décevoir. Non, elles ne la verraient point humiliée et malheureuse ; elles ne l'entendraient point se plaindre d'Alcibiade et du sort. La Ville pouvait publier les folies du fils de Clinias à tous ses carrefours; tant qu'il plairait à Hipparète de ne pas être offensée, nul n'avait droit de lui offrir une injurieuse pitié.

Mais sa force ne lui venait point de sa fierté seulement. Un secret, en elle, alimentait sa constance, exaltait son orgueil. Elle portait dans ses flancs un enfant d'Alcibiade.

Des rivales innombrables pourront disputer à l'épouse un mari inconstant, le lui prendre ; elles ne lui ôteront pas la couronne de sa maternité légitime. C'était elle, Hipparète, et nulle autre, qui donnerait à Alcibiade ce fils créé dans la passion, mais privilégié dès sa naissance par les lois, héritier de son nom, continuateur de sa race, nouvel Alcméonide. Car elle n'en voulait point douter, elle était enceinte d'un germe héroïque : son enfant serait un fils. Ce second Alcibiade naîtrait pour être à son tour les délices et l'inquiétude d'Athènes, l'amour d'une autre Hipparète et son cher tourment.

Il naquit. Ce fut pour apporter à sa mère un chagrin inattendu.

L'amitié que Callias ressentait si vivement pour Alcibiade lui avait inspiré une promesse généreuse lors du mariage de sa sœur. Bien qu'Hipparète eût reçu d'Hipponicos tout l'argent dont celui-ci pouvait disposer pour elle d'après la loi, il ne trouva point encore cette dot suffisante pour la femme de son

ami ; il résolut d'y joindre ses propres libéralités. Il imagina donc de s'engager envers Alcibiade à lui compter dix talents le jour où, par la faveur d'Ilithye, Hipparète mettrait au monde son premier fils. Lorsque cet engagement devint valable, Alcibiade en attendit l'effet.

Mais Callias, justement, avait fait beaucoup de dépense. Outre qu'il entretenait constamment chez lui des sophistes, des rhéteurs et des courtisanes, plus chères à nourrir, il venait d'avoir le coûteux honneur d'être chorège. Il avait dû vêtir tous les choristes d'une comédie, pourvoir à leurs repas depuis le commencement des répétitions, afin qu'ils ne lui fissent pas l'injure de paraître sur la scène avec des provisions de bouche achetées à leurs frais, comme ils ont coutume quand le chorège s'est montré avare. Il avait généreusement rétribué le poète Aristophane pour ses injures en vers à Cléon, ennemi personnel de tous les riches.

Il arrive parfois que les prodigues sont forcés de devenir ladres. Callias eut donc en ce moment besoin de son argent. Il estimait que dix talents font une somme et il le dit en franchise à Alcibiade qui s'emporta, l'injuria, et du coup rompit avec lui. Le fils de Clinias ne tolérait point qu'on le moquât par de vaines promesses.

Hipparète l'apprit aussitôt. Elle fut cruellement humiliée de ce débat dont elle avait fait l'objet ; il lui sembla que sa chair douloureuse avait été marchandée comme celle des esclaves. Et elle pleura aussi parce que la brouille d'Alcibiade avec Callias allait la séparer elle-même de sa famille. Sa seule consolation fut de voir que son fils, allaité par une nourrice spartiate, devenait beau et fort. Il semblait avoir pris la santé de sa mère. Hipparète s'était remise de ses couches difficilement, et, depuis, elle languissait. Il lui arriva parfois de se demander si sa beauté n'allait pas se flétrir. Quand cette pensée lui traversait l'esprit, elle souhaitait de mourir, à cause d'Alcibiade.

Un soir qu'elle était seule dans le gynécée, après avoir renvoyé ses femmes, elle entendit un bruit de voix et des rires, qui venaient des appartements de son époux. Hipparète se leva en sursaut de sa chaise d'ivoire ; à peine vêtue, elle

se précipita dans le corridor : les mosaïques étaient moins froides que ses pieds nus. Une porte, qu'on n'avait pas fermée tout à fait, laissait sortir de la lumière ; dans l'ouverture, la jalouse passa son visage ardent. Elle vit.

Sur le lit, une fille se renversait, la gorge pleine de rires. Alcibiade, près d'elle, était assis sur un escabeau ; une peau de lion, ramassée dans la chambre, lui couvrait les épaules ; au-dessus de sa tête charmante la tête horrible se hérissait. Il tenait à la main une quenouille, prise à quelque servante. Après d'autres jeux, sans doute, les amants s'amusaient à figurer le groupe d'Omphale et d'Héraclès filant à ses pieds.

La femme était Timandra. Hipparète la reconnut pour l'avoir souvent aperçue au Céramique, où elle attendait les riches clients, debout contre le mur, à la place où son nom était inscrit, parmi ceux des autres hétaïres.

La courtisane jeta un cri :

— Oh ! — dit-elle, — regarde là ! Regarde !

— Quoi donc? je ne vois rien.

— Si! là, dans l'ouverture de la porte! la tête de la Gorgone! Je l'ai bien vue, moi.

Déjà Hipparète avait disparu. En fuyant, elle entendit qu'on poussait et qu'on fermait la porte. Puis des rires aigus recommencèrent : Timandra était déjà rassurée. Puis ce furent encore des cris, mais joyeux, fous, lascifs, atroces à entendre. Hipparète s'arrêta malgré elle, les tempes brûlantes, le corps glacé de sueur. Les griffes de la démence lui serraient le front.

Elle savait maintenant l'attentat inexpiable, le foyer conjugal profané. Elle avait pardonné le reste, mais une épouse n'a pas le droit de remettre une telle offense. La loi elle-même, en ce cas, la délie et la prend par la main pour la délivrer de l'époux sacrilège : elle la rend par le divorce à la liberté.

Hipparète s'était ressaisie, elle se dirigea d'un pas ferme vers la salle la plus retirée. Là, au centre de la demeure, comme dans le naos d'un temple, s'élevait l'autel d'Hestia, protectrice et gardienne de la maison. Elle le tint un moment embrassé, telle qu'une suppliante. Puis elle prononça ces paroles à voix haute, pour leur donner plus de solennité religieuse :

— Voici que je vais te quitter, ô déesse ! Tu es témoin de l'impiété qui m'y force, et tu sais que l'épouse d'Alcibiade n'a

jamais failli à ses engagements. Reçois donc celui que je forme en cet instant même. En laissant cette maison, je jure de n'y rentrer jamais, sinon par violence. Je fais ce serment, ô déesse, devant ton chaste autel.

Elle se releva et gagna la chambrette où Thratta, sa nourrice, dormait après la journée laborieuse. Elle la secoua par l'épaule.

— Réveille-toi, Thratta, — dit-elle, — et lève-toi. Aide-moi à m'habiller ; je pars.

— Quoi, que dis-tu? — répondit la nourrice encore ensommeillée.

— Je vais chez mon père. Prépare-moi un manteau, mets dans un coffre mes bijoux de jeune fille.

— Tes bijoux? pourquoi?

— Je ne reviendrai plus ici.

Thratta, ayant frotté ses yeux de sa main rugueuse, la regarda en face, et lut sur le visage de sa maîtresse, sans la comprendre encore, sa résolution.

— Tu ne reviendras plus? — bégaya-t-elle... — Alcibiade t'a donc offensée?

— Mortellement.

La nourrice la regarda encore. Puis, timidement, elle murmura :

— Ton fils?...

Hipparète poussa un bref sanglot. Elle passa la main sur son front :

— Allons ! — dit-elle.

Depuis quelques jours, elle vivait dans la maison de son père. Autour d'elle, douloureuse et silencieuse, Hipponicos et Callias ne cessaient d'invectiver contre Alcibiade. Elle n'écoutait pas ces violences inutiles ; elle s'absorbait dans un chagrin profond comme le néant. Elle ne s'occupait point de son procès ; ce furent son père et son frère qui rassemblèrent des témoins dans le voisinage pour établir que, depuis près d'un mois, Timandra venait presque chaque nuit retrouver l'époux infidèle, à moins qu'elle ne passât plusieurs jours cachée parmi les esclaves sous un déguisement. Alcibiade était donc convaincu d'avoir, au mépris des lois, entretenu une concubine sous le toit conjugal.

Les législateurs d'Athènes étaient avisés. Ils savaient que le cœur féminin est prompt aux retours, qu'il s'apaise parfois aussi aisément qu'il s'irrite, et qu'on lui ferait tort en satisfaisant trop vite une rancune qui n'est pas toujours durable. La demande en divorce présentée par une femme devait, pour aboutir, être renouvelée chez l'archonte en présence du mari. Et voilà pourquoi, comme certains mariages, certains divorces manquaient au dernier moment. Il est d'une loi sage de laisser à l'être faillible le temps de se raviser.

Donc, Hipparète se rendit chez l'archonte éponyme qui avait aussi convoqué Alcibiade. Ce magistrat tenait ses audiences à l'Odéon, théâtre de la musique que Périclès avait fait construire au pied de l'Acropole, sur le même modèle que le Pavillon du Grand-Roi. Elle arriva la première, mais ne tarda guère à voir venir Alcibiade. Alors, tout son sang reflua vers son cœur.

A peine salua-t-il le magistrat qui se tenait prêt à l'interroger, dans l'appareil sévère de sa judicature. Il alla droit vers Hipparète qui le regardait sans pouvoir articuler un mot. Qu'aurait-elle dit? Quelle parole aurait contenu sa pensée en ce moment? Elle revivait sa vie, sa jeunesse agitée de pressentiments, sa terreur de l'hymen, cette haine amoureuse d'Alcibiade qui l'avait occupée jusqu'au moment où la haine avait disparu de l'amour; puis son triomphe, son exaltation, sa ruine.

— Hipparète, — dit Alcibiade, — il est donc vrai? Tu veux te séparer de moi?

Elle répondit en inclinant la tête, mais si profondément, si désespérément, qu'on doutait si c'était une réponse, une affirmation, ou bien le signe involontaire de la détresse qui l'accablait.

— Cependant tu m'aimes encore? — reprit-il.

Elle essaya de répondre non, mais il ne sortit de sa bouche que des sanglots, qui se pressaient avec une sorte de hâte farouche, en l'étouffant. Elle se couvrit le visage de ses mains gardant le souci de cacher le désordre de sa douleur aux regards des hommes qui étaient là. Ses doigts longs et blancs tremblaient du même frémissement que tout son buste, et sa face découverte n'eût pas mieux trahi ce qu'elle souffrait. Elle ressemblait à la statue de Niobé ou d'Ariane, que l'artiste

aurait voilée par un scrupule de pudeur, ne voulant pas montrer l'outrage que le chagrin peut faire à la beauté humaine.

Autour d'Hipparète et d'Alcibiade, tous se taisaient.

Alors elle sentit deux bras saisir sa taille : quand elle rouvrit les yeux, elle se vit sur la poitrine de son époux qui la serrait. Déjà il l'emportait ; ni l'archonte ni les autres n'avaient bougé. Il passa la porte du palais avec son fardeau, il fut dans la rue, pleine de passants : ils s'écartaient devant lui, comme devant un dieu ravisseur qui revient de sa chasse amoureuse avec une proie. Sur le seuil des maisons, hommes et femmes se tenaient debout à le voir passer. Il allait d'un pas impétueux. A travers la chlamyde, Hipparète sentait un cœur de héros battre à grands coups contre le sien.

A se laisser emporter par lui, dans un amour furieux, elle éprouva une ivresse qu'elle n'avait jamais ressentie. Le soir nuptial, lorsqu'il était entré dans sa chambre, elle avait été moins troublée et moins heureuse. La fièvre de l'attente, qu'est-ce près de celle du souvenir? L'heure présente rallumait tout son passé d'épouse, fervent et glorieux.

Elle avait retrouvé son époux. Il lui était délicieux de sentir la force des bras qui l'enlevaient, qui la domptaient, elle, la fugitive et la révoltée, la contrainte de cet amour qui la ressaisissait.

La divine aventure ! Elle n'était plus Hipparète. Elle était la jeune Orithye que le dieu Borée ravit sur les bords de l'Ilissos, où l'ombre des platanes est douce. Elle se rappelait combien, petite fille, elle avait aimé cette histoire. Les larmes qui tremblaient encore à ses cils avivèrent son beau sourire...

Lorsque son ravisseur franchit avec elle le seuil conjugal, elle se souvint tout à coup d'Hestia et de la parole qu'elle lui avait donnée. Et elle invoqua la déesse :

— Ne sois point irritée contre moi, ô Vénérable ! Je ne manque point à mon serment. Car, tu le vois, je ne reviens ici que par la violence.

Son sourire était devenu malicieux.

(A suivre.)

MAXIME FORMONT

L'ÉCOLE DE GUERRE ET SON ENSEIGNEMENT

Dans un carnet de route publié par la *Revue de Paris* en 1917, un officier de complément, ancien normalien, mort à l'ennemi, parlant de la bataille de la Marne, écrivait : « Je brûlerais plutôt douze cierges à sainte Geneviève qu'une allumette-bougie à l'École de Guerre. » Cette boutade reflétait malheureusement, surtout dans les premiers temps de la guerre, l'opinion de beaucoup d'officiers de troupe sur les brevetés servant dans les États-Majors.

Il serait par trop injuste de dire que l'École de Guerre n'a point rendu de grands services ; mais il faut avouer que beaucoup d'officiers brevetés ont été, au début de la campagne, inférieurs à leur tâche.

Nous nous proposons de dégager la part des responsabilités qui, dans ce fait, incombent à l'enseignement et à l'esprit de l'École de Guerre. Pour cela, il est nécessaire d'indiquer de quelles origines sort notre corps d'État-Major actuel, vers quelles évolutions la succession des événements d'avant-guerre l'a orienté, quels ont été les services rendus au cours de la lutte récente, quelles modifications fondamentales la leçon d'hier doit nécessairement faire subir à cet organisme créé il y a quarante-cinq ans.

*
* *

C'est en 1875 que l'École supérieure de Guerre fut fondée. A cette date, sous la menace perpétuelle d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne, les mesures indispensables à la réorganisation de nos forces militaires faisaient l'objet des préoccupations les plus vives des pouvoirs publics et du Parlement. Parmi ces mesures, une de celles qui s'imposaient par la plus urgente nécessité était le remaniement de notre corps d'État-Major dont la guerre de 1870 avait malheureusement révélé le manque absolu d'éducation professionnelle. Le service d'État-Major n'avait à proprement parler pas existé. En effet, antérieurement à la guerre de 1870, le corps d'État-Major formait une sorte d'arme spéciale techniquement séparée des armes ordinaires. Il se recrutait par sélection parmi les bons numéros de sortie des écoles militaires. Mais ce procédé avait le tort de faire entrer immédiatement dans ce service, sans aucun passage dans la troupe, des jeunes gens incomplètement formés qui ne pouvaient par la suite acquérir aucune expérience, puisqu'ils demeuraient confinés dans des fonctions spéciales comprises d'une manière étroite. Les résultats désastreux de la guerre, l'évidente nécessité de reconstituer nos forces nationales imposèrent donc une réorganisation complète du corps d'État-Major. L'expérience et la réflexion conseillèrent de s'inspirer du modèle offert par nos adversaires, c'est-à-dire de l'Académie de Guerre du Grand État-Major allemand.

Dès le début de la formation de l'École de Guerre française des différences notables cependant s'affirmèrent ; les concours d'entrée de notre nouvelle institution militaire furent établis d'après un programme d'instruction générale historique et géographique assez étendu, nécessitant des études préalables approfondies de la part des candidats. Les officiers allemands appelés à suivre les cours de la *Kriegs Akademie* ne subissaient pas d'examen analogue. On y suppléait par des études comprises dans le programme d'enseignement qui comportait, de ce fait, trois années de stage au lieu des deux de notre École de Guerre.

Mais plus que dans leurs programmes, l'esprit des deux principales Universités militaires du monde comportait des différences notables. Dans le milieu de notre École de Guerre,

l'enseignement militaire proprement dit, comprenant la tactique de chacune des trois armes, débuta timidement par une étude approfondie de leurs règlements que chaque officier devait posséder à la perfection. De tactique générale, c'est-à-dire de l'action combinée des trois armes, peu ou point, du moins au début.

C'était le temps où le général Seré de Rivière venait de faire adopter son système défensif des lignes fortifiées appuyées à des places fortes. La théorie française, toute défensive, consistant à garnir de fusils et de canons la ligne de nos nouvelles forteresses de l'Est, ne prévoyait encore que l'usure de l'adversaire et point d'action offensive, par laquelle seule les résultats décisifs s'obtiennent.

A pas lents, l'École de Guerre a évolué vers une sphère plus élevée de l'intelligence militaire. Bonal y a rappelé par ses magistrales analyses des campagnes napoléoniennes la part des éternelles vérités de combat qui sont les principes de la guerre. De cette recherche par analyse historique des guerres antérieures, naîtra malheureusement la déconcertante habitude de marcher vers un avenir incertain à la lueur douteuse du flambeau du passé, au lieu de se diriger le regard en avant.

Puis sont venus Langlois, artilleur de mérite, Foch dont le cours révéla l'ardent génie, qui saura ordonner en 1918 l'offensive ultime, Pétain, le méthodique, dont les leçons reflétaient le calme esprit d'analyse, la science exacte et comme divinatoire du combat d'infanterie moderne. Autour d'eux pendant les années précédant la guerre sont groupés dans le corps enseignant ceux que l'on a quelquefois désignés sous le nom de « pléiade ». Tous paraissent dès 1910 avoir pris conscience d'une nouvelle force, en harmonie avec notre opinion publique d'alors, qui, lasse des provocations sans trêve que l'Allemagne nous adressait depuis 1905, semblait se souvenir de la grandeur militaire du passé et rejeter la mentalité de vaincus. C'est la date où Joffre, généralissime désigné, établit le plan XVII, premier plan où le chef des armées françaises se propose véritablement « d'attaquer », dès que l'ensemble de ses forces sera réuni.

Notre Université militaire ayant dégagé, par trente-cinq

années de tâtonnement et d'hésitation, une doctrine établie sur les données les plus solides de l'histoire et conforme aux préceptes les plus essentiels de l'art de la guerre, marche alors en avant-garde de l'armée. Les étudiants étrangers y affluent, car son rayonnement a depuis longtemps dépassé les frontières. Ses fidèles croient détenir la vérité, l'unique vérité ; sûrs d'eux-mêmes, intransigeants, infatués, ils courent à la lutte prochaine en acclamant l'inévitable succès. Or, dès le premier choc, tout chancelle et s'affaisse. La doctrine s'évanouit ou du moins, abandonnant les anciens principes, elle évolue si complètement que plus rien n'en subsiste.

***

Quelle est la cause d'un semblable mécompte?

Deux faits priment toute réponse à cette question. Qu'était devenu à la vérité l'enseignement de l'École de Guerre à la veille de 1914? Qu'avaient su réaliser d'autre part l'Académie de Guerre de Berlin et le Grand État-Major allemand?

En étudiant l'histoire de l'École de Guerre, on constate que la période 1910-1914 a vu se fixer et se formuler ce que l'on est convenu d'appeler la doctrine de l'État-Major français. Basée en partie sur l'analyse minutieuse des faits et gestes des Allemands dans la première partie de la guerre de 1870, cette doctrine établissait qu'à cette époque les causes principales des succès de nos adversaires résidaient dans l'application à outrance du principe de l'offensive. On prenait pour exemple la marche stratégique des Ire et IIe armées allemandes autour de Metz et, concluant du particulier au général, l'on imaginait que les attaques à corps perdu du corps d'Alvensleben à Vionville, de la brigade Wedel au fameux ravin de la Cuve près de Mars-la-Tour, ou de la garde allemande sur les glacis de Saint-Privas étaient autant d'exemples à méditer et à imiter. Il avait fallu longtemps pour que cette théorie de l'offensive s'établît et, malheureusement, au moment où nous l'avons adoptée, l'application rigoureuse en était devenue dangereuse. Rares étaient les esprits qui observaient avec attention les modalités de combat modifiées complètement par l'entrée en jeu des armes automatiques et l'invraisemblable puissance des feux. La

guerre de Mandchourie avait été étudiée d'une manière trop superficielle. La guerre des Balkans, ne mettant en présence que des armées faiblement dotées d'artillerie, n'apporta que peu d'enseignement.

Tout se résumait dans un mot « l'offensive ». Et l'on confondait le principe toujours vrai et actif de l'offensive stratégique, c'est-à-dire celui de la marche des armées, avec le principe de l'offensive tactique, c'est-à-dire celui de l'attaque dans la bataille, où le succès ne peut être obtenu que par la supériorité des trois armes au point décisif et dans des conditions appropriées.

Pour citer un exemple d'offensive stratégique, rappelons la marche des armées allemandes en 1914 dans la ruée qui les conduisit aux portes de Paris, et opposons comme offensive tactique les attaques du général Foch aux marais de Saint-Gond.

Cette offensive « à tour de bras », qu'on nous passe cette expression, devait nous jeter dans un vent de folie sous les nappes des feux ennemis et, malgré la furie d'attaques qui impressionnèrent d'ailleurs grandement l'adversaire, nous amener à reculer de la Sambre à la Marne.

Peut-être ces erreurs d'application de doctrine n'auraient pas été commises si à l'École de Guerre la discussion libre eût été permise, encouragée, facilitée par le corps enseignant. Or il n'en était rien. Si un officier-élève avait la hardiesse de présenter une idée qui fût en contradiction avec la théorie admise, on le raillait : de quoi se mêlait-il, en effet? Était-il assez galonné pour contredire le maître? Il était jugé mauvais esprit, et, le jour du classement, mal classé. Ainsi était découragé l'esprit d'initiative, et en même temps le courage de la responsabilité personnelle. La crainte des responsabilités a été un des fléaux de cette guerre.

C'était donc devant des auditeurs muets par discipline et par prudence que le maître exposait une doctrine, qui ne tenait pas compte des nouvelles conditions du combat.

Nous n'entrerons pas dans une discussion sur le plan de concentration exécuté en 1914. Aussi bien le plan XVII a-t-il été excellement étudié ici même[1]. Nous nous bornerons à

1. *Le Plan XVII*, *Revue de Paris* du 15 février, du 15 mars et du 1er avril 1920.

rappeler qu'il s'inspirait d'un ensemble insuffisant d'appréciations sur notre adversaire, et que l'une des causes primordiales de notre échec de 1914 fut cette ignorance où nous nous trouvions au sujet de l'armée allemande. Comment expliquer que des officiers aussi distingués que ceux du deuxième bureau de l'État-Major de l'armée, aussi dévoués, aussi sérieux dans leur service, aient laissé le commandement démuni de renseignements sur la supériorité de l'armement et des effectifs de l'adversaire?

Évidemment, l'École de Guerre dont ils étaient les élèves ne les avait pas préparés comme il aurait fallu à cette primordiale condition de la victoire : la connaissance de l'ennemi.

***

Considérons maintenant le Grand État-Major allemand. Il a été recruté parmi les officiers-stagiaires de la *Kriegs Akademie*, par une sélection effectuée après trois années d'études. Ces officiers ont appris tout ce qu'ils doivent savoir, étant données les conditions actuelles de la guerre.

Nous n'avons pas encore sur le plan d'opérations dressé par le Grand État-Major une documentation précise ; mais il appert suffisamment d'écrits comme ceux du général Bernhardi et surtout de l'exécution vigoureuse d'août 1914 que, depuis un temps difficile à apprécier, mais forcément assez long, le Grand État-Major allemand voulait réaliser et savait qu'il exécuterait face à la concentration française un déploiement initial à grande envergure visant à un débordement de notre gauche. De cette idée simple d'où dérivent toutes les conceptions subordonnées, tous dans l'armée impériale jusqu'aux échelons les plus infimes sont inspirés. De là unité d'action. On sait où l'on va. Non pas que l'Allemagne se trouvât à cette époque en possession d'une pléiade d'hommes supérieurs à ceux que nous pouvions lui opposer. Non pas que les facultés d'assimilation, de méthode, et surtout de psychologie de leurs officiers d'État-Major se recommandassent d'une façon très particulière. Mais ces hommes qui formaient l'ossature des armées impériales et qui les dirigeaient au combat, avaient déjà, le premier jour de la guerre, «l'habitude» de ce qu'ils allaient faire.

Toutes les données d'ordre général qui devaient intervenir dans la marche stratégique de Belgique et leur permettre de viser à l'enroulement de notre ordre de bataille par sa gauche leur étaient connues. Cette conception du pivotement sur la charnière de Metz, et de la recherche de la bataille à fronts perpendiculaires ou même si possible renversés, était la réédition en sens inverse de la manœuvre de Sedan et procédait directement des principes napoléoniens de 1806. Tout ceci devait se dérouler d'après le scénario établi par le Grand État-Major allemand. A défaut de génie, ces gens, procédant d'une synthèse générale construite d'après les données tirées des préceptes de Napoléon ou de Moltke, recherchaient ensuite par une déduction continue des idées la précision extrême dans la leçon apprise qui était la leçon de ce qu'ils « allaient faire ».

Des moyens nouveaux sont mis en œuvre ; une dissimulation incroyable dans la concentration, un apport en première ligne de 41 divisions de réserve de Landwehr ou d'Ersatz, apport en partie ignoré de l'État-Major français, enfin, lorsque le dispositif est prêt, le déclenchement rapide de l'immense front pivotant autour de sa gauche consolidée en Lorraine. Ils sont partis, ils marchent, ils ne se laissent déconcerter par aucune considération accessoire, *ils savent où ils vont*, répéterons-nous toujours comme un *leit motiv*.

En présence de cette volonté nettement affirmée, de cette énergique poussée, que se passe-t-il dans le camp français? Le plan XVII vise à une attaque centrale, mais dès le 15 août cette conception est abandonnée ; l'extension inattendue de l'ennemi vers le nord nous amène à une extension semblable nécessairement incomplète où, dès le début, nous subissons l'emprise de la volonté de l'adversaire.

Le rétablissement de la Marne est le résultat simultané de l'énergique clairvoyance de chefs véritablement dignes de ce nom et de l'élan des troupes stimulées par l'extrême danger de la patrie. Mais la guerre de tranchées succéda, ce fut un triste et long moment de paresse intellectuelle. La vieille routine paralysa les esprits ; et, avec elle, réapparut le règne néfaste de la paperasse. Il faudra la ruée nouvelle de 1918 pour secouer les apathies et mettre en valeur les énergies qui menaçaient de s'endormir.

Certains cerveaux cependant ne sommeillaient point, jugeaient les faits, faisaient en sens inverse tout le travail de synthèse de nos adversaires, et alors se trouvèrent prêts à seconder de leur dure expérience des quatre années de lutte la magnifique clairvoyance d'un génie dont la netteté et la puissance de conception réussirent enfin à faire pencher la balance en faveur de nos armées au moment décisif.

Quand nous parlons de paresse intellectuelle et de manque de volonté, que l'on ne nous accuse pas de sévérité ; comment expliquer que de 1914 à 1918 nous soyons restés devant l'ennemi imitateurs de toutes ses conceptions, de toutes ses créations? Notre artillerie lourde fut créée à l'image de la sienne. Notre service d'exploration aérienne, nos méthodes de tir réglées par avions, nos procédés de guerre de tranchées, nos ballons d'observation, nos attaques à préparation intensive d'artillerie, notre utilisation des feux de mitrailleuses dans les flanquements sont des créations allemandes. Un exemple typique n'est-il pas celui des mortiers de tranchée dont nous nous sommes montrés incapables d'établir un modèle convenable, alors que l'armée allemande possédait toute cette gamme de *minenwerfer* dont nos poilus se rappellent les redoutables effets? Les tanks seuls paraissent faire exception à la règle, encore fallut-il l'exemple anglais pour mettre en œuvre résolument et rendre pratique cette invention française.

Ce sont des faits et nous avons le droit d'en chercher l'explication dans l'organisation du commandement et des États-Majors des deux adversaires. Pendant quatre années de guerre, les Allemands ont eu la supériorité. Ce n'est qu'au moment où, sous des impulsions énergiques, nous avons adopté après une expérience chèrement achetée une manière de combattre différente des théories de l'avant-guerre que nous avons pu réduire notre ennemi à merci.

***

C'est à l'École de Guerre de demain, à cette Université militaire qui vient de rouvrir ses portes avenue La Motte-Picquet que nous nous adressons : nous adjurons son corps enseignant ainsi que le bureau des Écoles de l'État-Major

de l'armée chargé de coordonner l'enseignement militaire des divers centres d'instruction, d'établir une doctrine qui soit une doctrine véritable, de rénover sa méthode, de faire fi de la routine, d'admettre la discussion libre au lieu de la proscrire. Nous ne nous dissimulons point quelle tâche redoutable nous proposons à ceux qui ont la délicate mission d'établir les bases du nouvel enseignement.

Il ne nous appartient en aucune façon de tracer le plan de travail de la nouvelle École, mais disons ce que le bon sens paraît indiquer comme la meilleure voie. En tenant compte des leçons du passé, devant le gigantesque effort de toute nature fourni, nulle possibilité, si invraisemblable soit-elle, n'est à nier pour l'avenir, nulle conclusion, si hardie qu'on puisse la concevoir, n'est à rejeter. Devant nous il y a l'immense travail de la science qui va transformer d'année en année, de jour en jour, les conditions de la lutte; il imposera à chacun des pays qui veulent être prêts pour être sûrs de vivre, une critique continue des règles admises, et, la nécessité de surveiller étroitement l'ennemi possible pour ne lui laisser prendre aucune avance.

Derrière nous il y a l'expérience de quatre années de guerre, avec ses échecs, ses succès, ses contradictions de tous les jours, ses désillusions, ses espoirs. Il y a des réussites presque contraires au bon sens, des insuccès cruellement injustes, une assimilation hâtive de méthodes toujours nouvelles, des incompréhensions répétées aussi bien chez nos ennemis que chez nos alliés et chez nous-mêmes, un monde de problèmes résolus de façons différentes, problèmes de recrutement, de production et d'industrie, problèmes de transports et de marchés, problèmes de psychologie et de sociologie.

De ce résumé du passé et de ces possibilités d'avenir, que peut-on extraire qui rentre dans un formulaire pratique et qui donne à notre enseignement militaire toute la valeur qui convient et surtout une unité de doctrine? La participation à la lutte de la nation tout entière, de ses industries, de son commerce, de sa marine, rend extrêmement délicate la tâche du chef suprême. Si, comme par le passé, son génie et sa volonté doivent tracer un cours aux événements, il est cer-

tain que les combinaisons des divers moyens mis à sa disposition dépassent l'adaptation possible d'un cerveau unique, si remarquablement organisé soit-il. Ces combinaisons exigent auprès du généralissime un ensemble de conseils techniques spécialisés qui, à mesure des besoins, lui donnent leurs avis et lui indiquent les possibilités. Ces conseils techniques doivent désormais faire partie intégrante des États-Majors, ce qui implique une spécialisation accusée des officiers de leurs services.

Finie pour toujours la phrase d'une prétention ridicule et d'une naïveté à faire pleurer : « Un bon officier d'État-Major doit être apte à toutes les besognes. » Non, un cerveau humain n'y suffirait point. Aussi bien du reste la force des événements a-t-elle entraîné les uns et les autres dans des voies différentes. Tel se spécialise dans les questions de transport et de chemins de fer ; tel, dont le caractère patient et travailleur convient davantage aux recherches minutieuses, a fait un officier de deuxième bureau de premier ordre. Tel autre enfin dont le sens du combat moderne et la réflexion devant des situations de guerre se sont davantage affirmés, est devenu un chef de troisième bureau remarquable.

De cette mise en valeur ultérieure de ses élèves, le corps enseignant de l'École de Guerre doit se préoccuper. La spécialisation ne visera pas seulement la besogne intrinsèque d'État-Major ; elle devra s'étendre jusqu'à une connaissance indéterminée des facteurs industriels nouveaux que la guerre devra mettre en œuvre, et une appréciation plus approfondie des ressources des nations éventuellement alliées ou ennemies.

L'étude des questions industrielles ne devra pas transformer nos officiers d'État-Major en techniciens véritables de telle ou telle industrie, mais elle leur donnera une notion du possible et du réalisable, et leur permettra, après accord avec les firmes intéressées, de préparer la mobilisation industrielle du pays d'après les règles méthodiques. Elle devra de plus en plus absorber une partie importante du plan de travail de l'École.

Il faudra que nos officiers se mettent en contact avec toutes les branches de l'activité nationale quelle qu'en soit la diversité; qu'à côté des stages d'armes toujours utiles, ils effectuent des

stages dans les différentes industries les plus directement rattachées à la guerre, après une solide instruction théorique dans la partie où les aptitudes de chacun se seront le mieux affirmées.

Nous ne pouvons, sans danger, négliger l'étude poussée à fond de l'adversaire possible, des alliés probables. L'erreur fondamentale de 1914 ne saurait se renouveler. L'État-Major de l'armée doit être renseigné par ses nombreuses missions qu'il importe de développer encore davantage, pour le documenter mieux que par le passé sur les peuples étrangers.

Un enseignement bien compris, un encouragement à l'étude des langues par des séjours à l'étranger plus nombreux et rendus plus faciles doivent être les premiers moyens mis en œuvre. Que le programme de l'École considère comme primordiale l'étude des principales nations du monde, de leur langue, de leurs mœurs, de leur territoire et de leurs ressources de toute nature. Enfin qu'une spécialisation par pays soit réalisée chez certains officiers.

Les débuts de la nouvelle École ne paraissent pas indiquer une résolution très nette d'entrer sans tarder dans ces voies nouvelles. Les intentions réformatrices se réduisent à l'heure actuelle à l'obligation pour tous d'apprendre l'anglais et de suivre divers autres cours de langues vivantes, à quelques visites aux usines les plus intéressées aux productions de guerre, enfin à des séances pratiques de conduite d'automobile. Ce qui est plus grave, c'est que le fond de l'enseignement reste compartimenté comme avant la guerre en tactique des différentes armes et état-major proprement dit. Pour tous ces cours, on a suivi les errements anciens, en y adaptant simplement les procédés nouveaux du combat tels qu'ils ont été révélés par la campagne.

Ce n'est point là une réforme suffisante. Il est compréhensible qu'à l'aube d'une période encore incertaine, on ne s'aventure qu'avec prudence dans des chemins fermés jusque-là aux élèves de l'École de Guerre. Toute évolution pour être fructueuse et ne pas amener de mécompte doit être lente ; toute évolution militaire en particulier ne peut s'effectuer qu'avec sagesse sous peine de rompre une trame et des traditions qui font l'esprit de discipline, l'unité de doctrine et

la force d'une armée nationale. D'ailleurs l'enseignement actuel n'a qu'une valeur de transition de peu d'importance; s'adressant à des promotions sélectionnées d'une manière arbitraire sans aucun concours, il ne constitue qu'un essai.

Mais de quoi demain sera-t-il fait? Ceci nous intéresse au plus haut point. A la vérité que doit donc être notre École de Guerre? École doctrinaire? École d'État-Major? Certainement, mais surtout École d'officiers d'élite à employer dans toutes les situations possibles, dans les États-Majors aussi bien que comme chefs de troupe.

Nous croyons fermement à la justesse de cette dernière solution : l'École de Guerre devenant l'École d'éducation militaire supérieure de nos meilleurs officiers, de nos as. Il est véritablement pénible de voir des officiers pleins d'activité et d'intelligence strictement cantonnés dans un service de bureaucratie parce qu'ils portent l'étiquette « breveté », et tenus éloignés de la troupe qu'ils ont cependant tant d'intérêt à connaître.

Augmentons « les temps de troupe », surtout pour les officiers qui les passeront comme chefs de corps, emploi où mieux qu'en tout autre s'affirmeront leurs qualités de commandement et leur sens des responsabilités.

Puis dans l'élaboration du programme d'études, dans l'établissement des modalités de recrutement des élèves, inspirons-nous de l'idée fondamentale suivante : des nécessités nouvelles et plus impérieuses sont nées de la guerre, des horizons plus larges se sont ouverts.

Pour mener à bien le travail qu'impose le souci de la défense de la patrie, il y a un enseignement à créer, une redoutable routine à vaincre dont les vestiges, hélas ! subsistent encore malgré les leçons de la guerre; des caractères à former, des esprits à conquérir.

Nous devons compter sur les chefs que la guerre a sélectionnés pour construire en bons matériaux le nouvel édifice. Mais qu'ils se hâtent de porter la hache dans la charpente vermoulue !

A...

HORTENSE SCHNEIDER

UNE DIVA DU SECOND EMPIRE

Hortense Schneider est morte le 6 mai dernier. A cette nouvelle, beaucoup se sont demandé : elle était donc encore de ce monde? Hortense Schneider appartenait en effet, depuis lougtemps déjà, au domaine de l'histoire : elle était représentative de la gaîté de Paris sous le second Empire.

J'ai eu, par le simple hasard de notre homonymie, la bonne fortune de l'approcher. Cette personnalité artistique, qui avait tenu dans l'esprit de ses contemporains une grande place, s'était terrée volontairement dans l'obscurité. Elle a néanmoins souvent consenti à me conter ses souvenirs, à ouvrir pour moi les tiroirs de sa correspondance.

Hortense était restée svelte, menue et gracieuse. Si âgée qu'elle fût, elle avait la démarche vive, preste. Ses yeux bleus illuminaient une figure sur qui les années n'étaient pas parvenues à imprimer leur marque morose. Son esprit était sans cesse en éveil, son corps en perpétuel va-et-vient, même en ces jours qui précédèrent la fin. Son langage était mordant et bourré d' « intentions », comme un couplet d'opérette — de bonne opérette, s'entend. La souffrance, avant-coureur du dénouement fatal, la rendait parfois inquiète ; mais le sourire se réinstallait bientôt en maître sur sa physionomie, —n'avait-

elle pas été en sa jeunesse une virtuose de ce passage de la mélancolie à la bonne humeur?

Le dictionnaire de Vapereau, galant, l'avait fait naître à Bordeaux en 1835. La chronologie légale, l'état civil, qui sont d'une exactitude plus rigoureuse, portent que Catherine-Jeanne-Hortense a vu le jour le 30 avril 1833, place Dauphine, où son père exerçait la profession de tailleur. Il avait servi à Strasbourg en cette qualité dans un régiment d'artillerie-pontonniers; et rendu à la vie civile, il avait consacré ses modestes économies à louer dans Bordeaux un petit magasin et à acheter quelques échantillons de drap qu'il coupait lui-même, puis cousait pour sa clientèle. De la boutique paternelle, Hortense Schneider se souvenait peu ; elle aimait cependant à raconter que la longue table sur laquelle son père travaillait les jambes croisées avait été le premier tréteau sur lequel elle fût montée. L'enfant dansait sur ces planches de chêne dès l'âge de quatre ans à la joie de ses parents qui auraient vu sans trop de déplaisir leur fille devenir ballerine. Mais à six ans elle manifesta sa volonté d'être actrice.

Son père l'avait emmenée au Grand-Théâtre où on donnait *Guido et Ginevra*, l'opéra d'Halévy, que Rosine Stolz était venue chanter en représentation. Cette soirée fut décisive. Rentrée à la maison, la petite ne dormit pas ; elle se mit à chanter les airs qu'elle avait entendus et surtout à jouer les scènes qu'elle avait vues. Elle ne se calma que sous promesse d'être conduite de nouveau au spectacle. Depuis ce moment ses conversations ne roulaient plus que sur le théâtre, et ses heures de récréation se passaient à essayer de reconstituer les pièces auxquelles elle avait assisté. Faut-il tenir pour exacte l'aventure qui détermina sa vocation? La voici telle que je la tiens de l'artiste :

Elle avait, à douze ans, vu *la Grâce de Dieu*, de Dennery et Gustave Lemoine. La romance de Loïsa Puget, qui donne son nom à ce mélo et qui permet aux divers héros du drame de se retrouver, de se reconnaître et même de rentrer dans leur bon sens quand ils deviennent fous, avait produit sur l'imagination de la jeune Hortense une impression considérable. Ce refrain devenait pour elle une obsession. Un beau soir, elle alla fureter dans la garde-robe de sa mère ; elle se

composa un costume de paysanne savoyarde ; puis, avec une vielle que lui avait prêtée quelqu'un du voisinage, elle se mit à jouer à ses parents les scènes du rôle de Marie, l'héroïne principale. Quand elle eut terminé :

— Je veux, — dit-elle, — devenir une actrice célèbre, entendez-vous bien, une grande actrice.

Et devant l'effarement de ses parents, elle se précipita sur un gigantesque couteau de cuisine qu'elle brandit en ajoutant :

— Oui, une grande actrice, sinon je me tue.

— Nous ferons de toi une chanteuse, — reprit la mère.

— Non, une danseuse, — répliqua le père, — tu vois bien qu'elle est mince et légère.

— Je serai actrice, chanteuse et danseuse.

Son père et sa mère, qui connaissaient la vivacité de son caractère, promirent tout : le couteau de cuisine n'admettait pas de transaction.

Quelques semaines après, elle débutait à l'Athénée. Elle travaillait avec ardeur sous la direction d'un nommé Schaffner qui lui enseignait le chant. Ce Schaffner, obscur professeur, était un excellent maître, il avait uniquement souci de la façon de respirer de ses élèves. Sur son violon il jouait tour à tour des notes qu'il faisait durer progressivement.

— Tu donneras ce son, — disait-il à Hortense, — aussi longtemps que tu entendras mon violon.

Et quand Hortense avait fait durer un son comme il le lui avait prescrit, il lui offrait soit une prise, soit un peu de la salade d'oignons qu'il avait assaisonnée pour déjeuner ou dîner. Schaffner enseigna encore à son élève l'art de sourire, de ne pas paraître faire un effort quand elle chantait. Devina-t-il en elle une artiste d'avenir? On ne peut l'affirmer ; mais il lui inculqua les bons principes du chant, de la diction musicale. Au bout de quatre années, il lui avait appris six rôles d'opéras et les flonflons ou les couplets de cinquante vaudevilles. Il l'avait armée pour la carrière qu'elle allait entreprendre.

Un comique de l'Athénée, nommé Delmas, avait sur ces entrefaites été nommé directeur du théâtre d'Agen. Il avait remarqué la façon dont Hortense jouait *Michel et Christine*, un acte amusant de Scribe et Dupin ; il savait par Schaffner

ce qu'elle valait comme chanteuse. On donnait à Agen le vaudeville et l'opéra ; il engagea Hortense Schneider, aux appointements de quatre-vingt-dix francs par mois « au prorata ». Elle débuta par le rôle d'Inès, de la *Favorite*, et par celui de la blanchisseuse, dans *le Commis et la Grisette*, de Laperière. Son nom avait figuré en ces termes sur les affiches de la troupe : « Hortense Schneider — des ingénues, des amoureuses, des Dugazon-corset. » Pourquoi ce corset accolé à celui de Dugazon? Quel sphinx, quel Argus nous donnera l'explication de ce dernier emploi inconnu à Paris et maintenant sûrement oublié en province?

Quoi qu'il en soit, elle eut des débuts modestes ; elle était timide ; et un soir où Tisserant, l'acteur qui créa plus tard *l'Honneur et l'Argent*, était venu interpréter sur le théâtre d'Agen *la Belle et la Bête*, Hortense qui jouait dans la pièce de Bayard et Varner ne put pas articuler un mot, tant elle était intimidée par la présence de l'artiste parisien. A son entrée en scène, elle fut prise d'une véritable aphasie ; en vain l'auditoire, qui n'était composé que d'amis, essaya de la rassurer. La jeune comédienne pâlit, chancela et ne retrouva ses esprits qu'au moment où elle rentra dans les coulisses. Une camarade fut obligée de la remplacer.

La peur disparut peu à peu. A telles enseignes que voici l'histoire qui arriva à Hortense un autre jour :

Le directeur, pour éviter des frais de figuration, avait décidé — c'était son droit aux termes des engagements, et personne ne pouvait s'y refuser. — que tous ses pensionnaires paraîtraient, sans distinction d'emplois, dans les chœurs ou dans les masses à l'occasion d'une représentation de *la Case de l'Oncle Tom*. Hortense eut à figurer une des petites esclaves de couleur que l'on vendait sur le marché. Pour qu'elle pût se colorer le visage en noir, on lui donna du jus de réglisse — c'était le maquillage en usage alors. Or la débutante était très friande ; elle se passa la langue autour de la bouche et se fit ainsi une tache blanche. Hilarité générale dans la salle au moment le plus pathétique de la pièce. Hortense cette fois ne quitta pas la scène ; elle garda son sérieux.

Une autre fois, dans *Haydée*, elle jouait, disons plutôt qu'elle figurait le petit mousse qui a à soulever un gigantesque

tonneau au deuxième acte. Ne se rappela-t-elle pas que le tonneau était en carton? Voulut-elle faire une plaisanterie? Toujours est-il qu'elle souleva le tonneau comme un fétu de paille au lieu de simuler le pénible effort qui devait faire croire au public que le tonneau était très lourd. L'auditoire, en voyant ce petit mousse qui emportait ce volumineux fardeau, s'esclaffa ; et le mousse vint saluer en prenant le tonneau sous son bras comme s'il se fût agi d'un microscopique King-Charles. Ce geste coûta à Hortense vingt francs d'amende, un peu plus du cinquième de ce qu'elle touchait par mois. Elle riait du reste au souvenir de cet exploit comme s'il eût lieu la veille ; et elle n'hésitait pas à en conter le récit assez souvent.

***

On ne s'ennuyait évidemment pas en province ; mais il n'y avait pas d'avenir pour une artiste tant soit peu ambitieuse. Hortense Schneider résolut en 1855 de tenter la fortune à Paris. Celle qui devait dix ou douze ans plus tard posséder et habiter le somptueux hôtel de l'avenne de l'Impératrice (avenue du Bois-de-Boulogne), au coin de la rue Lesueur, s'installa dans un modeste petit appartement de six cents francs, rue Geoffroy-Marie.

Elle était arrivée avec des lettres de recommandation de son directeur Delmas et de Tisserant pour l'acteur Berthelier et pour Hippolyte Cogniard, le directeur des Variétés. Ce fut un éblouissement quand à l'une des tables du gargotier Dinochau, place Bréda, où dînaient Henry Murger, Théodore de Banville, Charles Baudelaire, Monselet, Aurélien Scholl, on vit apparaître, présentée par Berthelier, cette blondinette capiteuse. Le soir même, à l'école lyrique de la Tour-d'Auvergne, la scène d'essai qui a fourni des gloires aux divers théâtres parisiens, elle devait jouer son rôle de *Michel et Christine* devant Cogniard qui avait promis sa présence. L'audition donna un piètre résultat : le directeur des Variétés fit entrevoir à Hortense Schneider un engagement au bout d'un an... si elle était en progrès.

C'était une fin polie de non-recevoir. Ce refus ne découragea pas celle qui était venue conquérir Paris. Le lendemain elle se présentait chez Jacques Offenbach, qui allait ouvrir les Bouffes aux Champs-Élysées, dans ce tout petit théâtre en bois dont il tenait le bail du prestidigitateur Lacaze. Offenbach recrutait précisément sa troupe à ce moment.

L'entrevue fut brève entre le compositeur et la divette. Hortense avait choisi comme air d'audition l'air d'Angèle du *Domino Noir*. Combien souvent rappelait-elle en le mettant en scène, en le mimant, ce premier contact avec le musicien à la renommée duquel, par la suite, elle dut sa part de célébrité !

— C'est très pien chanté, — lui dit le maestro avec cet accent tudesque dont il ne put jamais se débarrasser. — Où as-tu appris?

— A Bordeaux, monsieur.

— Et quel a été ton professeur?

— Il s'appelait Schaffner.

— Et ici, à Paris, tu as gontinué avec un autre?

— Oui, monsieur, avec...

— Betite missérable ! Si tu as le malheur de rebrendre tes leçons, che te f... mon pied quelque part, et che téchire ton encachement. Car, à partir d'auchourd'hui, che t'encache pour teux cents francs par mois.

Ce colloque fut aussi décisif pour la carrière d'Offenbach que pour celle d'Hortense Schneider. Car Offenbach, qui avait accepté cinq ou six ans auparavant le poste de chef d'orchestre à la Comédie-Française, poste que lui avait offert Arsène Houssaye en prenant possession du fauteuil d'administrateur général, Offenbach se sentait à l'étroit dans la Maison de Molière. Accompagner la cérémonie du *Bourgeois Gentilhomme*, ou la leçon du *Malade imaginaire*, ne pouvait suffire à sa dévorante activité. L'administrateur général et les sociétaires n'avaient pas eu confiance en lui pour les chœurs de l'*Ulysse*, de Ponsard ; on s'était adressé à Gounod, et Offenbach s'en trouvait fort marri. Pour compenser ce déboire, on lui avait demandé la musique du *Bonhomme Jadis*, de Murger, celle du *Romulus*, de Dumas père, puis celle du *Songe d'une Nuit d'Été*, d'Édouard Plouvier. Mais, comme le disait

Adolphe Adam dans un vigoureux article de *l'Assemblée Nationale*, c'était jeter des perles devant... le public. Car les sociétaires ne voulaient qu'on n'entendît la musique que « dans les cas où elle était absolument indispensable ». De là, des tiraillements, des discussions sans cesse renouvelés. Un petit incident fit déborder le vase : on avait confié à Offenbach le soin de composer la chanson de Fortunio pour *le Chandelier* ; mais voilà que Delaunay refusa de chanter ces couplets qui, affirmait-il, n'étaient pas dans sa voix.

C'en était trop : dépendre des autres, attendre leur bon plaisir, c'était se condamner au silence. L'idée de se faire jouer dans un théâtre à soi avait germé dans le cerveau du chef d'orchestre. Il avait appris qu'un minuscule théâtre en planches, la salle Lacaze, allait être vacant aux Champs-Élysées. Avec quelques fonds remis par avance, il obtint une promesse de location. Puis il alla au ministère de l'Intérieur et chez le ministre d'État des Beaux-Arts solliciter le privilège de représenter des pièces en un acte avec musique. La situation qu'il occupait dans un théâtre officiel lui facilita toutes ces démarches. Le 15 juin, la bienheureuse autorisation lui était accordée, à condition que les pièces jouées n'emploieraient pas plus de trois personnages. Il décida que, malgré ces conditions restrictives, le théâtre ouvrirait ses portes.

On était en pleine Exposition de 1855, en pleine chaleur aussi. On raffolait de spectacles sinon en plein air, du moins dans les espaces libres et aérés des Champs-Élysées ; on avait l'illusion d'aller passer une soirée à la campagne. Le 5 juillet, avait lieu l'inauguration de la nouvelle salle baptisée théâtre des Bouffes-Parisiens. Le programme se composait d'un prologue, *Entrez, Messieurs, Mesdames !* dû à la plume de Méry et Jules Servières (Servières était le pseudonyme de Ludovic Halévy, qui, employé au ministère d'État, n'avait pas voulu que son nom figurât sur une affiche) ; d'une petite opérette en un acte, *Nuit blanche*, qu'Offenbach avait écrite sur un livret de Plouvier; d'une pantomime de M. Lange (pseudonyme d'Offenbach), *Arlequin barbier*, et des *Deux Aveugles*, la saynète de Jules Moinaux, mise en musique par le même Offenbach, qui fut le triomphe de la soirée.

La salle était en planches, avec une espèce de foyer, enton-

noir dans lequel s'engouffraient le vent et la pluie ; les fauteuils étaient de simples gradins ; pour ce qui était des loges, il fallait en ouvrir la porte, si l'on voulait retirer ou remettre un manteau. Par contre, la troupe se composait de Darcier, le délicieux chanteur ; de Berthelier, un jeune acteur venu de Lyon et qui se fit depuis une légitime réputation ; de Pradeau, un jovial ténorino, libéré de l'Opéra-Comique ; de mademoiselle Macé, du Gymnase, qui se fit connaître plus tard quand elle eut épousé son camarade Montrouge, et de toute une série de mimes et de danseurs où se relevaient les noms de Derudder, Laplace, Laffeli, Négrier, les sœurs Price et Mariquita. Le chef d'orchestre s'appelait Placet.

Les Deux Aveugles attirèrent toute la haute société dans le petit théâtre des Champs-Elysées qui faisait chaque soir le maximum : mille deux cents francs de recette ; la vogue de ces *Deux Aveugles* fut telle qu'un soir l'Empereur, à l'occasion du Congrès de la Paix réuni à Paris, fit jouer cette opérette aux Tuileries dans le salon de Diane, devant un parterre d'ambassadeurs chamarrés et d'ambassadrices endiamantées. Giraffier et Patachon eurent l'honneur de dérider l'Europe.

Le 30 juillet, changement partiel de programme, avec *le Rêve d'une Nuit d'Été*, de Tréfeu, partition d'Offenbach, avec une pantomime, *Pierrot Clown*. Mais la pantomime est détrônée par l'opérette, et les mimes et danseuses sont congédiés à la fin de leur engagement ; on veut de la gaîté, n'en fût-il plus au monde, et la tragédie sans paroles meurt de sa belle mort.

Le 31 août, nouvelle affiche : on jouait *Une pleine eau*, saynète de Jules Servières, musique du comte d'Osmond et de Jules Costé, et *le Violoneux*, légende bretonne de Chevalet et Mestépès (auxquels il convient d'ajouter Tréfeu, collaborateur masqué), musique d'Offenbach. Dans les deux pièces débutait Hortense Schneider, au ravissant minois, au sourire charmant. *Le Figaro* du 2 septembre dit d'elle : « Mademoiselle Schneider, dont j'aurai à parler tout à l'heure, est d'une beauté toute patricienne sous le costume vénitien. » Le critique, M. B. Jouvin, est plus explicite à propos du *Violoneux*, dans lequel elle remplissait le rôle plus important de Reinette : « Quant à mademoiselle Schneider, que la province nous

envoie et que Paris a naturalisée à son premier essai, on ne saurait avoir plus de grâce, de finesse, d'enjouement et d'esprit. Elle chante avec goût, elle lance le mot avec la malice d'un fin sourire, elle est jolie comme un ange. C'est déjà mieux qu'une débutante, c'est une actrice, et cette actrice a pour elle la distinction et la beauté. Rien qu'avec le balancement gracieux de sa tête charmante accompagnant le Rataplan du duo de guerre, mademoiselle Schneider avait conquis son succès de la soirée. Le théâtre des Bouffes-Parisiens a eu la main heureuse : il a rencontré une *amoureuse* et un premier sujet. »

Ce jugement, le premier qui ait été formulé sur la divette dans la presse parisienne, peut sembler définitif et fait honneur au critique qui en est l'auteur, car on ne dira rien de mieux quand, plus tard, Hortense Schneider aura créé les grandes opérettes du maestro Offenbach.

En attendant, on courut voir et revoir *le Violoneux*, on entendait et réentendait les deux duos, la cantilène du violon brisé ; on applaudissait et on bissait les interprètes, Hortense Schneider, Darcier et Berthelier ; on faisait fête à la partition d'Offenbach où la note comique et la note émue chantaient de si exquise façon. Les froides soirées d'octobre n'empêchaient pas la foule élégante d'accourir chaque soir : les noms du musicien et de la chanteuse se gravaient tous deux à la fois dans l'esprit du public.

Il fallait néanmoins songer à trouver un théâtre plus hospitalier pour le moment où la neige étendrait sur les Champs-Élysées sa barrière d'isolement. La salle du passage Choiseul, dite théâtre des Jeunes Élèves, devint vacante par suite de la retraite de son directeur, Comte. Offenbach en négocia la location, obtint de l'autorité la permission de représenter des pièces à quatre personnages, et transforma l'immeuble de fond en comble. Le 29 décembre, à la suite de retards successifs, il y portait ses pénates, sa troupe et le titre de théâtre des Bouffes-Parisiens.

Hortense Schneider en était l'étoile. Elle devenait en même temps la femme à la mode ; on allait passer une soirée aux Bouffes pour l'applaudir ; les grands personnages ne dédaignaient pas de se rendre à la salle de la rue de Choiseul et

d'en consacrer la vogue. « Le 31 mars, le prince Jérôme, dit *la Gazette des Théâtres* du 6 avril 1856, honorait la représentation de sa présence. » « *Les Deux Aveugles* et *Tromb-Alcazar*, joués par ordre, ajoute le journaliste, ont diverti la Maison du prince et S. A. I. Or, on le sait, le rire d'un illustre personnage compte double. »

Dans *Tromb-Alcazar*, livret de Dupurty et Bourg et musique d'Offenbach, Hortense Schneider faisait sensation en dansant le pas de la Gitane ; non moins éclatant était son succès dans *le Thé de Polichinelle*, fantaisie lyrique de Plouvier, partition de Poise. Adolphe Adam l'avait réclamée comme interprète pour son acte, *les Pantins de Violette* ; il fut enthousiasmé par le charmant Pierrot qu'avait réalisé Hortense Schneider, « avec une perfection de nature à étonner même ses amis » ; il ne voulut plus dès ce jour que l'Opéra-Comique reprît *le Chalet* sans elle. L'artiste, éblouie, se voyait déjà pensionnaire du théâtre de la rue Favart, ce rêve de toutes les chanteuses, quand le lendemain elle apprenait la mort d'Adolphe Adam. Si Hortense Schneider eût chanté Kettly à l'Opéra-Comique, elle n'eût pas suivi sa carrière, elle n'eût probablement pas attaché son nom aux grandes opérettes d'Offenbach ; et, qui sait? le musicien lui-même ne les eût peut-être pas écrites, n'ayant pas à sa disposition l'interprète capable de les faire valoir. Mais ne nous lançons pas dans le domaine des hypothèses... Le 15 juin, la gentille artiste créait encore *la Rose de Saint-Flour*, un acte de Michel Carré et Bourdois, musique d'Offenbach. C'était son chant du cygne sur les planches des Bouffes.

Son album, que j'ai la bonne fortune de posséder, vrai journal de bord, qui lui servait à inscrire les étapes de ses succès et à insérer les articles qui lui étaient consacrés, porte cette note manuscrite : « Quitté les Bouffes-Parisiens le 15 juillet 1856 ; *la Rose de Saint-Flour*, ma dernière création. »

Hippolyte Cogniard qui, à la suite de l'audition qu'elle avait donnée l'année précédente, n'avait pas voulu l'engager, venait de lui faire une proposition sérieuse :

— J'ai réfléchi, cette fois, — lui-dit-il. Vous n'avez plus besoin d'attendre pour faire partie de ma troupe.

Elle signait aussitôt. Et le 19 septembre, elle débutait au

théâtre des Variétés par le rôle de Catherine dans *le Chien de Garde* ; c'était un simple lever de rideau, un vaudeville qui tournait au drame, de Théodore Cogniard, le frère d'Hippolyte ; elle avait à chanter des couplets ; elle les chanta, affirme en style fleuri *le Théâtre*, « à laisser croire qu'elle cache un nid de fauvettes sous sa robe de gaze ». *L'Europe Artiste* ajoute : « Elle chante beaucoup plus qu'il n'est nécessaire pour un théâtre de vaudeville. » Son jeu lui valut de non moindres éloges ; et il en fut ainsi à chacune des œuvres qu'elle créa ou reprit pendant ce premier séjour aux Variétés jusqu'au 27 mai 1858.

Sur les conseils de Déjazet qui la poussait à entrer au Palais-Royal et à accepter les offres alléchantes de Plunkett — il s'agissait d'un engagement de quatre mille francs par an — elle signa avec ce directeur, qui la présenta le 5 août, dans *le Fils de la Belle au Bois-Dormant* ; Henri Rochefort, qui rédigeait dans *la Presse* la chronique théâtrale, s'exprima en ces termes : « L'héroïne de la soirée a été mademoiselle Schneider, qui s'est placée au premier rang de nos actrices de genre. Sa voix est pleine de charme, son jeu plein d'esprit et de désinvolture. Nous ne lui soupçonnions pas une telle vigueur, un tel mordant, ni surtout une telle habitude de la scène. Les auteurs lui doivent leur succès. mademoiselle Scriwaneck n'a qu'à bien se tenir. » Et Théophile Gautier dans *le Moniteur Universel* : « Mademoiselle Schneider est une charmante princesse Talmouze digne d'un nom moins grotesque ; elle possède une jolie voix qu'elle dirige avec beaucoup d'art. »

Elle se fit applaudir ensuite dans *le Punch Grassot, la Mariée du Mardi-Gras, les Mémoires de Mimi-Bamboche, la Beauté du Diable, Danaé et sa bonne*, et *les Diables roses*.

L'artiste ne faisait pas très bon ménage avec son directeur qui lui reprochait les trouvailles fantaisistes dont elle enjolivait certains rôles. Il y eut une polémique mémorable dans la presse, à propos d'un petit acte-revue de Labiche et Delacour, intitulé *Ohé ! les Chinois* ; il s'agissait d'un pas de deux que dansaient Hortense Schneider et sa camarade mademoiselle Cico. Édouard Thierry, dans son feuilleton du *Pays*, avait allumé la guerre ; Gustave Claudin et Édouard de Bié-

ville avaient riposté, l'un dans *le Courrier de Paris*, l'autre dans *le Siècle*. Nouvelle polémique à propos de la façon dont l'artiste avait enlevé en 1860 le succès des *Mémoires de Mimi Bamboche*, succès qui ne fut dû qu'à elle. Enfin dans *les Diables roses*, Hortense Schneider, après avoir vainement sollicité de son directeur Plunkett la location d'un secrétaire, utile au deuxième acte, et qui devait coûter la somme de vingt francs par mois, loua ce meuble de ses propres deniers. Une autre fois, pour la même pièce qui comportait un déjeuner, Hortense Schneider avait à grignoter une côtelette ; elle fit semblant d'y trouver un cheveu. Vingt francs d'amende furent le prix de ce geste qui divertissait follement le public, mais que n'avaient pas prévu les auteurs, Édouard Fournier et Pol Mercier. Vingt francs d'amende ce n'était rien ; ce qui alla droit au cœur de la pensionnaire du sieur Plunkett, c'est qu'il fallut les payer.

Hortense Schneider disparut du Palais-Royal au début de 1864. On fit courir le bruit qu'elle s'était retirée du théâtre et qu'elle allait désormais vivre à Bordeaux. Il n'en était fort heureusement rien. Une nouvelle période de son existence artistique, période qui ne fut ni la moins agitée, ni la moins heureuse, celle que nous appellerons la série des grandes opérettes, s'ouvrait pour elle.

*
* *

En vérité, si l'artiste quittait le Palais-Royal c'est qu'elle ne voulait plus se lier par des engagements à trop longue durée et qu'elle rêvait, fort légitimement du reste, de jouer en représentations les rôles qui lui plairaient.

Un beau jour, au moment où elle s'apprêtait à partir pour Bordeaux, elle fut sollicitée par Offenbach, brouillé avec les Bouffes, d'accepter le principal rôle de *la Belle Hélène*. Le musicien s'était fait escorter par Ludovic Halévy.

Le dialogue suivant s'échangea à travers la porte de la diva :

— Nous avons à te parler.

— Impossible ; je suis en peignoir. Je quitte Paris ce soir.

— Raison de plus. C'est pour quelque chose de grave.

La diva ne résista pas. L'huis s'entr'ouvrit. Les deux auteurs

franchirent ce seuil redoutablement encombré de malles.

— Je viens te proposer de créer *la Belle Hélène*, — dit à brûle-pourpoint Offenbach qui a entraîné Halévy à sa suite dans le salon et s'est installé sur le tabouret du piano.

Offenbach n'a qu'à se retourner, il a le clavier devant lui. Hortense, assise sur une malle, écoute, puis se trémousse quand le compositeur tapote et fredonne l'air « Amour divin » ; elle lui redemande le « Dis-moi, Vénus » du deuxième acte. Elle est charmée, elle est conquise. Mais elle a son idée fixe, elle partira comme elle l'avait d'abord décidé.

Offenbach essaie de la faire revenir sur ses projets.

— Ainsi, cette *Belle Hélène* te plaît, et tu ne veux pas la chanter?

— Mais elle me ravit, et je la chanterai...

— Au Palais-Royal, parbleu !

— Au Palais-Royal ! Vous n'y pensez pas ! Au Palais Royal ! ! !

Offenbach et Halévy ne perdirent pas contenance.

— Eh bien, ce sera aux Variétés, reprit Halévy.

— Entendu ; quand vous aurez une proposition à me transmettre, voici mon adresse à Bordeaux ; envoyez-moi un télégramme. Quant à moi, je m'en vais ce soir comme convenu.

Le lendemain, une dépêche ainsi conçue atteignait l'artiste à Bordeaux :

Notre pièce reçue Variétés. Désigne-nous le prix des vêtements destinés à couvrir tes belles épaules.

OFFENBACH, MEILHAC, HALÉVY

Hortense Schneider demanda deux mille francs par mois « pour couvrir ses belles épaules ».

Réponse des auteurs : « Affaire conclue. Prière instante venir répéter demain. » Et Hortense Schneider de refaire ses malles ; trois jours après elle se présentait aux Variétés. Deux mois plus tard, on était prêt. Ah ! certes, les études de *la Belle Hélène* n'étaient pas toujours allées toutes seules. Offenbach, nerveux, avait plus d'une fois cassé sa canne sur le dos des fauteuils d'orchestre ou presque avalé le cordon de son lorgnon.

Hortense Schneider avait eu sur l'interprétation musicale de certains couplets, sur la prosodie de certaines périodes chantées, des divergences de vues avec le compositeur. Offenbach discutait, appelait à l'aide le chef d'orchestre, tombait d'accord avec son artiste préférée, soit qu'il eût reconnu la justesse d'une observation qu'elle lui faisait, soit qu'il lui eût fait adopter ses vues personnelles. Et à six heures du soir, quand la répétition était levée, Offenbach contemplait sa canne brisée et disait plaisamment :

— Encore teux touzaines comme ça, et nous arriferons à la première sans aggrocs.

S'il n'y avait pas d'accrocs entre auteurs et directeur, si Dupuis, Grenier, Kopp étaient les pensionnaires les plus dociles du monde, il ne régnait pas la plus touchante harmonie entre Hortense Schneider et une de ses camarades, mademoiselle Silly, qui devait créer le rôle d'Oreste. Voici comment cette guerre de coulisses éclata.

Silly — je parle d'après Hortense qui m'a plusieurs fois narré le litige — s'arrangeait pour danser le cancan pendant les répliques ou les couplets de la Belle Hélène au premier acte. Il faut dire que le cancan, outre qu'il détournait l'attention, était une allusion directe à des incidents qui avaient défrayé la chronique lors d'un pas que Schneider avait, ainsi que je l'ai dit, esquissé au Palais-Royal dans *la Lanterne magique* d'abord en 1856, puis dans *les Mémoires de Mimi Bamboche* en 1860. Interdiction formelle fut faite par le régisseur à mademoiselle Silly de se permettre aucun geste ou aucun mot.

Et voilà qu'au deuxième acte, à la scène du jeu de l'oie, les dieux et les héros en amenant les dés devaient ajouter à chaque chiffre un de ces sobriquets nés on ne sait ni pourquoi ni comment : « 22 les deux cocottes », « 11 les jambes à Corentin », « 7 la pipe à Mathieu ».

— Au lieu de la « pipe à Mathieu », vous direz : « la pipe à Ménélas », — se mit un beau jour à ordonner le directeur Cogniard à mademoiselle Silly.

— C'est convenu, monsieur.

Hortense Schneider s'exclama :

— Pardon, Ménélas est mon mari dans la pièce. C'est donc à moi que revient le mot : « la pipe à Ménélas ».

— Excuses, mademoiselle, le mot est à moi, je le garde.

— C'est bien, — répliqua Hortense. — Si je ne le dis pas, je cesse de répéter.

La querelle s'envenima ; chacune prétendait avoir le droit pour soi ; aucune ne voulait céder ; toutes deux menaçaient de ne pas jouer le rôle.

Le directeur intervint et trancha le litige en faveur d'Hortense. Ce jugement de Salomon eut des suites terribles : le journal *la Vie Parisienne*, qui avait pris fait et cause pour la victime, ne cessait de poursuivre Hortense Schneider de flèches acérées. Un soir même, en avril, après la centième, mademoiselle Silly alla jusqu'aux voies de fait : elle savait que l'odeur des fleurs gênait à l'extrême la voix de la chanteuse ; le petit Oreste n'alla-t-il pas jusqu'à introduire un bouquet de tubéreuses dans le corsage de la Belle Hélène? Il fallut prendre des mesures de rigueur : mademoiselle Silly fut obligée de donner sa démission.

Au fond, il n'y avait là qu'une rivalité, une jalousie d'artistes. La réussite d'Hortense Schneider avait dépassé tout ce que l'on pouvait espérer. Dans une lettre de Sardou à Offenbach, lettre dont le musicien avait fait hommage à sa principale interprète, Sardou disait : « Mademoiselle Schneider a joué comme elle sait jouer, et aussi chanté ses couplets avec un art que je croyais perdu. »

La presse avait été moins enthousiaste. Le livret de *la Belle Hélène* était très supérieur comme invention et comme esprit à celui d'*Orphée aux Enfers*, qui avait eu, en 1858, Hector Crémieux pour auteur. La parodie et la satire d'Henri Meilhac et de Ludovic Halévy étaient autrement fines et distinguées. Les critiques avaient néanmoins englobé Offenbach dans la même accusation de manque de respect aux légendes de la mythologie, au culte de l'antiquité. Ce fut le public qui se chargea de manifester son goût et de prononcer, à partir de la quinzième représentation, que *la Belle Hélène* était un succès sans précédent. Le procès de l'opérette était cette fois définitivement gagné.

Il fut à nouveau plaidé avec non moins d'éloquence lorsque fut joué *Barbe-Bleue*, le 5 février 1866. Francisque Sarcey dans *l'Opinion Nationale* du 12 février, Édouard Fournier dans

la Presse du 12, Édouard Tarbé dans *le Figaro* du 14, toute la presse semble s'être donné le mot pour constater la réussite de la nouvelle œuvre d'Offenbach et le très réel triomphe d'Hortense Schneider, « la Malibran de ces cocasseries musicales », a dit *le Figaro* dès le lendemain. Ce qui n'empêchait pas les attaques les plus violentes d'être dirigées contre l'œuvre en particulier et l'opérette en général.

***

On n'a pas toujours été complètement d'accord sur la définition de l'opérette. « C'est de la musique impie », ou « c'est la profanation de la musique », s'étaient écriés à ce moment les intolérants. Léo Lespès osa écrire, dans *le Petit Journal*, au lendemain de la première de *la Belle Hélène* : « Pour chasser le souvenir de cette représentation, je suis, en rentrant, allé dans ma bibliothèque relire mon vieil Homère. » L'article en question aurait dû être signé non pas du nom de « Timothée Trimm » (pseudonyme du pédant en question), mais plutôt Joseph Prudhomme.

Du reste, musique d'opérette pour certains est un terme péjoratif qui signifie musique de qualité inférieure. Ces ennemis du genre gai reprochent à l'opérette de vouloir rire ; ils lui font aussi ce grief fondamental de sonner faux par le mélange du chant et du dialogue. Les mêmes ne songent pas à accuser Mozart d'avoir écrit *la Flûte enchantée* sur le livret de Schikaneder qui est un vrai sujet d'opérette ! C'est manquer de logique. En réalité, tous les spectateurs ou tous les auditeurs ne sont pas constitués pour pouvoir écouter trois ou quatre heures de musique ininterrompues ; il en est qui ont besoin de respirer, de laisser reposer leur intelligence ou leurs oreilles ; il en est aussi pour qui la musique doit être un délassement et non un travail ; il en est qui comprennent par le texte ce que l'interprète chante ; il en est enfin qui peuvent préférer la comédie à la tragédie.

Or l'opérette n'est pas seulement de la comédie, c'est la bouffonnerie en musique. Des génies dans toutes les branches de l'art n'ont pas craint de sacrifier sur l'autel du rire.

Dans le domaine graphique, Jacques Callot et plus tard

Brueghel ont peint, dessiné ou gravé avec un sens satirique impitoyable des types que leurs contemporains portraituraient avec une probité solennelle et froide ; Daumier et Gavarni sont la bonne humeur, la fantaisie opposées aux gestes déterminés, aux attitudes compassées de l'école française du règne de Louis-Philippe et du second Empire. Scarron avait senti le besoin de faire rire dans le *Virgile travesti* au détriment de ces dieux fastueux et de ces héros de la légende grecque et romaine, de ces Bacchus sans gaîté épanouie, de ces Vénus sans volupté, qui étaient de par l'autorité de Louis XIV et de ses ministres les prototypes de l'art officiel.

Le burlesque dans la littérature, le burlesque qui s'exerçait aux dépens de la mythologie, fut en ce temps stigmatisé par le père Vavasseur dans son traité *De ludicra dictione* qui date de 1658. Ces foudres excommunicatrices n'empêchèrent pas plus tard Regnard, dans *la Descente d'Arlequin aux Enfers*, dans *Lucrèce*, dans *la Baguette de Vulcain*, Biancolelli dit Dominique dans *l'Alceste*, Marivaux dans *l'Iliade travestie*, de se gausser aux dépens des chefs-d'œuvre ou des grandes figures de l'antiquité. Et plus tard, au XVIIIe siècle, lorsque Favart écrit les *Rêveries renouvelées des Grecs*, n'est-il pas l'ancêtre des Meilhac et des Ludovic Halévy? et lorsque Désaugiers compose *le Petit Œdipe*, puis *les Petites Danaïdes*, ou Deshayes lorsqu'il jette sur le papier la musique du *Petit Orphée*, où il parodie l'*Orphée* de Gluck, n'ont-ils pas ouvert la voie à Offenbach?

Ce n'est pas seulement la parodie qui est la mère de l'opérette. Le langage musical a son comique comme le langage parlé. Les plus grands compositeurs ont eu le goût de se divertir et de divertir leurs auditeurs par l'emploi ingénieux du langage des sons. Lulli a essayé de se mettre à l'unisson de la gaîté de Molière quand il a composé la musique de *Monsieur de Pourceaugnac*. Le chœur des grenouilles que Rameau a intercalé dans la partition de *Platée* est un véritable effet d'opérette. Le grand Bach n'a pas craint de se dérider dans sa cantate profane intitulée la *Cantate du Café* et dans l'admirable *Défi de Phœbus et de Pan*. A Haydn nous devons une symphonie burlesque ; à Mozart d'amusants essais de musique légère, tels que ces opéras-comiques qui s'appellent *l'Oie du*

Caire, le Directeur de Spectacles; et si on ne craignait l'anathème, on pourrait classer dans le domaine de l'opérette certains airs de *la Flûte enchantée* : le quintette à bouche close qui termine le premier acte, la scène bouffonne de la clochette magique qui fait danser Monostatos et toute sa séquelle ; le duo bouffe de Papageno et de Papagena, sont d'une verve que ne désavoueraient pas les maîtres de l'opérette. Et Beethoven lui-même, désireux de descendre des hauteurs musicales où fréquentait son génie, s'est laissé aller à une fantaisie débridée dans cet original et délicieux rondo pour piano, op. 129, *Rondo a cappriccio*, qui sur le manuscrit porte en sous-titre : « Rage pour un sou perdu » ; il y décrit la colère manifestée par une personne qui aurait laissé tomber un sou, roulant et se dérobant obstinément aux recherches ; c'est un régal que d'entendre les épisodes, les développements de cette poursuite héroï-comique.

Chez nos musiciens français, la gaîté s'est donné libre cours à partir du XVIIIe siècle. Les couplets du cocher La Bride dans *le Maréchal-Ferrant*, de Danican Philidor, ne seraient pas déplacés dans une de nos opérettes ; on y entend tous les bruits caractéristiques du métier de cocher, depuis le roulement de la voiture jusqu'aux claquements du fouet. Le grand air du *Maître de Chapelle*, de Paër, est une parodie d'opéra ; Boïeldieu ne résiste pas à faire dans *les Voitures versées* le pastiche des airs pompeux de l'époque — rappelons-nous l'air du baryton : « Apollon toujours préside ».

Je ne voudrais pas allonger à l'infini ce plaidoyer pour la musique gaie. Il faut revenir à Rabelais et convenir avec lui que « rire est le propre de l'homme ». Or la musique amusante et le livret joyeux répondent à ce but. Mais il vint un moment où les airs d'opéras-comiques et les ariettes de vaudevilles étaient devenus fades, où les plaisanteries qui émaillaient le texte faisaient feu d'artifice mouillé.

Il s'est rencontré trois auteurs, Meilhac, Halévy et Offenbach ; ils ont manié la bouffonnerie avec un tact infini, avec un goût littéraire très pur, et aussi avec un fond très fouillé d'ironie douce, de satire légère et sans méchanceté qui consciemment ou inconsciemment a pris le public.

Ils semblent s'être amusés eux-mêmes à amuser le spectateur;

ils frondaient contre le pouvoir, et le pouvoir était désarmé contre eux ; mais ils se moquaient du romantisme, et c'est le crime que Théophile Gautier et Théodore de Banville ne leur pardonnaient pas. La musique n'était pas moins subversive que le livret. Offenbach raillait dans sa musique la grandiloquence, la boursouflure des récitatifs et des airs dont Meyerbeer chamarrait ses partitions, il n'épargnait même pas le Rossini de *Guillaume Tell* dans un acte de *la Belle Hélène*.

Cette période de 1860 à 1870 était celle où l'on s'amusait éperdument. Les étrangers affluaient à Paris et venaient se mêler aux viveurs. Les théâtres commençaient de bonne heure, à huit heures au plus tard ; et au sortir du spectacle, à onze heures et demie, on avait faim, on allait souper. Le Café Anglais, la Maison d'Or, Brébant, avec leurs façades d'où filtrait la lumière, avec leurs soupiraux d'où montaient de grisantes odeurs de gibier et de truffes, avec l'incessant va-et-vient qui laissait entendre des bribes de rires et de chansons, tout cela c'était la grande vie du boulevard ; et c'était sur ces mille mètres de terrain que se concentrait ce que l'on a appelé la corruption impériale. Les élégants de l'époque s'appelaient le duc de Morny, Guy de la Tour du Pin, le marquis de Modène, Roger de Beauvoir, le comte de Narbonne, Napoléon d'Abrantès, le duc de Gramont-Caderousse, les trois frères Ezpeleta, le prince d'Orange, communément dénommé le prince Citron, Paul Demidoff, le comte d'Hérisson, etc., qui alimentaient les chroniqueurs de leurs bons mots, et les tenaient en haleine par leurs inventions dispendieuses sans forfanterie. A ces gentilshommes qui faisaient la pluie et le beau temps dans le monde frivole et qui donnaient le ton sans contrôle, venaient se joindre de riches étrangers, le prince Galitzine, Georges de Kougueleff, le prince Paskewitch, Mustapha-Pacha, Khalil-Bey dont les millions, après enquêtes discrètes, pouvaient se mesurer avec ceux des grands joueurs du Jockey-Club. De grands journalistes étaient invités à souper avec ces noms illustres : Aurélien Scholl, Gustave Claudin, Nestor Roqueplan, Villemessant, Marcelin, le directeur de *la Vie Parisienne*.

De jolies filles, cela se comprend, venaient papoter et souper avec cette jeunesse dorée et ces gais vieillards, avec toute cette franc-maçonnerie aristocratique qui brûlait la chandelle par

les deux bouts. Elles appartiennent à la petite histoire, les Giulia Barucci, les Constance Rézuche, les Lucile Mangin, les Marguerite Bellangé, les Cora Pearl, les Adèle Courtois, et tant d'autres encore qui, mêlées à de petits scandales, ou bien hissées sur les planches d'un théâtre, se trouvaient millionnaires un soir, sans le sou le lendemain matin, mais ne devaient jamais connaître la médiocrité. Les gens renseignés les reconnaissaient par la couleur de leurs attelages : calèche bleu foncé de celle-ci à rechampis rouges, calèche jaune d'une autre.

Tel est, rapidement esquissé, le monde où l'on s'amusait, qui a occupé une si grande importance dans l'opinion publique et dont la gaîté nous apparaît peut-être amplifiée par les verres grossissants de spectateurs lointains. Il a eu ses historiographes, ses mémorialistes qui ont embelli la réalité de ce qui se passait sous leurs yeux ; ces narrateurs se nomment les Mérimée (*Lettres à une Inconnue*), les Villemessant (*Mémoires d'un Journaliste*), les Gustave Claudin (*Mes Souvenirs*), les Arsène Houssaye (*Souvenirs de jeunesse*), les Philibert Audebrand (*Petits Mémoires d'une stalle d'orchestre*), les journaux mondains d'alors, la collection du *Nain Jaune*, du *Figaro*, de *la Vie Parisienne*. Ils ont sans doute aperçu les fameux salons du « Grand Seize » avant le moment où l'on y avait copieusement sablé le champagne. Car Meilhac et Halévy, eux, ont mis dans le rondeau final de *la Vie Parisienne* moins de fantaisie et d'illusion lorsqu'ils ont fait dire par Métella :

Est-ce du plaisir, est-ce de la furie?
On parle, on crie,
Tant qu'on peut crier...
La gaîté s'en va petit à petit...
Et le balayeur s'arrête, regarde
Et s'écrie : « Ohé ! les heureux du jour ! »

Ces viveurs, ces boulevardiers, avant de se retrouver avec les soupeuses du Café Riche ou de la Maison d'Or, s'en allaient passer leur soirée aux Variétés pour applaudir Hortense Schneider.

Ils venaient pour la voir et pour l'entendre. Elle était à cette époque le type le plus accompli de la chanteuse et de la comédienne. Blonde, grassouillette, même un peu forte (le portrait

de Pérignon qui existe encore dans son salon nous la décrit très exactement), elle avait les plus belles épaules qu'on pût souhaiter. Sa lèvre mince, son nez aquilin aux narines palpitantes, son sourire malicieux, ensorcelaient tous les auditoires. Il se dégageait de tout son être une sensualité spirituelle et de bon ton qui aurait, croyons-en les dires des générations précédentes, triomphé d'un parterre d'ascètes, si toutefois les ascètes avaient fréquenté le théâtre. La comédienne et la chanteuse n'exerçaient pas moins d'empire sur les foules : Hortense avait, quand elle jouait, un charme, un entrain, des gestes à la fois fripons et distingués, une verve juvénile, des jeux de physionomie, et par-dessus tout un goût affiné dans son chant, dont elle a été seule à posséder le secret. Sa voix, alternativement tendre et rieuse, était un soprano grave, que l'on aurait tort de classer parmi le registre du mezzo, quelque chose comme un cru de bordeaux coloré, réconfortant, qui n'aurait pas la gravité, le foyer incandescent d'un bourgogne, — du soleil qui ne donnerait pas d'insolation.

*
* *

On comprend le prestige que la femme a pu exercer. Tout Paris a défilé dans la loge de l'artiste; la direction avait réuni pour l'étoile seule les loges de Zulma Bouffar, de Marie Heilbron, et de Grenier — les deux aquarelles de Louis Morin et du prince de Joinville, appendues dans la chambre où est morte Hortense Schneider, en donnent une idée assez exacte. Les murs étaient tapissés en rose ; partout des objets précieux, des fauteuils moelleux. C'est dans cette bonbonnière agrandie que défilaient les grands de la terre, les gens du monde, les gazetiers, les comédiens, tous venant apporter l'hommage de leurs louanges à la diva.

Nous voici au soir de la première de *la Grande-Duchesse*, le 12 avril 1867. Bien avant que les chandelles fussent allumées, on avait essayé de tuer la pièce en tuant son interprète : les journaux du boulevard n'avaient-ils pas annoncé qu'Hortense Schneider était morte subitement à Bordeaux ? Dans *la Gazette de Paris* du 14 octobre 1866 figure la dépêche

de démenti que la diva avait envoyée au directeur des Variétés :

Me porte à merveille. Remerciements. A quand la lecture? — SCHNEIDER.

La lecture en question était celle de *la Grande-Duchesse de Gérolstein*. On se mit au travail en décembre ; il s'agissait d'être prêt pour l'ouverture de l'Exposition et de n'être pas les derniers à recueillir quelques gouttes de la pluie d'or qui allait être déversée par les étrangers sur Paris. Les répétitions se firent dans le calme, dans la joie ; compositeur et librettistes, directeur et chef d'orchestre, diva et autres interprètes, tous avaient déposé leurs nerfs chez le concierge du théâtre. Dupuis, Grenier, Kopp, Couder se déclaraient enchantés de leurs rôles. Hortense n'était pas moins enthousiaste que ses camarades. Le musicien lui avait du reste fait la part belle : rondo « Ah ! que j'aime les militaires ! », couplets du sabre, air de la déclaration, couplets du « grand verre de l'aïeul », autant de morceaux à effet dont chacun devait être populaire le lendemain.

La veille de la première, il y avait eu une répétition générale devant la censure. Hortense, la pelisse sur l'épaule, le talpack de hussard sur l'oreille, la cravache à la main — je la vois d'après le portrait de Pérignon — a littéralement empaumé l'auditoire des privilégiés admis à cette fête de l'esprit. Anastasie, présente, a ri ou fait semblant de rire comme les autres ; elle réservait son opinion pour le jour de la première.

Ce soir-là, les ayants droit étaient à leur poste, mêlés au tout-Paris. Les soldats de la grande-duchesse étaient groupés sur la scène pour le chœur du début. Les musiciens étaient à leur pupitre attendant le signal de Lindheim, le chef d'orchestre, pour jouer l'ouverture. Rien. Cinq minutes. Dix minutes. Toujours rien ! Ce n'est plus une opérette. Il se passe un drame.

Le drame, le voici dans sa simplicité :

Hortense Schneider devait arborer le grand-cordon de l'ordre de Gérolstein sur son magnifique costume ; elle avait cherché ce grand cordon parmi toutes les devantures des marchands de croix au Palais-Royal ; elle avait fini par com-

poser de toutes pièces l'ordre rêvé. Or, au moment même de la représentation, Anastasie avait jugé que le grand-cordon déplairait à l'Empereur et au grand-chancelier de la Légion d'honneur.

Personne, ni auteurs, ni directeur, n'avait osé lui notifier l'interdiction. Offenbach s'enhardit ; et quand elle descendit de sa loge avec son large ruban sur la poitrine, avec la plaque d'argent au côté, il lui apprit la terrible nouvelle. Hortense Schneider grinça des dents, pleura :

— Puisqu'il en est ainsi, je ne jouerai pas, — s'écria-t-elle.

Caprice de jolie femme, entêtement d'artiste contrariée, se dit Offenbach. Il eut alors une idée de génie : c'était de passer outre; il donna au chef d'orchestre l'ordre d'attaquer. Fut-ce la vertu de sa musique qui aurait fait se trémousser des paralytiques ou fut-ce le sentiment du devoir? peu importe. Dès les premières mesures, Hortense se calma : la phrase amusante qui surgit de l'orchestre, « Voici le sabre de ton père », la fit se redresser, sécha ses larmes comme le soleil sèche le sol après l'orage ; et quand le rideau se leva elle souriait. Mais l'ukase d'Anastasie avait blessé pour longtemps son amour-propre : l'année suivante, au Salon, son portrait en grande-duchesse était orné du grand-cordon et de la plaque interdits par dame Censure sur la scène.

Paris fit à Wanda, la grande-duchesse, l'accueil qu'il aurait réservé à une souveraine. Offenbach était consacré roi de l'opérette, Hortense Schneider en était la reine. Si nous avons la patience de feuilleter la critique de l'époque, ce ne sont que dithyrambes et hyperboles. Les plus tièdes n'ont aucune réticence dans leurs éloges sur l'interprète ; ils ont gardé leurs sévérités pour le troisième acte de la pièce — huit jours après, l'entrain de la diva et les coupures habiles faites par les auteurs avaient au surplus eu raison de la résistance du et des premiers soirs.

C'est Tarbé qui dans *le Figaro* du 14 avril 1867 dit d'Hortense : « Il est impossible d'avoir plus de charme dans la voix, dans le talent et dans le sourire. » C'est Francisque Sarcey qui dans *l'Opinion Nationale* s'exprime ainsi : « Elle reste de bon goût même dans les excentricités les plus folles ; elle a autant de finesse que de verve ; c'est une vraie artiste. »

Jouvin dans *Paris-Magazine* formule son avis en ces termes : « Mademoiselle Schneider joue avec son charme, sa finesse, sa beauté, son art d'accentuer un mot, un regard, un silence. Ce qui est excessif, sa grâce l'adoucit ; ce qui est grossier, son sourire l'aiguise... »

Et c'est alors le défilé des empereurs, des rois et des princes qui viennent acclamer la chanteuse d'opérette comme si elle était une vraie grande-duchesse, une collègue. Napoléon III, accompagné de l'Impératrice, commence dès le 24 avril ; et le soir où il vient aux Variétés on aperçoit à l'orchestre M. Adolphe Thiers, le marquis et la marquise de Galliffet. Le prince de Galles, qui a vingt-six ans, vint huit soirs de suite avec la duchesse de Manchester applaudir la diva ; le premier soir il avait, nous dit *le Figaro* du 26 avril, été obligé de louer une loge dans une agence de théâtres, car le bureau de location des Variétés n'en possédait plus une seule. Le roi de Grèce, le prince royal de Prusse, l'empereur de Russie, font retenir leurs baignoires par dépêche avant de débarquer à Paris. On chuchote partout cette amusante aventure qui serait arrivée au grand-duc Wladimir. Le grand-duc aurait expédié à l'ambassade de Russie un télégramme ainsi conçu : « Voudrais voir Schneider le premier jour », et l'ambassade, zélée et interprétant littéralement ce désir, aurait envoyé à la gare du Nord pour attendre l'auguste personnage, Eugène Schneider, le président du Corps législatif ! L'histoire ne dit pas comment se traduisit la déconvenue du grand-duc. L'empereur de Russie et son fils Wladimir furent du reste, s'il faut en croire les *Lettres à une autre Inconnue*, de Mérimée (6 juin 1867), très impressionnés par le talent et le charme de la créatrice de *la Grande-Duchesse*.

Bismarck et de Moltke passent une soirée aux Variétés. Le sultan lui-même et ses fils font trêve au protocole pour entendre l'œuvre d'Offenbach ; mais comme ils ne comprennent pas un mot de français, ils ne sourcillent pas ; ils restent inaccessibles au livret de Meilhac et Halévy. Enfin arrive dans la seconde quinzaine de juillet le vice-roi d'Égypte, Ismaïl-Pacha. Lui, il s'installe aux Variétés ; chaque soir pendant près d'un mois il occupe la première baignoire de gauche d'où l'on voit émerger dans la pénombre son fez rouge.

Un adorateur d'Hortense Schneider, M. X. F..., qui fut plus tard président des comités impérialistes de la Seine, est vexé de ce que l'attention de la diva s'éloigne de lui et se porte sur l'Égypte. Il loue la première baignoire de droite, et il y apparaît, lui aussi, la tête surmontée d'un fez rouge. Ce soir-là les yeux d'Hortense Schneider allèrent de droite à gauche et de gauche à droite non sans quelque incertitude.

Et les souverains affluaient toujours : roi de Suède, roi de Bavière, roi de Portugal, grand-duc Constantin. Et l'ex-petite actrice du théâtre d'Agen, qui avait naguère perdu contenance devant un acteur parisien, tenait fort bien tête à toutes les Majestés et à toutes les Altesses.

A la ville elle jouait son rôle au sérieux. *Le Petit Journal* du 9 juillet 1867 relate qu'elle se présenta à l'Exposition, porte d'Iéna, dans une voiture magnifiquement attelée. Le gardien refusa de la laisser passer, car seuls les princes et les princesses avaient le droit de pénétrer avec leurs attelages dans l'enceinte. Hortense s'écria :

— Mais je suis la grande-duchesse de Gérolstein !

Et les gardes s'inclinèrent, tricorne bas, devant la diva. L'Impératrice, ajoute le même fait divers, avait dû, quelques jours auparavant, parlementer fort longtemps pour pouvoir entrer avec sa voiture à l'exposition de la Compagnie de Suez.

Le 24 octobre, vingt jours après la cent cinquantième, c'était l'empereur d'Autriche, François-Joseph, qui venait entendre *la Grande-Duchesse* ; il terminait brillamment la série des grands visiteurs qui avaient tenu à honneur ou plutôt remplacé les devoirs de la charge par le plaisir d'aller faire un tour à la cour de Gérolstein. Il était le seul qui avait tant tardé, il était le seul aussi qui avait participé assez chichement à la représentation donnée le 16 octobre au bénéfice d'Hortense Schneider. Dans une lettre curieuse que je possède, il s'excuse de ne pouvoir s'inscrire que pour deux fauteuils, « n'ayant l'habitude de s'inscrire que pour une loge quand les grandes actrices autrichiennes donnent une soirée à bénéfice dans sa capitale ». Le spectacle se composait ce soir-là du premier acte de *la Belle Hélène*, du premier acte de *Barbe-Bleue* et du deuxième acte de *la Grande-Duchesse*, avec un intermède par la musique hongroise de l'Exposition. La Belle Hélène, Boulotte

et Wanda dans la même soirée ! ce fut une vraie aubaine pour les admirateurs de l'artiste, aubaine qui se traduisit par une recette de 10 200 francs, chiffre énorme pour le moment.

Le 5 décembre, *la Grande-Duchesse* disparaissait de l'affiche, et Hortense Schneider quittait les Variétés ; elle jouait, le 12 décembre, au Châtelet, *les Voyages de Gulliver*, une féerie en quatre actes, de Clairville, A. Monnier et Ernest Blum. Mais la malice de son jeu se perdait dans l'immense vaisseau de ce théâtre ; elle a l'air d'« une statuette chez les cariatides, d'une Parisienne à Brobdingnag », a dit spirituellement et très justement Paul de Saint-Victor dans *la Presse*.

Hortense avait cédé à l'irrésistible appât d'un beau cachet : trois cents francs par soirée, ce qui alors était unique dans les annales des théâtres, lui avaient été offerts par Nestor Roqueplan, le fastueux directeur. Les Variétés s'empressèrent de lui accorder cet énorme émolument ; et la diva d'aller retrouver au théâtre du boulevard Montmartre ses boulevardiers et l'emploi de son talent ; elle y reprenait en février *Barbe-Bleue*, en mars *la Grande-Duchesse*. Dès le mois d'avril elle allait sur les rives de la Garonne révéler aux Toulousains la verve de la musique d'Offenbach et la finesse de son art; en juin c'était à Londres qu'elle fanatisait la haute société et les foules en jouant son répertoire au Saint-Jame's Théâtre.

A la fin du mois d'août elle prenait connaissance de sa prochaine création, *la Périchole*. Quelques jours après, Meilhac lui écrivait :

Encore quarante-huit heures pour arranger ton rôle et le rendre tout à fait digne de toi, ô Reine, si cela est possible. Et ce sera fini. Nous avons préféré retarder un peu la lecture et te voir absolument contente.

Nous avons beaucoup regretté de ne pas te trouver chez toi samedi.

Je t'embrasse.

H. MEILHAC

J'approuve et je t'embrasse.

L. HALÉVY

En septembre commençaient aux Variétés les études de cette *Périchole*, l'opérette qui mettait en scène l'actrice célèbre dans l'histoire du théâtre espagnol, la comédienne illustre

du Pérou. On disait à Lima et à Madrid « les Périchole » pour désigner un emploi comme chez nous les Dugazon ou les Falcon. Prosper Mérimée avait déjà transporté sur le théâtre le type de cette artiste dans *le Carrosse du Saint-Sacrement* ; le personnage n'était donc pas un inconnu pour le public.

La première eut lieu le 6 octobre 1868. Jamais œuvre ne fut aussi diversement accueillie. Les trois collaborateurs, Offenbach, Meilhac et Halévy, avaient enrichi *la Périchole* de leurs plus jolies inspirations. La fameuse lettre : « O mon cher amant, je te le jure » fut trouvée si ravissante par Jules Prével dans *le Figaro* qu'il la déclara pour lui pouvoir se passer de musique ; et le même critique ajoutait que la musique d'Offenbach était un pur bijou. Cette lettre, qui paraphrasait la délicieuse missive de Manon à des Grieux : « Mon cher amour, je t'adore et je te quitte ; car c'est une vilaine mort que de mourir de faim ; et je ne veux pas rendre le dernier soupir en croyant pousser un soupir d'amour » — cette lettre fut dite par Hortense Schneider avec une grâce tendre et légère, avec un sentiment subtil et profond, qui ne furent pas compris par les « cocodès » (les jeunes gens qui occupaient les fauteuils d'orchestre). Seuls quelques journalistes comme Tarbé, comme Gustave Claudin, essayèrent de persuader au public qu'une œuvre était née, que des pages comme la fête à Lima, comme la rencontre des ministres et du vice-roi, l'arrivée des chanteurs forains, l'abandon de Piquillo, la scène de la pendaison, et celle de la griserie, étaient supérieures, même dans leurs coins gais, au genre de l'opérette: c'était de la vraie musique qui était partie du cœur pour aller droit au cœur ; or les boulevardiers n'apportaient au théâtre que leur frivolité et leur esprit superficiel.

Et puis, les temps n'étaient plus là, l'horizon s'assombrissait, les préoccupations politiques envahissaient les cerveaux. L'insouciance des belles années de l'Empire avait fait place à de la défiance. On ne comprit pas que *la Périchole* était le trait d'union entre l'opérette folle, capricieuse, capricante, et l'opéra-comique classique des grands maîtres, et *la Périchole* disparut de l'affiche au bout de deux mois ; elle partageait le sort des chefs-d'œuvre méconnus — elle a pris sa revanche.

La Diva, en mars 1869, fut la dernière opérette que joua

Hortense Schneider aux Variétés, avant la guerre ; le livret était de Sardou et la musique d'Offenbach. Les répétitions avaient été d'un calme plat. Voici ce qu'Offenbach écrivait à son interprète la veille de la première :

Ma chère amie,

Je n'ai pas voulu te voir aujourd'hui pour ne pas t'ennuyer. J'ai fait répéter hier soir cinquante-six fois, ils iront très bien. La seule observation à te faire, c'est de ne pas trop, trop, trop presser le mouvement de : « Faites-nous rire », ta ronde du premier acte, pour pouvoir le presser un peu plus tout à la fin. Et voilà. Je suis bien souffrant. Pourvu que *ma Diva* soit en bonne santé, le reste m'est indifférent.

Adieu, ma chère Hortense.

Le plus vieux, le plus jeune, le plus charmant, le seul et surtout le plus dévoué de ses compositeurs,

JACQUES OFFENBACH

Théodore de Banville apprécie ainsi *la Diva* dans *le National* du 30 mars : « Dans la pièce, il s'agit de mademoiselle Schneider qui joue le rôle de mademoiselle Schneider ; elle ne pouvait pas représenter un personnage qui allât mieux à son œil de feu, à son spirituel sourire, et à l'aimable et savante diction qu'elle prête à des vers bizarres, entièrement dépouvus de rimes riches, pauvres, médiocres, entrelardés, ou même quelconques. »

L'artiste, après ce demi-succès de l'œuvre, partit en tournée ; Nice et Londres eurent pour elle les enthousiasmes de Paris. La guerre éclata. On revint à l'opérette et au vaudeville en 1871, mais avec moins d'engouement. Hortense Schneider reparut au Palais-Royal en septembre, dans les *Diables Roses*, puis dans *la Mariée du Mardi-Gras*, avant de s'en aller en Russie conquérir des lauriers et des roubles ; elle fut retenue à Saint-Pétersbourg par des chaînes d'or et de diamant. Nous la retrouvons aux Variétés en 1873 dans *la Veuve du Malabar*, de Sardou et Offenbach, puis elle reprend *la Périchole*, qui, cette fois, eut son heure. Elle devait créer en ce théâtre *la Boulangère a des écus* ; un différend avec Offenbach et Bertrand, directeur, se termina par un procès retentissant qu'elle gagna : Bertrand lui avait retiré son rôle,

il fut condamné à des dommages-intérêts sérieux, mais il perdit doublement sa cause puisque Hortense Schneider à ce moment ne fit plus partie de la troupe des Variétés.

Meilhac lui écrivit à ce propos :

O Hortense,

J'ai lu l'incident ; ça n'est pas grave.
Je t'embrasse.

HENRY

Sur le même billet, Halévy ajoutait :

Tout ça c'est des bêtises. Rentre donc aux Variétés.

LUDOVIC

Elle fut irréconciliable et s'en alla aux Folies-Dramatiques, à la fin de décembre 1875, jouer *la Belle Poule*, d'Hector Crémieux et Saint-Albin, musique d'Hervé, dont elle fut le seul succès. En 1878, le théâtre de la Gaîté faisait appel à la reine de l'opérette pour jouer *la Grâce de Dieu* ; et la grande-duchesse qui avait soulevé le rire charme Paris cette fois avec le drame de Dennery en chantant les couplets de Chonchon. Mais le chant d'un seul rossignol ne pouvait pas plus que d'habitude faire le printemps.

Et puis, Hortense Schneider ne voulait plus reparaître sur le théâtre ; elle était devenue comtesse de Bionne par un mariage dont la rupture suivit d'assez près la lune de miel. Elle se retira de la vie mondaine et agitée avec un peu de mélancolie peut-être, mais sans trop de regrets. Elle voulait vivre désormais au milieu de ses bibelots et de ses souvenirs qu'elle avait transportés loin du boulevard, pas trop loin cependant, dans un coquet petit hôtel de l'avenue de Versailles. Elle reparut encore à une matinée sur la scène des Variétés pour rendre hommage à Offenbach dans la représentation organisée le 18 novembre 1880 à la mémoire du musicien regretté. Elle consentit aussi à revenir sur sa volonté de se retirer du théâtre ; ce fut lorsqu'un mois plus tard, elle accepta de chanter aux Nouveautés dans *les Parfums de Paris*, revue d'Albert Wolff et Raoul Toché, un rondeau à Offenbach.

Celle qui avait personnifié pendant vingt ans le rire français, la gaîté d'une époque, celle que Paris avait applaudie avec frénésie, qui avait obtenu tous les triomphes qu'une femme et une artiste peuvent rêver, voulut être ignorée. Elle me disait coquettement — et je n'en ai rien cru :

— Depuis ce jour je ne me suis plus regardée dans la glace pour n'avoir pas la tentation de me reconnaître.

Et pourtant dans sa retraite prématurée, que de sollicitations ! Voici un passage d'une lettre de Ludovic Halévy qui voulait la décider à reprendre Métella de *la Vie Parisienne*, un rôle créé en octobre 1866 par Honorine :

Ma chère Catherine,

... Bertrand a l'intention de remonter très brillamment *la Vie Parisienne* — tu jouerais Métella, les deux rondeaux... Tu ferais, je crois, un effet du diable avec la lettre, et tu gagnerais ton argent en ayant beaucoup de succès et peu de fatigue...

... Je t'embrasse et de très grand cœur.

LUDOVIC HALÉVY

Halévy revient à la charge plus tard :

... Quant à *la Vie Parisienne*, nous en causerons à ton retour. Tu diras comme personne la lettre à Métella et le rondeau des Demoiselles. Ce dernier acte, nous avons l'intention de le refaire complètement en vue de toi et de Dupuis qui jouerait le rôle de Brasseur. La pièce serait très bien jouée ; tu aurais un rôle excellent et sans fatigue, deux choses à considérer.

Meilhac va bien, répète au Théâtre-Français, est toujours fourré avec un tas de femmes, et t'embrasse.

Moi, je vais bien, je ne répète pas aux Français, je ne suis pas fourré avec un tas de femmes, mais ça ne m'empêche pas de t'embrasser.

LUDOVIC HALÉVY

Hortense ne se laissa pas convaincre par les auteurs de *la Vie Parisienne*. Edmond Audran lui avait offert, par la lettre suivante, de vouloir bien écouter *la Mascotte* qu'il lui destinait :

Madame,

Le beau temps a dû vous faire oublier le rendez-vous que vous m'aviez donné hier, et vous avez eu bien raison — les beaux jours comme celui-ci sont trop rares pour ne pas en profiter. Je vais donc

le plus brièvement possible faire dire à ce papier ce que j'aurais voulu vous dire moi-même.

Mon ami Chivot (un des auteurs de *Fleur de Thé*, des *Cent Vierges*, de *Madame Favart*), occupé dans une administration, m'a prié de vous apporter pour la lire le plus tôt qu'il vous sera possible, *la Mascotte*, la pièce que je vous laisse. Comme vous le verrez, il y a un magnifique rôle pour vous.

J'aurais voulu vous faire entendre quelques fragments de la musique et, après tout cela, aviser à ce que l'on aurait pu faire si la pièce vous plaisait.

Bertrand connaît la pièce. Il ne joue pas d'opérettes, c'est vrai, mais on pourrait ne garder que votre côté musical. Qui sait s'il ne serait pas très heureux de cette combinaison avec vous, l'occasion aidant?

... Croyez-moi, madame, votre bien dévoué.

EDMOND AUDRAN

Rien ne put la déterminer à accepter : ni les offres de cachets les plus sérieux, ni l'ambition d'ajouter quelque fleuron à la couronne de sa propre gloire. Le comédien qui se tait trop tôt, a-t-on dit, assiste comme Charles-Quint à son propre enterrement.

Parfois, cependant, pour un petit cercle d'amis, elle fredonnait d'une voix légère et admirablement posée un refrain d'une de ces opérettes d'Offenbach qui avaient fait sa célébrité. On pouvait, par ces esquisses vocales, imaginer ce qu'avait été l'esprit de l'opérette, on comprenait comment Hortense Schneider avait pu être l'idole, la personnification d'une époque. Parfois la diva faisait profiter de son expérience les artistes qui reprenaient ses rôles. C'est par Meilhac qu'en 1895 Jeanne Granier fut conduite chez Hortense Schneider au moment des répétitions de *la Périchole :*

13 mai.

Ma chère Catherine[1].

Comme je t'aimerais si tu te portais mieux et si tu voulais bien nous recevoir demain, Granier et moi ! La pièce passe jeudi. Tu vois qu'il n'y a pas de temps à perdre. Je t'embrasse comme on embrasse quand on demande quelque chose que l'on tient à obtenir.

H. MEILHAC

Réponds-moi aux Variétés.

1. Hortense Schneider s'appelait Hortense-Catherine ; elle n'aimait, du reste, qu'on lui donnât son second prénom.

Elle répondit; et Jeanne Granier n'eut pas à se repentir des conseils de sa grande aînée.

Il y a quelques années, en 1912, à l'occasion d'une représentation organisée au bénéfice de l'Orphelinat des Arts, Hortense Schneider avait consenti à diriger les répétitions de *Barbe-Bleue*.

Seule la cause charitable de l'Orphelinat des Arts pouvait lui faire oublier ses serments ; seules les petites déshéritées de la grande famille du théâtre, seuls les petits garçons, fils d'artistes, ces enfants qui n'ont plus ni père ni mère, Hortense Schneider les aimait et aurait, s'il eût été possible, recommencé sa carrière pour leur apporter du bien-être. En 1915, elle leur avait légué sa villa de Fécamp. Il y a deux ans, par la plus généreuse inspiration, elle fit son testament en faveur de l'Orphelinat des Arts à qui elle abandonnait toute sa fortune et l'hôtel discret qu'elle habitait aux bords de la Seine. La grande-duchesse a voulu que le souvenir de sa vie, qui fut en somme heureuse, demeurât escorté par des sourires d'enfants !

Ce testament est un des rares gestes de son existence auquel la fantaisie n'ait point pris part. Elle a été le genre gai, elle a été un moment de la petite histoire du boulevard; il semble que le jour où elle s'en est allée, elle ait emporté l'opérette avec elle.

LOUIS SCHNEIDER

BAZAINE

A SAINTE-MARGUERITE

Le 10 décembre 1873, le premier Conseil de Guerre, siégeant à Versailles, au petit Trianon, condamnait à mort le maréchal Bazaine. Deux jours plus tard, un décret du Président de la République commuait cette peine en vingt années de détention.

Voici le portrait que trace du condamné M. A. Dalsème, qui, au cours du procès, eut maintes occasions d'observer le maréchal : « Au physique, l'homme est de stature peu élevée, court sur jambes, replet, flegmatique d'aspect et lent d'allures. Ses cheveux, taillés ras, grisonnants, encadrent un front dont le renflement, très marqué aux tempes, indique une énergie et une ténacité peu communes. La physionomie est sans mobilité et dépourvue de ressort, soit qu'elle tienne de la nature ou d'un effort de volonté son expression d'impassibilité.

» L'œil nuageux, presque éteint, semble chercher sous l'arcade sourcilière, très proéminente, un abri contre les investigations des indiscrets qui chercheraient à lire dans le regard... Les chairs du visage sont molles et creusées de sillons. Les joues grasses, flasques, les lèvres fortes sous la moustache tombante, les mâchoires épaisses, le menton volumineux, le cou gros, bas, tassé, décèlent des appétits sensuels. Le trait caractéristique de cette figure est la goguenardise[1] . »

1. A. Dalsème, *l'Affaire Bazaine*, 1 vol., librairie André Sagnier.

Après avoir condamné le maréchal Bazaine à la détention, il fallait trouver l'endroit où on lui ferait subir sa peine. On se décida pour le fort de Sainte-Marguerite, prison d'État, abandonnée depuis des années, où, du reste, rien n'était prêt pour le recevoir.

La douceur du climat, la situation insulaire du fort — qui permettait d'accorder au détenu une liberté plus grande — contribuaient à atténuer grandement la rigueur du châtiment. Cela permettait de lui épargner l'isolement d'ordinaire si pénible aux prisonniers. Il obtint l'autorisation de se faire accompagner par le colonel Willette, la maréchale, ses enfants, et trois domestiques. Il pouvait, en outre, se promener, recevoir des visites, des journaux, des livres, et travailler tout à loisir en consultant la bibliothèque dont il disposait.

Quant à l'île elle-même, ce croquis, cueilli dans le *Courrier de Cannes* de 1874, en donne une idée plutôt riante :

> Au dehors de cette enceinte lugubre, sur laquelle le soleil du Midi verse heureusement des flots de lumière, on aperçoit, d'abord, la caserne des douaniers-marins et le poste du guetteur du sémaphore, puis le grand jardin avec des orangers, des vignes et une villa appartenant à M. Tournaire, enfin, un étang salé et une forêt splendide de pins maritimes, qui abrite toute une population de lapins, de chevreuils, et de faisans, et où l'on trouve en abondance des lentisques, des myrtes et des fenouils.

En décembre 1873, la garnison de l'île se composait d'un détachement du IIIe d'infanterie qui comprenait 1 capitaine, 3 officiers et 100 hommes. Bien qu'il eût demandé sa retraite depuis dix-huit mois, le commandant militaire du fort n'avait pas été remplacé. Ce détachement se trouvait donc sous les ordres de M. Brun, chef de la 44e circonscription pénitentiaire, directeur de la prison devenue prison civile. Il était assisté de trois gardiens.

Le jeudi 25, à cinq heures de l'après-midi, Bazaine rejoint à Villeneuve-l'Étang le train no 5, à destination de Marseille, où il arrive le 26 à 3 heures 45 minutes du soir. Dans le wagon-salon qu'il occupe, se trouvent son fils Achille âgé de six ans, le colonel Willette son ancien aide de camp, ainsi que ses deux neveux Albert et Adolphe, tous deux officiers. Dans

une autre voiture avaient pris place trois employés des prisons, le capitaine adjudant-major Cance, du régiment de gendarmerie mobile, et deux agents de la sûreté.

Après avoir stationné trente-cinq minutes en gare de Marseille, le convoi repartit pour Antibes où il arriva à dix heures cinquante-sept minutes du soir. Reconnu par quelques personnes qui se trouvaient sur le quai de la gare, Bazaine fut accueilli par des huées et des sifflets accompagnés de jets de pierres qui firent croire à l'enfant apeuré qu'on voulait tuer son père. Un omnibus les conduisit au port où l'attendait sous pression l'aviso de l'État le *Robuste*, commandé par le lieutenant de vaisseau Fort.

A minuit quinze, ce bâtiment levait l'ancre et débarquait le prisonnier à Sainte-Marguerite moins d'une heure plus tard.

D'Antibes la nouvelle était ainsi télégraphiée au Ministre :

Antibes, douze heures quinze du matin, 27 décembre 1874.

Commissaire spécial à Directeur Sûreté Générale à Versailles.

Embarquement vient d'avoir lieu sans difficultés, rien à signaler de fâcheux. Quelques sifflets et huées [1].

On avait décidé de loger Bazaine dans le bâtiment appelé l'ancienne infirmerie des Arabes, depuis l'internement des compagnons d'Abd-el-Kader de 1841 à 1859 ; d'importantes réparations avaient été reconnues nécessaires. Les travaux d'appropriation n'étant pas terminés, on fut obligé de le caser provisoirement dans la partie nommée le château. Ancien logement du commandant militaire de la place, ce bâtiment était occupé par le directeur, M. Brun, avec lequel il le partagea.

Comme il n'existait pas de murs permettant d'isoler cette partie du fort, et d'éviter le contact du prisonnier avec les soldats de la garnison ou les habitants, le directeur avait établi sur la terrasse une surveillance pendant les promenades.

S'étant rendu à Paris, le colonel Willette réclama contre cette mesure. A la suite de sa démarche, le duc de Broglie, ministre

1. Archives du Ministère de l'Intérieur, Direction des services pénitentiaires. Dossier Bazaine.

de l'Intérieur, envoya à M. Brun une réprimande avec l'ordre de se borner à une surveillance discrète qui ne fût pas de nature à gêner le détenu.

Le 4 janvier 1874 M. Brun, enchanté de s'en aller, était remplacé par le directeur Marchi. Dès le 9, le nouveau directeur se plaignait que la correspondance de Bazaine fût remise directement à ce dernier, échappant ainsi à tout contrôle. Huit jours plus tard, il se plaint de nouveau de ce que le jeune Barreau, domestique du prisonnier, soit en contact incessant avec les habitants du fort. Enfin le 14 février, les travaux sont terminés, ils coûtent 6 675 fr. 75 [1]. L'ex-maréchal est installé définitivement dans le bâtiment qui doit lui servir de lieu de détention.

Ce bâtiment, situé au nord-ouest de l'île, comprend un rez-de-chaussée avec fenêtres munies de barres de fer et un premier étage à fenêtres libres. Deux portes y donnent accès : l'une, située à l'ouest, ouvrant sur une petite cour — ou préau des gardiens — dessert le bas ; l'autre, qui conduit directement au premier, est précédée d'une sorte de terrasse, formant pont au-dessus de la ruelle, et menant par un escalier de pierres à l'endroit où Bazaine était autorisé à se promener.

Ce bâtiment est limité au sud par le logement des gardiens auquel il fait suite, à l'ouest par la cour des gardiens, au nord par la terrasse servant de promenoir, terrasse plus élevée que la cour des gardiens et qui aboutit directement au mur surplombant la mer. Au levant, la maison est séparée du logement du directeur par une ruelle. Cette ruelle est isolée du promenoir, au nord, par une palissade de bois, et du reste du fort au sud par un mur qui relie la détention au logement du directeur. Une seconde ruelle est séparée du promenoir par un mur de construction récente dans lequel est percée une porte. Quant à la cour des gardiens, elle communique avec le reste du fort par une porte appelée entrée de la détention.

Au rez-de-chaussée, deux pièces pour les gardiens de service, une pièce occupée par le colonel Willette, et une autre par le domestique Barreau, plus une cuisine. Un escalier intérieur permet de monter à l'étage.

1. Direction du génie à Toulon.

Le premier étage est ainsi distribué : au sud un salon à deux fenêtres et une chambre, à deux fenêtres également, pour madame Bazaine et sa fille. Au nord-ouest, une chambre pour Bazaine et son fils, une pièce servant de chapelle, une salle à manger et une salle de bains. Entre les chambres des deux époux une chambre est réservée à la femme de chambre et à l'institutrice.

Cette disposition a été imposée par madame Bazaine elle-même, et à ce propos Marchi [1] fait remarquer que cette jolie femme n'a pas encore vingt-cinq ans, et que, si elle s'est arrangée de façon à rendre impossible tout rapprochement avec son vieux mari, c'est pour mieux se rendre maîtresse de l'esprit de ce dernier et lui imposer sa volonté.

Le 21 février arrive le personnel des gardiens. Ils proviennent tous du fort de Quélern, à l'exception de Plantin qui vient de Marseille. L'administration est alors constituée de la façon suivante : un directeur, un aumônier, un médecin, un gardien chef et cinq gardiens ordinaires. Désireux de ne rien laisser au hasard, et surtout de mettre à couvert sa responsabilité, puisqu'il n'existe plus de commandant militaire, Marchi édicte un règlement minutieux qui établit le service de jour et de nuit des factionnaires, détermine leurs consignes, et règle la circulation à l'intérieur du fort. Ce règlement, comme toutes les mesures relatives à la surveillance de Bazaine, a une importance capitale. Il prouve que le directeur a rempli son devoir avec conscience, et qu'il ne s'est jamais départi de la vigilance que lui imposait le régime d'exception accordé à Bazaine. Nous verrons qu'il ne cessa de réclamer contre les nombreuses faveurs accordées au détenu, faveurs qui doublaient la difficulté de sa tâche.

Non content d'avoir établi ces consignes, Marchi fait approuver par M. de Villeneuve-Bargemon, préfet des Alpes-Maritimes, un arrêté qu'il afficha à l'intérieur du fort afin que nul ne pût arguer de son ignorance.

A la fin de février, Marchi reçoit du Ministère de l'Intérieur une dépêche, avec mission d'en donner connaissance à son prisonnier. Le soir même, vers sept heures, il se rend à la

1. Marchi, *la Vérité sur l'ex-maréchal Bazaine*. 1 brochure, Dentu, éditeur, 1883.

« détention », où il trouve Bazaine à table, en tête à tête avec le colonel Willette et servi par Barreau. Il lui expose l'objet de sa visite, car il ne doit pas pénétrer sans motif dans le logement de l'ex-maréchal, et lui lit la dépêche ainsi conçue :

Bien que l'ex-maréchal, à Versailles, se soit engagé d'honneur à ne jamais tenter aucune évasion et à respecter et faire respecter par sa famille, par M. le colonel Willette, et par ses domestiques les règlements pénitentiaires, il est nécessaire, Monsieur le directeur, que vous exigiez la même promesse de madame Bazaine et du colonel Willette, en faisant observer au prisonnier que, faute par lui, ou ceux de sa suite, de ne pas s'y conformer, on n'aurait plus, pour l'ex-maréchal, aucun égard et il serait alors soumis au droit commun.

La lecture terminée, Bazaine et le colonel Willette donnent à nouveau, prétend le directeur, leur parole d'honneur qu'aucune tentative d'évasion ne sera faite. Il se retire persuadé de leur bonne foi.

Toutes les personnes munies d'une autorisation du Ministre de l'Intérieur pouvaient être admises à visiter le prisonnier, et cette autorisation était rarement refusée. Le général d'Aurelles de Paladine, qui avait négligé l'indispensable formalité, dut s'en retourner sans avoir vu son ancien camarade.

La première personne qui se présenta pour en user fut madame de Goyon. En vertu du Règlement pénitentiaire, les visites autorisées doivent avoir lieu au parloir en présence d'un gardien. Or, il n'y avait pas de parloir à Sainte-Marguerite. Marchi imagina de tourner la difficulté en remplaçant le parloir par la terrasse qui servait à Bazaine pour ses promenades. Mais, malgré les protestations de la visiteuse, il exigea la présence d'un gardien.

Madame de Goyon se plaignit à Paris. Le Ministre demanda des explications au directeur en invoquant ses instructions du 29 décembre 1873 qui portaient que les visiteurs seraient libres. Marchi protesta de son ignorance des instructions en question et de l'obligation où il s'était trouvé d'appliquer les règles ordinaires. En réponse, le Ministre lui en adressa tout de suite et directement une copie. Ces instructions portaient que les visiteurs ne seraient jamais fouillés et même qu'ils pourraient s'asseoir à la table de Bazaine.

Pour le coup, le directeur proteste davantage. Il se déclare dépourvu de tous moyens de surveillance, rappelle que la correspondance échappe à son contrôle, et qu'il dégage sa responsabilité. Cependant il exagère un peu. La preuve que toute correspondance n'échappe pas à son contrôle, c'est qu'au début de février il a intercepté une lettre de remerciements de la reine d'Espagne que la *Marescalita* (petite maréchale), comme dit la reine elle-même, envoyait à son mari, et qu'il en a transmis, le 6, le contenu au Directeur Général du service pénitentiaire. Il ajoutait que le Maréchal était soucieux. Il redoutait qu'après l'arrivée de sa famille les 200 francs de pension qu'il payait ne fussent pas suffisants pour nourrir tant de monde. Or il n'a rien, et sa femme pas grand'chose. Les bijoux ont été vendus ; maintenant ce sera le tour des dentelles. De toute façon la pauvreté l'empêchera d'augmenter le chiffre de 200 francs [1].

Ce fut bien autre chose à partir du 20 février, quand, à six heures du soir, arriva madame Bazaine. Dès ce moment les visites devinrent plus fréquentes. D'abord les autorisations n'étaient valables que de dix heures du matin à trois heures de l'après-midi. Les jours grandissant, la limite en fut reculée jusqu'au soir, et finalement elles comprirent la faculté de dîner dans le fort. C'est Marchi lui-même qui, dans une lettre du 9 juin au Directeur Général du service pénitentiaire, proposera de reporter de trois à sept heures l'expiration des autorisations à cause de la trop grande chaleur dans le milieu du jour.

Dans le courant de mars il proteste de nouveau contre les abus auxquels donne lieu, d'après lui, l'application des Instructions du 29 décembre 1873. Pas de réponse.

A la fin du même mois, un petit voilier s'obstine à rester, malgré ses menaces, mouillé sous le fort. Pendant trois jours il redouble de surveillance, n'osant fermer l'œil de la nuit. Ici les souvenirs du directeur sont deux fois en défaut.

D'abord c'est seulement le 21 mars, et non après la visite de madame Goyon, qu'il écrivit au Directeur Général pour réclamer les instructions relatives aux visites, en signalant la

1. Lettre Marchi. Archives du Ministère de l'Intérieur.

présence de mesdames de la Tour-Maubourg et la comtesse Gudin. Un post-scriptum disait :

A l'occasion de la Saint-Joseph, fête de madame Bazaine, le reine d'Espagne lui a adressé un télégramme en langue espagnole, qu'il m'a été facile de traduire [1].

C'est alors que le Ministre lui répondit par l'envoi des instructions qu'il prétendait ne pas connaître, et que voici :

29 décembre 1873.

Par dérogation à l'article 4 du Décret du 25 mai 1872, les visites des personnes désignées au paragraphe Ier de l'article 3 dudit décret auront lieu hors de la présence des fonctionnaires ou agents de l'administration dans les locaux mêmes affectés à la détention du prisonnier.

Lorsque les visites se prolongeront jusqu'à l'heure des repas, les personnes indiquées ci-dessus pourront prendre leur repas avec le prisonnier.

Les autorisations spéciales qui seraient données aux personnes désignées au paragraphe II de l'article 3 du décret précité déterminent pour chacune d'elles les conditions dans lesquelles auront lieu leurs visites.

Toutes les autres prescriptions du 25 mai 1872 seront appliquées au fort de Sainte-Marguerite.

Les consignes que nécessiteront la garde du prisonnier et la sûreté de l'établissement seront faites par le directeur. L'autorité militaire est chargée de l'exécution en ce qui la concerne et veillera notamment à ce qu'aucune personne ne pénètre dans le fort si ce n'est pour les besoins du service ; les personnes qui se rendraient chez les officiers de la garnison ou autres habitants libres du fort devront être accompagnées par un planton à l'aller et au retour.

L'entrée des locaux affectés au prisonnier et toute la partie du fort ayant vue sur les locaux est interdite d'une manière absolue à toute personne étrangère au service de la maison de détention non autorisée à communiquer avec le prisonnier,

Par dérogation à l'arrêté de novembre 1873, le prisonnier est autorisé à porter des vêtements personnels et à laisser croître ses cheveux et sa barbe. Il lui sera loisible de désigner les aliments et les boissons dont il désirera faire usage ; l'administration pourvoira à la dépense jusqu'à concurrence d'une somme de 200 francs qui sera payée directement au fournisseur choisi par l'administration sur les crédits affectés au service pénitentiaire. Le service de propreté des locaux occupés par le prisonnier sera fait par un homme choisi et

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.

salarié par l'administration. Il sera pourvu par l'administration au chauffage du prisonnier et au blanchissage de ses effets de literie. Son éclairage et le blanchissage de son linge de corps, de toilette et de table resteront à sa charge.

Le service du culte sera organisé par les soins de l'administration pénitentiaire dans la chapelle du fort.

Approuvé par le Vice-Président du Conseil [1],
Ministre de l'Intérieur.

Quant à l'incident du bateau, il ne dura même pas vingt-quatre heures, comme le prouve une lettre de Marchi lui-même au Ministre de l'Intérieur !

Sainte-Marguerite, 29 mars 1874 [1].

Monsieur le Chef de Bureau,

Hier, à 9 heures du matin, un brigantin d'allure légère sortait du port de Cannes et venait jeter l'ancre presque sous le fort.

Aussitôt j'ai été aux renseignements et le patron du port — vieux militaire âgé de plus de quatre-vingts ans — m'a assuré que le temps seul arrêtait ce petit navire, mais qu'il allait continuer sa route dans l'après-midi.

A 8 heures du soir, le brigantin était encore à la même place et rien ne faisait présager son prochain départ, bien que le vent fût devenu tout à fait favorable.

Je ne crois pas à une tentative d'évasion ; mais prudence étant, dit-on, mère de la sûreté, j'ai veillé avec mes gardiens, en même temps que la barque mise à ma disposition, montée par deux marins et un mousse, stationnait immédiatement sous le fort entre le rempart et le brigantin.

A 5 heures du matin le navire levait l'ancre et partait dans la direction de Nice...

Et il termine :

Je ne crois pas, quant à présent, le prisonnier animé du désir de s'évader, mais, s'il devait tenter une évasion, c'est par là qu'il la tenterait [2].

A quelque temps de là, Marchi se plaint de dames qui, montées dans des barquettes, viennent entamer, du bas des remparts, des conversations avec Bazaine. Il s'agit ici de deux jeunes Anglaises, miss Mac Fenson Charlotte Campbell en robe

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministére de l'Intérieur.

bleue, et miss Dickson en robe rouge, ainsi qu'elles l'indiquaient elles-mêmes sur le couvercle d'une boîte de bonbons envoyée par elles à l'enfant de Bazaine. Ainsi ces deux jeunes romanesques donnaient au prisonnier le moyen de les reconnaître du haut de la terrasse quand elles tâchaient de causer avec lui.

A la suite de cet envoi, le colonel Willette se rendit à Cannes où il leur fit une visite de remerciements. Une autre fois, elles firent parvenir à Bazaine un album sur chacune des pages duquel était marquée une lettre. L'ensemble composait cette phrase : « Vous êtes malheureux, nous vous plaignons ; consolez-vous et espérez. » Simples enfantillages que, plus tard, devant le tribunal de Grasse, le colonel Willette appellera très joliment : *mon roman de prisonnier !*

Par ordre supérieur les plus grands égards sont témoignés au prisonnier. Aucune sentinelle ne devant s'offrir à sa vue, on n'en met devant sa porte que la nuit. Quant à la surveillance diurne, elle s'exerce de loin et *sans le gêner*, comme en témoigneront les gardiens. Son courrier, ses journaux lui sont remis directement. Il vit en famille, reçoit des visites, se promène sur la terrasse, cause, écrit, arrose son petit jardin, sous la surveillance de jour en jour plus relâchée de ses gardiens. Marchi, cependant, ne cesse de veiller. En avril, un journaliste parisien, en quête d'informations, se présente à la porte du fort. Très civilement, il demande à acheter à la cantine de quoi déjeuner. Flairant un piège sous cette requête insolite, le concierge l'éconduit. Sans se rebuter, il demande alors à être mené auprès du directeur afin de pouvoir lui exposer lui-même sa requête. Le gardien y consent et le conduit à Marchi qui, du seuil de la porte, lui notifie qu'il accède à son désir.

Il ressort une demi-heure plus tard, sans rien avoir aperçu de l'intérieur de la détention. Ce qui ne l'empêche pas d'adresser, le soir même, à son journal un long télégramme contenant la description détaillée des lieux qu'il n'a pas pu voir.

Le 22 mai, le Ministre de l'Intérieur

Autorise madame Bazaine à se promener dans l'île avec ses enfants et ses domestiques pendant deux heures trois fois par semaine et même chaque jour à moins que le directeur n'y voie de graves inconvénients qu'il y aurait lieu de me signaler sans retard. Ces personnes

seront accompagnées par plusieurs gardiens dont la surveillance me paraît devoir suffire pour empêcher les communications de nature à porter quelque atteinte à la sûreté de l'Établissement Pénitentiaire [1].

A la fin de mai le directeur reçoit une enveloppe timbrée du Ministère de l'Intérieur et contenant une lettre fermée à l'adresse de Bazaine avec cette mention :

La remettre sans la décacheter.

Dans la journée, l'ex-maréchal lui aurait dit que cette lettre était signée du général de Cissey, ministre de la Guerre, et contenait ce passage :

Dès mon arrivée au Ministère je me suis occupé de vous, mais en ce moment il n'y a rien à faire. Il a été convenu qu'aussitôt les Lois Constitutionnelles votées, on commuerait votre peine en celle du bannissement, et peut-être pourra-t-on vous faire une pension.

Marchi se trompe. Cette lettre, dont j'ai eu l'original en mains, est du 4 juin ; elle n'est pas de l'écriture du général de Cissey. Répondant à une demande de Bazaine au Ministre, elle est écrite, au nom de ce dernier, par le capitaine Gudin, son officier d'ordonnance. Et, comme le comte Gudin fut jadis aide de camp du maréchal, il ajoute à la partie officielle un long post-scriptum où il l'assure de son dévouement et de celui de sa famille. Quant à la question de la commutation de peine, le sens est bien celui indiqué.

Enfin elle n'a été expédiée que le 11 avec la mention :

Lettre du général de Cissey au maréchal Bazaine, qui doit lui être remise sans avoir été ouverte par personne, même par le commandant de la prison [2].

Quelques jours plus tard, comme il se promenait avec le père Denis, aumônier, et Marchi, l'ex-maréchal, tenant à la main une brochure de Cassagnac ayant trait à l'évasion de Louis-Napoléon Bonaparte du fort de Ham, interrompit soudain sa marche et dit au directeur :

— Que feriez-vous si, comme le prince, je tentais de m'évader ?

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministère de l'Intérieur.

— Si je m'en aperçois, je vous brûlerai la cervelle, — répond Marchi.

Sur la fin du mois, arrivent l'ingénieur Dominique Bazaine, frère du détenu, et sa femme. Leur autorisation porte qu'ils peuvent pénétrer dans la détention non pendant quinze jours de suite comme le dit Marchi, mais pour dix visites [1].

Bientôt madame Bazaine tombe gravement malade, à l'hôtel de la Croisette où elle est descendue. La maréchale quitte l'île pour aller s'installer au chevet de sa belle-sœur. Se sentant perdue, la femme de l'ingénieur demande à pouvoir dire un dernier adieu à son beau-frère. Marchi refuse, bien entendu, d'autoriser cet exode en terre ferme. Sur les instances de Bazaine il promet de télégraphier au Ministre pour prendre ses ordres, à la condition d'être saisi d'une demande écrite. La demande est établie, le télégramme est envoyé. La réponse, cette fois, ne se fait pas attendre : c'est une autorisation de faire accompagner Bazaine par un gardien en bourgeois pour lui permettre d'accéder au vœu de la mourante.

Mais sa belle-sœur venant de succomber, la complaisance du Ministre fut inutile. Marchi ne fut pas, plus tard, le dernier à regretter cette fâcheuse coïncidence en songeant que, si la fuite avait eu lieu alors, bien des déboires et des avanies lui eussent été évités !

Le 28 juin tous sont malades de la diarrhée. Pour le colonel Willette c'est au point que Marchi demande le médecin d'urgence [2]. Le 30 juin madame Bazaine part pour Paris, afin d'intercéder auprès du Maréchal de Mac-Mahon, Président de la République. Elle emmène avec elle son plus jeune fils, Alphonse, et sa caméristе, une Mexicaine comme elle. Cette démarche fut décidée, semble-t-il, à l'annonce que le général de Chabaud-Latour a été nommé Ministre de l'Intérieur, ce qui faisait craindre une aggravation de la situation du prisonnier.

Aux objurgations pressantes de madame Bazaine, Mac-Mahon ne peut que répondre :

— Je suis un Président constitutionnel, obéissant aux

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministère de l'Intérieur.

Ministres et au Parlement. Il m'est impossible, madame, d'accueillir votre demande.

— Du moins, — insiste-t-elle, — autorisez mon mari à faire des promenades dans l'île avec une escorte militaire !

— Tout cela est impossible, madame.

— Alors, si vous ne pouvez rien, Dieu fera le reste !

Et elle sort pour écrire à son mari, qu'elle a réussi dans sa démarche. Il avait été convenu entre eux qu'elle lui apprendrait ainsi son échec.

Il est probable que ni le Président de la République, ni la maréchale ne savaient que jadis La Grange-Chancel avait profité de semblable faveur pour s'évader. Mais est-il téméraire de supposer que cette dernière comptait bien renouveler l'expérience ?

Le 10 juillet, la grande chaleur rendant son logement intolérable, Bazaine demande à ce que soit retardée d'une heure la pose de la sentinelle de nuit, ce qui lui permettra de prolonger sa promenade jusqu'à dix heures du soir. Marchi y consent. A ce moment, et pour le même motif, le colonel Willette est autorisé à installer une tente mobile sur le petit pont jeté au-dessus de la ruelle pour faire communiquer directement le premier étage avec l'extérieur.

Lorsque cette tente est en place, elle empêche totalement qu'on puisse voir, du poste des gardiens placé dans l'axe, les entrées ou les sorties du logement du prisonnier. Elle était d'abord mobile, et se repliait chaque soir. Mais, un jour qu'un coup de vent l'avait enlevée et démolie, le colonel en profita pour l'assujettir si solidement qu'elle demeura fixe.

Le 16, le docteur Raynaud ayant émis l'avis que le climat devenait beaucoup trop débilitant, le fils aîné et la fillette quittent l'île sous la conduite de l'institutrice. Désormais il ne reste plus que Bazaine et son fidèle Willette, avec le jeune Barreau pour les servir.

Marchi recommande alors de redoubler de surveillance, surtout entre neuf et dix heures du soir, où le gardien de service doit exécuter rondes sur rondes. Aux observations qui lui sont faites sur ce qu'il garde de la lumière tard dans la soirée, le colonel Willette répond qu'il est prisonnier volontaire et que la bougie qu'il consomme n'est pas celle de l'État, mais la sienne !

Parmi les lettres interceptées par Marchi, nous devons en placer ici une qui est plutôt amusante. Le Ministre, consulté, renvoie au directeur l'original allemand, avec autorisation de le remettre, et garde au dossier la traduction.

De Wurtzbourg, le 20 juillet, une nommée Pauline Gantz écrit à la maréchale pour lui offrir un moyen « obtenu par la bonté de Dieu » en dehors de l'ingérence de tout tribunal. Pour cela, elle réclame « le nom de baptême et l'âge du maréchal ». Après quoi elle enverra « un tout petit paquet avec une information détaillée sur la manière de s'en servir ». Et alors le maréchal « recouvrera la liberté pleine et entière, et le retour de ses anciens honneurs et grandeurs ». Et elle ajoute que, clouée depuis longtemps sur un lit de douleur, elle comprend mieux que quiconque combien il est dur d'être privé de tous les agréments du monde [1] !

Au bout de quelques jours, madame Bazaine annonce le succès de ses démarches et fait connaître qu'elle ne retournera plus à Sainte-Marguerite. Très surpris, car il a eu connaissance de la lettre du capitaine Gudin, et il sait que les lois constitutionnelles sont loin d'être votées, Marchi fait parvenir une copie de la lettre de la maréchale au Ministre.

Puis c'est une seconde lettre de madame Bazaine contenant, cette fois, une consultation du docteur Sée, où elle annonce son départ pour Spa avec les enfants. Même envoi de la copie à Paris, même silence ministériel. Elle s'établit à Spa sous le nom de madame de la Pena, à l'hôtel du Midi qu'elle quitte bientôt pour une courte absence, en y laissant les enfants sous la garde de deux domestiques.

A partir de ce moment s'engage, tous les deux jours, un échange régulier de lettres entre Spa et Sainte-Marguerite.

Le 3 août une dépêche de Gênes parvient à Nice, à l'adresse de Doineau. Elle est ainsi conçue :

Doineau, villa Gaston, Nice.

La maison est louée dans les conditions voulues.

Signé : RÉVILLA

Ce nom dissimule celui de madame Bazaine.

Le lendemain, Doineau vient faire visite au prisonnier

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.

auquel il a toute liberté de communiquer le télégramme lui faisant connaître que la location du bateau est assurée.

Et, pendant qu'elle s'occupait en Italie des préparatifs de l'évasion, madame Bazaine continuait à faire expédier de Belgique une correspondance destinée à tromper tout le monde, et dont voici un échantillon traduit de l'espagnol :

Spa, 7 août 1874.

Petit mari,

Il n'y a rien de particulier, sinon que nous faisons de belles promenades et que nous prenons les eaux, Alphonse et moi. Mon beau-frère m'écrit de Paris qu'il est très triste de notre voyage ; il aime beaucoup les enfants, et ils réjouissaient sa maison, car il est si bon. Après mes eaux, j'irai te rejoindre et je t'assure que ce moment mon cœur le désire avec anxiété, car maintenant je t'aime davantage parce que tu es disgracié. J'ai foi en Dieu et, pour ma part, je crois beaucoup en ton étoile, et j'ai grande confiance.

Mille baisers
TA JOSEPHA

Afin de donner à la tromperie un caractère plus vraisemblable, cette lettre était suivie, sur le même papier, d'un délicieux bavardage d'enfant, où son fils Achille lui apprenait l'arrivée à Spa de Lola, et la joie qu'en éprouvait le jeune Alphonse, son frère.

Le samedi 8 le colonel Willette avisa Marchi de son départ pour lundi à six heures du matin. Celui-ci en rend compte à son Ministre. Ce même jour, le Préfet des Alpes-Maritimes, M. le marquis de Villeneuve-Bargemon, s'était présenté au fort en compagnie de la comtesse della Torre, de Turin ; le marquis de Bargemon demanda pour elle la permission de visiter la prison et le prisonnier. Comme Marchi alléguait que cette autorisation ne pouvait être accordée sans l'assentiment du Ministre de l'Intérieur, le Préfet répondit que sa qualité lui permettait de se passer de l'autorisation et qu'il en rendrait compte. Sur quoi, offrant son bras à la comtesse, le directeur la conduisit voir le prisonnier avec lequel elle s'entretint un instant.

Le lendemain, après le dîner, Marchi se promène sur la terrasse avec Bazaine et le colonel Willette. Ils font même une

causerie sur le banc qui est à l'aplomb du mur du petit pont par où on entre chez le détenu et qui jouera un rôle au procès. Bientôt le colonel engage l'ex-maréchal à rentrer, en lui faisant remarquer que lui-même doit partir le lendemain de bonne heure. Le directeur leur souhaite le bonsoir et les voit rentrer dans leur appartement.

Rien de suspect ne se manifeste nulle part. Il se retire l'esprit en repos et la conscience tranquille.

Le 10 août, dès le matin, un matelot est introduit auprès de Marchi. Il vient lui réclamer une embarcation louée la veille au soir, par madame Bazaine et son neveu, à Marius Rocca, à la pointe de la Croisette. La locataire a remis un louis au propriétaire en déclarant qu'il pouvait se dispenser de les accompagner son frère et elle. Depuis lors, on ne les a point revus, non plus que l'embarcation. Le directeur s'étonne, s'inquiète. La maréchale serait revenue et il n'en saurait rien ? Voilà qui est extraordinaire ! Il est neuf heures du matin. Rien ne remue dans le logement du détenu. Marchi s'en va frapper à la porte de Bazaine. Il rencontre le gardien-chef qui lui dit que le maréchal repose encore parce qu'il s'est levé de bonne heure pour faire ses adieux au colonel Willette.

Croyant que le gardien-chef a vu son prisonnier, le directeur se retire dans son bureau. Quelque temps plus tard le gardien-chef, la mine effarée, vient l'y rejoindre en s'écriant :

— La farce est jouée ! Le prisonnier s'est évadé.

— Vous ne l'avez donc pas vu ce matin ?

— Non, monsieur le directeur.

— Misérable ! Vous m'avez trompé.

Affolé, Marchi court précipitamment à la détention. Il entre dans le logement de Bazaine et va droit à la chambre à coucher. Il y constate que la couverture est faite et que la chemise de nuit s'étale sur le lit. Mais ce lit n'a pas été occupé de la nuit. Le prisonnier ne s'est pas couché.

Tout de suite il fait mander le capitaine du détachement avec l'aide duquel il commence une enquête sommaire. Leurs premières recherches leur font découvrir une jumelle derrière le parapet Nord, puis une longue corde au pied du rempart. Cette corde est tachée de sang. Elle est en chanvre usagé et compte 25 nœuds, distants de 0 m. 50 chacun. A cet endroit la hau-

teur au-dessus de la mer est de 12 mètres du parapet aux rochers et de 10 mètres à pic jusqu'au niveau de l'eau. La descente a pu être effectuée en deux fois, en prenant pied au milieu.

La suite de leur enquête leur permet rapidement de se rendre compte de ce qui doit s'être passé. Marchi s'empresse de télégraphier à son Ministre :

10 août 1874.

Directeur Sainte-Marguerite à Intérieur, Paris.

Le prisonnier s'est évadé la nuit dernière. Le coup a été certainement fait par M. le colonel Willette qui a quitté Sainte-Marguerite ce matin. Le prisonnier est passé sous les yeux du factionnaire, après avoir ouvert sa fenêtre. L'ex-maréchal, selon probabilités, s'est dirigé vers l'Italie et a été aidé par une femme et un monsieur que je soupçonne être madame Bazaine et M. Rulle.

Après quoi il se rend à Nice pour informer le Préfet des Alpes-Maritimes de l'événement et revient à son poste vers sept heures du soir.

Quand on apprit la fuite de Bazaine, ce fut dans la France entière une stupeur rapidement suivie d'incrédulité quant aux circonstances de l'évasion. Beaucoup de gens accusèrent le gouvernement de complicité et de complaisance. Quant aux habitants du pays, ils n'hésitèrent pas à proclamer leur conviction : on lui a ouvert la porte.

Dans la nuit même de son retour, le malheureux directeur voyait commencer la série des ennuis et des déboires qui allaient le conduire sur les bancs de la Correctionnelle. A onze heures on venait le réveiller pour lui annoncer l'arrivée au fort d'une escouade de gendarmerie.

Le lendemain arrivaient successivement M. Raymond, avocat général à Aix, chargé de l'instruction par le Ministère, M. Tappié, procureur de la République à Grasse, et Verani, juge d'instruction au même siège, un chef de bataillon et un lieutenant de gendarmerie, le général Lewal, et enfin M. de Villeneuve-Bargemon, le préfet du département.

A tous les chefs de Parquet et commandants de gendarmerie de France, le procureur de la République télégraphie

pour les aviser de l'évasion, et ordonner l'arrestation du colonel Willette. Puis il ajoute :

Voici le signalement de l'ex-maréchal : taille 1 m. 70, gros, soixante-cinq ans, cheveux grisonnants et courts, front petit.

Signalement de madame Bazaine : petite, très brune, de vingt à trente ans, traits réguliers.

Rulle est un homme grand, jeune, bouche grande, lèvres grosses, très brun. M'adresser à Cannes tous les renseignements.

Il était trop tard ! Exception faite pour le colonel Willette, les oiseaux étaient envolés.

Arrivant à Marseille à deux heures de l'après-midi, ce dernier se faisait servir au buffet un plat de flageolets et une côtelette. Guetté par M. Giacometti, commissaire spécial du chemin de fer, comme il soldait l'addition et se disposait à continuer sur Paris, il fut arrêté.

Après avoir demandé, et obtenu, la permission de télégraphier à sa femme, il fut conduit en coupé au fort Saint-Nicolas, où on l'interna dans la chambre 31 en attendant son transfert à Grasse. Accourue dès la nouvelle de son arrestation, sa femme ne put être admise à le voir, car il était au secret. Toute la journée ce fut une série d'enquêtes et d'interrogatoires. Parallèlement à l'enquête judiciaire, le général Lewal en menait une autre pour le compte de l'autorité militaire.

Deux télégrammes chiffrés vont nous fixer sur les divergences d'opinions qui en résultèrent :

Nice 12 *août* 1874. — Général Lewal à Ministre Guerre.

L'enquête se poursuit. Il y a des points difficiles à fixer. Après une expérience faite devant nous par un officier du IIIe, je persiste à penser que Bazaine ne s'est pas évadé au moyen de la corde trouvée, mais très probablement par la poterne dont le directeur seul avait la clef. Les plus graves soupçons pèsent sur lui, et il se disculpe mal [1]...

Et cet autre du lendemain.

Nice 13 *août*. — Préfet à Ministre Intérieur.

... Je me suis convaincu que l'ex-maréchal s'est évadé dimanche soir entre 9 heures et demie et 10 heures, en descendant par une corde à nœuds. Cette tentative d'évasion était très téméraire [2]...

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministère de l'Intérieur.

Accusé d'une complicité qu'il repoussait de toutes ses forces, le gouvernement tenait à sévir pour se dégager. Il y tenait sans doute d'autant plus qu'il ne devait pas être sans se rendre compte que ses trop nombreuses complaisances pouvaient avoir facilité l'évasion et que son double jeu le mettait en mauvaise posture. Aussi, le soir vers quatre heures, Marchi et les gardiens sont arrêtés. Les chaînes aux mains, on les enferme dans l'ancienne prison du Masque de fer. Et le 12 août on pouvait lire dans le *Journal Officiel* :

Dans la nuit du 9 au 10 août l'ex-maréchal Bazaine s'est évadé de la maison de détention de Sainte-Marguerite.

Le gouvernement a prescrit une enquête. Ceux qui auraient procuré ou facilité l'évasion seront punis conformément aux lois.

Pendant ce temps Bazaine, qui était arrivé à bord du vapeur italien *Barone-Ricasoli*, un panier à la main, faisait le voyage en seconde classe comme domestique de sa femme. Elle voyageait avec son neveu, sous le nom de duc et duchesse de Révilla, et avait loué ce petit vapeur à la compagnie Génoise Gerano Danovaro. A midi ils débarquaient à Gênes, le 11 août, et prenaient le train Turin-Bâle pour se rendre à Cologne. Dans cette dernière ville le général Kemmer, son principal adversaire, le 1er septembre 1870, à la bataille de Sainte-Barbe, rendit visite en tenue à Bazaine et le salua du titre de Maréchal.

Bazaine n'avait pas manqué d'aller à Arenenberg afin de présenter ses hommages à l'ex-Impératrice et au prince Impérial. Il paraît qu'il ne reçut pas l'accueil auquel il s'attendait.

Dès le 11 août, son frère Dominique avait écrit au *Figaro* une lettre réfutant les allégations d'un journal du soir. Il y protestait avec énergie que « jamais le Maréchal n'a donné sa parole de ne point s'évader du fort de Sainte-Marguerite ».

Et plus tard, quand Marchi, dans sa brochure défensive, reviendra sur cette question du serment, Bazaine écrira à son frère :

Madrid, 31 mars 1883.

Frère chéri,

... L'article est rédigé dans un mauvais esprit et, en outre, la plupart des faits qu'il signale sont faux. Je n'ai jamais donné ma parole de ne pas m'évader, et la terrasse où je me promenais était

entourée de sentinelles. J'avais fait dire par Marchi au Ministre de l'Intérieur que, si on me laissait promener dans l'île, je donnerais ma parole de ne rien tenter. Il n'y a jamais eu d'autre promesse de faite [1]...

Depuis l'évasion ce n'était plus seulement le fort, mais l'île tout entière dont la visite était interdite aux excursionnistes. Aussi la population ne cessait-elle de maugréer contre le tort causé à son commerce par cette défense qui éloignait de son rivage tous les curieux des deux mondes, pour lesquels la visite de la cellule du Masque-de-Fer est une halte obligatoire !

Les langues s'étant déliées, on apprit que, le soir de l'évasion, à la pointe du Masque-de-Fer, située sur la Croisette juste en face de l'île, une vieille femme avait été interrogée par un couple qu'elle prit pour des amoureux en quête de promenade sentimentale. Ils lui avaient demandé à qui s'adresser pour la location d'une barque ? Renvoyés par elle à M. Bernard, marchand d'huiles à Cannes, celui-ci leur exposait qu'il ne pouvait satisfaire leur désir. Il les adressait à un pêcheur du nom de Marius Rocca, avec qui ils firent affaire en lui donnant un louis sans vouloir recevoir de monnaie parce qu'il pouvait leur arriver de garder la barque trop longtemps.

Comme ils s'éloignaient à l'aviron, M. Bernard instruisit Rocca du nom de la dame qu'il avait très bien reconnue. Enchanté, le pêcheur ne s'inquiéta que le lendemain de ne pas avoir vu revenir sa barque qu'il supposait gardée dans l'île. Elle fut retrouvée le même jour. en dérive beaucoup plus loin.

Le 19 août, madame Bazaine elle-même, interrogée à Spa par un journaliste parisien, donnait de l'évasion un récit mélodramatique auquel rien ne manque de ce qui peut en relever l'intérêt ! En même temps elle écrivait au Ministre de l'Intérieur une lettre dont l'objet principal semblait être de mettre hors de cause le colonel Willette. Voici le passage qui a trait directement à l'évasion :

... Le capitaine, au moment d'aller faire viser sa patente au golfe Juan, nous a demandé où nous voulions aller et à quelle heure ? Nous lui avons répondu : nous allons dans une villa tout près d'ici,

1. Lettre inédite.

ramener un domestique et peut-être une femme de chambre, et repartirons la nuit pour Nice vers minuit, comptant revenir lundi si le Maréchal n'avait pu descendre le dimanche. A 7 heures et demie, nous avons quitté le bateau dans un canot du bord et nous nous sommes fait débarquer près de la Croisette, afin de ne pas compromettre les matelots du bord. Là, nous avons gagné la Croisette à pied, où nous avons loué une barque pour faire une promenade. La mer étant très mauvaise, et sachant à peine l'un et l'autre ramer, nous ne sommes arrivés au pied du fort (face Saint Juan) qu'entre 9 heures et demie et 10 heures. Là, nous avons *vu* descendre le Maréchal par la corde, et pour lui indiquer où était la barque, nous avons frotté une allumette. Le Maréchal a immédiatement répondu par une allumette aussi, pour nous indiquer à quel point il en était de sa descente, et peu après il s'est jeté à la mer pour gagner la barque dans laquelle mon neveu l'a fait monter ; le Maréchal était contusionné et ses forces étaient à bout. Nous avons été ensuite tous les trois à la recherche du canot du bord qui devait nous attendre à l'endroit où nous l'avions laissé. Après l'avoir retrouvé, en surmontant de grandes difficultés, nous avons changé de canot, faisant remettre l'autre sur la côte par un des matelots. Une fois arrivés à bord, nous avons donné, mon neveu et moi, l'ordre au capitaine, qu'il fallait réveiller parce qu'il était une heure du matin, de faire route immédiatement sur Gênes, où nous sommes débarqués le 10 août à onze heures du matin.

Voici la vérité, monsieur le Ministre,

Je vous salue.

BAZAINE

Et maintenant méditons ce passage d'un article envoyé au *Daily Telegraph* par son correspondant, à l'issue d'une visite à Sainte-Marguerite, dès le 8 février !

Si quelqu'un voulait s'échapper de cet endroit, cela serait fort facile. En regardant par-dessus les créneaux, la descente jusqu'à la mer serait très facile et pourrait être opérée sans grand effort, et une barque attendant au pied de la falaise pourrait, à la nuit, aisément enlever le prisonnier.

Sans doute ! Mais qui nous dira la manière dont a vraiment eu lieu l'évasion de Bazaine ?

G. DE RAULIN

LES LETTRES ET LA VIE

« ... Il n'en est plus de même aujourd'hui pour les études et les écrits relatifs à la campagne de 1914-1918 qui, jusqu'au moment où les archives nationales auront été publiées, ne peuvent être basés que sur des documents personnels presque toujours incomplets ou sur des souvenirs insuffisamment contrôlés n'offrant pas toutes les garanties d'exactitude désirable. Le moins qu'on en puisse dire — et c'est déjà trop — c'est que leur impartialité doit être mise en doute et qu'à tort ou à raison on peut voir dans tout écrit de ce genre des préoccupations d'ordre personnel. »

Ainsi s'exprime l'exposé des motifs du décret en date du 1er mai enjoignant aux officiers sous les drapeaux (active ou réserve) de soumettre désormais leurs écrits à l'approbation de l'autorité militaire. Et « le moins qu'on puisse dire » de cet exposé, c'est que, fond et forme, il n'est pas de bronze.

D'abord, n'y a-t-il pas quelque chose de tendancieux à accuser en bloc d'inexactitude et de préoccupations personnelles les souvenirs de tous les combattants, surtout si l'on fait précéder l'accusation de cette réserve évasive : « à tort ou à raison »? Mieux eût valu, en tout cas, ne pas laisser à l'autorité militaire cette latitude de se prononcer à tort.

Puis de quels principes s'inspirera-t-on pour accorder ou refuser l'*imprimatur*? Où commence la partialité et où l'impartialité cesse-t-elle? A quoi se reconnaît la préoccupation d'ordre personnel et comment la discerner de la sincérité? Par quels moyens, en pleine paix, du fond d'un bureau, con-

tester les souvenirs d'un combattant, tout palpitants des impressions vécues et tout imprégnés de la bataille? En prêtant même aux arbitres la sagesse d'Haround-Al-Raschid, la compétence de Minos, la vertu d'Eaque et le flegme de Rhadamante, on voit encore les mille injustices où le décret risque de les entraîner...

A vrai dire, la décision ministérielle ne tente rien moins qu'une révolution complète des règles admises jusqu'ici dans l'art d'écrire l'histoire.

Ne devront compter pour l'historien futur de la guerre que les pièces des archives nationales, seuls témoignages authentiques et dignes de foi. Quant au reste, carnets de combattants, souvenirs du front, mémoires d'officiers subalternes ou supérieurs ou même généraux, au panier, à la hotte ! Documents suspects en principe et doublement à rejeter quand ils contrediront les pièces officielles.

En un mot, au lieu de l'Histoire libre, impartiale, puisant à toutes sources, écoutant toutes voix, que l'on nous avait appris à aimer et à respecter, l'Histoire en grande tenue, l'Histoire en service commandé, le regard à vingt pas et le petit doigt sur la couture du pantalon.

C'est évidemment une conception. Mais quel accueil recevra-t-elle des intéressés, des historiens, du public lettré? Je ne jurerais pas qu'il sera favorable.

Lisez plutôt ces lignes tirées d'un ouvrage récent et qui semblent répondre d'avance au décret d'hier. L'auteur, un sous-lieutenant, vient de constater les contradictions manifestes entre la façon dont certaine pièce officielle relate un des plus poignants épisodes de la guerre et la façon dont les faits se sont passés en réalité. Puis il s'écrie :

« Voilà comment on écrira l'histoire dans cinquante ans, quand, les témoins étant morts, les historiens consciencieux, désireux de remonter aux bonnes sources, liront les Archives de lÉ'tat-Major ! Crions-leur tout de suite : « Casse-cou ! » Mettons-les en garde contre cette vaste entreprise d'atténuation de la vérité que j'ai vue s'accomplir jour à jour, sous mes yeux. Et s'ils n'en tiennent pas compte, ils nous feront douter de l'histoire entière. Quand je vois un historien aussi averti que Louis Madelin consulter gravement les archives officielles,

se faire remettre et ouvrir avec un saint respect les registres du G. Q. G., bien plus, y croire aveuglément sans essayer de les contrôler, de les critiquer par des témoignages ou simplement par les comptes rendus des comités secrets qui ont une valeur certaine puisque, le ministre de la Guerre y assistant, la contre-partie existe, je ne peux m'empêcher d'être déçu. Louis Madelin se console peut-être en se disant qu'il fait une œuvre utile à la France. Il se trompe, c'est la vérité seule qui est utile au pays ; quand il verra les mêmes erreurs se reproduire, peut-être regrettera-t-il sa fidélité et son esprit d'obéissance. »

Mais, me demanderez-vous tout de suite, quel est donc ce protestataire? D'où prend-il le droit de parler si fort? Quelles « garanties d'exactitude » offre-t-il? Un sous-lieutenant, juger avec cette désinvolture les rapports des grands chefs ! Officier de troupe, qu'a-t-il pu savoir de l'ensemble des opérations? Officier d'état-major, est-ce par-ci par-là un « papelard » un peu maquillé, un peu enjolivé par le troisième bureau de la division et du corps d'armée, qui l'autorise à jeter ainsi la suspicion sur la totalité de nos archives de guerre? Et si même la pièce qu'il chicane émanait du commandement suprême, la preuve que cette pièce, fût-ce au prix de quelques inexactitudes apparentes, ne présentait pas cette synthèse qui constitue la vérité historique — cette vérité supérieure qui, en bas, se perd, s'émiette, s'évanouit dans la menuaille des actions isolées, et qui ne peut se saisir clairement qu'en haut, au point d'où tout partait et où tout aboutissait : c'est-à-dire au Grand Quartier Général des armées.

D'accord, absolument d'accord. Pourtant ne vous excitez pas à votre triomphe, car précisément la citation ci-dessus est extraite d'un ouvrage qui nous décrit le Grand Quartier durant la guerre, sous ce titre aussi pittoresque que militaire : *G. Q. G. Secteur 1*[1] ; et l'auteur n'est autre qu'un officier affilié à cet organisme : le sous-lieutenant Jean de Pierrefeu.

*
* *

Vous imaginez bien que je n'entreprendrai pas de discuter au point de vue militaire les deux volumes de M. de Pierrefeu.

1. Edition Française Illustrée.

Je laisserai ce soin aux spécialistes-stratèges, dont pendant cinq ans nous avons été à même d'apprécier chaque jour le savoir et la clairvoyance. Ici ce ne sont que les qualités littéraires des ouvrages qui nous occupent. Et dans l'ouvrage en question, elles sont d'ailleurs assez remarquables et assez variées pour nous laisser encore beaucoup à dire.

Mais, au fait, que je vous présente l'auteur, si, par hasard, vous ne le connaissiez pas.

Comme militaire d'abord. États de services aussi brillants que brefs. Blessé au début de la campagne, versé dans l'auxiliaire, M. de Pierrefeu, en 1915, a été affecté au G. Q. G. pour y rédiger le communiqué. Affectation qu'il conserva jusqu'à la clôture des hostilités et qui lui permit, durant quatre ans, de s'initier quotidiennement aux rouages de la Maison suprême.

En tant qu'écrivain, son cas est plus complexe et mériterait toute une étude. Avant la guerre, comme journaliste, il s'était distingué dans presque toutes les rubriques de la partie : chronique, critique dramatique et principalement critique littéraire. Depuis la guerre, il s'est révélé historien, publiant coup sur coup deux petits volumes sur la *Dernière bataille de la Marne* et sur l'*Offensive du* 16 *avril*, véritables modèles de précision et de mouvement. Demain il nous donnerait un roman excellent ou une pièce de théâtre accomplie, qu'il n'y aurait pas à s'étonner. Essentiellement un littérateur qu'on sent apte à toutes les catégories de la littérature.

Il a une forte culture, un style alerte et aigu. Il a l'abondance, la facilité, la verve — et leur parure : l'élégance. Mais tous ces dons ne le caractérisent qu'à demi. Je verrais pour lui cette définition : c'est un tempérament, une nature, dont son nom même semble l'expression. Pas de sentiment, pas de sensation, pas d'idée qui le frôle sans qu'il ne rende des étincelles. Il n'écrira jamais rien de froid ni de sang-froid : toujours de la chaleur et toujours de l'élan. Il m'a comparé à Fontenelle. Je serai plus gentil : je le comparerai à Diderot.

Seulement, à l'inverse du grand encyclopédiste, M. de Pierrefeu ne me paraît guère homme à se cantonner, sa vie entière, au service d'une foi unique. Silex assurément, mais aussi amadou, son cerveau réalise une sorte de briquet com-

plet. Il répondra à tous les chocs mais prendra feu aux flammes qu'il jette. Ainsi, avant la guerre, rien de plus primesautier, de plus abandonné, et, au sens propre du mot, de plus déréglé que la critique littéraire de M. de Pierrefeu. Sa fougue se laissait négligemment emballer aux pentes de la sensibilité, des impressions, des prédilections de l'heure. C'était la critique de l'honnête homme, du fin lettré qui n'écoute d'autres voix que celles de son goût, de son instinct. Depuis la guerre, une rencontre : il s'est heurté sur sa route à la Doctrine. Et ce fut aussitôt un nouveau béguin. Il veut maintenant des règles, des principes, et, comme jadis Brunetière parlant de Lemaître, dans toute critique libérée des dogmes il ne voit plus que « doctes gamineries ». Ne vous fiez pourtant pas trop à ce brusque dogmatisme. Que ce soir, en passant, la Fantaisie lui refasse un petit signe, vous reverrez peut-être M. de Pierrefeu fulgurer pour elle d'un regain de passion et s'élancer à sa poursuite, plantant là préceptes et systèmes. En réalité, son inflammabilité d'esprit l'exposera toujours aux chiquenaudes de toutes les idées, fût-ce les plus adverses. La rondelle tourne, l'étincelle jaillit et revoilà l'amadou de M. de Pierrefeu en feu...

Singulier témoin, singulier peintre pour le G. Q. G., allez-vous penser en évoquant les qualités primordiales que l'Histoire exige de ses adeptes : impassibilité, neutralité, frigidité. Et c'est là votre erreur, car justement M. de Pierrefeu ne dut le succès de son entreprise qu'au contraire de toutes ces qualités.

Le sujet était important mais délicat, scabreux, et chaque façon de le traiter exposait à d'égales embûches. On pouvait y procéder en libertaire, en anarchiste, d'un pinceau trempé de noir et chargé d'antimilitarisme ; et c'était la caricature, le pamphlet, la calomnie — le portrait taré de partialité. Ou bien au contraire, timidement, en accumulant les sages demi-teintes, les indulgentes retouches, le pastel qui ménage et le fard qui rafistole ; et c'était la fade grisaille ou la banale chromo. Ou bien essayer une mixture des deux manières, la douceur alternant avec l'âpreté, la révolte usifant des concessions au tact. Et ainsi de suite...

M. de Pierrefeu n'a pas tant calculé. Avec son ardeur native il y est allé bon jeu bon argent, sans évaluer avantages ni risques, jetant dans l'aventure tous ses capitaux de cœur et d'esprit, laissant faire à leur guise sa sensibilité, son intelligence, sa colère, son ironie.

Et le résultat de ces imprudences, ç'a été un des livres les plus passionnants, les plus amusants, les plus vivants — M. de Pierrefeu me pardonnera cette épithète — qu'ait produits la guerre.

Je vous ai dit, chez l'auteur, sa faculté de brûler continuellement des sentiments les plus opposés, aversion, sympathie, tendresse, bienveillance, malice, indignation, souvent envers le même objet et toujours selon le heurt qu'il en a reçu. Voyez les heureux effets de cette sensibilité protéiforme dans le tableau qu'il nous trace du G. Q. G. Jamais la distribution constante de pommade et jamais non plus le fiel à jet continu. L'une ou l'autre, seulement quand il faut, quand cela se présente, quand le peintre éprouve le besoin de les dispenser.

Quelles pages plus sévères, par exemple, que celles consacrées par M. de Pierrefeu à la morgue, aux préjugés, à l'esprit de caste, voire aux puérilités des brevetés? Mais l'instant d'après, voyant en action ce troisième bureau, cible permanente de ses moqueries, ces Jeunes-Turcs, bêtes noires de sa raison et de sa fierté, soudain il saisit l'importance immense de leur labeur, la grandeur de leur foi combative, tout ce que leur devra la France, tout ce qu'ils ont fait pour la victoire, et ce sera sur notre grand État-Major les lignes les plus chaleureuses qu'il ait inspirées.

Ou bien le contraire : le portrait de tel grand chef qui se profile sous les couleurs les plus agréables, dans la posture la plus favorable, un héros à la Plutarque ; puis crac, une faiblesse, une petitesse ; l'étincelle part, M. de Pierrefeu ne peut se garer, et le Bonnat s'achève en Forain.

Et dans les peintures d'ensemble sa franchise, sa spontanéité donneront le même relief.

Dès le premier jour, comme M. Marcel Boulenger (qui soit dit en passant vient d'obtenir, à l'applaudissement de tous les lettrés, le prix Stendhal), dès le premier jour M. de Pierrefeu

a senti combien Chantilly se rapprochait de l'ancien Versailles par les mœurs de cour royale qui régnaient au démocratique G. Q. G.

Là-dessus donc il sera intarissable en croquis de la plus piquante venue. Rivalités entre états-majors, entre bureaux, entre grands chefs, ceux de Joffre contre ceux de Castelnau, ceux de Nivelle contre ceux de Joffre, ceux de Pétain contre ceux de Nivelle, ceux du troisième contre ceux du deuxième, les questions de rang, les questions de logement, d'étage, d'influences, rien n'échappe à sa bonne humeur ou même parfois à ses rancunes bureaucratiques. Moins du Saint-Simon que du La Bruyère, mais un La Bruyère qui ne voudrait plus être peuple, et qu'aurait même gagné peu à peu la contagion des petits travers qu'il raille.

Mais cette cour n'est pas qu'une réunion de vaniteux ou d'oisifs exclusivement penchés sur des vétilles de préséances. C'est surtout, avant tout, la grande machine à faire la guerre, la grande usine à fabriquer la victoire. Et après la comédie des instants de répit que nous retraçait M. de Pierrefeu, à certaines minutes graves, voici dans tous ces ateliers de bataille la tragédie que l'auteur nous montre...

Lui-même d'ailleurs, à son insu ou de plein gré, il demeure toujours en scène. Il semble qu'on le voie, à chaque page, en personne, grimpant les escaliers, courant les bureaux, regardant, furetant, enfiévré de curiosité et de lutte, s'exaspérant de certaines funestes niaiseries, s'enthousiasmant pour tels nobles traits, agacé par les uns, charmé par les autres, jamais ataraxique, jamais indifférent... Ah ! durant ces cinq ans, là-bas, il s'en est fait de la bile et il s'en est fait aussi du bon sang !

Je songe en quittant avec regret son livre au rêve de tant de romanciers : s'abstraire de son œuvre, dresser d'autres personnages que soi, n'écrire qu'objectivement, produire non des confessions mais des créations.

Qui sait si souvent ce rêve n'est pas resté une chimère? Qui sait si les œuvres les plus humaines, c'est-à-dire les plus durables, ne seront pas celles où l'auteur s'est ingénument, totalement livré?

En ce cas les destinées du *G. Q. G. Secteur 1* s'annonceraient bien belles. Car sur notre Grand-Quartier on écrira sans

doute, par la suite, des ouvrages plus savants, plus doctrinaires, plus techniques. Mais je doute qu'on en écrive d'aussi humains.

***

Cette quinzaine aura d'ailleurs été celle du G. Q. G., puisque peu de jours après l'apparition du livre du sous-lieutenant de Pierrefeu, l'Académie procédait à la réception d'un autre officier de la maison, le capitaine d'É.-M. Henry Bordeaux, auteur d'ouvrages militaires estimés et en outre romancier plus que notoire.

M. Henry Bordeaux succédait à Jules Lemaître. Il m'a semblé que, dans le portrait qu'il nous a tracé de l'illustre critique, la tendresse l'emportait sur l'ingéniosité, et que de son œuvre il nous a donné moins la savoureuse substance qu'une minutieuse table des matières.

M. Henri de Régnier, qui répondait au récipiendaire, lui a accordé des éloges fermes et modérés auxquels tout le monde s'associera. Les saines idées qui se font jour dans les romans de M. Henry Bordeaux ne suffiraient pas, à elles seules, pour expliquer l'énorme clientèle qui est son lot. Un romancier honnête s'il n'a à son avantage que les bons principes n'obtiendra que des tirages restreints. Pour atteindre au delà, pour gagner le grand public, il faut chez lui l'accord de la vertu et de certains dons d'invention et de narration. Ce qui fut le cas pour M. Henry Bordeaux.

Sur Jules Lemaître, M. de Régnier n'a pas ajouté beaucoup à ce que nous en savions déjà. Néanmoins, dans son discours, une remarque d'ordre général me semble particulièrement à retenir pour sa justesse et sa portée :

« C'est dans la critique que Jules Lemaître a réalisé cette œuvre par laquelle survit un écrivain. Là, il est admirable et original... Cependant, si haut que nous placions son œuvre critique, ne négligeons pas ses autres écrits. Seuls ils ne lui eussent pas acquis le rang qu'il occupe dans les lettres, mais n'apportent-ils pas à sa critique même la force et l'autorité de l'expérience littéraire qu'il leur doit? Que Lemaître juge d'un poème, d'un roman, d'une pièce de théâtre, *nous aimons qu'il ait été poète, romancier, dramaturge, qu'il ait pratiqué lui-*

même les arts dont il raisonne, cela nous donne en lui une confiance particulière, sans pourtant que nous fassions de cette participation, effective ou non, un argument pour étendre ou restreindre la critique et pour élargir ou limiter son domaine. Nul ne pense à reprocher à un Brunetière qu'il n'ait pas écrit de vers, à un Faguet qu'il n'ait pas écrit de romans, *mais il ne nous déplaît pas qu'un Lemaître puisse ajouter à sa compétence intellectuelle cette sorte de familiarité technique* qui n'est pas un appoint à négliger si l'on cherche à définir les caractéristiques de son talent. »

Autrement dit, en langage courant : pour juger d'un art, pour y pratiquer la critique, rien de tel que d'être du bâtiment. Cette vérité première, vous vous rappelez peut-être que, depuis deux ans, je n'ai cessé de vous la chanter sur tous les tons. Je suis heureux de la retrouver dans la bouche de M. de Régnier, mais je n'en suis pas surpris, puisqu'elle résume l'opinion secrète ou avouée que professent sur la critique tous les poètes, tous les romanciers, tous les dramaturges, et que, de Baudelaire à Verlaine, à Huysmans et Becque, il n'est pas une génération qui ne l'ait justifiée en fait.

Brillante quinzaine donc pour le G. Q. G. Mais non moins brillante pour le roman.

En dehors du prix Stendhal, si bien adapté au nerveux et subtil talent de l'auteur de la *Cour*, c'est encore au roman que sont allées les deux plus grosses timbales académiques de l'année.

M. Edmond Jaloux, déjà couronné par la *Vie Heureuse* et par l'Académie, a poursuivi son heureuse carrière de romancier-lauréat en obtenant le *Grand Prix de Littérature*. Nos lecteurs, ne serait-ce que par *Fumées dans la campagne*, connaissent toute la finesse du talent de M. Jaloux, toutes ses qualités de sobre émotion. Ils applaudiront comme tous les lettrés à cette nouvelle couronne récompensant si justement une carrière si distinguée et si pleine.

Enfin c'est à un romancier qu'est échu, bien entendu, le *Grand Prix du Roman* : à madame André Corthis. Ici encore les longs commentaires seraient superflus, car vous n'avez certainement pas oublié le beau roman de madame Corthis, publié dans notre Revue : *le Pardon prématuré*, vous aurez

sans doute lu, depuis, le charmant et récent livre de l'auteur *Pour moi seule* et, par *Gemmes et Moires*, vous savez de quel délicat poète se double la lauréate.

Par contre, ce qui cette fois, comme toujours, m'a frappé, c'est le quasi-silence et la quasi-indifférence dont, dans la presse comme dans le public, on a accueilli ces flatteuses distinctions. J'avais déjà noté pareille apathie quand, il y a une dizaine d'années, l'Académie fit à un de mes amis l'honneur et la surprise de son plus important prix littéraire d'alors. Je m'attendais pour lui à un déluge de félicitations, à un débordement de publicité louangeuse ou malveillante. A ma stupeur, l'opinion ne parut pas plus s'émouvoir que si les « villégiatures » avaient annoncé son départ pour La Bourboule ou pour Veules-les-Roses. Tout juste si deux ou trois intimes lui adressèrent quelques compliments distraits. Le reste de l'univers semblait ignorer l'insigne faveur dont il venait d'être l'objet. J'en finis même par attribuer à l'envie une froideur si invraisemblable ; et il fallut la suite des années pour m'apprendre que mon ami n'avait fait que subir le sort commun de tous les lauréats académiques.

Curieux mystère ! Quand le prix Goncourt, pendant des semaines, soulève dans le monde littéraire des tempêtes dignes de l'équinoxe, quand les moindres lauriers provenant des moindres périodiques, mettent sens dessus dessous cénacles, librairies, gazettes, aux Grands Prix de l'Académie nul écho qui réponde, pas un bateau qui bouge, pas un falot. Nos Immortels ont beau décupler les sommes qu'ils allouent, ils ont beau accoler l'épithète retentissante de « grand » aux prix qu'ils accordent, cela ne fait pas plus de bruit qu'une pièce de deux sous tombant dans le gobelet de l'aveugle du pont des Arts. Et pourtant, jamais le prestige littéraire et social de l'Académie ne fut plus puissant qu'à l'heure actuelle ! Jamais sa Coupole n'exerça plus impérieuse fascination sur les littérateurs, les politiciens, et autres plus ou moins idoines ! Vous m'avouerez, c'est là une anomalie étrange et à laquelle il conviendrait de remédier sans retard.

Comment ramener sur ces hautes récompenses l'attention et l'intérêt du public? Par des candidatures ingénieusement contre-opposées, d'adroits simulacres de polémiques, des affi-

ches lumineuses, des hommes-sandwichs? Je ne sais pas. Mais sûrement il y a quelque chose à faire.

*
* *

Parmi la cinquantaine de romans parus durant le mois — je dis cinquante, c'est peut-être cent — et que leur tour d'ancienneté eût ajournés ici à Août ou Septembre (tant, avant eux, il y en a d'autres qui attendent), il en est cependant trois auxquels vous me permettrez d'accorder aujourd'hui un tour de faveur en raison des sujets qu'ils traitent : la jeune fille et l'amitié.

Ce ne sont certes pas là des sujets bien exceptionnels. Ce sont pourtant des sujets que le roman aborde si rarement qu'on se demande les raisons qui en écartent les romanciers.

Envers l'amitié, cette négligence s'expliquerait encore. Si l'amitié n'est pas uniquement « la société, le ménagement réciproque d'intérêts, et l'échange de bons offices » que nous peint La Rochefoucauld, elle n'en forme pas moins, dans l'ordinaire de l'existence, un sentiment placide, exempt de romanesque et prêtant donc peu aux essors de l'imagination.

Mais qui en dirait autant de la jeune fille, créature neuve et en voie de formation, âme provisoire et à la recherche d'elle-même, attachée encore à l'enfance par l'ingénuité et les ignorances, attirée par les instincts vers tout l'inconnu et tout le troublant de la vie, embryon d'épouse, embryon de mère, embryon d'amante? Quel champ d'opérations au contraire pour le psychologue qui pourra y capter dans leur source les premiers jaillissements du cœur féminin, y saisir en germe toute la femme de demain ! Et cependant combien peu s'avisent de tant de richesses à leur portée !

Est-ce cet esprit de mimétisme et ce goût du profit immédiat, qui, en littérature comme ailleurs, poussent la masse vers des régions déjà explorées? Est-ce paresse qui recule devant la difficulté des prospections nouvelles et l'incertain de leur rendement? Ou bien encore le tempérament masculin qui, souvent, à l'acidité ou à l'insipidité du fruit vert, préfère la pleine saveur du fruit au parfait degré de maturité?

Toujours est-il que, dans notre littérature, par rapport à

la part de la femme, celle de la jeune fille demeure infime.

Au théâtre, il y a trois siècles, un drame sentimental a mis aux prises un grand auteur avec la jeune fille. Il en est résulté cette transposition fameuse : Agnès. Et depuis lors, ç'a été le modèle-type, adopté une fois pour toutes, recopié, à des milliers d'exemplaires, par tous les dramaturges comiques ou autres. Et ce ne sera qu'après l'arrivée d'Ibsen, avec ses Walkures scandinaves, que l'on rencontrera sur notre scène chez Paul Hervieu, M. de Curel, M. Henry Bataille, des jeunes filles un peu différentes de l'ingénue réglementaire.

Dans le roman, presque les mêmes phénomènes. Les œuvres ayant pour héroïne centrale et principale la jeune fille se comptent. On citera de Stendhal *Armance* puis Mathilde la Môle. Balzac nous apporte *Eugénie Grandet, Pierrette, Ursule Mirouet, Modeste Mignon.* Mais ce sont moins des études de jeunes filles que des études de jeunes provinciales. Après lui, sauf l'Hermangarde de la *Vieille Maîtresse,* plus trace de silhouettes intéressantes. Car je ne suppose pas que vous trouviez beaucoup d'humanité soit à la toute théorique *Mademoiselle de Quintinie,* soit aux conventielles Sibylles et autres Julia de Trécœur d'Octave Feuillet.

Désormais, dans les romans, des jeunes filles de-ci de-là, plus ou moins vraies, plus ou moins heureusement venues, mais toujours personnages de second plan, se contentant de figurer dans l'action plus qu'elles ne la dominent. Et il faudra attendre jusqu'à *Fort comme la Mort* de Maupassant, pour que le roman nous offre un caractère de jeune fille, étudiée comme telle et comme telle fixant notre souvenir.

Il était donc fatal que le premier romancier de talent qui, littérairement parlant, s'attaquerait à la jeune fille et en ferait l'objet d'études sympathiques et suivies, non seulement attirerait une clientèle considérable, mais encore se créerait une véritable spécialité.

C'est en fait ce qui s'est produit pour M. Marcel Prévost. Quelle que soit l'importance ou sentimentale ou morale de romans comme *le Scorpion, l'Automne d'une femme, la Confession d'un amant,* les *Moloch,* M. Marcel Prévost reste avant tout dans le public et restera probablement dans l'histoire littéraire comme le peintre attitré des jeunes filles modernes.

Sans parler d'œuvres éducatives et monitrices, comme la série des *Lettres à Françoise*, les jeunes filles occupent un bon tiers de ses nombreux romans et non parmi les moins notoires. Après *les Demi-Vierges*, d'une actualité toujours brûlante, malgré trente ans d'âge, *les Vierges fortes*, après *les Vierges fortes*, les vierges détournées des *Anges gardiens*, bref, toute une galerie de silhouettes plus ou moins virginales que l'historien futur de nos mœurs chercherait vainement ailleurs et qu'il ne pourra se dispenser de consulter. Car chacune de ces figures n'est pas qu'une estampe détachée sur fond d'anecdote. Chacune, au contraire, est située moralement aussi bien que selon sa classe et nous offre ainsi sujets à réflexions soit d'ordre psychologique, soit d'ordre social.

Cette tendresse attentive pour la jeune fille, cette sorte de fraternelle familiarité avec ses élans, ses instincts, ses secrètes pensées, vous les retrouverez, sous leur meilleure forme, dans *Mon cher Tommy* [1], le premier roman que nous donne, depuis la paix, M. Marcel Prévost.

Le titre vous fait présager l'histoire qui se raconterait en deux lignes : dans l'hôpital auxiliaire installé chez ses parents, Simone de Prisse s'éprend d'un jeune aviateur anglais, Georgy Briggs, confié à ses soins, et, sitôt qu'il entre en convalescence, l'épouse.

Aventure sinon banale, du moins bien menue, si précisément ne l'animait et ne la surhaussait, outre les dons de narrateur de M. Marcel Prévost et la claire alacrité de son style, la peinture d'un nouveau type de jeune fille.

Après *les Demi-Vierges* et *les Vierges fortes*, Simone de Prisse nous présente une héroïne qu'on pourrait appeler *la Vierge franche*. Le journal où Simone nous conte les doux préludes de ses fiançailles témoigne en effet à la fois d'un double besoin et de voir clair en son cœur et de consigner ce qu'elle y découvre, fût-ce les sentiments les moins « reçus ». Au nombre de ceux-ci, le penchant qui l'entraîne vers le jeune aviateur n'est pas un des moindres à tourmenter sa curiosité, pour ne pas dire ses scrupules. Georgy, effectivement, dans le civil, est d'une condition sociale très inférieure à celle de Simone : petit commis de banque à Londres. Son

1. Fayard.

intelligence, d'autre part, comme sa culture, n'approchent que de loin celles de la jeune infirmière. Alors un brocard par-ci, un doute par-là, Simone finit par se demander si ce n'est pas simplement la beauté de cet Antinoüs de la Tamise, qui l'aurait conquise. Sentiment fort admis dans le folklore, dans la poésie, dans les opéras, où il est de règle que les beaux gas sont faits pour plaire aux belles filles. Mais dans la réalité, dans la société, dans le monde — sentiment un peu primaire et suspect de grossièreté. Voici donc un grave et tout nouveau problème qui se pose en littérature. Une jeune fille raffinée, délicate et de bonne famille peut-elle, sans déchoir à ses propres yeux, céder uniquement à l'attrait de la beauté physique? Après de longs débats intimes, comme bien vous supposez, Simone finit par conclure pour l'affirmative. Néanmoins ce n'est pas sans une résistance latente de ses préjugés natifs, de son éducation première, de ses intimes pudeurs. La solution satisfait son cœur, mais laisse sa conscience inquiète.

Par bonheur — s'il est permis d'appeler cela un bonheur — une rechute de Georgy exige l'ablation d'un de ses yeux. L'opération faite, le voilà borgne, et Simone constate avec joie qu'elle l'aime autant qu'avec ses deux yeux. D'où il ressort évidemment qu'elle ne le chérissait pas que physiquement. Sa conscience en convient, lui permet d'épouser Georgy. Et Simone ne le fait pas répéter deux fois.

J'avouerai que cette énucléation de fortune m'a un peu gâté la fin du récit. Il y a là je ne dirai pas une petite tricherie contre la vérité, mais comme un amendement concessionnel aux libres remarques de Simone sur la puissance de la beauté physique. J'eusse donc préféré qu'on épargnât au pauvre Georgy cette opération cruelle autant qu'arbitraire. D'ailleurs, si vous voulez mon arrière-pensée, l'opération n'eut jamais lieu que dans le livre. Georgy a gardé ses deux yeux et Simone l'a épousé quand même.

Erreur en deçà de la Néva, vérité au delà. L'autre jeune fille dont je vous parlais au début et dont M. Claude Anet nous relate les aventureux caprices, Ariane Nicolaevna, n'y met pas tant de façons ni d'hésitations que Simone. Déjà

quand elle était élève du lycée-gymnase, elle ne faisait nulle difficulté pour passer d'un flirt à l'autre, et quels flirts ! Son excellente tante et tutrice Varvara Petrovna ne lui avait-elle pas enseigné « à regarder l'amour à la façon des hommes »? Anna Varvara « prenait un amant quand l'envie lui en venait et le quittait lorsqu'elle en trouvait un autre à sa fantaisie ». De tempérament fidèle d'ailleurs, elle ne trompait jamais son amant « jusqu'au jour où un homme nouveau l'attirait. Elle était la femme d'un seul homme; seulement elle le changeait souvent ».

A cette école, vous devinez la liberté d'idées et d'actes qu'adopte Ariane. Néanmoins certains principes la retiennent encore.

> Maudit soit à jamais le rêveur inutile
> Qui voulut le premier, dans sa stupidité,
> S'éprenant d'un problème insoluble et stérile,
> Aux choses de l'amour mêler l'honnêteté.

Au lieu d'honnêteté, mettez comptabilité, cupidité, argent, vous aurez le credo d'Ariane. Elle ne répugne pas aux subsides des galants de rencontre. Elle n'en acceptera jamais de l'homme qu'elle aime. Et M. Claude Anet ajoute qu'en Russie — heureux pays pour les hommes aimés ! — un pareil scrupule est fréquent chez le sexe faible.

Mais qui sera jamais aimé de l'insensible et fantasque Ariane? Tandis qu'elle s'assure, par les moyens que vous imaginez, les ressources nécessaires pour suivre les cours de l'Université, le dompteur de la sauvageonne se présente sous les espèces d'un certain Constantin Michel, bellâtre blond, qui semble exercer le métier vague d'être « dans les affaires ».

Pour un homme dans les affaires, ce Constantin fait montre d'une rare candeur mêlée à une rare roublardise, puisque non seulement il ne s'enquiert pas des moyens d'existence d'Ariane, mais encore, sitôt qu'il les apprend, tombe dans d'effroyables crises de jalousie. Querelles, déchirements, voies de fait, et finalement rupture, quand, le jour même où il va quitter Ariane, lui est révélé ce mystère que je vais tenter d'énoncer : aux autres Ariane n'avait fait que se prêter ; elle ne s'était réellement livrée qu'à Michel...

Cette anecdote, contée avec finesse, vivacité et même émotion, s'intitule : *Ariane, jeune fille russe*[1]. Que croire sur ce titre ? Que M. Anet a voulu nous peindre *la* jeune fille russe ou *une* jeune fille russe?

Je pencherais plutôt pour la seconde hypothèse, car Ariane donne bien moins l'impression d'un caractère général que d'une créature bizarre, croquée au passage.

Vous objecterez que Carmen n'est pas autre chose. Cependant si gitane et si sévillane que nous apparaisse Carmen, en ses accoutrements, dires et gestes, elle garde je ne sais quelle humanité qui la rend assez proche de nous. Sous sa mantille et dans sa taverne hispanique, elle reste la courtisane, la tentatrice, l'éternelle Dalila. Je dirais volontiers que Carmen c'est encore une femme, tandis qu'Ariane n'est qu'un numéro.

« Il y a une littérature objective, fruit de longues expériences, œuvre laborieuse de l'âge mûr, travail d'historien, de moraliste et de sociologue, romans érudits, récits impersonnels où l'écrivain fait renaître quelque groupe humain tout entier. Mais il en est une autre, intérieure, « lyrique », intime, qui a besoin de la jeunesse et qui en vit, qui voudrait fixer les masses insaisissables du sentiment parmi les souffles furtifs et les appels du rêve ; reflets sur l'eau, poussières d'aile ! Celle-là n'a qu'une heure. Elle effleure à peine, elle est fuyante, et elle passe.... Peut-être a-t-elle fui trop vite, je n'ai pu recueillir son rapide enseignement. »

« Valentin et moi nous commentions ce passage de *la Vie de Frédéric Nietzsche* par M. Daniel Halévy, qui nous semblait à la fois une consolation et une menace : « Madame Forster Nietzsche raconte que son frère ayant un jour exprimé son dégoût des romans et de leur monotone amour, quelqu'un lui demanda quel autre sentiment avait la force de le passionner : « L'amitié, dit-il. Elle détermine absolument les mêmes crises » que l'amour, mais dans une atmosphère plus pure. D'abord » une attraction réciproque déterminée par des convictions » communes, l'admiration, la glorification mutuelles, puis » d'une part, la méfiance, et d'autre part des doutes sur l'excel- » lence de l'ami et de ses idées ; la certitude qu'une rupture

1. Éditions de la Sirène.

» est inévitable et que pourtant elle sera douloureuse... Dans » l'amitié il y a toutes ces souffrances et d'autres encore » impossibles à dire... « Alors nous tentions de préparer en nous-mêmes le miracle. »

« Qu'était Valentin Lopez ? Je le voyais depuis plusieurs années... J'avais reconnu en lui une solitude morale pareille à la mienne. Et l'amitié était venue ; nous ne l'avions pas vue venir. Déjà je n'avais plus la liberté de choisir et Valentin était moins libre que moi ! Les inévitables épreuves d'une semblable union nous apparaissaient à tous deux ; mais tandis que je n'attendais rien au delà, Valentin ne pouvait se défendre d'espérer encore les émotions à peine imaginées de l'amour... Pour moi je cherchais surtout à le protéger contre l'ardeur de vivre, contre les premiers pièges de l'âme fascinée, contre l'amour. »

« Ne pouvant jeter le soupçon sur la nature d'une amitié étalée au grand jour, d'un sentiment rare qui nous inspirait presque une sorte d'orgueil, madame L... ne cessait d'éclairer Valentin, disait-elle, sur le sortilège qu'il subissait. »

Les quatre citations qui précèdent vous fournissent le ton et le thème psychologique du roman que, sous le titre de *Pénombre*[1], vient de publier M. R. d'Argenson.

Et pour vous faire sentir complètement tout ce que le livre renferme d'originalité, de force et d'émotion passionnelle, il suffira de vous en analyser en quelques lignes la donnée.

André donc — nous ne lui connaissons pas d'autre nom — André, esprit cultivé et de haute classe, s'est pris d'amitié, je devrais même dire épris d'amitié pour un jeune Sud-Américain, Valentin Lopez. Mais André est marié et, sans professer pour sa femme un sentiment violent, il la chérit d'une délicate affection. Or Élisabeth, la femme d'André, est charmante. Valentin ne tarde pas à être ému par son charme. Et André constate soudain qu'il n'est que temps d'intervenir. Seulement en lui, ce n'est pas le mari qui souffre de cette découverte, c'est l'ami. Ce n'est pas sa femme qu'il redoute de perdre, c'est son jeune camarade. Et le voilà prêchant à Valentin le renoncement, non au nom des devoirs de l'amitié, mais au nom de ses douceurs. Valentin subjugué renonce, va rejoindre en

1. Vanier.

province sa famille qui le réclame. Séparation trop cruelle pour durer. André l'a bientôt rejoint, ressaisi. Mais voici de nouveau sur leur route le grand ennemi de leur tendre commerce, l'Amour, la Femme, madame L..., allumeuse perverse et dont l'attrait diabolique finit par entraîner Valentin. Alors André désespéré recourt aux grands moyens pour ramener l'infidèle. Il rappelle Élisabeth qu'il avait envoyée en province. Il réintègre auprès d'elle Valentin... Et se produit l'inévitable : Valentin incapable de s'en tenir au platonisme, repris de désirs fous pour Élisabeth. André intervient encore. Hélas ! cette fois vainement. Valentin, las de ces déchirements, se résigne à quitter cette Europe où l'amitié se montre si hostile à l'amour et décide de regagner ses pampas. André et Élisabeth l'accompagnent jusqu'à l'embarcadère... Ils ne se sont plus jamais revus.

Une pareille donnée, ainsi résumée, semblera aux uns bien scabreuse, à d'autres quasi vaudevillesque. Mais en lisant le livre, vous en sentirez sûrement la beauté, la noblesse et vous ne songerez ni à vous scandaliser ni à sourire. Il y a là, s'exprimant dans un style à la fois ardent et sobre, une sincérité d'exaltation, une sorte de piétisme passionné et lyrique qui emporte préjugés et ironies.

Seul défaut à y relever : l'auteur est imprégné, j'écrirais même infecté de souvenirs littéraires. A toute page ce sont de continuels rappels de chefs-d'œuvre célèbres, de maîtres reconnus. Et souvent même de chefs-d'œuvre contestables comme tels ou de maîtres qui n'ont de la maîtrise que le titre.

A part cela, je ne trouve qu'à louer. Je ne connais pas M. R. d'Argenson. Je ne sache pas qu'il ait publié d'autre livre que celui-là. J'ignore s'il en écrira un second. Mais ce dont je garde l'intime conviction, c'est que *Pénombre* forme un des romans les plus neufs, les plus curieux qu'on nous ait donnés depuis longtemps.

***

Rien de plus amusant que la discordance entre les nobles aspirations du public des premières et les œuvres auxquelles il se plaît réellement. Tous les ans, à la rentrée, il n'y a dans ce public qu'une voix, articles, interviews, conversations, pour

flétrir les pièces traitant de l'amour : « Assez d'amour ! Assez d'adultère ! Assez de petits rez-de-chaussée ! Assez de « chienneries », comme disait feu Porel. La vie, la société ne se bornent pas à ces amusettes. De l'air, de l'espace, des grands sujets ! » Mais donnez demain au même public une bonne petite pièce d'amour, bien conditionnée selon les recettes d'usage, sentiment, sensualité, esprit, alternant ensemble, — du coup, oubliés, tombés dans une trappe, les desiderata ci-dessus ! Ce sera l'emballement complet et la pièce portée aux nues.

Nous venons d'avoir de ces enthousiasmes un exemple avec *Une faible femme*, de M. Jacques Deval, qui a obtenu un triomphe éclatant. C'est une pièce présentant un singulier mélange d'entrain juvénile dans l'exécution et de sénilité dans les procédés ; un modèle accompli de la « comédie légère » de sentiment, qui semblerait écrit par tel ou tel vieux routier du genre, n'était le souffle de jeunesse qui y passe. Dès maintenant, M. Jacques Deval se montre en pleine possession de ce qu'on appelle le métier théâtral ; le jour où, renonçant à ce métier, il s'abandonnera à sa fougue, qui me paraît indéniable, on peut espérer de lui des œuvres intéressantes.

A vrai dire, j'augurerais pourtant mieux de la carrière dramatique de deux jeunes auteurs représentés au cours de cette quinzaine : M. Martial Piéchaud et M. H.-R. Lenormand.

Mademoiselle Pascal, de M. Martial Piéchaud est une pièce sans brio, sans ficelles, mais qui témoigne de réelles aptitudes pour la comédie sincère, humaine et de véritables dons d'émotion. M. Martial Piéchaud a fait là un début qui promet beaucoup pour le théâtre honnête, et vous savez ce que j'entends par cette épithète.

M. H.-R. Lenormand, dans sa pièce précédente, accusait l'influence exercée sur lui par Ibsen. Dans *les Ratés* on sentirait plutôt celle de Dostoïewski. Un peu éparse et fragmentée, cette tragédie moderne nous offre deux caractères rendus avec force et sensibilité : une comédienne errante et son infortuné mari, réduit, par la tendresse qu'il lui porte et par la misère qui l'opprime, aux plus tragiques complaisances. Les scènes entre les deux époux, les meilleures de l'œuvre, ont à la fois la vigueur scénique et la vérité du roman.

Elles laissent voir tout ce que pourra donner M. Lenormand quand il se sera libéré de certaines emprises.

Un troisième jeune auteur à qui nous devions déjà de très agréables, très élégants romans, M. Maurice Verne, a débuté heureusement au théâtre avec *les Mille et une Nuits*. La version qu'il nous a soumise de l'aventure de Schéhérazade est présentée avec beaucoup de poésie et d'ingéniosité. Mais le texte se perd un peu dans le fracas de la mise en scène ou l'éblouissement des costumes et des défilés.

Enfin, au théâtre de l'*Œuvre*, il y a eu une admirable reprise de *Solness* avec madame Suzanne Després et M. Lugné Poë, dans les premiers rôles ; en librairie, une âpre pièce de M. Jean Variot : *la Rose de Roseim*[1], et au *Vieux-Colombier* la première de *Cromeydère-le-Viel*, de M. Jules Romains.

De *Solness* nous recauserons, un jour que je vous parlerai d'Ibsen ; des deux autres ouvrages, un jour que nous nous occuperons des poètes.

Je regrette cependant que la place me manque pour vous décrire la prise de contact entre le public de la générale et la haute poésie de M. Jules Romains. Dans l'assistance, certes du respect. Mais nous étions loin de l'emballement pour *Une faible femme*. Oh ! combien !

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — Dans la séance électorale du jeudi 3 juin, l'Académie française a battu tous ses records de célérité. En une demi-heure, la Compagnie a porté au complet ses effectifs par l'élection de MM. Robert de Flers, Joseph Bédier et André Chevrillon. Je n'ai pas à vous rappeler les nombreux et brillants succès remportés au théâtre par M. de Flers, la haute autorité qu'a acquise M. Bédier dans le romanisme, le rang distingué qu'a pris comme essayiste M. Chevrillon. Ces trois excellentes sélections ont d'ailleurs obtenu la meilleure presse, et elles nous promettent les discours de réception les plus alléchants, puisque, chacun des récipiendaires succédant à un écrivain d'une autre partie que la sienne, ils auront tous à faire preuve de cette virtuosité encyclopédique qui forme un des principaux charmes du genre.

F. V.

1. C. Bloch.

LA QUESTION DU CHANTOUNG

La question du Chantoung est l'une de celles qui restent posées, en dépit de la solution adoptée par la Conférence de la Paix. La Chine n'a pas accepté la décision de la Conférence, et a, pour cette raison, refusé de signer le Traité de Versailles. Une grande partie de l'opinion américaine approuve sa résistance. L'une des *réserves*, votées par le Sénat américain, qui ont jusqu'ici empêché les États-Unis de ratifier le Traité de Versailles, concerne le Chantoung. Comment se pose ce délicat problème de politique internationale? Qu'est-ce que ce Chantoung, si âprement disputé entre la Chine et le Japon? Pourquoi les Chinois tiennent-ils si fort à le conserver, et les Japonais à y exercer une influence prédominante? Quel rôle a joué ce débat dans les rapports, souvent tendus, des deux pays, au cours de la grande guerre et depuis la victoire[1]?

***

Le Chantoung, « Est Montagneux », est une province située au nord-est de la Chine, qui s'avance entre le Golfe de Pétchili et la Mer Jaune. Dans la Chine immense, les provinces ont dimensions et importance d'États. Le Chantoung a une super-

1. L'auteur de cet article a passé au Japon et en Chine une partie des années 1917 et 1919, et il y a étudié les problèmes politiques. Voir ses articles de la *Revue de Paris* sur *la Politique intérieure au Japon* (15 juin 1918) et sur *la Politique intérieure en Chine* (15 octobre 1919).

ficie de 150 000 kilomètres carrés, et une population de 30 à 40 millions d'habitants.

Que le Chantoung soit peuplé de Chinois voulant rester Chinois, le fait ne saurait être contesté. Tsinan Fou, la capitale du Chantoung, que j'ai eu l'occasion de visiter en mai 1919, présente tous les caractères d'une ville strictement chinoise, avec ses foules grouillantes, ses chars, ses brouettes, ses chaises à porteurs, ses boutiques, ses marchés, ses pagodes, ses murailles, — son temple des Mille Bouddhas, *Chien Fou Shan*, monastère situé sur une hauteur, où conduit une route parée de magnifiques mendiants étalant des plaies effroyables, — son délicieux lac *Ta Ming Hou*, sur lequel voguent, en des barques peintes et fleuries, des amateurs charmés, parmi des roseaux touffus ou de gigantesques lotus, entre des îles et des presqu'îles surmontées d'harmonieuses terrasses, de maisons de thé pittoresques, d'édifices aux toits cornus.

Les Chinois éclairés de toute la Chine tiennent à ce que leur République conserve cette province si parfaitement chinoise. Ils savent que c'est un pays riche, par le nombre même de ses habitants, par les produits de son sol, par ses mines de fer et de charbon. Ils y voient un lieu de transit important pour les marchandises destinées à la Chine du Nord ou en provenant. A ces raisons économiques s'ajoute une raison morale que l'on pourrait presque appeler religieuse. Dans cette province a vécu, est mort, a été enterré le Sage qui a donné au monde les plus hautes leçons de vertu raisonnable et de courtoise équité : Confucius. Le Chantoung est la province sacrée de la Chine.

*
* *

Les richesses de cette province ont attiré sur elle les convoitises de l'Allemagne avant celles du Japon.

Le parti colonial allemand, désireux de pratiquer une politique mondiale, *Weltpolitik*, souhaitait d'obtenir pour l'Allemagne en Chine une sphère d'influence lui assurant une situation comparable à celle de l'Angleterre, reine du premier port du monde, Hongkong; de la France, maîtresse de l'Indochine; de la Russie, dominant la Mandchourie. Il voulait mettre

la main sur un port pouvant servir de point d'appui à la flotte allemande et fournissant un centre d'action aux commerçants allemands. « Avec cette prévoyance merveilleuse qui explique tant de succès des Hohenzollern, on se préoccupa longtemps à l'avance de choisir le territoire à occuper[1]. »

Depuis trente ans, le géographe baron Von Richthofen avait attiré l'attention sur les richesses minières du Chantoung et sur la valeur de la baie de Kiao Tchéou : le climat est le meilleur de la Chine ; la rade est excellente ; à la latitude de Malte et Gibraltar, elle est à l'abri des chaleurs torrides et ne peut être bloquée par les glaces. Le parti colonial allemand, dès qu'il est arrivé au pouvoir, cherche à réaliser son programme. Il fait demander une concession au Gouvernement chinois, qui, appliquant son habituelle méthode dilatoire, évite de donner une réponse précise. L'Allemagne songe à s'emparer par la violence de ce qu'elle ne peut obtenir par la diplomatie. Depuis 1891, la mission catholique allemande du Chantoung s'est placée sous la protection de l'Allemagne. Celle-ci utilise le meurtre de deux missionnaires, commis le 1er novembre 1897, pour réaliser ses projets ambitieux. Elle réclame, comme dédommagement, Kiao Tchéou, et, envoyant des troupes sur trois vaisseaux de guerre, elle s'y installe par la force, sans rencontrer aucune résistance.

Kiao Tchéou avait été promis par la Chine à la Russie, en vertu d'un traité secret signé en 1895[2]; mais ce traité, n'ayant pas été notifié, ne pouvait gêner l'Allemagne.

Par le traité de Pékin du 6 mars 1898, la Chine est contrainte de lui céder à bail la baie de Kiao Tchéou pour quatre-vingt-dix-neuf ans, de l'autoriser à construire immédiatement un chemin de fer traversant le Chantoung, de lui accorder le droit exclusif d'exploiter les gisements miniers à une distance de quinze kilomètres de chaque côté de la voie.

L'auteur de la monographie consacrée au *Kiautchou Gebiet* dans la publication officielle *Die deutschen Kolonien* remarque, avec un épais cynisme, qu'aucun prix de fermage n'est fixé par cet étrange bail, et qu'il n'y a pratiquement pour le Gou-

1. André Chéradame, *la Colonisation et les Colonies allemandes*. Paris, Plon, 1905, p. 128.
2. André Chéradame, ouvrage cité, p. 129.

vernement chinois aucun moyen de recouvrer ce territoire [1]. Cependant, en vertu de son origine même, cette possession d'un genre spécial n'est pas qualifiée « colonie », elle ne relève pas de l'Office impérial des Colonies, mais de celui de la Marine [2].

Le traité du 6 mars 1898 est, selon le prince de Bulow [3], un des actes les plus importants de l'histoire contemporaine de l'Allemagne, « acte qui nous assure notre place au soleil de l'Extrême-Orient, sur les rivages pleins d'avenir de l'océan Pacifique ».

Les Allemands se mettent à l'œuvre. Ils élèvent, méthodiquement, sur un plan grandiose, une ville immense, Tsingtao (Tsingtau), « le futur Hongkong du nord [4] ». La ville européenne est bien approvisionnée d'eau potable, éclairée à l'électricité, munie du téléphone, nettement distincte de la ville chinoise voisine. On y élève des églises, des écoles, on y établit une usine pour la construction des machines, une fabrique de meubles, une savonnerie, une brasserie, une fabrique d'eau minérale. La population allemande y atteint, en moyenne, le chiffre de 4 500 personnes (en 1913, 4 470 personnes, dont 2 765 hommes de troupes, selon le *Gotha* [5]). La cité chinoise compte 30 000 habitants.

La rade est excellente, et parfaitement située, « à vingt heures de Shanghaï, à vingt-quatre heures du Peiho [6]. Les Allemands y creusent un port commercial et militaire, où les plus gros navires peuvent accoster à quai, où les marchandises passent immédiatement du bateau au wagon. C'est « le plus parfait des ports de l'Extrême-Orient », disent les textes allemands. C'est, en tout cas, un excellent port de transit pour les marchandises à destination ou en provenance de la Chine du Nord. Son mouvement commercial grandit d'année en année. Toutes les statistiques, bien que n'étant pas toujours concordantes, révèlent ce progrès. D'après l'*Asie Française*

1. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 142
2. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 142.
3. *Politique allemande*, p. 119.
4. Tonnelat, l'*Expansion allemande hors d'Europe*. Paris, Colin, 1908, p. 167.
5. Cité par l'*Asie Française*, 1915, p. 14.
6. Henri Hauser, *Colonies allemandes impériales et spontanées*. Paris, Nony, 1900, p. 105.

le commerce de Tsingtao était, en 1903, de 4 millions et demi de francs ; il était, en 1913, de 24 millions de francs ; il avait donc plus que quintuplé en dix ans. Comme commerce direct avec l'Allemagne, on avait, en 1913, 500 000 francs à l'exportation et 4 millions et demi de francs à l'importation [1].

Les Allemands fondent, en 1899, la Compagnie des Chemins de fer du Chantoung, *Shantung Eisenbahn Gesellschaft*, au capital de 54 millions de marks. Celle-ci construit, sur le modèle des lignes allemandes, le chemin de fer du Chantoung ; elle ouvre, dès le 1er juin 1904, les 400 kilomètres de voie ferrée unissant Tsingtao à la capitale du Chantoung, Tsinan Fou (Chi Nan Fu). Ce chemin de fer transporte du charbon, du bétail, des peaux, du coton, de la soie, des arachides, du soja, des fruits, Le chemin de fer du Chantoung est estimé à environ 67 500 000 francs par le journal de Tokyo, *Jiji* (*Heure par heure*) [2].

Les Allemands construisent aussi la moitié de la ligne unissant Tientsin à Pou Keou (Pukow) sur le Yantsé, par Tsinan Fou, les Anglais construisant l'autre moitié du côté de Pou Keou. Ils obtiennent la concession de la ligne allant de Kao Mi, sur le chemin de fer du Chantoung, à Yi Chou, dans la direction de la ligne transversale allant du Kansou à la mer, et la concession de la ligne Tsinan Fou-Choum Té Fou (Chen Ting Fou) devant unir les grandes voies déjà construites de Tientsin à Pou Keou et de Pékin à Hankeou (la section Tsinan Fou-Té Chou est déjà ouverte au trafic).

Les Allemands étudient et commencent à exploiter les richesses minières du Chantoung. Le Chantoung, riche en charbon et en minerai, c'est une véritable Westphalie, disent les document allemands [3]. A Tsing Ling Tscheu (10 kilomètres avant Tchang Tien, d'où part la petite ligne allant aux charbonnages de Po Shan), une mine contient une puissante couche de minerai de fer (à 65 p. 100), longue de plus de 2 kilomètres et sans doute se prolongeant au delà. Tout près, on trouve de la pierre à chaux. Conditions excellentes pour l'édification de hauts fourneaux. Le chemin de fer tra-

1. *Asie française*, 1915, p. 14.
2. Cité par *New East*, septembre 1917, p. 85.
3. *Die Deustchen Kolonien*, II, p. 163.

verse deux importants charbonnages, le premier à 170 kilomètres de Tsingtao, à Fang Tse, le second, long de plus de 50 kilomètres, à 300 kilomètres de Tsingtao, à Po Shan. La Compagnie minière du Chantoung, *Shantung Bergbaugesellschaft*, fondée en même temps que la Compagnie des Chemins de fer avec 12 millions de marks de capital, exploite déjà le charbonnage de Fang Tse [1]. Le charbon de Fang Tse laisse après combustion une grande quantité de cendres ; son emploi n'est pas possible sur les navires ni même sur les locomotives ; on en fait des briquettes ; le charbon de Po Shan est meilleur [2]. La valeur de ces charbonnages est évaluée, par le *Jiji*, à environ 15 millions de francs [3]. Il y aurait encore d'autres trésors minéraux au Chantoung, de l'or et des diamants [4].

L'Allemagne exerce sa juridiction sur les 200 000 habitants des 55 000 hectares du terrain *protégé*, territoire équivalant, disent les documents allemands, à l'État de Hambourg plus la moitié de celui de Brême. Son influence s'étend aux 1 200 000 habitants peuplant les 700 000 hectares de la *zone neutre*, équivalant à la moitié de la Saxe, et même aux 30 millions d'habitants de la riche province du Chantoung. Les Allemands espèrent, de ce merveilleux centre d'action, répandre leur culture dans toute la Chine du Nord. Tsingtao, répètent-ils, va être la *Ville-École*, *Schulstadt*, de tout l'Extrême-Orient. 3 000 Chinois venus de toute la Chine du Nord, et même de Shangaï, fréquentent la vaste Université sino-allemande, *Deutsche Chinesische Hochschule*, de Tsingtao, fondée par le Gouvernement allemand, qui avait donné 600 000 marks et le Gouvernement chinois, qui avait donné 40 000 marks, ouverte le 25 octobre 1909 : École des langues, École de médecine, École d'ingénieurs. Il y a, à Tsinan Fou, une École de langue allemande, fondée en 1910 avec 10 000 marks souscrits par le gouverneur de Tsingtao, un Collège de médecine, une École d'ingénieurs, un Hôpital chinois recevant 5 000 dollars du Consulat allemand et de la *Deutsche Asiatische Bank* [5].

Tsingtao était, et méritait d'être, « l'enfant gâté », *das*

1. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 163.
2. Tonnelat, ouvrage cité, p. 178-179.
3. *New East*, septembre 1917, p. 85,
4. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 164.
5. *Jiji*, cité par *New East*, septembre 1917, p. 85

Schosskind, du parti colonial allemand [1]. On admirait l'œuvre accomplie. Et l'on escomptait l'avenir : quand le chemin de fer du Chantoung sera uni à un grand transasiatique venant de Russie par la Mongolie, Tsingtao sera le port d'entrée non seulement de la Chine du Nord, mais de toute l'Asie centrale. « Il s'agit, écrit le docteur Georg Wegener, d'une spéculation de grand style, qui demandera, pour réussir, non pas des années, mais beaucoup de dizaines d'années, et peut-être même, nous l'espérons, des siècles [2]. » Aussi la pensée seule d'un abandon de Kiao Tcheou était-elle douloureuse aux Allemands. « Si nous abandonnons Tsingtao, ou si un ennemi, par la force des armes, réussit à l'arracher de nos mains, écrit le général Von Bernhardi, notre prestige en Extrême-Orient recevra un coup mortel [3] ».

Cependant les Chinois, à mesure que le sentiment national se répand ou s'avive parmi eux, s'affligent de cette mainmise d'une puissance étrangère sur leur territoire. Et les Japonais s'alarment du développement que prend ce centre militaire et économique. M. Tonnelat écrit dès 1908 : « Tsingtao a toujours paru aux Japonais un danger politique ; ils ont considéré l'établissement des Allemands en cet endroit comme aussi plein de menaces pour l'indépendance des peuples de l'Extrême-Orient que celui des Russes à Port-Arthur. Au danger politique se joint maintenant un danger économique. Ce serait mal connaître les Japonais que de croire qu'ils accepteront, de gaieté de cœur, cette situation, même s'ils paraissent s'y résigner [4]. » Un certain nombre de Japonais habitent toujours à Tsingtao ; et la navigation sous pavillon japonais s'accroît sans cesse [5].

Survient la guerre.

*
* *

Le Japon, allié de la Grande-Bretagne, uni par des accords précis à la France et à la Russie, envoie, le 16 août 1914, au

1. Tonnelat, ouvrage cité, p. 155.
2. *Die Bedeutung der Kolonie Kiautschou, Geographische Zeitschrift*, 1903, p. 185.
3. Cité par *Asie française*, 1914, p. 164.
4. Ouvrage cité, p. 186.
5. Chéradame, ouvrage cité, p. 426.

Gouvernement allemand une note à forme d'ultimatum, lui « donnant avis d'avoir à retirer immédiatement ses vaisseaux des eaux japonaises et chinoises, et à livrer aux autorités impériales japonaises avant le 15 septembre 1914 le territoire cédé à bail de Kiao Tchéou ». Le Gouvernement allemand fait savoir qu'il ne répondra pas à cette note. A la date fixée par lui, 23 août 1914, le Gouvernement japonais se considère comme en état de guerre avec l'Allemagne.

Le Japon envoie contre la baie et le territoire de Kiao Tchéou les trois premières escadres de la marine impériale, auxquelles se joignent deux vaisseaux de guerre britanniques et une division et demie, 30 000 hommes de l'armée de terre, renforcés de 1 360 soldats britanniques. Les Japonais bloquent la baie de Kiao Tchéou dès le 27 août 1914, débarquent le 2 septembre, enlèvent la gare le 13 septembre, les collines dominant la cité le 20, investissent la forteresse le 27, enlèvent, le 8 octobre, la colline du prince Henri, commencent le bombardement le 16 octobre, donnent l'assaut final le 6 et le 7 novembre, signent, le soir du 7 novembre, l'accord par lequel le gouverneur Meyer Waldeck se rend sans condition, avec 222 officiers et 4 426 sous-officiers et soldats, enfin, le 11 novembre, font leur entrée solennelle dans la ville conquise.

La prise de Kiao Tchéou coûte aux Japonais 12 officiers tués, 40 officiers blessés, 1 472 hommes tués ou blessés dans l'armée de terre, 320 officiers et marins tués ou blessés dans l'armée de mer, un croiseur, un contre-torpilleur, un torpilleur et trois dragueurs de mines coulés.

Pendant que se poursuivent ces opérations, la flotte japonaise, avec les escadres britannique, australienne et française, poursuit les vaisseaux allemands ; elle contribue à en délivrer le Pacifique ; elle s'empare d'une partie des colonies allemandes du Pacifique. Le Japon dépense pour la guerre, pendant les trois premières années, 200 millions de yens, — environ 600 millions de francs, — une somme inférieure à celle que dépensait en une semaine la Grande-Bretagne, — remarque la revue anglo-japonaise de Tokyo, le *New East* (septembre 1917). A partir de novembre 1914, le Japon cesse, en fait, de participer militairement à la guerre jusqu'à son intervention de 1918 en Sibérie.

***

La mainmise du Japon sur Kiao Tchéou et sa pénétration au Chantoung apportaient une grande satisfaction et un immense espoir à l'impérialisme japonais.

L'impérialisme japonais procède des plus antiques traditions religieuses du pays. Il représente l'application à la politique actuelle de la plus vieille religion du pays, qui divinise les esprits des morts, le Shintoïsme. Le Shintoïsme révèle que les îles japonaises sont d'origine divine : elles sont nées des amours fraternelles de deux divinités, Izanagui et Izanami. La race japonaise est une race privilégiée. Le Mikado descend de la Déesse du Soleil : il est le roi et le grand prêtre, l'incarnation du divin.

La Japon est le premier pays du monde : *Nihon ichi.* (On songe au *Deutschland über alles...*) Il a le devoir, la « mission céleste », d'enseigner, — certains disent : d'unifier — tous les peuples de l'Asie. Il doit prendre sur ses épaules le fardeau de la race jaune. Il doit, d'abord, « contrôler le pouvoir des Blancs en Asie », les empêcher de s'étendre encore au détriment des Jaunes, faire prévaloir une « Doctrine de Monroe » orientale. Le but, c'est que les Jaunes se dirigent eux-mêmes ; c'est une sorte de *Home rule* asiatique : « Aux gens d'Asie les choses d'Asie ». — Telle est la doctrine qui, exprimée par certains publicistes, certains journalistes, certains professeurs, se répand dans le pays par la voie des Universités, des écoles, des casernes et de diverses Sociétés de propagande. Le plus remarquable représentant de cette tendance est le baron Tokoutomi, directeur du journal *Kokoumin* (*la Nation*), qui se déclare, dans des livres fort bien écrits, et fort lus, partisan de *l'Évangile de la Force* et d'un *Franc impérialisme.*

Cet impérialisme, né de la plus antique religion japonaise, se répand pour des raisons d'ordre économique toutes modernes. Les capitalistes japonais souhaitent trouver, dans des colonies ou des « sphères d'influence », des placements plus lucratifs que ceux qu'ils obtiennent chez eux. Or le capital japonais s'est considérablement accru, depuis la deuxième année de guerre, grâce à la fourniture des munitions aux Alliés, à

l'extension du commerce japonais, ne trouvant plus en face de lui les concurrences anciennes, à l'augmentation des frets et de la valeur des bateaux. D'autre part, un certain nombre de Japonais des classes moyennes ont reçu une instruction assez développée dont ils ne tirent qu'un faible profit dans leur pays ; ils espèrent obtenir des situations plus avantageuses dans les territoires soumis à la domination ou à l'influence de leur pays.

C'est surtout, actuellement, la Chine que visent les impérialistes. Ils signalent la solidarité qui, par suite de la proximité géographique et des liens historiques, unit la Chine et le Japon. Aucun des événements qui troublent la Chine ne laisse, ne peut laisser le Japon indifférent. Le Japon a en Chine 200 000 résidents, alors que le nombre des étrangers d'autres nationalités est insignifiant. C'est lui qui, après l'Angleterre, fait en Chine le plus de commerce. Le Japon a placé en grandes entreprises plus de 500 millions de yen (900 millions de francs) en Chine, dont environ 250 millions en Mandchourie. Avec les capitaux placés par les particuliers et les capitaux transférés par la Russie, on peut dire que le Japon a placé en Chine plus de 500 millions de yen (1 500 000 000 de francs). Tous les événements de Chine retentissent sur les Bourses japonaises.

Pour l'avenir, l'union étroite du Japon et de la Chine assurerait, selon les impérialistes japonais, d'immenses avantages aux deux pays : l'ordre, à la Chine; et au Japon, les éléments de puissance qui lui font encore défaut : son sol est trop restreint, trop pauvre ; la Chine, c'est un domaine immense, abondant en richesses naturelles. Justement le Japon trouve en Chine les matières premières qui lui manquent le plus, et que les puissances étrangères parfois lui refusent : le fer, dont le Japon a un besoin urgent ; le coton et la laine, à condition qu'on en améliore la qualité. La Chine, aussi, consommera de plus en plus les produits des usines japonaises. Le Japon a besoin, pour l'intérêt de son commerce et de son industrie, que l'ordre règne en Chine. Il a, au maintien de l'ordre en Chine, un intérêt vital, un intérêt qui n'est comparable à celui d'aucune autre puissance.

En vertu de cet intérêt spécial, le Japon doit aider, guider

la Chine. Le désir secret, le souhait intime de beaucoup de Japonais, c'est d'exercer sur la Chine une sorte de protectorat. Selon une expression favorite de la presse allemande, le Japon voudrait « coréaniser la Chine », en faire une autre Corée, — comme la France voulait « tunisifier le Maroc ». La Chine deviendrait pour le Japon ce qu'est l'Inde pour l'Angleterre[1].

Pour mettre la main sur la Chine, le Japon ne peut invoquer le principe, cher au président Wilson, du droit qu'ont les peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Mais il invoque un autre principe, celui du maintien de la paix en Extrême-Orient. C'est le principe aussi par lequel il justifie sa volonté d'exclure l'Allemagne du Pacifique en lui enlevant ses colonies.

Les Chinois sont incapables de maintenir l'ordre chez eux, et la paix en Asie orientale. L'histoire chinoise n'est qu'une suite de révolutions et de troubles. Les événements récents démontrent que la proclamation de la République n'a pas modifié profondément, sur ce point, le peuple chinois. L'immense majorité des Chinois ne se soucie pas des affaires de l'État. Elle n'a aucune préoccupation patriotique. Elle laisse un petit nombre de politiciens avides et de généraux ambitieux se disputer les situations lucratives et troubler le pays. Ces troubles peuvent s'aggraver, provoquer les plus graves complications internationales dans l'avenir. « La Chine, me disent à Tokyo plusieurs hommes politiques, ce sont les Balkans de l'Asie. » L'homme qui m'a paru le plus éminent, le plus représentatif des Japonais actuels, le marquis Okouma, résume ainsi la situation, avec son habituel franc-parler : « La Chine est dans la situation d'un aliéné, incapable de se conduire. Un aliéné a besoin d'un tuteur : la règle générale, c'est d'élire le parent le plus proche. Le Japon est donc tout désigné pour ce rôle que j'appelle un *appui amical.* »

La prise de Kiao Tchéou et la pénétration du Chantoung paraissent aux impérialistes japonais le premier pas vers la réalisation du vaste programme visant la Chine tout entière, ainsi qu'une grande partie de l'Asie.

1. Comparaison de la *Vossische Zeitung*, 27 juillet 1916.

*
* *

Après avoir conquis Tsingtao, les Japonais décident de l'occuper pendant la durée de la guerre, puisque, en droit, ce territoire reste concédé à l'Allemagne vaincue. Et ils se substituent aux Allemands dans l'exploitation des chemins de fer et des mines du Chantoung. Mais il est entendu que cette situation est provisoire, qu'elle prendra fin à la paix.

En envoyant l'ultimatum du 16 août 1914, le Japon avait exigé de l'Allemagne la remise du territoire cédé à bail, « en vue d'une éventuelle restitution à la Chine ».

Le président du Conseil japonais, marquis Okouma, dans une déclaration destinée aux États-Unis, affirme alors que le Japon n'a aucune arrière-pensée, « nul dessein d'agrandissement territorial, nul désir d'enlever à la Chine ni à tout autre pays ce qui lui appartient actuellement. Mon Gouvernement et mon peuple ont donné leur parole, et le Japon tient toujours ses promesses. » L'opinion anglaise, comme l'opinion américaine, prend acte de cet engagement. Le *Times* écrit : « Il est bien entendu que le Japon rendra Kiao Tchéou à la Chine. »

Cependant, au cours de la session parlementaire qui se termine par la dissolution de la Chambre en décembre 1914, le ministre des Affaires étrangères du Cabinet Okouma, baron Kato, répond à un député que la question du retour de Kiao Tchéou à la Chine sera réglée ultérieurement, et qu'il n'y a eu sur ce point aucun engagement envers aucune puissance ni envers la Chine. La presse, en effet, explique que la promesse de restituer ce territoire à la Chine était subordonnée à la reddition pacifique par les Allemands. Les termes de l'ultimatum n'ayant pas été acceptés par l'Allemagne, le Japon a repris sa liberté d'action. Le Japon a dû dépenser des millions de yen ; il a perdu 430 tués et 1 500 blessés ; ces « grands sacrifices » changent la situation ; elle n'est plus la même qu'au moment de l'ultimatum. — D'ailleurs, la saisie de la propriété n'annule pas le bail : la Chine a renoncé à tout droit sur Kiao Tchéou pour quatre-vingt-dix-neuf ans.

Au début de 1915, la Chine, poussée peut-être par de machiavéliques conseillers allemands, va demander au Japon de rappeler ses troupes du Chantoung, maintenant que sa guerre contre l'Allemagne est terminée. Le 7 janvier 1915, elle proclame qu'elle cesse de reconnaître *la zone de guerre* précédemment acceptée par elle : c'est exiger que les troupes japonaises se retirent de tout le territoire en dehors de celui qui a été concédé à l'Allemagne. La Chine notifie cette décision non seulement au Japon, mais à la Grande-Bretagne et, dit-on, à l'Allemagne [1].

A cette imprudente démarche chinoise, le Japon répond par les audacieuses demandes du 18 janvier 1915. Précédant d'autres demandes relatives à la Mandchourie méridionale, à la Mongolie intérieure orientale, à la non-aliénation des côtes et à la situation spéciale du Japon en Chine, les demandes de l'article premier sont relatives à Kiao Tchéou et au Chantoung :

1° L'engagement, de la part de la Chine, de consentir à tous les accords qui pourront intervenir entre le Gouvernement impérial et le Gouvernement allemand au sujet de la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possède, par traités ou autrement, dans la province du Chantoung.

2° L'engagement de ne pas aliéner ou céder à bail à une autre puissance la province du Chantoung en tout ou en partie, ni aucune île située près de la côte de ladite province.

3° Le Japon aura le droit de construire un chemin de fer reliant Tchéfou ou Longkeou à la ligne Tsinanfou-Kiao Tchéfou.

4° Le Gouvernement chinois ouvrira les principales villes de la province du Chantoung et les étrangers pourront y résider et y faire du commerce.

Le Gouvernement du Mikado justifie ainsi ces demandes devant l'opinion internationale :

En ce qui concerne la province du Chantoung, il est évident que la Chine est absolument incapable, dans sa situation présente, d'empêcher l'Allemagne de recouvrer son influence dans cette province et de redevenir avec le temps une source de troubles en Extrême-Orient. Il est par conséquent naturel que le Japon, qui a chassé l'Allemagne du Chantoung au prix de grands sacrifices, présente les

1. *Revue indo-chinoise*, mai-juin 1915.

demandes ci-dessous mentionnées, afin d'examiner comment il y a lieu de disposer des droits possédés par l'Allemagne et de prendre des mesures pour empêcher le réveil de l'influence allemande.

Plus graves que les demandes se rapportant au Chantoung et aux autres parties de la Chine, étaient les demandes de l'article V destinées à assurer au Japon une situation prédominante en Chine :

Le Gouvernement chinois engagera des Japonais influents comme conseillers politiques, financiers et militaires ; il s'adressera au Japon pour la fourniture des armes ; la police sera sino-japonaise partout où ce sera nécessaire ; les Japonais auront le droit de posséder des propriétés foncières, de construire des hôpitaux, des temples et des écoles, et de prêcher à l'intérieur de la Chine. Le Japon sera consulté pour toutes les entreprises importantes à créer au Foukien, la province voisine de la colonie japonaise Formose.

Si les demandes de l'article V avaient été acceptées, elles auraient réalisé le rêve le plus cher des impérialistes japonais, le protectorat du Japon sur la Chine.

J'ai recueilli à Pékin, en octobre 1917, cette information de l'une des personnes ayant approché le plus près le président Yuan Che Kai : le ministre du Japon, au lieu d'adresser ces demandes au ministre des Affaires étrangères, selon l'usage habituel, les a d'abord présentées directement au président de la République, et dans le plus grand mystère. Il espérait sans doute lier Yuan Che Kai par un traité secret, dont il eût tiré toutes sortes de conséquences favorables avant de le rendre public. — Yuan refusa de discuter ces demandes : c'est l'une des raisons pour lesquelles les Japonais l'ont poursuivi de leur haine. Le Japon présenta alors ces demandes au ministère chinois, en continuant à imposer le silence. Et il ne fit pas connaître aux puissances les demandes les plus graves, celles de l'article V. Cependant l'opinion publique chinoise et les puissances furent averties par des « indiscrétions ». C'est leur double opposition qui amena le Japon à ne pas persévérer dans ses exigences les plus excessives.

En effet, le Gouvernement chinois, tout en se montrant disposé à consentir aux demandes relatives à la province du

Chantoung, repousse les autres propositions du Japon. Celui-ci révise ses demandes le 26 avril 1915 ; il « ajourne » les demandes de l'article V, et il précise ses intentions sur Kiao Tchéou :

Si, à la Conférence pour la paix qui suivra la présente guerre, l'on donne au Japon la libre disposition de Kiao Tchéou, qu'il a acquis au prix d'énormes sacrifices. il le restituera à la Chine sous certaines conditions dont les principales sont les suivantes :

a) Ouverture de la baie de Kiao Tchéou comme port commercial;

b) Établissement d'une concession japonaise dans une localité à choisir par le Japon.

c) Établissement, si les Puissances en font la demande, d'une concession internationale.

d) Conclusion d'un arrangement entre les Gouvernements japonais et chinois pour disposer des propriétés et édifices publics allemands.

Le Gouvernement japonais justifie ainsi ces nouvelles propositions :

L'Allemagne ayant, après de nombreuses années de travail et des dépenses considérables, converti Kiao Tchéou en un port militaire et commercial important comme base de son expansion en Extrême-Orient, l'influence allemande a crû dans cette partie de la Chine avec le développement de Kiao Tchéou et est devenue si fermement établie que la Chine à elle seule ne pouvait espérer rentrer en possession du territoire concédé. Le Japon, désirant écarter cette source de dangers qui pourrait à l'avenir troubler de nouveau la paix en Extrême-Orient, s'en est emparé au prix de beaucoup de sang et d'argent, et maintenant que Kiao Tchéou est entre ses mains, il est presque libre d'en disposer à sa volonté. Il n'est nullement obligé de le rendre à la Chine, mais il a, de sa propre volonté, offert de le rendre, parce qu'il est désireux de resserrer ses relations d'amitié avec la Chine et de maintenir la paix en Extrême-Orient.

Le Gouvernement chinois réplique, le 1er mai 1915, en demandant « la restitution sans condition du territoire à bail de Kiao Tchéou, la reconnaissance du droit du Gouververnement chinois de participer aux prochaines négociations pour la paix entre le Japon et l'Allemagne, l'indemnisation par le Japon de toutes les pertes subies par la Chine en conséquence de la guerre entre le Japon et l'Allemagne, le retrait immédiat des divers établissements militaires de l'armée japonaise et la prompte évacuation du territoire occupé ».

Alors le Japon formule le 6 mai 1915 un ultimatum qu'il présente à la Chine le 7, exigeant une réponse satisfaisante avant le 9 mai à 6 heures du soir. La Chine ayant cédé dans le délai fixé, le Gouvernement japonais lui annonce, « de sa propre initiative, la future restitution de Kia Tchéou », aux quatre conditions précédemment indiquées.

Le 25 mai 1915, un certain nombre d'actes diplomatiques sont signés, consacrant l'accord ainsi établi. Par un premier traité relatif au Chantoung, la Chine adhère aux dispositions qui seront ultérieurement arrêtées entre le Japon et l'Allemagne au sujet de Kiao Tchéou; elle promet de s'adresser aux capitalistes japonais pour la construction des chemins de fer du Chantoung; elle s'engage à ouvrir certains ports nouveaux au commerce étranger. Ce traité est accompagné de deux lettres du Gouvernement chinois qui s'engage: 1° à ne céder aucune partie du territoire ou des côtes de cette province à une puissance étrangère; 2° à consulter le Japon sur le choix des nouveaux ports à ouvrir. Le Gouvernement japonais, par une autre lettre, s'engage à restituer Kiao Tchéou après la paix, aux conditions précédemment indiquées. Il espère que ces conditions lui permettront de faire du Chantoung un centre d'influence japonaise en Chine, comme les Allemands en avaient fait un centre d'influence germanique.

Et il commence *la japonisation* du Chantoung. Il établit à Tsingtao un bureau d'administration civile, placé sous la haute direction du gouverneur militaire, et confié à un distingué conseiller du gouverneur général de Chosen (Corée), le docteur Akiyama.

On objectera peut-être, écrit, le 1er octobre 1917, l'organe modéré *Jiji*, que, le Japon devant restituer le territoire de Tsingtao à la Chine, l'établissement d'un Bureau civil ne peut être que provisoire, et que c'est là un luxe inutile. Mais il faut bien considérer que, si le Japon doit quelque jour rétrocéder le territoire de Kiao Tchéou à la Chine, il restera maître des établissements et des entreprises sur lesquels l'Allemagne avait acquis des droits. Ainsi en sera-t-i des lignes de chemins de fer, des mines, des eaux de la ville, des hôpitaux et des autres entreprises installées sur la concession japonaise, qui relèveront du nouveau département. Il est à souhaiter que l'on y nomme des hommes compétents, qui réalisent ce qu'on est en droit d'attendre d'eux.

*
* *

De la solution provisoire définie par les accords du 25 mai 1915, que pensent les principaux intéressés?

Les Allemands ont été peinés d'apprendre la chute de Tsingtao. Ç'a été une immense déception, l'écroulement d'un beau rêve. Puis leurs dirigeants leur ont conseillé de bannir, en cette affaire, toute « sentimentalité », tout désir irraisonné de revanche, et d'adopter une politique réaliste, *realpolitik*, tenant compte de tous les faits et soucieuse du seul intérêt national. Il faut d'abord, écrivent les spécialistes des questions extrême-orientales, constater la force accrue du Japon, sa puissance nouvelle. C'est lui qui, de plus en plus, exercera une influence prédominante dans le Pacifique. Il est momentanément l'allié de la Grande-Bretagne ; mais ses intérêts essentiels, sa volonté de mettre la main sur la Chine, l'éloignent de cette puissance, comme elles l'opposent à l'Amérique. Le Japon devra se chercher de nouveaux amis, un nouvel ami, d'une force éprouvée ; il devra se rapprocher de l'Allemagne. Justement sa constitution intérieure, ses tendances politiques sont analogues à celles de l'Empire allemand. Entre l'Empire allemand et l'Empire japonais, l'accord peut être intime, profond, durable. M. W. Prenzel cite le nom d'un député japonais qui aurait dit à un correspondant de la *Kölnische Zeitung* : « L'Allemagne vaincra, nous devons nous allier à elle; les Allemands seront les maîtres de l'Occident, nous les maîtres de l'Orient [1]. »

Pendant toute la durée de la guerre, l'Allemagne ménage le Japon et s'efforce de l'attirer à sa cause. Elle finit, dans l'espoir d'obtenir son amitié, par renoncer à son rêve d'expansion asiatique. Au commencement de 1917, la *Kölnische Zeitung* explique que Tsingtao n'a qu'une valeur secondaire. Après tout, le Japon n'a fait qu'appliquer à la lettre les termes de son alliance. Ensuite il s'est efforcé de « sauvegarder l'avenir ». Tsingtao ne rend pas impossible une alliance entre Allemagne et Japon (8 mars 1917). C'est la thèse du capitaine Erich von Salzmann, un spécialiste des

1. *Character und Politik der Japaner*, dans *Deutsche Kriegsschriften*, n° 7.

questions extrême-orientales. Dès le second anniversaire de la prise de Tsingtao, il exprime la même acceptation du fait accompli. Il déclare qu'il fallait défendre Tsingtao par point d'honneur, par dignité guerrière ; qu'en face d'un peuple fidèle à l'idéal des *samouraïs*, il fallait pratiquer la morale militaire du *Bouchido*, lutter, même à un contre vingt. Mais maintenant la situation est changée. Il faut comprendre que l'Allemagne a besoin de reprendre contact avec l'Extrême-Orient, parce qu'elle doit utiliser pour sa haute culture des éléments empruntés à toute la terre. Il faut comprendre aussi que le Japon a besoin de trouver dans le monde de nouveaux amis. « Auparavant, nous cherchions l'Orient; maintenant, c'est l'Orient qui nous cherchera [1]. » L'année suivante, le même écrivain dans le même journal publie un article, soigneusement reproduit dans l'organe anglais du Gouvernement japonais, le *Japan Times* de Tokyo (10 août 1917). Le capitaine von Salzmann commente le fait que le secrétaire d'État allemand des Colonies, M. Solf, parlant à Leipsig, a demandé la restitution des colonies perdues. Selon M. von Salzmann, c'est seulement de l'Afrique qu'a voulu parler le ministre allemand. Il n'a pas fait allusion aux colonies asiatiques et océaniques. Cette omission montre que l'Allemagne est prête à négocier au sujet de ces territoires. Elle reconnaît « la situation spéciale du Japon dans l'aire du Pacifique. L'expérience prouve qu'une base allemande en Chine telle que Tsingtao a paru menaçante aux Japonais et a provoqué leur attaque. Ce doit être une leçon pour l'avenir ».

Ainsi l'Allemagne, désireuse de détacher le Japon de l'Entente, ou du moins d'obtenir après la guerre son amitié, accepte, même dans l'hypothèse de la victoire, de lui sacrifier ses colonies asiatiques et océaniennes, et de lui abandonner la Chine.

Au Japon, la satisfaction n'est pas unanime. Les impérialistes qui rêvent de dominer la Chine par la manière forte, sont déçus. Le *Kokoumin*, organe des impérialistes et de la caste militaire, reproche à la diplomatie japonaise sa « mollesse ». « Il aurait fallu profiter de l'embarras où se trouvent les puissances européennes pour mettre la main sur

1. *Vossische Zeitung*, 7 novembre 1916.

la Chine ; en mille ans il ne pouvait y avoir meilleure occasion, écrit la revue d'inspiration bureaucratique et militaire, le *Dai Nihon* (*Grand Japon*) ; et l'occasion va nous échapper. »

Cependant les partisans de la manière forte et de l'intervention militaire sont loin d'être l'unanimité du peuple japonais. Beaucoup se rendent compte des difficultés que rencontrerait cet effort pour imposer à la Chine, par la violence, la domination du Japon. « Comment pourrions-nous, tout seuls, maintenir la paix et l'ordre dans les « quatre cents provinces »? dit le journal le plus intelligemment modéré du Japon, le *Jiji Shimpo* (9 avril 1916). Et que feraient les puissances? N'essayeraient-elles pas de mettre la main sur certaines parties de la Chine? Or le partage serait une solution déplorable. Il installerait de façon permanente en face du Japon l'Européen, l'ennemi. » Et pour l'exploitation économique de la Chine, « c'est toute la Chine qu'il nous faut, non un petit coin de la Chine. Tout démembrement limiterait notre sphère et par conséquent notre avenir », écrit le *Jitougyo no Nihon*, la revue des gens d'affaires (août 1916). « C'est bien la conquête de la Chine que rêve le Japon, ajoute le même organe, mais sa conquête économique seulement. »

Les partisans de la manière douce ajoutent qu'il ne faut pas inquiéter les Chinois, ni les humilier. Il faut « respecter la *face*, ce à quoi le Chinois tient par-dessus tout[1] ». C'est de la bonne volonté même des Chinois qu'il faut obtenir un appel à la collaboration japonaise.

Le ministre des Affaires étrangères du cabinet Teraouchi, qui a succédé au cabinet Okouma, le vicomte Motono, s'attache à rassurer la Chine sur les intentions du Japon. Dans son discours au Parlement du 23 janvier 1917, il insiste sur la nécessité de respecter l'indépendance de la Chine ainsi que les droits et les intérêts des puissances. Le Japon a beaucoup fait pour la Chine ; d'où vient, cependant, que tant de Chinois gardent de l'animosité, de la méfiance? La principale cause, c'est la tendance qu'ont certains Japonais à prendre parti dans les

1. *Nihon oyobi Nihonjin, le Japon et les Japonais*, mars 1916.

querelles intestines de la Chine. Le cabinet actuel « répudie ces façons d'agir ». Il ajoute :

Nous désirons entretenir avec la Chine les relations de la plus cordiale entente. Nous ne demandons que l'accomplissement graduel de toutes les réformes qu'elle se propose de faire pour son développement futur. Nous ne négligerons rien pour lui venir en aide *si tel est son désir*. Nous tâcherons de lui faire comprendre la sincérité de nos sentiments, et *ce sera à elle de décider si elle doit se fier à nous ou non*... Nous ne devons pas ignorer non plus que les autres puisssances ont d'immenses intérêts en Chine. Nous devons donc, tout en sauvegardant nos propres intérêts, respecter soigneusement ceux d'autrui.

Même tendance dans le discours prononcé au Parlement le 26 juin 1917. Et, dans le privé, le vicomte Motono se plaît à répéter cette formule catégorique : « Il n'y a pas de question chinoise. »

Malgré les avances de certains Japonais, les Chinois, — sauf un certain nombre de personnalités influentes gagnées à la cause japonaise, — restent méfiants et deviennent de plus en plus hostiles. Les demandes du Japon révélant le désir d'établir sur la Chine un véritable protectorat suscitent l'opposition la plus vive parmi les Chinois les plus préoccupés de l'intérêt national.

En 1917, un fait nouveau pose un nouveau problème. La Chine, le 14 mars 1917, rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne. Elle lui déclare la guerre le 14 août 1917. Les relations établies entre la Chine et le Japon, en tant que successeur des droits de l'Allemagne, ne sont-elles pas rompues par la rupture même des relations entre la Chine et l'Allemagne? Certains journaux japonais semblent souhaiter cette rupture, espérant obtenir plus d'avantages d'un nouvel accord. Par exemple, le journal nationaliste, le *Yamato*, demande que le Japon profite de l'occasion pour reviser l'accord sino-japonais et pour se faire accorder, entre autres, dans toutes les provinces chinoises les mines concédées aux Allemands [1]. D'autres, au contraire, paraissent redouter la rupture de l'accord de 1915. Le député Oyama, à la commission du budget (section des Affaires étrangères), le 4 février 1918,

1. *Yamato*, 10 septembre 1917.

demande au ministre des Affaires étrangères vicomte Motono, si « la politique du Gouvernement est de maintenir à tout prix les droits obtenus par le traité conclu entre le Japon et la Chine sous le ministère Okouma ». A quoi le vicomte Motono répond que « le Gouvernement entend maintenir ce qu'il a obtenu en vertu du traité sino-japonais » et que « le Japon n'a livré à aucun autre pays aucun de ses droits acquis ou à acquérir ».

Au cours de 1917 et de 1918, le Japon se rend compte qu'il ne pourra pas imposer à la Chine, alliée de l'Entente, un protectorat analogue à celui que définissaient les demandes de l'article V, et qu'il n'obtiendra pas non plus des puissances le mandat de diriger la Chine. Il essaye alors, utilisant la complicité de certains dirigeants chinois, de conquérir en Chine certaines situations permettant d'y exercer plus tard une influence prépondérante. En réunissant les avantages de détail obtenus peu à peu, le Japon acquerrait ainsi la prépondérance qu'il rêve ; comme en rapprochant les éléments d'un puzzle que l'on aurait découpé soi-même, on referait sans difficulté le tableau d'ensemble. (J'ai entendu cette comparaison exprimée par le spirituel ministre d'une puissance européenne à Pékin.)

Les Japonais multiplient alors les prêts aux Banques chinoises, aux Sociétés de chemins de fer, les demandes de concessions. Ils proposent de fournir à la Chine les armes nécessaires à son armée, dont une partie devait être envoyée en Europe, et des conseillers militaires, en se faisant livrer par elle le fer d'importantes mines chinoises. Le principal agent de ces transactions est le ministre chinois des Communications, M. Tsao Jou Lin, considéré comme étant, dans le cabinet Toan Si Joui, l'agent des Japonais. Certains journaux chinois ou pro-chinois font contre lui une ardente campagne. Le *Peking Evening Times* cite le chiffre des millions touchés par lui dans certaines de ces affaires. Froidement, la presse annonce que certains membres de la société secrète, *Plutôt la mort que l'esclavage*, sont arrivés à Pékin pour tuer M. Tsao Jou Lin et ses complices, ne pouvant protester autrement contre le fait qu'il livre la Chine aux Japonais [1].

1. *Peking and Tientsin Times, Peking Evening Times*, 26 octobre 1917.

*
* *

La victoire de l'Entente, à la fin de 1918, amène une transformation totale de la politique japonaise. Le Japon, qui avait été si longtemps séduit par les conceptions politiques allemandes, en comprend soudain le danger. Il sent le péril d'un impérialisme militariste qui, nécessairement, provoque l'hostilité générale. Il se découvre démocrate, pacifiste, internationaliste. « Les jours de l'expédition des Argonautes sont passés, dit joliment le baron Makino, délégué à la Conférence de la Paix. Les règles de la Ligue des Nations ne sauraient permettre d'agression ni d'exploitation égoïste. » Au début de 1919, le président du Conseil, M. Hara, le ministre des Affaires étrangères, vicomte Uchida, et tous les chefs de parti, expriment leur sympathie pour la Chine, leur volonté de respecter son indépendance, leur désir de coopérer loyalement avec elle, leur ferme intention de lui rendre Kiao Tchéou, moyennant les avantages précédemment consentis au Chantoung [1].

Mais, maintenant, la Chine désire davantage. Puisque le monde va être reconstruit sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle espère recevoir, sans aucun sacrifice, cette province dont on ne peut contester le caractère essentiellement chinois. La presse chinoise publie les vingt et une demandes du 18 janvier 1915 [2], et elle prétend que toutes les conventions passées entre la Chine et le Japon au cours de la guerre doivent être annulées par la Conférence de la Paix, parce qu'elles ont été imposées à la Chine par la violence, comme l'ont été le traité de Brest-Litowsk à la Russie et celui de Bucarest à la Roumanie. Les journaux anglo-chinois de Shanghaï, comme le *North China Daily News*, soutiennent la même thèse et reprennent la même comparaison. Cette assimilation indigne le *Yorozou* : « La Chine n'a pas été en guerre avec le Japon comme la Russie l'a été avec l'Allemagne ; et c'est un excès de modestie que de comparer sa faiblesse à celle de la Roumanie vaincue (8 janvier 1919). »

1. Par exemple discours du vicomte Uchida au Parlement, 21 janvier 1919.
2. *Peking Leader*, 4 janvier 1919.

Les délégués chinois à la Conférence de Paris expriment le désir de voir annuler ces conventions. Le 28 janvier 1919, ils annoncent leur intention de publier tous les traités secrets imposés par le Japon à leur pays au cours de la guerre. La visite de protestation que fait, à ce propos, le 2 février 1919, le ministre du Japon à Pékin, M. Chota, au Wai Chiao Pou, ministère des Affaires étrangères chinois, est considérée comme grosse de menaces ; elle provoque une vive émotion en Chine. L'*Asahi* de Tokyo se plaint, le 8 février 1919, de la « trahison » de la Chine et de ses délégués, surtout de M. Wellington Koo, le ministre de Chine en Amérique, particulièrement actif à Paris. Le *Mainichi* d'Osaka assimile l'attitude des délégués chinois à celle des Bolcheviks russes publiant les traités secrets de leur pays, et il compare la Chine à un homme qui, pour essayer de ramasser une fleur sur un rocher, risquerait de tomber dans un précipice. Finalement, les accords et contrats sont publiés en même temps à Tokyo et à Pékin, et ils révèlent à quel point s'est étendue la mainmise du Japon sur la Chine, par suite de la complicité de Chinois japonisés, comme le ministre des Communications, Tsao Jou Lin, et l'ambassadeur de Chine au Japon, Chang Tsung Hsiang.

Les délégués chinois demandent aux puissances de décider la restitution pure et simple de Kiao Tchéou à la Chine. Devant la Conférence de la Paix, deux thèses s'affrontent.

La thèse chinoise soutient qu'en droit, depuis qu'en mars 1917, la Chine a rompu avec l'Allemagne et qu'en août 1917 elle lui a déclaré la guerre, la convention sino-allemande du 6 mars 1898, abandonnant Tsingtao, est devenue caduque, ainsi que tous les arrangements conclus avec les puissances ennemies. En équité, il faut appliquer au Chantoung le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Ainsi Kiao Tchéou doit revenir à la Chine directement, sans intervention du Japon, sans compensation ni contrepartie.

La thèse japonaise soutient qu'en droit, la situation de Kiao Tchéou était réglée, lorsque la Chine a déclaré la guerre à l'Allemagne, non plus par la convention sino-allemande du 6 mars 1898, mais par les accords sino-japonais du 25 mai 1915, en vertu desquels le Gouvernement japonais devait succéder à tous les droits du Gouvernement allemand dans

le Chantoung. Le Gouvernement chinois, même après la déclaration de guerre à l'Allemagne, accepte cette interprétation en échangeant, avec le Gouvernement japonais, certains engagements se rapportant au chemin de fer du Chantoung, le 24 septembre 1918[1]. Ainsi que le remarque le *Bulletin de l'Asie Française*, « ces tractations qui n'étaient guère en somme que des corollaires de celles de 1915, n'indiquaient pas que la Chine pensât alors que celles-ci fussent caduques ». (Février-juillet 1919, p. 196.) Enfin, en équité, le Japon doit recevoir la récompense des sacrifices faits par lui pour délivrer Kiao Tchéou et chasser l'Allemagne du Pacifique, alors que la Chine n'a contribué en rien à cet effort libérateur.

La Grande-Bretagne et la France s'étaient engagées à soutenir les demandes japonaises se rapportant au Chantoung et aux colonies japonaises situées au nord de l'équateur. La thèse japonaise a triomphé devant la Conférence de la Paix. Le Traité de Versailles règle la question par les articles 156, 157, et 158.

Art. 156. — L'Allemagne renonce, en faveur du Japon, à tous ses droits, titres et privilèges concernant notamment le territoire de Kiao Tchéou, les chemins de fer, les mines et les câbles sous-marins qu'elle a acquis en vertu du traité passé par elle avec la Chine le 6 mars 1898, et de tous autres actes concernant la province du Chantoung.

Tous les droits allemands dans les chemins de fer de Tsingtao à Tsinan Fou, y compris ses embranchements, ensemble ses dépendances de toute nature, gares, magasins, matériel fixe et roulant, mines, établissements et matériel d'exploitation des mines, sont et demeurent acquis au Japon, avec tous les droits et privilèges qui s'y rattachent.

Les câbles sous-marins de l'État allemand, de Tsingtao à Sanghaï, et de Tsingtao à Tchéfou, avec tous les droits, privilèges et propriétés qui s'y rattachent, restent également acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

Art. 157. — Les droits mobiliers et immobiliers que l'État allemand possède dans le territoire de Kiao Tchéou, ainsi que tous les droits qu'il pourrait faire valoir par suite de travaux ou aménagements exécutés ou de dépenses engagées par lui, directement ou indirectement, et concernant ce territoire, sont et demeurent acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

Art. 158. — L'Allemagne remettra au Japon, dans les trois mois

1. S. Akizuki, *la Question du Chantoung*. Plon, 1920, p. 13-14.

qui suivront la mise en vigueur du traité présent, les archives, registres, plans, titres et documents de toute nature concernant les administrations civile, militaire, financière, judiciaire ou autres du territoire de Kiao Tchéou, à quelque endroit qu'ils se trouvent.

Dans le même délai, l'Allemagne notifiera au Japon tous les traités, arrangements ou contrats concernant les droits, titres ou privilèges visés aux deux articles ci-dessus.

La Chine a refusé de signer le Traité de Versailles à cause de ces articles. La décision de la Conférence de la Paix a provoqué en Chine l'émotion la plus vive. Des manifestations importantes se sont produites dans les grandes villes, à Pékin notamment et à Shanghaï. A Pékin, les étudiants ont brûlé la maison du ministre accusé d'être l'agent des Japonais, M. Tsao Jou Lin, et ils ont si violemment frappé le ministre de Chine au Japon, soupçonné d'être un traître vendu à l'adversaire, qu'il en est mort. Sur bien des points a été organisé le boycottage des produits japonais. Dans les ambassades et les consulats des pays amis, de vieux Chinois sont venus protester en pleurant.

Certains Français de Chine m'ont, alors, exprimé le souhait que la République française, en ces circonstances, trouvât quelque moyen d'exprimer à la République chinoise sa sympathie fraternelle. Ils auraient voulu que la France, en un geste magnanime, restituât purement et simplement à la Chine le territoire de Quan Tchéou Ouan, dont nous n'avons jamais rien fait. Cette preuve éclatante d'estime provoquerait, me disaient-ils, un enthousiasme joyeux en Chine ; l'humiliation subie à la Conférence en serait atténuée ; la paix de l'Extrême-Orient en serait mieux assurée ; le respect et l'amour de la France en seraient accrus.

L'Amérique, en cette circonstance, a pris nettement parti pour la Chine. Plusieurs Américains pensent, comme le sénateur Borah, que le règlement de la question du Chantoung adopté par la Conférence est « une honteuse transaction » à laquelle leur pays ne pourrait adhérer sans déshonneur. Au milieu de novembre 1919, le Sénat américain a adopté la réserve 6 au Traité de Versailles :

Les États-Unis refusent leur assentiment aux articles 156, 157, 158, et réservent leur entière liberté d'action en ce qui concerne

toute controverse éventuelle sur lesdits articles entre la République de Chine et l'Empire du Japon.

Cependant le Japon a maintenu sa proposition de restituer le territoire disputé à la Chine aux conditions antérieurement fixées. Le ministre des Affaires étrangères, vicomte Ouchida, en a donné récemment l'interprétation suivante. Aussitôt après l'accord définitif, le Gouvernement rappellera les troupes qui gardent le territoire et la voie ferrée de Kiao Tchéou à Tsinanfou. Cette ligne sera exploitée comme une entreprise mixte sino-japonaise, et il n'y aura aucune différence de traitement entre les nationaux des deux pays. Enfin le Gouvernement japonais étudie la substitution possible d'une concession internationale à la concession japonaise dans le port de Tsingtao.

Le 19 janvier 1920, le ministre du Japon à Pékin remet au Gouvernement chinois un aide-mémoire proposant qu'une commission sino-japonaise se réunisse pour régler la question du Chantoung dans les conditions précédemment indiquées. Cette proposition a suscité dans les grandes villes chinoises une recrudescence de l'agitation antijaponaise.

Quelle que soit la solution finale donnée au problème du Chantoung, la Société des Nations devra consacrer une attention particulière à la question des rapports entre la Chine et le Japon, afin de prévenir de dangereuses complications futures.

L'Europe et l'Amérique ne pourraient laisser le Japon *coréaniser* la Chine. Il serait inadmissible de placer sous le protectorat du Mikado ces Chinois qu'une élite républicaine travaille à faire évoluer vers un patriotisme à la fois plus vif et plus respectueux de l'étranger, vers un régime de démocratie plus complète, vers un type de civilisation plus proche de la civilisation moderne.

La grande guerre a été considérée comme ayant pour fin dernière la reconstruction du monde sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : il serait scandaleux qu'elle aboutît à placer les Chinois, contre leur gré, sous le joug des Japonais. Les politiciens à courte vue qui consen-

tiraient, sur ce point, à sacrifier la justice, trahiraient, en même temps, la cause de la paix durable; ils prépareraient pour l'avenir le plus grave conflit entre le Japon oppresseur et la Chine révoltée, soutenue probablement par les États-Unis, peut-être par la Grande-Bretagne. A un autre point de vue, il serait absurde d'abandonner aux seuls Japonais l'immense marché chinois, où nos commerçants et nos industriels, maintenant organisés pour cette tâche, pourront déployer l'activité la plus féconde. Il faut surveiller le Japon pour l'obliger à respecter les principes inscrits par lui dans tous ses traités mieux qu'il n'a respecté des principes analogues dans ses rapports avec la Corée : intégrité et indépendance de la Chine; porte ouverte au commerce et à l'industrie de toutes les nations, sans inégalité ni privilège d'aucune sorte.

Certes, la Chine a encore, et elle aura longtemps, le plus grand besoin d'être aidée par les pays plus avancés qu'elle dans la voie de la civilisation moderne. Tous les grands pays doivent avoir leur part en cette œuvre immense de la transformation de la Chine; le Japon, en particulier, puisqu'il a déjà réalisé un harmonieux mélange de vieille civilisation orientale et de moderne civilisation européenne. Mais il importe que, dans l'accomplissement de cette tâche, il soit soumis à une discipline internationale, et qu'il ne soit pas livré sans contrôle aux seules ambitions de ses impérialistes.

FÉLICIEN CHALLAYE

L'administrateur-gérant : E. GUILMOTO.

TABLE DU TROISIÈME VOLUME

Mai - Juin

LIVRAISON DU 1er MAI 1920

		Pages
ERNEST LAVISSE. . . .	Sentiments à de l'égard l'Allemagne.	5
A. t'SERSTEVENS. . . .	Un Apostolat (1re partie).	21
CHARLES DELVERT. . .	L'Offensive du 16 avril 1917.	64
JACQUES-É. BLANCHE. .	Les Arts et la Vie.	103
VICOMTE DE REISET. .	Le dernier Roi de France.	125
GIUSEPPE BAFFICO.	Dans les Ténèbres (fin)	137
FERNAND VANDÈREM. .	Les Lettres et la Vie.	185
YANN M. GOBLET. . . .	L'Évolution politique irlandaise de 1914 à 1920.	201

LIVRAISON DU 15 MAI 1920

JULES LEMAITRE. . . .	Un Aventurier (Acte I).	225
PIERRE MILLE.	Papier blanc contre Papier noirci	245
A. t'SERSTEVENS. . . .	Un Apostolat (2e partie).	261
AMIRAL DEGOUY.	Ludendorf et la Marine.	299
JEAN-LOUIS VAUDOYER. .	Les Flammes mortes.	329
HENRI GOY.	Lucien Poincaré et son Œuvre nationale.	334
Cte H. BOUVARD.	La Coordination dans la Bataille.	344
VLADIMIR ZENZINOFF. .	La Carrière d'un Révolutionnaire russe. — II. . .	367
FERNAND VANDÈREM. .	Les Lettres et la Vie.	408
MARCEL DUNAN.	La Nouvelle Autriche.	428

LIVRAISON DU 1er JUIN 1920

		Pages
CHARLES LOISEAU. . .	La Nonciature de Paris.	449
JULES LEMAITRE. . . .	Un Aventurier (Acte II).	472
ABEL FERRY.	La Guerre vue d'en bas et d'en haut.	501
A. t'SERSTEVENS. . . .	Un Apostolat (fin).	520
RÉGINALD KANN	La Pacification du Maroc.	562
ALBERT-L. GUÉRARD. .	L'Université de Paris et les Étudiants américains.	582
PIERRE ARMINJON. . .	La Fonction judiciaire.	598
JACQUES-É. BLANCHE. .	Les Arts et la Vie.	627
J. CHAPPEY.	L'Organisation économique allemande. — I. . . .	648

LIVRAISON DU 15 JUIN 1920

COMTESSE DE NOAILLES. .	Poèmes.	673
JULES LEMAITRE . . .	Un Aventurier (Acte III).	679
***.	Impressions d'Allemagne.	706
MAXIME FORMONT. . .	Le Bien-Aimé (1re partie).	732
A.	L'École de Guerre et son Enseignement.	783
LOUIS SCHNEIDER. . .	Hortense Schneider.	795
G. DE RAULIN.	Bazaine à Sainte-Marguerite.	827
FERNAND VANDÉREM. .	Les Lettres et la Vie.	848
FÉLICIEN CHALLAYE. .	La Question du Chantoung.	868

CRÉDIT LYONNAIS

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Le **Crédit Lyonnais** met à la disposition du Public des Coffres-forts entiers ou des compartiments de **Coffres-forts**, pour la garde des **Valeurs, Papiers, Bijoux, Argenterie, Dentelles, Objets d'Art**, etc.

Ces Coffres-forts sont situés dans les sous-sols du Crédit Lyonnais ; leur construction et leur installation présentent les plus complètes garanties contre les risques d'incendie et de vol.

Chaque locataire reçoit une **Clé spéciale**, dont il n'existe pas de double, et il peut faire varier les combinaisons de la serrure à son gré.

Il peut seul ouvrir le Coffre-fort qu'il a loué.

Le **Crédit Lyonnais** accepte aussi en garde **Coffrets, Cassettes, Caisses, Malles** et autres objets.

S'adresser

SIÈGE CENTRAL, 19, boulevard des Italiens ou dans les BUREAUX DE QUARTIER

JEUNES GENS CLASSES 21-22

réformés, personnes faibles, rendez-vous forts et robustes par la nouvelle méthode de culture phys. de chambre, sans appareils, 10 minutes par jour, pour créer une nation forte et saine et défendre la patrie.

Brochure contre Timbres.

Prof. Wehrheim, *Le Trayas* (Var)

LES SCIENCES UTILES

TOUT l'hypnotisme à la portée de tous pour **dominer, réussir, soulager, guérir**, etc.

Notice 0,20. M. G. FILIATRE, COSNE (Allier).

PUISSANCE MAGNÉTIQUE

à votre portée (**NOTICE 0 fr. 50**)

pour l'acquérir ou

pour recourir à celle du spécialiste **H. BARDEZ.**

PARIS, 5, rue de l'Annonciation (2 à 6 h) ou par corr.

Maladies du Subconscient Radical (Faiblesse des nerfs).

Magnétiseur Spécialiste. Passy, 5, rue de l'Annonciation 2 à 6 h.

EN VENTE

PARTOUT

PATE EXTRA

pour

CHAUSSURES

CABRI

Noir - Rouge - Jaune - Blanc - Havane

★

CRÉDIT LYONNAIS
Siège social à Lyon — Siège central à Paris
CAPITAL : 250 MILLIONS
ENTIÈREMENT VERSÉS
AGENCE DE BRUXELLES
DÉPOT DE TITRES
LOCATION DE COFFRES-FORTS

L'ARGUS de la PRESSE
"VOIT TOUT"
Fondé en 1879
LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX
37, Rue Bergère, PARIS (IXe)
Lit et dépouille par jour
20.000 *Journaux ou Revues du Monde entier*
Collectionne : LES ARCHIVES DE LA PRESSE
Edite : **L'Argus de l'Officiel**
contenant tous les votes des Hommes politiques
L'Argus recherche articles et tous documents passés, présents, futurs
L'Argus se charge de toutes **Publicités** dans tous les journaux et revues
Publicité financière — Publicité économique
Publicité commerciale
Publicité littéraire et mondaine
Tél. : 102-62 - Adr. Tél. : Achambure-Paris

KRIEGER
Exposition permanente - 74, Fg St Antoine, Paris.
ANCIENNES PORCELAINES DE CHINE. MEUBLES CHINOIS AVEC PANNEAUX EN LAQUE DE COROMANDEL

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Les annonces sont reçues au RÉPERTOIRE FONCIER *14, rue Cadet, Paris.*

Téléphone Central : 72-11

A adj. Ch. not. Paris, le 6 juillet. **En 3 lots :** 1° **LE CHESNAY** (S.-et-O.) Versailles, Glatigny. Pt, r. Dufetel, 7. Ce 845mq R. 2.300 f. M. à p. 60.000 f. 2° **Maison à Paris, av. Clichy, 169.** R. 2.500 fr. environ. Mise à p. 110.000 f. 3° **AUBERVILLIERS.** Prop. r. du Vivier, 61, 63, 65, 67. Rev. 12.000 f. env. M. à p. 200.000 f. S. Me **LAEUFFER**, not., Paris, rue de Rome, déposit. ench.

PROPté à SARTROUVILLE (S.-et-O.) q. de Seine, 46. Ce 7.881m, lib. de loc. M. à p. 130 000 fr. Ad. s. 1 ench. Ch. n., 22 juin. S'ad. Me **THION DE LA CHAUME**, n., 8, b. Sébastopol.

Maison à Paris, R. DE RENNES, 59. Ce 208m30. R. b. 23.723 f. M. à p. 250.000 f. A ad. s. 1 ench. Ch. not. Paris, 6 juillet 1920 S'ad. Me **LAEUFFER**, not., 11, r. de Rome.

Vente au Palais, à Paris, 23 juin 1920, à 3 heures, en 17 lots de : 1° Un étang dit : **ETANG DE LA HORRE**, commune de **Lentilles**, arrond. de Bar-sur-Aube, et commune de **Puellemontier** (Haute-Marne). Cont. 325 h. 58 a. M. à p. 200.000 f. 2° **Château de Chaussepot** et **FERME** dite **Bordage de Chaussepot**, com. du **Poislay** (L.-et-C.). Cont. 23 h. 61 a. 47 c. M. à pr. 100.000 f 3° **FERME de la Guyonnière**, commune de **St-Pellerin** (Eure-et-L.). C^ce 98 h. 32 a. 47 c. M. à p. 110.000 f. 4° **FERME** de Bouchereau, commune de **St-Pellerin** et **Courtalain** (Eure-et-Loir). Contenance 16 h. 15 a 34 c. M. à pr. 45.000 fr. 5° **FERME des FONTAINES**, communes de **St-Pellerin** et **Arrou**. Cont. 77 hect. 36 a. 05 c. et **Bordage de la Chicaudière**. Cont. 12 h. 77 a. 45 c. M. à pr. 125.000 fr. 6° **Ferme des Bertinières**, comm. d'**Arrou** et de **Châtillon**. C^ce 106 h. 68 a. 80 c. Mise à prix 95.000 f. 7° **Ferme et Bordage** des Hup-pières, communes du **Poislay** et d'**Arrou**. Cont. 93 hect. 24 a. 38 c. M. à pr. 80.000 fr. 8° **FERME** des Couteaux, com. du **Poislay** et de **St-Pellerin**. Contenance 110 h. 50 a. 67 c. Mise à prix : 110.000 f. 9° **FERME de la Houdonnière**, comm. du **Poislay**. C^ce 92 h. 79 a. 08 c. Mise à prix : 120.000 f. 10° **FERME** de la Galetière et bor-dage du **Petit Galas**, comm. du **Poislay** et de **St-Pellerin**. Cont. 86 h. 83 a. 31 c. M. à p. 80.000 fr. 11° **FERME** de Chaussay, comm. d'**Arrou**. Contenance : 87 h. 47 a. 45 c. M. à pr. 60.000 fr. 12° **FERME** des Souazes, com. d'**Arrou**. Cont. 82 h. 08 a. 90 c. M. à pr. 95.000 f. 13° **FERME** de Bois-Ruffin, com. d'**Arrou**. Cont. 102 h. 42 a. 75 c. M. à pr. 120.000 f. 14° **FORET de BOIS-RUFFIN**, commune d'**Arrou**. Cont. 317 h. 95 a. 60 c. M. à pr. 280.000 fr. 15° Une **MAISON** à **Courtalain**, 50, r. Montmorency. M. à p. 4.000 fr. 16° Une **MAISON** à **Courtalain**, rue **Montmorency**. Mise à prix : 15.000 fr. 17° Deux **MAISONS** à **Courtalain**, place de la Halle. Mise à prix : 7.000 fr. S'ad. pour renseig. à Me **BERTRAND**, av. à Paris, 15, r. du Louvre, et à Mes **Delihu, Lepage, Chardeau**, avoués à Paris, et à Me **Constantin**, notaire à Paris.

Adj. Ch. not. 29 juin. 1° **HOTEL** r. Georges-Bizet, 24. Lib. M. à p. 600.000 f. 2° G. imm. **R. St-SABIN**, 60. C^ce 1.575^m. R. b. 43.828 fr. M. à p. 450.000 f. 3° **MAISON** angle, **R. ARCADE**, 37, et Mathurins, 41. R. b. 14.450 f. M. à p. 200.000 f. 4° **Propriété** angle av. Terr. R. Mathis, 35, 37 et Curial, 30, 813^m. M. à p. 70.000 f. S'ad. n. Mes **QUITTON** et A. Girardin, 43, r. Richelieu.

MAISON à Paris, rue du **Faub. Poissonnière**, 10 (1e). C^ce 908^m. R. b. 98.200 fr. M. à pr. 1.500 000 fr. A adj. Ch. not., Paris, 29 juin. Me **MENNESSON**, n., 26, av. Gr.-Armée.

IMMEUBLE DE RAPPORT A PARIS. Angle rues **Frochot, 1**, et **Victor-Massé, 30**. 50 m. faç. Cont 392^m. Rev. br. 22.900 f Susceptible gr. aug. M. à p. 270.000 f. Adj. Ch. not., Paris, le 29 juin. S'ad. à Me **J. BAUDRIER**, not., 85, r. Richelieu.

MAISON à PARIS, rue Boutebrie, 3 ; **Pavillon** à **Neuilly-s.-S.**, 7, av. Céline ; **Maison à Vincennes**, 189, r. Fontenay. C^ces 141, 175 et 454^m. R. b. 3.700 f., 1.750 f. et 12.285 f. M. à p. 35.000, 20.000 et 160.000 fr. A adj. s. 1 ench. Ch. not., Paris, 29 juin. S'ad. Me **DELARUE**, not., boul. St-Denis, Paris.

VENTE au Palais, le 3 juillet 1920, à 3 heures **MAISON DE RAPPORT**, à **Paris**, **63, rue de la Tombe-Issoire**, (14e arr.) Rev. br. 19.200 f. env. M. à p. 170.000 f. S'ad. à Mes **GIEULES**, **Depaux-Dumesnil, Rougeot**, avoués à Paris ; Me **Brunel**, notaire à Paris.

Vente au Palais, à Paris, le 30 juin 1920, à 3 h., **Grande Propriété de 10.731 m. carrés.** En trois lots à **NEUILLY-SUR-SEINE**, attenante au Bois de Boulogne (Porte de Paris). 1° **MAGNIFIQUE et VASTE PROPRIETE**, r. **St-James, 19**, et boul. **Richard-Wallace, 57**. Libre location. Belle réception. Confort moderne, Communs, Serre, etc. Beau parc, arbres séculaires Contenance 7.663 mètres. Mise à prix : 1.350.000 fr. 2° **UNE VILLA** avec jardin et communs, 23, r. **St-James**. C^ce 2.302^m. Mise à pr. 350.000 fr. 3° **UNE VILLA** avec jardin et communs, 21, r. **St-James**. C^ce 766^m. M. à p. 100.000 fr. S'ad. pour renseig. et pour visiter, à Me **GUYOT-SIONNEST**, av. à Paris, 20, rue Montpensier, et à Me **Salats**, notaire à Paris, 3, rue du Louvre.

MAISON de rapport, **R. CASTEX, 11** (4e) C^ce 799^m. Rev. b. 28.267 f. M. à p. 250.000 f. A adj. sur 1 ench. Ch. not., Paris, 29 juin. S'adresser à Me **HUILLIER**, n., 83, b. Haussmann, dép. de l'ench.

TERRAIN, 5, r. Geoffroy-Marie, av. const. et droit indem. ~~domm.~~ de guerre. C^ce 518^m. M. à pr. 900 000 f. Ad. s. 1 ench. Ch. n., 22 juin. S'ad. Me **THION DE LA CHAUME**, n., 8, b. Sébastopol.

Ville de Paris. A adj. sur 1 ench. Ch. n., 29 juin. **TERRAIN**, r. du Renard, 23 prés. sup., 480^m68. M. à p. 600 f. le ^m. S'ad. n. Mes **DELORME** et **Mahot de la Quérantonnais**, 14, rue Pyramides.

Adj. Ch. not., 6 juillet : **3 MAISONS Paris** : 1° **R. St-Maur**, 49, Rev. br. 6.550 fr. 2° **Rue du Volga**, 10 (20e). C^ce 1.885^m R. b. 4.000 f. 3° boulevard **St-Marcel**, 61. Rev. br. 10.276 fr. M. à p. 60.000, 50.000 et 100 000. S'ad. Me **TOLLU**, not., 70, r. St-Lazare.

Vente au Palais, à Paris, le 23 juin 1920, à 3 h., Maison à Paris, **20, BOUL. POISSONNIERE.** Cont. 451 m. q. environ Rev. brut 70.000 fr. environ Mise à prix : 800.000 fr. S'adresser à Me **André REGNIER**, av., 13, r. Tronchet, et à Me **POISSON**, not., 19, boulevard Malesherbes.

Vente au Palais, le 26 juin 1920, 3 heures, de : Maison à Paris, **R. DE GRENELLE, 180** (superficie 1.323 m.). M. à p 500.000 fr. S'ad. à Mes **MOREAU** et **Lestiboudois**, avoués, **Fontana**, notaire à Paris.

CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE

Société anonyme au capital de **125** millions

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS RÉSIDANT A PARIS

MM. LEBON (André), ✻, Censeur du Crédit Foncier de France, *Président du Conseil.*
BUHOT (Henri), ✻, Ancien Président du Tribunal de Commerce de Constantine, *Vice-Président.*
PHILIPPAR (Edmond), ✻, Administrateur de la Cie Marocaine et de la Manufacture de Tabac, J. Bastos, *Vice-Président, Administrateur-délégué.*
JOURDANNE (Alfred), Administrateur de la Sté des Grands Travaux Algériens, et du Crédit fluvial et maritime de France, *Administrateur-Directeur.*
ZAFIROPULO (Démétrius), ✻, Banquier, Président de la Cie de Phosphates du Djebel Mdilla.
ROULAND (Julien), Président de la Compagnie Générale des Tabacs.
TESSANDIER (Emmanuel), ✻, Trésorier-Payeur Général honoraire.
ESTIER (Henri), O. ✻, Armateur, Censeur de la Banque de France à Marseille.
SAINT-RENÉ TAILLANDIER (Georges), C. ✻, ✠, Ministre Plénipotentiaire, Administrateur de la Banque Française de Syrie.
Général LEGRAND-GIRARDE, C. ✻, ✠, Vice-Président de la Compagnie des Tramways et Autobus de Casablanca.
LOISY (Xavier), O. ✻, Ancien Inspecteur des Colonies, Vice-Président de la Compagnie des Magasins Généraux et Warrants du Maroc.

ADMINISTRATEURS RÉSIDANT A ALGER ET TUNIS

MM. WAROT (Joseph), ✻, Président honoraire de la Chambre de Commerce d'Alger, Président de la Société des Tabacs Algériens, *Administrateur-Délégué*, présidant les séances à Alger.
HENRI (Charles), Ancien juge au Tribunal de Commerce d'Alger, Président de la Société Agricole Algérienne.
DELACROIX, ✻, Juge-Président de section au Tribunal de Commerce d'Alger, Consul de Grèce à Alger.
STANISLAS, O. ✻, Intendant militaire du cadre de réserve.
GRONIER, ✻, Administrateur de la Sté des Grands Travaux Algériens et de la Sté Agricole Algérienne.
Colonel MAYER (Edmond), C. ✻, Ancien Directeur de l'Artillerie à Alger.
SALIÈGE, Ancien Bâtonnier du barreau de Tunis.

CENSEURS

MM. Général PARISOT, C. ✻, Administrateur de la Société des Grands Moulins Vilgrain et de la Société Tunisienne de Magasins Généraux et d'Entrepôts.
BARBEDETTE, ✻, Président du Conseil du Réseau Algérien des Chemins de fer de l'Etat.
PHILIBERT (Joseph), Président du Tribunal de Commerce d'Alger.

COMMISSAIRE DU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

M. BERTHAULT (Pierre), Ingénieur Agricole, Docteur ès-Sciences, Membre du Conseil Supérieur de l'Agriculture.

SIÈGES ET AGENCES

Siège Social : ALGER = Siège Central : PARIS

BORDEAUX — MARSEILLE — NANTES

ALGÉRIE. — Affreville, — Aïn-Beïda. — Aïn-Bessem. — Aïn-Tassera. — Aïn-Temouchent. — Akbou. — Arba (l'). — Arzew. — Aumale. — Batna. — Biskra. — Blida. — Bône. — Bordj-Bou-Arreridj. — Boufarik. — Bougie. — Bouïra. — Burdeau. — Châteaudun-du-Rhummel. — Cherchell. — Coléa. — Constantine. — Djidjelli. — Douéra. — Le Fondouck. — Frenda. — Guelma. — Guyotville. — Hussein-Dey. — Hammam-Bou-Hadjar. — Jemmapes. — Maison-Carrée. — Marengo. — Mascara. — Médéa. — Ménerville. — Mila. — Montgolfier. — Mostaganem. — Oran. — Orléansville. — Philippeville. — Relizane. — Rio Salado. — Rouïba. — Saïda. — Saint-Arnaud. — Saint-Cloud. — Saint-Donat. — Sétif. — Sidi-Bel-Abbès. — Souk-Ahras. — Tebessa. — Tiaret. — Tizi-Ouzou. — Tlemcen. — Touggourt. — Vialar.

TUNISIE. — Béjà. — Bizerte. — Ferryville. — Gabès. — Kairouan. — Le Kef. — Mateur. — Medjez-el-Bab. — Nabeul. — Sfax. — Souk-el-Khemis. — Sousse. — Tabarka. — Tunis.

MAROC. — Casablanca. — Fez. — Kénitra. — Larache. — Marrakech. — Mazagan. — Meknès. — Melilla. — Mogador. — Oudjda. — Rabat. — Saffi. — Tanger.

Bureaux de quartier à Alger.

A. 24, rue Michelet. — B. 71, rue Sadi-Carnot. — C. 24, rue Borely-la-Sapie. — D. Hôtel Saint-Georges.

ÉTRANGER. — Londres, Smyrne, La Valette (Ile de Malte), Gibraltar, Palma (Iles Baléares), Malaga.

Correspondants en Orient.

Banque de Salonique. — Banque Française de Syrie.

EXTRAIT DU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée générale ordinaire du CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE s'est tenue le 27 mai, sous la présidence de M. André LEBON, Président du Conseil d'Administration.

Les comptes qui ont été soumis aux actionnaires se soldent par un bénéfice net de : 5.948.725 francs contre 4.486.765 francs en 1918, en augmentation de plus de 1.400.000 francs.

Conformément à la proposition qui leur en a été faite les actionnaires ont décidé d'augmenter de 2 francs le dividende qui se trouve ainsi porté de 26 à 28 francs, par action entièrement libérée et de fixer à 8 fr. 25 le coupon attribué aux actions nouvelles émises en décembre 1919. Le dividende sera mis en paiement, à partir du 29 mai, contre présentation aux guichets du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie du coupon n° 24, sous déduction de l'acompte de 13 fr. 50, payé en janvier et des impôts.

Les actionnaires ont ratifié la nomination de M. Alfred JOURDANNE comme administrateur et réélu administrateurs pour cinq ans : MM. TESSANDIER, SAINT-RENÉ-TAILLANDIER et STANISLAS.

Dans son rapport, le Conseil d'Administration a donné aux actionnaires d'intéressantes précisions sur le développement des opérations sociales. Le montant total du bilan atteint plus de 670 millions contre 406 millions au 31 décembre 1918. Les « Dépôts et Créditeurs en comptes-courants » s'élèvent à plus de 400 millions contre 190 millions l'année précédente.

De plus, le capital social par suite de l'augmentation effectuée au cours du dernier trimestre de 1919 a été porté de 78.500.000 francs à 125 millions, en vue de réaliser le programme d'extension exposé aux actionnaires dans les précédentes assemblées. C'est ainsi qu'à la suite de la création de nouveaux sièges en Afrique du Nord et à l'étranger, notamment à Smyrne, Palma, Gibraltar et Londres, le nombre des succursales et agences dépasse actuellement la centaine. En outre, d'importants intérêts ont été pris dans la Banque de Salonique et la Banque Française de Syrie.

En dehors de ces indications, le Conseil a exposé dans son ensemble l'essor économique de nos possessions Nord-Africaines au cours de l'année 1919 qui a encore marqué une nouvelle étape de prospérité. Au Maroc, le Gouvernement chérifien d'accord avec le Gouvernement du Protectorat a décidé d'y rendre applicables les dispositions relatives au fonctionnement du Crédit Foncier, qui avaient été prises il y a dix ans en Tunisie et dont l'application avait donné d'excellents résultats.

Dans ces conditions, le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie pourra étendre désormais au Maroc ses accords avec le Crédit Foncier de France qui lui permettent d'exercer par procuration ses propres privilèges.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1919

ACTIF

Actionnaires	40.973.250	»
Espèces en caisse et déposées à la Banque de l'Algérie et à la Banque de France ; bons du Trésor	75.313.001	65
Portefeuille	253.211.175	52
Actions, Obligations, Rentes	9.630.144	81
Hôtels, Mobilier et Matériel des docks	9.260.610	62
Immeubles acquis à la suite d'expropriations	305.370	03
Prêts	96.831.650	97
Avances sur titres et Reports	6.297.695	40
Crédits sur garanties diverses	37.403.718	38
Correspondants	19.848.290	30
Débiteurs en comptes courants	88.130.876	67
Participations Financières	17.664.357	66
Débiteurs par acceptations	443.772	55
Opérations de change garanties	11.412.000	»
Frais de premier établissement	4.054.115	23
TOTAL DE L'ACTIF Fr.	670.780.029	79

PASSIF

Capital	125.000.000	»
Réserves	17.674.960	63
Caisse de retraite ou de prévoyance pour le personnel	115.700	»
Crédit Foncier de France. Son compte de participation	95.853.892	98
Dépôts en comptes courants à vue	300,214.974	64
Dépôts sur bons de caisse et à préavis	10.486.417	78
Correspondants et Créditeurs en comptes courants	87.437.815	22
Acceptations, Mandats à payer et Lettres de Crédit	10.424.813	97
Opérations de Change garanties	11.412.000	»
Dividendes	5.009.317	49
Profits et pertes. Reliquat de 1919	391.982	58
Comptes d'ordre	6.768.154	50
TOTAL DU PASSIF	670.780.029	79

CHEMIN DE FER DU NORD

PREMIER PÈLERINAGE AUX RÉGIONS DÉVASTÉES

Train spécial mis en marche tous les dimanches jusqu'à nouvel avis, permettant la visite d'ALBERT de 9 h. 40 à 10 h. 50, d'ARRAS de 12 h. à 13 h. 20, et de LENS de 14 h. à 15 h., et traversant les champs de bataille de l'ANCRE, de VIMY, et de LENS.

Départ de Paris à **7** h. **20**. — Retour à **20** h.

Prix aller et retour : 1re **57.50**, 2e **42.80**, 3e **30.15**

Les billets doivent être pris à l'avance à la gare de PARIS-NORD (guichet n° 47)

ITINÉRAIRES EN CHEMIN DE FER COMBINÉS AVEC CIRCUITS AUTOMOBILES EN AUTO-MAILS

A. — 1 jour (Paris), **AMIENS**, VILLERS-BRETONNEUX, CHAULNES, PÉRONNE, MONT-SAINT-QUENTIN, BOIS DES TRONES, ALBERT, **AMIENS** (Paris).
1re classe **185** francs (y compris le déjeuner).

B. — 2 jours (1er jour) (Paris), **AMIENS**, ALBERT, BAPAUME, ARRAS, BÉTHUNE, LA BASSÉE, LENS, **ARRAS**.
(2e jour). **ARRAS**, LIGNE HINDENBURG, CAMBRAI, PÉRONNE, BIACHES, la Bertha d'AMIENS, **AMIENS** (Paris).
1re classe **375** francs (compris hôtels et repas, sans boisson).

C. — 1 jour (Paris), **ARRAS**, CROISILLES, LIGNE HINDENBURG, CHERISY, **ARRAS**, Crête de Vimy, LENS, SOUCHEZ, **ARRAS** (Paris).
1re classe **140** francs. — 2e classe **118** francs (compris le déjeuner sans boisson).

D. — 1 jour (Paris), **LILLE**, ARMENTIÈRES, BAILLEUL, Région du MONT-KEMMEL, YPRES, MENIN, **LILLE** (Paris).
1re classe **155** francs — 2e classe **131** francs.

E. — 1 jour (Paris), **LAON**, la Bertha, LA FÈRE, TERGNIER, CHAUNY, COUCY-LE-CHATEAU, ANIZY, MOULIN DE LAFFAUX, CHEMIN DES DAMES, **LAON** (Paris).
1re classe **132** francs. — 2e classe **119** francs (compris déjeuner sans boisson).

Pour plus amples renseignements, s'adresser au Bureau des Renseignements de la gare de PARIS-NORD ; aux guichets de la Société Française des Auto-Mails, à la gare de PARIS-NORD (bâtiment de la gare de Ceinture) ; au siège social de la Société Française des Auto-Mails, 1, rue des Italiens, et aux principales Agences de voyages.

Librairie Académique. — PERRIN & Cie, Éditeurs
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, PARIS (VIe ARR.)

NICOLAS ZVORIKINE

LA RÉVOLUTION ET LE BOLCHEVISME EN RUSSIE

Préface de Georges BLONDEL

Dernière Période de l'absolutisme — Tsarine Alexandra et Raspoutine. — Abdication de Nicolas II. Gouvernement provisoire. — Kerensky. — Corruption de l'Armée. — Coup d'Etat Bolcheviste. Qu'est-ce que le Bolchevisme ? — Œuvre de l'Allemagne. — L'Armée rouge. — La Terreur. Extermination des bourgeois. — Organisation politique et économique. — Lénine et son œuvre.

Un volume in-16. — Prix. . . . . 6 fr.

Il a été tiré dix exemplaires numérotés sur papier vergé pur fil des Papeteries Lafuma. Prix. 20 fr.

GEORGES DE DUBOR

LES MYSTÈRES DE L'HYPNOSE

Etats hypnotiques. — La Suggestion. — L'Hypnotisme médical. Télépathie et rêves. — La Prescience. — Dédoublement et maisons hantées.

Un volume in-16. — Prix. . . . . 6 fr.

Dr JOSEPH LAPPONI
Médecin de Leurs Saintetés Léon XIII et Pie X

L'HYPNOTISME ET LE SPIRITISME

Etude Médico-Critique

Un volume in-16 (8e édition). — Prix. . . . . 6 fr.

MICHEL SALOMON

PORTRAITS ET PAYSAGES

Préface de Paul BOURGET, de l'Académie française

Montaigne à Bordeaux. — William James. — Quelques épistoliers : Musset, Barbey d'Aurevilly, Zola, Taine, J. de Maistre. — La Jeanne d'Arc d'Anatole France. — Deux Maîtres de l'éloquence : Raymond Poincaré, Charles Chenu. — Portraits Littéraires : Le Marquis de Vogüé, Edmond Rostand. Frédéric Masson. — Au pays d'Eugénie de Guérin. — La Maison de Madame Roland, etc.

Un volume in-16. — Prix. . . . . 6 fr.

CHARLES VERMANT

COMMENT FAIRE PAYER L'ALLEMAGNE ?

Engageons l'avenir sur le dos des Boches pour cent ans, s'il le faut, mais ne soyons pas ruinés après avoir été victorieux.
Ne soyons pas des Vainqueurs vaincus.

Un volume in-16. — Prix. . . . . 5 fr.

ANTONIN EYMIEU

La Part des Croyants dans les Progrès de la Science au XIXe Siècle

Seconde Partie

DANS LES SCIENCES NATURELLES

Un volume in-16. — Prix. . . . . 6 fr.

DUKAGJIN - ZADEH BASRI - BEY

LE MONDE ORIENTAL ET L'AVENIR DE LA PAIX

Préface de Charles Rivet

Avec deux portraits hors texte et une carte en couleur
Un volume in-16. — Prix. . . . . 7 fr.

DUKAGJIN - ZADEH BASRI-BEY

L'ALBANIE INDÉPENDANTE ET L'EMPIRE KHALIFAL OTTOMAN

Préface de Claude Farrère

Un volume in-8° raisin. — Prix. . . . 6 fr.

En sus des prix marqués, ajouter 10% pour frais de port.

LIBRAIRIE PLON

Il faut lire :

L'OMBRE DE LA CROIX

30e édition. . . . . 7 fr. 50

MARRAKECH ou LES SEIGNEURS DE L'ATLAS

22e édition. . . . . 7 fr. »

DE

JÉROME ET JEAN THARAUD

Lauréats du

GRAND PRIX DE LITTÉRATURE

(ACADÉMIE FRANÇAISE 1919)

Dans la BIBLIOTHÈQUE PLON à 3 francs, il faut lire :

LES SANGSUES

D'EDMOND JALOUX

GRAND PRIX DE LITTÉRATURE

(ACADÉMIE FRANÇAISE 1920)

Vient de paraître :

CONSTANTIN PHOTIADÈS

LA VICTOIRE DES ALLIÉS EN ORIENT

(15 Septembre — 13 Novembre 1918)

Un volume avec 8 gravures et 3 cartes. . . . . 7 fr. 50

PLON-NOURRIT & Ce, Imprimeurs-Éditeurs
PARIS, 8, rue Garancière

MASSON & Cie, Éditeurs, 120, boul. Saint-Germain, PARIS

COLLECTION

" LES LEÇONS DE LA GUERRE "

Les ouvrages de cette Collection ne sont pas des « Livres de Guerre ». Consacrés à l'étude de la situation actuelle, ils ont pour but essentiel de présenter au grand public cultivé les données générales qui doivent guider notre effort de **restauration nationale**.

La guerre pèse trop lourdement sur nous pour que, par lassitude, nous puissions en oublier les leçons : la situation du monde entier est trop incertaine pour que, par légèreté, nous négligions les conseils d'une formidable expérience. Le retour au passé nonchalant est impossible et nous ne recueillerons les fruits de la victoire que si nous savons comprendre les situations nouvelles, agir selon les directives exactes et des méthodes rigoureuses.

L'autorité des écrivains qui, dans cet esprit, ont bien voulu résumer leur science et leur expérience, est un sûr garant de l'intérêt des volumes de cette Collection.

Viennent de paraître :

Les Leçons militaires de la guerre, par le commandant breveté BOUVARD, préface par le maréchal PÉTAIN. — 1 volume de 320 pages. . . . . **9 fr.** *net*

L'Industrie française. — L'Œuvre d'hier, l'effort de demain, par LÉON GUILLET, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et à l'École Centrale, directeur des Études techniques au ministère du Commerce et de l'Industrie, et JEAN DURAND, professeur suppléant à l'École Centrale. — 1 volume de 284 pages, avec 38 figures. . . . . **9 fr.** *net*

Alimentation et Ravitaillement, par R. LEGENDRE, docteur ès-sciences, préface par Ch. RICHET, membre de l'Institut. — 1 volume de 27 pages. . . . . **8 fr.** *net*

L'Aéronautique. — Hier, Demain, par le commandant ORTHLIEB, préface par le commandant WATEAU. — 1 volume de 292 pages. . . **9 fr.** *net*

Marine et guerre navale, par le capitaine de frégate, J. VASCHALDE, préface par Jules CELS, ancien sous-secrétaire d'Etat à la Marine de guerre, vice-président de la commission de la marine militaire à la Chambre des députés. — 1 volume de 326 pages. . . . . **9 fr.** *net*

Volumes sous presse :

La Chimie et la Guerre. — La Science et l'Avenir, par CH. MOUREU, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine.

Le Crédit et les Banques, par GERMAIN MARTIN, correspondant de l'Institut, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Le Commerce français, par Daniel SERRUYS, professeur à l'École des Hautes Études, directeur de l'Information Economique au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

La Politique extérieure, par PERTINAX.

ÉMILE-PAUL Frères, Éditeurs, 100, rue du Faubourg-St-Honoré, Paris (VIIIe)

JEAN GIRAUDOUX

ADORABLE CLIO

Un volume in-18. — Prix. . . . . 6 fr.

FRANCIS CARCO

L'ÉQUIPE

Roman

Un volume in-18 — Prix . . . . . 6 fr.

EMILE HENRIOT

LE DIABLE A L'HOTEL

ou les Plaisirs imaginaires

Roman

Un volume in-18. . . . . 6 fr.

P.-J. TOULET

LA JEUNE FILLE VERTE

Roman

Un volume in-18 — Prix. . . . . 6 fr.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

CAHIERS D'UN ARTISTE

Ve SÉRIE

LA FAMILLE D'AULTREVILLE ET LES SOMMEVIELLE

Uu volûme in-18 — Prix. . . . . 6 fr.

VIe SÉRIE

LES INTERMÉDIAIRES

Sub tegmine Malvi

Un volume in-18 — Prix. . . . . 6 fr.

Paul et Martial de PRADEL de LAMASE

NOUVELLES NOTES INTIMES D'UN ÉMIGRÉ

(Le Chevalier de Pradel de Lamase)
Officier à l'Armée de Condé.
Les grandes journées révolutionnaires

Un volume in-8° — Prix. . . . . 10 fr.

ÉMILE COLLAS

LA BELLE FILLE DE LOUIS XIV

Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière

Un volume in-8° — Prix . . . . . 10 fr.

79, Bd St-Germain PARIS — LIBRAIRIE HACHETTE — 79, Bd St-Germain PARIS

DEUX OUVRAGES DE HAUTE LITTÉRATURE

PIERRE SABATIER
Docteur ès-lettres

L'ESTHÉTIQUE DES GONCOURT

L'ajournement de la publication intégrale de leur JOURNAL a presque autant remis à la mode les Goncourt que l'eût fait sa publication. Tous ceux qui s'intéressent aux Goncourt et à "l'écriture artiste" devront, en attendant, lire l'ouvrage considérable dans lequel M. SABATIER a su à la fois renouveler et épuiser tout le sujet, montrant d'abord l'élaboration de l'esthétique des deux frères pendant leur jeunesse, fixant ensuite leur pensée à l'époque où ils commencèrent à écrire, consacrant une troisième partie à l'analyse de cette esthétique et étudiant leur influence sur la littérature d'aujourd'hui.

Un vol. in-8° de 640 pages avec un portrait d'Edmond et Jules de GONCOURT et un *fac-simile* de leurs écritures. Broché . . . . . 25 fr.

ESQUISSE DE LA MORALE DE STENDHAL

Henri BEYLE avait prévu qu'on le lirait, en 1883 : pouvait-il deviner que sa vogue se maintiendrait si longtemps et irait en s'approfondissant ?... En fait il ne se passe guère de mois sans que paraisse quelque plaquette sur le beylisme ou sans que se fonde quelque club stendhalien. Parmi tant d'ouvrages, celui de M. Sabatier marquera, par la clarté de sa langue, la pénétration de son analyse, la lumineuse interprétation des documents exploités et la somme de connaissances générales qui en font un guide précieux dans l'étude de notre littérature et de notre société contemporaines.

Un vol. in-8° avec le portrait de STENDHAL par Dedreux-Dorcy (Musée de Grenoble). Broché. 6 fr

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris.

A PROPOS DE L'ÉLECTION A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

ANDRÉ CHEVRILLON
de l'Académie française

Marrakech dans les Palmes
Neuvième édition

Un volume in-18. — Prix. . . . . 4 fr. 90

PIERRE MILLE

TROIS FEMMES
Dix-septième édition

Un volume in-18. — Prix. . . . . 4 fr. 90

GUIDO DA VERONA

LA VIE COMMENCE DEMAIN
Roman
Onzième édition

Un volume in-18. — Prix. . . . . 4 fr. 90

Imp. L. POCHY, 52, rue du Chateau, Paris. — 464-20.

LIVRES NOUVEAUX

L'ALLEMAGNE APRÈS LA DÉBACLE
par **Ambroise Got.**

L'auteur a vécu en Allemagne de mars à juillet 1919, comme attaché à la mission militaire française à Berlin. Il n'a pas perdu son temps. Son livre, dont la presse tant française qu'allemande, suisse et anglaise a reconnu la valeur, se recommande surtout par la variété des enquêtes et l'esprit judicieux dans lequel elles ont été menées. Ne négliger aucun milieu, doser les forces en jeu, dégager celles dont l'effet semble devoir être décisif sur l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre, tel a été le but de M. Got et tel est son mérite. Ajoutons à ces qualités l'art du portrait, le sens, encore ici, de ce qu'il y a d'essentiel dans une mentalité, le choix enfin de la personnalité représentative.

LES TRANSPORTS AUTOMOBILES SUR LE FRONT FRANÇAIS
par **le Commandant Doumenc.**

Depuis le jour où, grâce à Gallieni, un groupe d'humbles « taxis » parisiens transporte au secours de l'armée Maunoury une partie de l'infanterie de la 62e division, — jusqu'à l'été de 1918 où est assuré, par vingt-quatre heures, le transport de plus de 100 000 hommes et 70 000 tonnes d'approvisionnement sur le champ de bataille, le service automobile a bien servi le commandement. Son organisateur, le commandant Doumenc, avait toute qualité pour montrer le développement de cet organe de victoire : nouveau point de vue pour regarder le panorama de la guerre, ou, si vous voulez, nouvelle « coupe » dans cette formidable réalité.

ATTENTE
par **Henriette Charasson.**

C'est un recueil de poèmes en prose où se manifeste un art précis et délicat. Il se divise en deux parties, d'une inspiration différente ; la première est consacrée au souvenir d'un frère disparu, glorieuse victime de la grande guerre, la seconde à un douloureux rêve d'amour. Le poème en prose est un genre particulièrement difficile justement parce qu'il n'a qu'une technique très flottante et qu'on n'y peut suppléer aux défaillances de la pensée par les artifices du rythme et de la rime. Constater que l'auteur y a brillamment réussi, qu'il a su enfermer dans une forme exacte et harmonieuse une pensée exquise et une poésie pénétrante, c'est faire l'éloge le plus complet d'un talent maintes fois prouvé déjà.

NOTRE ONCLE D'AMÉRIQUE
par **Paul Junka,**

Ce livre est un hommage enthousiaste mais juste rendu par l'auteur à la Croix-Rouge Américaine. Quiconque a vu de près l'œuvre accomplie en France, pendant la guerre, par la « *A. R. C.* » peut comprendre l'admiration émue et la reconnaissance attendrie que trahit, à chaque page, à chaque ligne, cet ouvrage. La libéralité vraiment magnifique de la *Red Cross*, son activité si efficace qui ne connurent d'autres bornes que celles des besoins et des misères à soulager ont bien pu, aux yeux de chez nous, paraître tenir du merveilleux et du légendaire, et par là se justifie le titre si judicieusement choisi par l'auteur de ces notes. Dans la seconde partie de son ouvrage, madame Paul Junka risque un essai de psychologie comparée entre les deux races américaine et française. L'idéal humanitaire des deux peuples, d'où procède chez la race américaine ce sincère altruisme, pratique et efficace, véritable agent de progrès social, ne produit chez nous, hélas! trop souvent, qu'une agitation verbeuse et stérile. Peut-on espérer remédier à ce mal avec de nouveaux programmes d'éducation de la race. Il faut le souhaiter.

PROVINCE ET CAPUCINES
par **Hélène Picard.**

On sait que madame Hélène Picard s'est faite le poète de la province. Elle la décrit avec un grand charme, ou plutôt, car ce terme est trop froid et trop abstrait, elle nous en fait respirer, savourer la douceur, le repos et la mélancolie. On retrouve vraiment dans ses vers l'odeur des campagnes ensoleillées, la langueur des après-midi somnolents dans les petites villes. A ces paysages en demi-teinte correspondent des états d'âme qui leur sont appariés, le poète nous les dit, il fait mieux : il nous les communique. Et cela est, en vérité, très pénétrant.

MANGIN
par **M. Dutrèb** et **P.-A. Granier de Cassagnac.**

Faire la biographie d'un général français, c'est faire son panégyrique. La sympathie, dit-on, est la principale qualité de l'historien : on ne comprend bien que ce qu'on aime. Aussi ce portrait, à certains endroits, donne-t-il la vive impression d'une image exacte, celle d'un chef énergique et ardent à qui la France doit beaucoup. On ne sera pas surpris, par contre, de quelques vues indéniablement partiales; plutôt qu'une histoire objective, ne convient-il pas de chercher dans des biographies de ce genre la naïveté d'une épopée qui se dessine, d'une légende qui naît?

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE.	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER.	92 »	47 »	24.50

PRIX DE LA LIVRAISON : **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, 3, *rue Auber (Maison d'édition Calmann-Lévy), dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 3, *rue Auber.*

Les annonces sont reçues à la **Société Nouvelle de Publicité**, 11, *boulevard des Italiens, Paris.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.